



BIBLIOTECANAZ

141

D

36

NAPOLI

BIBL. NAZ.

VITT. EMANUELE III

141

D

36

NAPOLI





ÉLÉMENTS DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE,

*DEPUIS la conquête des Romains,
jusqu'au regne de Georges II.*

Par M. l'abbé MILLOT, de l'Académie
Françoise.

QUATRIÈME ÉDITION.

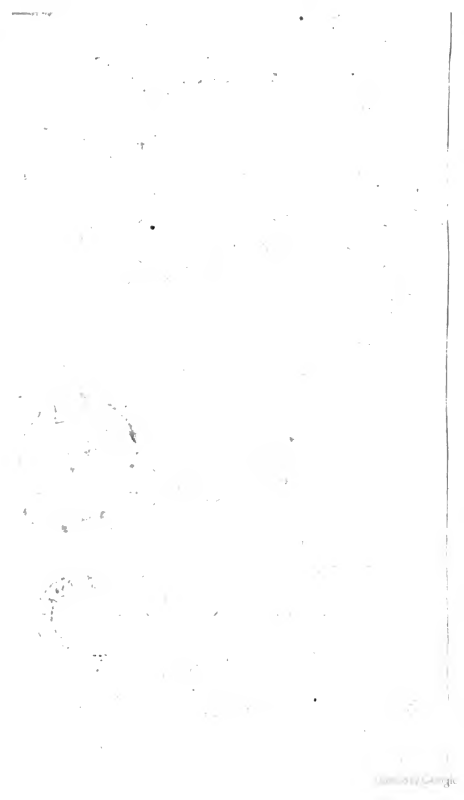
TOME III.



A PARIS,
Chez DURAND, neveu, rue Galande,
Hôtel de Lesseville.

M. DCC. LXXXI.

Avec Approbation, & Privilege du Roi.





É L É M E N S DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE.

C H A R L E S I.

C H A P I T R E II.

*Depuis le commencement de la guerre
civile jusqu'à la fin de ce regne.*

L'ARMÉE royale, d'abord extrêmement foible, devint bientôt assez forte pour se faire craindre. Charles I étoit vaillant ; il avoit avec lui les princes Robert & Maurice , ses neveux , fils de l'électeur Palatin , l'un & l'autre pleins de bravoure & capables de commandement. Dans

Tome III.

A

1643.
Premieres
hostilités.

une longue suite d'hostilités, dont nous supprimons le détail, les royalistes eurent souvent le dessus. Après plusieurs victoires, ils assiégèrent & prirent Bristol, la seconde ville du royaume. Quelques-uns proposèrent ensuite d'aller droit à Londres. Mais on craignit les difficultés de l'entreprise, & le roi forma le siège de Gloucester, dont la réduction auroit eu des suites importantes.

Siege de
Gloucester
par le roi.

Massey, officier de fortune, en étoit le gouverneur. Le roi l'ayant fait sommer de se rendre, deux citoyens de la ville, avec un air & un habillement hideux, qui annonçoient le fanatisme puritain, se rendirent au camp pour répondre à la sommation. Leur réponse fut une insulte. Ils dirent qu'en vertu de leur serment, ils gardoient cette place pour sa majesté & ses successeurs; qu'ils se croyoient obligé en conscience d'obéir à ses ordres *signifiés par les deux chambres du parlement*; & qu'afin de s'y conformer, ils étoient résolus, avec la grace de dieu, de garder fidèlement Gloucester. Les attaques furent vives, la défense ne le fut pas

moins. Le brave Massey profitoit de l'enthousiasme de sa garnison, qui couroit à la mort comme au martyre. Mais la disette de vivres & de munitions le réduisit enfin aux dernières extrémités.

L'alarme s'étoit répandue dans Londres. Le célèbre poëte Waller, membre de la chambre-basse, avoit formé depuis peu une conspiration pour forcer le parlement à la paix; & quoique l'on eût découvert & puni les conspirateurs, un grand nombre de personnes demandoient hautement qu'on mît fin aux troubles. Les communes, en possession d'une autorité despotique, l'exercerent alors avec tyrannie. Eloignées de tout accommodement équitable, elles ne pensèrent qu'à la délivrance de Gloucester. Les enrôlemens forcés, qui avoient paru révoltans de la part du souverain, furent mis en usage sans aucun scrupule. On leva une armée de quatorze mille hommes; le comte d'Essex, général du parlement, la conduisit au secours de la place. Il n'y avoit plus qu'un baril de poudre, & toute espérance étoit perdue, quand

Les communes intractables.

Elles envoient au secours de Gloucester

4 C H A R L E S I.

Bataille de
Newbury.

ces troupes vinrent changer la fortune.

Charles fut contraint de lever le siège; mais il se hâta d'arriver à Newbury, sur le passage d'Essex, dans la résolution de livrer bataille. Les deux armées firent des prodiges de valeur. Celle du parlement eût été mise en déroute, si la milice de Londres, quoique sans expérience, n'avoit combattu avec une fermeté inébranlable. La victoire fut indécise,

Mort de
Falkland.

Le roi perdit beaucoup dans cette bataille, par la mort du vicomte de Falkland (Lucius Carry), ce vertueux & savant ministre qui, à l'âge de trente-quatre ans, étoit digne de tous les éloges. Zélé parlementaire, quand il avoit cru la liberté civile attaquée par la couronne; il avoit embrassé le parti du roi, quand on voulut anéantir la monarchie & la constitution. Il gémissoit sur les maux publics; & le jour de la bataille où il fut tué : *Je prévois, dit-il, que beaucoup de malheurs menacent ma patrie, mais j'espère en être quitte avant cette nuit.* On se battoit aussi vers le nord sans succès décisif. Le marquis de Newcastle y soutenoit la cause

CHARLES I. 5

royale ; le chevalier Thomas Fairfax & Olivier Cromwel commençoient à s'y distinguer dans l'autre parti.

En faisant la paix avec l'Ecosse , Charles n'avoit pas changé le caractère turbulent de cette nation fanatique. Le parlement s'étoit attaché les Ecossois , moins par les sommes considérables qu'il avoit fournies à leur armée , que par son zele pour la discipline presbytérienne. Il eut soin de profiter de leurs dispositions , & de les armer en sa faveur , contre un roi dont le grand crime , à leurs yeux , étoit de soutenir la religion anglicane. Des commissaires envoyés à Edinbourg firent jouer avec succès les ressorts de l'enthousiasme & ceux de la politique. On forma un *covenant* ou une ligue solennelle , qui imposoit l'obligation d'attaquer sans ménagement le papisme , la prélature , l'hérésie & les usages profanes ; de livrer à la justice tous les mal-intentionnés ; & d'établir la réforme dans les deux royaumes , *sui-*
vant la parole de dieu & l'exemple
des églises les plus pures. (Ce lan-

*Les Ecossois se
joignent le plus
tôt.*

*Covenant
commun.*

A iij.



6 C H A R L E S I.

Treuve du
roi avec les
Irlandois.

Le covenant devoit être signé partout. Les Ecoſſois en conféquence leverent une armée de plus de vingt mille hommes, pour ſecourir le parlement. Charles, de ſon côté, conclut une treuve avec les rebelles d'Irlande. Le marquis d'Ormond, gouverneur de ce royaume, lui étoit dévoué; & envoya auffitôt en Angleterre pluſieurs corps de troupes, dont la plupart s'attacherent à ſon ſervice. Le parlement, toujours attentif à tourner la religion à ſon profit, accuſa le roi d'avoir épargné les catholiques Irlandois, dans le temps même où l'on s'efforçoit de lui arracher la couronne.

1644.
Parlement
d'Oxford op-
poſé à celui
de Weſtmin-
ſter.

Quoique ce prince eût remporté juſqu'alors pluſieurs avantages ſur ſes ennemis, les parlementaires devenoient plus redoutables; ſoit par la ſévère diſcipline qui s'obſervoit parmi eux, & que leurs préjugés de religion contribuoient à maintenir; ſoit par l'expérience qu'ils acquéroient tous les jours dans l'exercice des armes; ſoit par le reſpect de la nation pour le parlement, dont le nom ſeul pouvoit en impoſer au grand nom-

bre. Afin de remédier au mal, Charles imagina un expédient inoui : ce fut de convoquer à Oxford ceux des membres des deux chambres, qui étoient déclarés pour ses intérêts. Le nombre des pairs s'y trouva le double de ce qu'il en restoit à Westminster; mais il n'y eut que cent quarante membres des communes : la chambre-basse de Westminster l'emportoit de plus du double. Le roi exposa dans une déclaration toutes les violences qui l'avoient forcé à sortir de Londres, ainsi que ses partisans; il en concluoit que le premier parlement n'étoit plus libre & n'avoit plus d'autorité légitime. Celui d'Oxford lui procura de l'argent, unique ressource qu'on pouvoit en espérer. Toutes les offres d'accommodement étant inutiles, parce que l'assemblée de Westminster craignoit, avec raison, un examen des prétentions réciproques; on se replongea dans les horreurs de la guerre la plus opiniâtre.

Les troupes que Charles avoit tirées de l'Irlande, eurent d'abord des succès rapides; mais le chevalier Fairfax les dissipa. Le comte de Man-

Nouvelles
hostilités.

chester, un des généraux du parlement, se joignit aux Ecoissois qui avoient pénétré dans le royaume. Il étoit sur le point de prendre York, lorsque le prince Robert parut tout-à-coup, & présenta la bataille malgré le marquis de Newcastle, dont il méprisa trop les conseils. Cette bataille de Marston fut des plus sanglantes. Cromwel, alors lieutenant-général, décida la victoire par son habileté & sa bravoure. Newcastle, seigneur distingué, qui avoit sacrifié au service du roi son goût naturel pour le repos & pour les lettres, crut pouvoir abandonner une cause dont l'imprudence du prince Robert venoit de le dégoûter. Il se retira hors du royaume.

Bataille de
Marston per-
due par les
royalistes.

Autres
batailles.

Politique du
parlement.

D'un autre côté Charles attaqua le comte d'Essex, & le défit presque entièrement. On ne laissa pas de remercier ce général de son zèle. La politique du parlement étoit de traiter ses amis avec indulgence, & ses adversaires avec une extrême sévérité. Il s'attachoit les uns, & faisoit trembler les autres. Rien n'avoit plus contribué sans doute à rendre Essex

inébranlable dans son parti , quelque effort que fit le roi pour l'attirer dans le sien. Manchester & Cromwel ayant amené des renforts , battirent les vainqueurs à Newbury ; & si Cromwel avoit été cru , on auroit pu écraser les royalistes par une seconde victoire.

Cet homme , que nous allons voir jouer le premier rôle , étoit un des chefs de la secte des indépendans ; secte fanatique , cachée jusqu'alors dans la foule des presbytériens , mais qui se signala bientôt sur les débris de la monarchie. Les indépendans , enthousiastes par système , infatués d'une chimere de perfection , se croyant tous surnaturellement inspirés , tolérans malgré leur fanatisme , ne vouloient ni rites ; ni évêques , ni prêtres , ni ministres. Ils prétendoient que l'Esprit saint , par ses communications intimes , mettoit une parfaite égalité entre le pauvre & le riche , l'ignorant & le docteur. Si la hiérarchie leur paroissoit odieuse , ils ne haïssoient pas moins la royauté. Les puritains ne pensoient qu'à la restreindre : eux , ils vouloient l'a-

Secte de
Indépendans.

néantir ; & joignant une profonde politique à leurs rêveries absurdes, ils exécuterent ce que les autres jugeoient impossible.

Caractere de Cromwel.

Cromwel avoit des qualités toutes propres aux plus grands desseins ; la fougue d'un sectaire, l'audace d'un chef de parti, la dissimulation d'un hypocrite, les talens d'un général, le génie & l'habileté d'un homme d'état. Il déclama dans la chambre-basse, dont il étoit membre, contre la conduite de Manchester, qu'il accusoit de n'avoir pas poussé la guerre avec assez de vigueur. Ce général lui reprocha à son tour des projets & des discours séditieux, qui tendoient à la ruine du parlement. L'aigreur de ces disputes inspira aux indépendans la résolution de faire un nouveau modele d'armée. Leur maxime étant que *celui qui tire l'épée contre son roi, doit en même-temps jeter le fourreau*, ils vouloient des actions décisives, & des officiers résolus à tout entreprendre. Quoiqu'ils fussent les moins forts par le nombre, ils vinrent à bout par adresse d'exécuter leur dessein : ce trait seul va peindre l'esprit dominant.

Projet de réformer l'armée.

On ordonne un jeûne solennel pour attirer les graces du ciel. Des prédicateurs hardis déplorent les dissensions du parlement ; ils en accusent l'esprit d'intérêt personnel , dont les membres sont animés ; ils se plaignent de la perfide lenteur des chefs , qui , au lieu de finir promptement la guerre , ne cherchent qu'à la prolonger pour s'enrichir de la substance du peuple ; ils conjurent le seigneur de susciter des hommes plus dignes d'être les instrumens de sa providence. Le lendemain on fait valoir ces discours dans la chambre-basse , comme une inspiration manifeste du saint-Esprit. On insiste sur la nécessité de remédier aux désordres. On invite les membres à se dépouiller de tout intérêt personnel , de tout emploi lucratif. Cromwel ajoute qu'il s'est formé depuis le commencement de la guerre un grand nombre d'officiers habiles , capables des plus grandes expéditions ; que les troupes ont besoin d'être réformées sur un nouveau plan , & que le succès des armes dépendra de l'extirpation des abus. Tous ces manéges produisirent leur effet

Artifice singulier des indépendans.

Ordonnance
du renonce-
ment à soi-
même.

Fairfax gé-
néral. Crom-
wel sous lui.

Les communes passerent l'ordon-
nance du *renoncement à soi-même*,
par laquelle les membres du parle-
ment, excepté un petit nombre, fu-
rent exclus des emplois civils & mi-
litaires. La chambre-haute, trop foi-
ble contre le torrent, céda par crainte
ou par politique. Essex, Manches-
ter, plusieurs autres seigneurs resi-
gnèrent leurs commissions. Le che-
valier Fairfax fut nommé général.
On avoit eu soin d'envoyer Crom-
wel au secours d'une place assiégée.
Fairfax demanda au parlement la
permission de se servir de lui quel-
ques jours; il obtint ensuite de l'em-
ployer tout le temps de la campagne.
Par ce moyen Cromwel, malgré
l'ordonnance bizarre dont il étoit un
des principaux auteurs, eut l'autorité
militaire entre ses mains; & le géné-
ral, avec de la probité, du courage,
mais sans génie, ne fut que l'instru-
ment de ses passions.

1645.
Négociations
inutiles.

Cependant des commissaires du
roi & du parlement négocioient à
Uxbridge pour un traité. Charles
avoit enfin rendu aux deux chambres
de Westminster le titre de parlement.

d'Angleterre. Il auroit souscrit aux conditions que ce parlement proposoit, si elles n'eussent pas été honteuses & tyranniques. On vouloit que la suspension d'armes avec les rebelles d'Irlande fût déclarée nulle ; & qu'après les avoir domptés, le parlement nommât lui-même le gouverneur & les juges de ce pays. On exigeoit que tout le pouvoir militaire fût abandonné au parlement pour sept années, & qu'ensuite, au lieu d'être rendu au roi, il fût réglé par une transaction & par un bill. On ne se contentoit pas de la tolérance offerte par rapport aux cérémonies ecclésiastiques ; mais on demandoit que l'épiscopat fût aboli & le covenant reçu dans tout le royaume. On vouloit même que les principaux officiers de la couronne & tous les juges fussent à la nomination du parlement ; que le droit de paix & de guerre ne fût jamais exercé sans le consentement des deux chambres, &c. Telles étoient les prétentions du parti presbytérien. En cela, comme l'observe M. Hume, il ne différoit guère que de nom des indépendans ;

Conditions
odieuses que
le parlement
proposoit.

qui demandoient l'établissement d'une pure république. Les commissaires se séparèrent après vingt jours de conférences infructueuses.

Fanatisme
des parlemen-
taires.

Des préjugés de religion étoient toujours le premier mobile de ces furieux. A les voir, à les entendre, on les eût pris pour autant de saints. Ils ne parloient que le langage de l'écriture; ils affectoient une rigidité de mœurs, que le commun des hommes confond avec la sublime vertu. Un livre du roi Jacques, sur les divertissemens permis le dimanche après le service divin, avoit été condamné au feu *. Laud venoit enfin d'être immolé à la pieuse ven-

Laud exécuté
injustement.

* « On voit au milieu de la campagne un cercle de grès bruts, fichés en terre, & très-anciennement arrangés de main d'homme. Les ministres ont dit, & tout le peuple de ce canton croit pieusement, que ces grès sont autant d'hommes ainsi métamorphosés au milieu d'une partie de paume qu'ils s'étoient irrégulièrement permise un jour de dimanche ». (*Londr. t. 1.*) Les fraudes pieuses, tant reprochées aux catholiques, se retrouvent donc chez leurs ennemis.

geance de ses ennemis. Les communes avoient fait périr sur un échafaud, comme coupable de haute-trahison, ce vieux & respectable primat; aussi innocent que Strafford, & à qui l'on ne peut reprocher qu'un excès de zèle pour sa liturgie, pour des opinions reçues dont il n'étoit point l'inventeur. Sa roideur avoit occasionné en partie les troubles funestes de l'état; mais ce fut la faute des religionnaires autant que la sienne. S'il eut tort de heurter avec violence leurs préventions, ils firent encore plus mal de rompre, sous ce prétexte, tous le liens d'une juste dépendance. La rage du fanatisme, excitée par l'ambition, se joue des lois & de la nature. Charles en reçut bientôt les derniers coups.

Fairfax & Cromwel réformèrent leur armée, sur le modèle dont on étoit convenu. Les officiers furent choisis, tels que les indépendans pouvoient les souhaiter. Une rigide discipline augmenta la ferveur religieuse des soldats. Excités par l'exemple & les exhortations de leurs officiers, qui leur servoient de minis-

Différences
des deux ar-
mées.

tres, ils passoient en prières, en conférences, en lectures spirituelles, tout le temps qu'ils pouvoient donner à l'amusement & au repos. Les imaginations ardentes s'élevoient au-dessus de l'humanité. Les périls, la mort n'étoient rien pour ces hommes ravis hors d'eux-mêmes; ou plutôt, c'étoit le chemin du bonheur céleste où ils aspiraient. Dans l'armée royale, au contraire, régnoient la licence & le désordre. Le soldat, faute de paye, exerçoit impunément toute sorte de brigandages; l'officier railloit l'enthousiasme des parlementaires, sans réfléchir sur les effets qu'il devoit produire. Ce contraste présageoit de grands malheurs.

Bataille de
Naseby, déci-
sive contre
la couronne.

La bataille de Naseby, du côté d'Oxford, fut décisive pour les rebelles. Le prince Robert, dont le courage bouillant ne savoit point se modérer, déterminâ le roi & le conseil à engager l'action, au lieu d'attendre des secours qui pouvoient en assurer le succès. Il rompit l'aîle gauche des ennemis. Pendant qu'il les poursuivoit avec une aveugle impétuosité, Fairfax enfonça le corps de bataille.

commandé par le roi même. La valeur & l'habileté de Charles furent inutiles. Il perdit toute son infanterie, son artillerie, ses bagages & sa cassette. On y trouva des copies de ses lettres à la reine, retirée en France. Le parlement n'eut pas honte de les publier, & de tirer avantage contre lui de sa confiance pour une épouse chérie. Les communes en 1644 avoient accusé la reine de trahison, pour avoir amené de Hollande des secours à son mari. Tant de passion auroit déshonoré une bonne cause.

On publie
les lettres du
roi à la reine.

Depuis la bataille de Naseby, les affaires déclinerent rapidement. Tout plia devant les vainqueurs. Le prince Robert démentit lui-même sa bravoure, & rendit Bristol avec lâcheté. Charles, justement indigné, le congédia. En Ecosse, le comte de Montrose qui, par son courage & sa conduite, presque sans troupes, avoit remporté plusieurs victoires étonnantes, fut défait malheureusement, & ses principaux officiers condamnés à mort. Charles, au milieu de ces défaites, conservoit la fermeté de son

—————
1645.
Les milices
commencent.

ame. Il écrivit que, *s'il ne pouvoit mourir en roi, il étoit résolu de mourir en gentilhomme* ; & que ses amis n'auroient point à rougir pour le prince qu'ils avoient défendu. En vain s'efforça-t-il encore d'engager les communes à un accommodement convenable. Leur dureté augmentoit dans la victoire.

Négociation
en Irlande,
qui irrita en-
core les re-
belles.

Un nouvel événement les mit en fureur. Le roi, désirant la paix avec les rebelles d'Irlande pour en tirer quelques secours, avoit prié le comte de Glamorgan, zélé catholique & bon sujet, de hâter la négociation, commencée par le marquis d'Ormond. Le comte, inconfidéré dans ses démarches, sans agir de concert avec le marquis, promit au nom du roi que les Irlandois conserveroient toutes les églises dont ils s'étoient emparés, à condition qu'ils feroient passer en Angleterre un corps de dix mille hommes. Au premier bruit d'un traité si propre à réveiller les accusations de papisme, Ormond fit arrêter Glamorgan, & Charles désavoua le téméraire négociateur. Mais les communes n'en furent pas moins.

persuadées que le roi vouloit rétablir une religion, qu'elles regardoient comme une secte abominable.

En abolissant la prélature, le parlement n'avoit pas réglé les affaires ecclésiastiques. Il termina enfin ce grand ouvrage; il établit le gouvernement presbytérien, avec ses congrégations & ses assemblées. Des anciens de chaque paroisse, joints aux ministres, présiderent à toutes les choses spirituelles. On croyoit ressusciter l'ancienne église; on croyoit revoir le temps des apôtres. Les théologiens prétendirent que le presbytériat étoit de droit divin; moyen facile & admirable de consacrer les inventions humaines. Le parlement rejeta leur décision, dans la crainte qu'elle n'établît une autorité égale à celle dont les évêques jouissoient auparavant. Comme le pouvoir des clefs paroissent une arme dangereuse, il eut soin de fixer les cas où l'excommunication seroit légitime; & accorda le droit d'appel de toutes les cours ecclésiastiques. Plusieurs même de ses membres penchoient à tolérer sans exception les sectes protestantes. Rien

Le parlement change le gouvernement ecclésiastique.

Presbytériat.

Système de tolérance rejeté par les puritains.

n'étoit plus contraire au système des presbytériens. Leur zele fougueux s'éleva contre le scandale. À les entendre, « on alloit faire de l'église » l'arche de Noé, le réceptacle de » toutes les bêtes immondes ; le co- » venant leur imposoit l'obligation » de combattre le schisme & l'hérésie ; nulle raison politique ne pou- » voit contre-balancer ce devoir ». Les disputes s'échauffèrent, la division éclata. Le roi auroit peut-être profité des conjonctures, si la haine contre sa personne n'avoit réuni ceux que l'opinion divisoit.

Le roi se livre
aux Ecoffois.

Comme Fairfax se préparoit à l'assiéger dans Oxford, la crainte d'être mené en triomphe par les rebelles, lui inspira un dessein qui lui sembla l'unique ressource dans le désespoir. Se flattant que les Ecoffois n'avoient pas perdu tout attachement pour leur souverain, & qu'en puritains zélés ils romproient volontiers avec les indépendans, il se détermine à chercher un asyle entre leurs bras. Il part secrètement d'Oxford ; marche déguisé jusqu'auprès de Londres, arrive à l'armée d'Ecosse, qui faisoit.

le siege de Newark. La surprise est extrême en le voyant. On affecte de lui rendre des honneurs, mais pour le réduire en servitude. On exige qu'il envoie ordre à ses gouverneurs de rendre leurs places; il s'y foumet, & Newark, Oxford, Dublin, les autres villes sont abandonnées aux parlementaires. Les ministres puritains l'accabloient de sermons & de remontrances. Un d'eux, après des reproches amers sur sa conduite, voulut faire chanter devant lui le pseaume qui commence par ces mots, dans la traduction angloise : *Pourquoi, tyran, te glorifies-tu de tes mauvaises actions?* Le roi se contenta de désigner cet autre pseaume : *Ayez pitié de moi, Seigneur, car les hommes veulent me dévorer.*

Comment ils le reçoivent.

Insolence des ministres.

Enfin il falloit prendre un parti & décider de son sort. Le parlement vouloit qu'on le livrât entre ses mains; les Ecoissois vouloient le garder pour caution des sommes qui leur étoient dues. Elles montoient, selon leur calcul, à deux millions de livres sterling. Quatre cent mille livres offertes par les Anglois, la moitié payable

Les Ecoissois vendent le roi au parlement.

sur le champ, terminerent la dispute. A ce prix, les commissaires d'Ecosse conclurent le honteux traité, que l'on reprochera toujours à leur nation. S'ils n'avoient pas promis de sacrifier le monarque, les Anglois auroient-ils sacrifié une telle somme ? Il est vrai que le parlement d'Ecosse parut d'abord s'intéresser en sa faveur ; mais l'assemblée ecclésiastique décida qu'un prince opposé au covenant ne devoit point être reçu dans le royaume, & le fanatisme entraîna l'exécution du traité. Charles jouoit aux échecs quand il apprit, par une lettre, qu'on alloit disposer de sa personne. Il continua la partie sans marquer la moindre émotion. Livré aux parlementaires, il eut besoin de toute sa constance pour soutenir leurs indignes traitemens. On le priva de ses anciens domestiques ; on lui refusa même ses aumôniers ; on vouloit qu'il renonçât non-seulement à ses droits, mais à ses principes de religion.

On le traite
indignement.

1647.

Cette tyrannie du parlement fut enfin détruite par une autre espèce de tyrannie. Les communes pen-

soient à licencier une partie des troupes , pour affoiblir les indépendans qui avoient su s'en rendre presque les maîtres. Ceux-ci , résolus d'exécuter leur plan de république , n'avoient garde de perdre leurs avantages. L'armée se mutina , & présenta une pétition au général , pour obtenir sa paye & les arrérages qui lui étoient dus. Cette pétition fut un crime aux yeux des communes. Leurs menaces aigriront l'armée. Des plaintes insolentes , des cris séditieux annonçoient de quoi elle étoit capable. On envoya Cromwel , avec son gendre Ireton & quelques autres ; on leur donna commission de remédier au désordre. Eux-mêmes en étoient les auteurs secrets. L'artificieux Cromwel , sous un masque de zèle pour le parlement , cachoit le dessein de lui enlever toute l'autorité. Bientôt se forma un parlement militaire , plus terrible que celui de Westminster. Les principaux officiers composoient la chambre-haute ; deux bas officiers , ou deux soldats de chaque compagnie , sous le nom d'*agitateurs* , représentoient la chambre-basse : ce

Révolte de l'armée contre le parlement.

Parlement militaire.

ne fut pas le dernier phénomène produit par la rage des fanatiques.

L'armée en-
leve le roi.

Pendant que les parlementaires se dispoſoient à diſſiper ce complot par quelque coup de vigueur , l'armée en fit un qui décida la querelle. Un des agitateurs , nommé Joyce , à la tête de cinq cents chevaux , court à Hombly , où étoit le roi , pénétre dans ſon appartement , & lui déclare qu'il faut le ſuivre ſur l'heure. Charles demande par quel ordre ? Joyce , pour toute réponſe , lui montre quelques-uns de ſes cavaliers bien armés.

Votre ordre , dit le roi en ſouriant , *eſt écrit en beaux caractères qui ſe font lire aifément.* La garde ne fit point de réſiſtance. Les commiſſaires du parlement ſe virent arracher leur proie ; & l'armée , maîtrefſe d'une tête ſi précieufſe , ſentit qu'elle pouvoit donner la loi aux deux chambres. C'étoit le but de Cromwel. Tout ſe faiſoit par ſes adroites inſinuations ; tout ſe rapportoit à ſa fortune , ſans qu'il parût lui-même y penſer. Fairfax avoit été le jouet de ſes intrigues ; trop peu clairvoyant pour en démê-
ler

ler la trame, & trop honnête homme pour soupçonner toutes les fraudes de l'hypocrisie.

Le parlement n'étoit plus, dans l'opinion publique, le défenseur des lois & le restaurateur de la liberté. Il exerçoit un pouvoir plus arbitraire que le prétendu despotisme, dont il avoit fait le prétexte de ses entreprises contre la couronne. L'*accise*, impôt sur les boissons & les denrées, plusieurs autres taxes nouvelles devoient soulever la nation. Des sommes immenses, qu'un calcul exagéré fait monter à plus de quarante millions sterling, levées en cinq ans, offroient une ample matière de murmures, comparées surtout aux faibles subsides qu'on payoit auparavant. Les commissaires qui administroient cet argent, n'en rendoient même aucune compte. Le clergé épiscopal, sous le poids d'une cruelle persécution, sans autre crime que d'avoir été fidèle aux principes de l'église anglicane, étoit devenu un objet de pitié plutôt que de haine. A la place de la cour de haute-commission & de la chambre-étoilée,

Le parlement devenu odieux.

abolies avec tant de vigueur , on voyoit par-tout des tribunaux dont les jugemens ne paroissent pas moins odieux. Enfin la nation gémissoit du despotisme parlementaire , lorsque Cromwel fit marcher l'armée vers Londres.

L'armée exerce à son tour le despotisme.

Alors le parlement plie sous une force supérieure. Il révoque ses décrets contre les auteurs de la pétition militaire ; il change sa hauteur en complaisance. Mais comme le jeu des passions est par-tout le même , & que le pouvoir de l'épée est la principale source de la tyrannie , l'armée à son tour affecte le despotisme. Plus on lui cede , plus elle exige. Elle accuse de haute-trahison onze membres du parlement , chefs du parti presbytérien ; elle demande qu'ils soient conduit à la tour. Les communes répondent qu'une accusation générale ne suffit pas pour les faire arrêter. On réplique qu'elle a bien suffi pour faire arrêter Laud & Strafford. C'est ainsi que les différens partis usurpent l'un après l'autre l'autorité , & se permettent , quand ils ont la force en main , tous les excès

qu'ils ont condamnés dans leurs adversaires. Qu'avoient produit tant de violentes commotions pour renverser la prérogative royale ? au lieu d'un maître modéré, l'Angleterre s'étoit donné une foule de tyrans.

Pour satisfaire l'ambition de Cromwel, & assujettir le parlement à ses ordres, il falloit que l'armée entrât dans Londres sous un prétexte plausible. L'occasion s'en présenta d'elle-même. Les communes avoient ordonné, non sans peine, que la milice de Londres fût changée. A cette nouvelle, la populace s'émeut, une troupe de mutins assiege la chambre, & lui fait révoquer ses ordres. Les deux orateurs du parlement, suivis de plusieurs autres membres ; soit que la violence du peuple les eût effrayés, soit plutôt pour faire leur cour à Cromwel, dont ils prévoyoit l'empire, s'évadent secrètement, vont porter leurs plaintes à l'armée, & implorent son secours. Les chefs ne pouvoient rien souhaiter de plus favorable. On se récrie contre l'audace des séditieux, on ne parle que de venger le parlement. Bientôt l'armée

Elle domina
à Londres.

est aux portes de la ville, elle y entre sans que personne ait le courage de lui résister; elle décide souverainement de tout, accuse les uns, chasse les autres, donne la milice aux indépendans, & réduit le parlement à une entière servitude.

Le roi se sau-
ve dans l'île
de Wight.

Depuis que Charles n'étoit plus en la puissance des parlementaires, sa prison étoit devenue moins insupportable. On lui permettoit de voir sa famille & ses amis. Cromwel même le traitoit en roi; & ce prince espéroit de le gagner par des titres & des promesses. Peut-être y auroit-il réussi avec le temps, si les conjonctures n'avoient pas excité l'usurpateur à franchir toutes les barrières. Les indépendans, désormais sans crainte, maîtres du parlement & de Londres, se livrerent avec plus d'audace au projet d'anéantir la royauté. Charles commençoit à n'éprouver de leur part que des rigueurs. Il entendoit parler de menaces, de projets d'assassinat contre lui. Cromwel cherchoit peut-être à le remplir de défiance, pour le faire tomber dans un nouveau piège. Le roi, en prenant la fuite, s'éloi-

gna de ses partisans & perdit toutes ses ressources. Il se réfugia dans l'île de Wight, dont le gouverneur étoit Hammond, dévoué à Cromwel. Hammond l'y retint prisonnier : un mot pouvoit décider de sa vie.

Il s'étoit formé parmi les troupes une faction, qui auroit suspendu le coup, si Cromwel eût été moins capable de la dissiper. Le nom de *Levellers*, qu'on donnoit à ce parti, exprime le système de ceux qui le composoient. Ils vouloient que tous les hommes fussent *de niveau*, qu'il ne restât ni roi ni noblesse, que l'égalité des biens & du pouvoir fût établie dans la nation. Des idées mystiques servoient de fondement à leurs chimères, dignes de ces temps affreux, où les plus grossières extravagances se mêloient à la religion mal-entendue. » Les élus, disoient-ils, sont égaux : les apôtres étoient sortis de la lie du peuple : pourquoi un simple soldat, illuminé par l'esprit de dieu, n'auroit-il pas les mêmes droits que les commandans ? pourquoi laisseroit-on aux officiers tant de privilèges & d'a-

Factions des
Levellers.

Leur prin-
cipes extra-
vagans.

Cromwel
les réprime

» avantages contraires à l'égalité chrétienne » ? Ces discours se répétoient avec chaleur. Plusieurs régimens s'associerent pour faire valoir leurs prétentions. Mais le génie de Cromwel avoit des ressources également promptes & efficaces. Il possédoit l'art d'employer la terreur comme la fraude. Dans une revue de l'armée, il saisit les chefs des mutins; il en fait exécuter un sur-le-champ; les autres rentrent dans le devoir.

Articles
qu'on veut
faire sous-
crire au roi.

Dès-lors la résolution fut prise de se défaire du roi par quelque grand coup d'éclat, auquel on tâcheroit de donner les couleurs de la justice. Charles offrit au parlement de lui céder le pouvoir militaire & la nomination des offices considérables, pourvu qu'après sa mort ces droits retournassent à la couronne. On rejeta l'offre avec arrogance. On lui envoya quatre articles préliminaires à souscrire, les plus humilians & les plus iniques. Il demanda de traiter en personne avec les deux chambres, avant de faire des concessions, qui, sans cela, ne pouvoient assurer la paix. C'en fut assez pour enflam-

mer la fureur des républicains. Ils crièrent que le roi manquoit à son peuple ; que l'obéissance des sujets supposoit la protection du prince ; que Charles leur refusant ce qu'il leur devoit, ils étoient libres de leurs obligations, & qu'il falloit travailler sans lui à l'établissement national. Cromwel insista dans la chambre-basse sur ces maximes séditieuses. Il fit entendre que l'Angleterre ne comptoit plus que sur la sagesse du parlement ; qui à son tour pouvoit compter sur le zele & le secours de l'armée.

Jusqu'alors la qualité de roi avoit paru respectable : elle n'attira plus à Charles que des injures & des mépris. Le parlement ordonna qu'on ne lui présenteroit plus d'*adresses* * ; qu'on ne recevrait plus de lui aucune lettre de message ; & que l'on déclareroit coupable de trahison quiconque, sans l'aveu des deux chambres, entretiendrait quelque communication avec lui. A cette ordonnance

On perd
tout respect
pour lui.

* Une *adresse* est une requête ou pétition adressée au roi.

destructive de la royauté, on joignit des calomnies atroces, jusqu'à l'accuser sans pudeur d'avoir empoisonné son pere, & d'avoir excité les Irlandois au fameux massacre. Charles, tranquille dans sa prison, oppo-
soit une constance héroïque à ce torrent d'infortunes. Ses sentimens de religion le soutenoient contre les affauts du fanatisme & de la scélératesse.

1647.
Seconde guerre civile.

Cependant un parti considérable s'éleva tout-à-coup pour sa défense. Les Ecoissois se crurent obligés par le covenant (car les autres obligations étoient effacées) à maintenir la majesté royale, ainsi que la secte presbytérienne. Leur parlement arma quarante mille hommes. La tyrannie de l'armée étoit devenue si odieuse aux Anglois même, qu'en plusieurs endroits les partisans de Charles leverent des troupes. Dix-sept vaisseaux se déclarerent pour lui. Une seconde guerre civile s'alluma dans le royaume. Tandis que Cromwel & les autres chefs s'appliquoient à dissiper cet orage, le parlement plus libre rétracta la dernière

ordonnance , & envoya quinze commissaires traiter avec le roi. Ce changement pouvoit produire les plus grands biens , si le desir de la paix eût été accompagné des sentimens de modération , qui auroient dû l'accélérer.

Les commissaires trouverent Charles dans un état capable de les attendre , presque sans domestiques , la barbe longue , les cheveux négligés & blanchis par le chagrin. Mais son esprit n'avoit rien perdu de sa pénétration ni de sa force. Il disputa seul avec eux dans une longue suite de conférences les points les plus délicats , avec une supériorité de raison dont ils furent étonnés. La nécessité le forçoit à recevoir des conditions odieuses. Il consentit à reconnoître que le parlement avoit pris les armes pour une juste défense ; à lui céder pour vingt ans , & le pouvoir militaire & le droit de lever l'argent destiné à l'entretien des troupes , le droit même de reprendre ensuite cette double autorité , lorsque les deux chambres le jugeroient utile au bien public ; il consentoit à le laisser maître de la

Négociation
entre le roi
& le parlement.

nomination des grands offices, & du gouvernement de l'Irlande; à faire payer par le peuple toutes les dettes contractées dans la guerre civile. Concessions si étranges que, s'il avoit dépendu de lui de les éviter, dit-il avec douleur, elles l'auroient rendu plus digne qu'aucune action de sa vie, d'être regardé comme l'ennemi de ses sujets.

On ne peut
s'accorder sur
des points de
religion.

Il ne refusa son consentement qu'à deux articles, l'un pour la punition de ses partisans, l'autre pour l'abolition de l'épiscopat. Toujours pénétré de regret d'avoir sacrifié l'illustre Strafford, il accorda seulement, mais avec peine, que les royalistes payeroient des compositions au parlement, & que sept des principaux seroient bannis pour un temps limité. A l'égard de la religion, inflexible dans ses principes, comme les communes l'étoient dans leur système presbytérien, il abandonnoit tout ce qui ne paroïssoit pas d'institution apostolique, pourvu que l'épiscopat fût conservé; il consentoit néanmoins qu'on ne laissât aux évêques d'autre pouvoir que celui de conférer les ordres aux ministres.

Telle est la démente des religionnaires enthousiastes : leur intérêt, l'intérêt public, ne sont rien au prix de leurs opinions. Quelque avantageux que ce traité fût au parlement, quelques motifs qu'on eût de le conclure sans délai, les négociateurs s'opiniâtrèrent sur l'article qui sembloit le moins difficile. On reconnoît l'esprit de secte dans cette déclaration parlementaire : *Les deux chambres détestant l'abominable idolâtrie qui se commet à la messe, ne peuvent admettre ni autoriser, comme sa majesté le desire, l'exemption pour la reine & sa famille des peines qui seront portées contre l'usage de la messe.* Un aveugle entêtement fermoit les voies de conciliation.

Entêtement
insensé des
sectaires.

On perdit le temps en disputes, tandis que l'armée agissoit avec vigueur. Elle dissipa bientôt les royalistes, dont les différens corps n'étoient point unis. Cromwel pénétra en Ecosse, où rien ne put lui résister. Fairfax s'empara de Colchester après un siège mémorable. Ireton, le plus cruel des fanatiques, engagea ce général, naturellement humain, à

Progrès de
l'armée.

Exécutions.
Traits de
courage.

faire passer par les armes quelques-uns des officiers de la garnison. Le chevalier Lucas passa le premier, & donna ordre lui-même aux exécuteurs de faire feu. A peine fut-il tombé mort, que Lille, son ami, courut l'embrasser & se présenta au supplice. Les soldats lui paroissant trop loin, il leur dit de s'approcher. Un d'eux répondit qu'ils ne le manqueroient sûrement pas. *Amis*, répliqua-t-il en souriant, *je vous ai vus de plus près, & vous m'avez manqué.* Une mort si glorieuse étoit préférable au triomphe des rebelles.

L'armée veut
se défaire du
roi.

Leur premier soin, après avoir renversé rapidement tous les obstacles, fut de se saisir de la personne du roi, & de le transférer dans une prison plus étroite. Charles pouvoit prévenir ce coup par la fuite. Mais, ayant promis au parlement de ne point s'évader pendant la négociation, il se fit scrupule de violer cette promesse, dont les circonstances sembloient le décharger. Il devoit mourir victime de sa bonne foi, comme de la tyrannie de ses oppresseurs. Le

parlement eut le courage de leur résister d'abord, & déclara que les concessions du roi pouvoient servir de fondement au traité national. Mais le colonel Pride, autrefois charretier, assiégea la chambre des communes, arrêta quarante-&-un membres presbytériens : les autres membres suspects furent exclus, au nombre de plus de cent seize ; & il ne resta que les furieux indépendans. Ce fantôme de parlement exécuta le projet incroyable de faire le procès au souverain.

Le parlement réduit aux indépendans.

Sur le rapport des commissaires chargés de dresser les articles d'accusation, la chambre-basse déclare le roi criminel de haute-trahison ; pour avoir fait la guerre au parlement ; & forme une haute-cour de justice, à qui elle donne pouvoir de le juger. Les pairs rejettent ce bill avec l'indignation convenable. Alors, en partant du principe nouveau, *que le peuple est l'origine de toute autorité juste*, on déclare que les communes d'Angleterre, *assemblées en parlement ; étant choisies par le peuple qu'elles représentent, ont la suprême auto-*

1648.
Bill qui renverse la constitution.

rité de la nation; & que tout ce qui est jugé loi par les communes, a force de loi sans le consentement du roi & des pairs. Ainsi la constitution angloise, au milieu des soulèvements & de la guerre civile, est totalement renversée par ceux qui affectoient de la soutenir. L'hypocrite Cromwel soutient ces usurpations inouïes, en jouant le rôle d'un inspiré. « Dernièrement, dit-il, lorsqu' que je voulois parler pour le rétablissement de sa majesté, je sentis ma langue qui se celloit dans ma bouche, & je regardois ce mouvement surnaturel comme une réponse du ciel qui rejettoit le prince endurci ».

Discours
hypocrite de
Cromwel.

Le roi devant
ses juges.

Charles, conduit à Londres par Harrison, colonel, fils d'un boucher & digne de sa naissance, comparoit devant ses juges, parmi lesquels se trouvent Ireton, Cromwel, Harrison, & une foule de scélérats, dont la mémoire sera éternellement en horreur. Le solliciteur ou procureur-général, dit au nom des communes que « Charles Stuart, ayant été reçu roi d'Angleterre avec un pouvoir

» limité, voulant établir un gouver-
 » nement illimité & tyrannique, a
 » traîtreusement & méchamment
 » fait la guerre au parlement, & à
 » la nation qu'il représente; & que
 » pour cela il est accusé comme traî-
 » tre, tyran homicide, ennemi dé-
 » claré & implacable de la républi-
 » que ». Sur quoi le président de
 l'assemblée somme le roi de répon-
 dre. Charles, avec une dignité & un Réponse
du roi.
 courage que les revers n'avoient pu
 abattre, répond qu'il ne reconnoît
 point l'autorité ni la juridiction de
 ce tribunal; qu'étant leur roi héré-
 ditaire par le droit de sa naissance,
 tous ses sujets, même réunis, n'ont
 pas le pouvoir de lui faire son pro-
 cès; qu'ayant souvent exposé sa vie
 pour la défense de la liberté & des
 lois fondamentales du royaume, il
 est prêt encore à sceller de son sang
 ces droits précieux; que ceux qui
 s'arrogent la qualité de ses juges,
 sont nés ses sujets, & sujets des
 lois qui prononcent que *le roi ne peut
 faillir*; mais que, sans recourir à
 cette maxime générale, il est en état
 de justifier sa conduite par des rai-

sons évidentes ; & que , s'il y est invité d'une autre manière , il desireroit leur démontrer , & à l'univers entier , la justice de la guerre où il s'est malheureusement & malgré lui engagé pour sa défense .

Il est condamné à mort.

Une réponse si juste , si noble , si ferme & tout-à-la-fois si modérée , auroit confondu des hommes moins obstinés au crime . La nouvelle cour ne laissa pas de continuer ses poursuites . Charles y ayant été traduit jusqu'à trois fois , & ayant trois fois décliné sa juridiction ; les juges , après avoir entendu quelques témoins , qui déposèrent que le roi avoit paru en armes contre les troupes du parlement , prononcèrent la sentence de mort . La France , la Hollande , l'Ecosse s'étoient efforcées inutilement d'arrêter cette horrible procédure . Quatre illustres amis du roi , Richmond , Hertfort , Southampton & Lindefey , représentèrent aux communes qu'en qualité de ses conseillers , ils étoient seuls coupables des mesures qu'on lui imputoit comme des crimes : ils demandèrent à sauver , par leur sup-

Quatre seigneurs s'offrent à mourir pour lui.

plice , cette vie précieuse que les communes elles-mêmes étoient intéressées à défendre. Leur générosité excita peut-être la rage des paricides ; car plus les méchans se voient condamnés par la vertu des gens de bien , plus ils s'empressent à recueillir les fruits de leurs attentats.

Pendant trois jours qu'on laissa au roi avant l'exécution , il s'occupait tranquillement de ces vérités éternelles , qui élèvent l'ame au-dessus des maux de la vie. Le prince de Galles & le duc d'York , ses deux fils aînés , s'étoient enfuis. Le duc de Glocester , leur cadet , âgé de huit ans , lui ayant été amené :
 « Mon enfant , lui dit-il ; on va cou-
 » per la tête à ton pere , & peut-
 » être voudra-t-on te faire roi. Mais
 » prends garde ; tu ne peux être roi
 » du vivant de tes freres Charles &
 » Jacques. Ils couperont la tête à tes
 » freres lorsqu'ils pourront les tenir ;
 » ils te la couperont aussi à la fin.
 » Ainsi je t'ordonne de ne pas souf-
 » frir qu'ils te fassent roi ». Le jeune
 prince répondit en soupirant : « Je me

1649.
 Le roi se
 prépare au
 supplice.

« laisserois plutôt mettre en pieces ». L'échafaud avoit été dressé devant le palais même de Whitehall, demeure des rois d'Angleterre. Charles y monta sans foiblesse. Il harangua l'assemblée ; protesta de son innocence ; & reconnut néanmoins que sa mort étoit juste aux yeux de l'Être suprême ; qu'il étoit puni pour ne s'être pas opposé à une sentence injuste (celle de Strafford). Il pardonna généreusement à ses ennemis, les exhortant, eux & la nation, à l'obéissance envers son légitime successeur. Un homme masqué lui trancha la tête d'un coup. Un autre la prit, la montra aux spectateurs en s'écriant : *Voilà la tête d'un traître.*

Fairfax trompé
par les ré-
gicides.

Fairfax s'étoit absenté pendant le procès. Avant l'exécution, il s'efforça d'empêcher ce dernier crime ; il résolut enfin de sauver le roi par la force avec son régiment. Cromwel & Ireton persuaderent au crédule général de recourir à la prière, dans un moment où l'on avoit si grand besoin, disoient-ils, de lumières surnaturelles. Le fanatique Harrison fut chargé de s'unir à lui pour invoquer

le seigneur ; il eut soin de prolonger cet exercice jusqu'à ce qu'on vint annoncer la mort du roi ; se levant alors d'un air de prophete , il assura que le ciel exauçoit leurs vœux , & faisoit connoître miraculeusement ses volontés.

La nation , trop long-temps dupe de ces hypocrites , étoit revenue de son erreur. Autant elle s'étoit livrée contre Charles aux transports d'une haine aveugle , autant se livra-t-elle à l'affliction après avoir perdu ce bon prince , dont le caractère méritoit l'estime & l'amour de ses sujets. Peu de rois ont eu plus de vertus & si peu de vices. Dans un siècle moins orageux , il auroit régné tranquille , avec la gloire de faire du bien sans inspirer de la défiance. Mais il manqua de cette sagesse politique qui doit se régler sur les conjonctures ; & il suivit trop aisement des conseils qui ne valoient pas ses propres lumieres.

Douleur de la nation.

Pour mieux faire connoître son esprit & ses sentimens , nous traduirons quelques morceaux d'une lettre , où il rendoit compte au prince.

Lettre de Charles I à son fils.

de Galles de ses dernières négociations avec le parlement. « Vous voyez, lui écrivoit-il, combien j'ai travaillé à la recherche de la paix. Ne craignez pas de suivre mes traces. Employez tous les moyens dignes de vous pour recouvrer vos droits; mais préférez les voies pacifiques. Faites voir la grandeur de votre ame, en triomphant de vos ennemis par le pardon plutôt que par les châtimens. Que mon expérience vous apprenne à ne point affecter plus de pouvoir & de prérogative, qu'il n'en faut réellement pour le bien des sujets, non pour la satisfaction des favoris. Par-là vous ne manquerez jamais de moyens d'être un bon pere à l'égard de tous, & un prince libéral envers ceux que vous voudrez favoriser. Ces considérations peuvent vous rendre un aussi grand roi, que votre pere est aujourd'hui éloigné de l'être; & votre autorité sera d'autant plus solide, que la mienne a été plus affoiblie: car nos sujets ont appris que des victoires sur leur prince

» ne font que des triomphes sur eux-
 » mêmes. Les Anglois font un peuple
 » sage, quelque infatués qu'ils soient
 » à présent. . . . Enfin, si Dieu vous
 » donne du succès, usez-en avec
 » modestie, & ayez toujours de
 » l'éloignement pour la vengeance.
 » S'il vous rétablit à des conditions
 » dures, tenez tout ce que vous au-
 » rez promis. Ces infracteurs des lois
 » qu'ils étoient obligés de défendre,
 » trouveront leurs victoires pleines
 » de trouble; mais ne pensez pas
 » que rien au monde mérite d'être
 » obtenu par des voies injustes &
 » déshonnêtes ».

Peu de jours après la mort du roi, parut sous son nom un ouvrage, in-
 titulé en grec *Icon Basiliké*, (Ta-
 bleau royal) plein d'élégance, de
 sentiment & de vertu. Milton en
 comparé les effets à ceux que produi-
 sit sur les Romains le testament de
 César, lu par Antoine. On en fit cin-
 quante éditions dans l'espace d'un an.
 Étoit-ce véritablement l'ouvrage du
 roi? plusieurs le nient; mais il y a
 d'assez bonnes raisons pour le croire,
 du moins comme une chose vraisem-
 blable.

L'Icon de
 Charles I.

Arts,
littérature.

Ben John-
son dans la
misère.

Charles I aimoit la peinture & les beaux-arts. Son économie & son peu de revenus ne l'empêchoient pas de vivre avec magnificence. Il possédoit vingt-quatre maisons royales, toutes assez bien meublées pour qu'il passât de l'une à l'autre, sans avoir besoin d'y faire transporter la moindre chose. Quoiqu'il aimât les ouvrages d'esprit, & qu'il fût bon connoisseur, on lui reproche d'avoir manqué de générosité envers Ben-Johnson, fameux poëte dramatique, qui, dans une vieillesse infirme & indigente, lui ayant fait demander quelque secours, ne reçut qu'une somme très-médiocre. *Je suis logé fort à l'étroit, dit le poëte mécontent; mais je vois par l'étendue de cette faveur, que l'ame de sa majesté n'est pas logée plus au large.*



R É P U B L I Q U E.

JAMAIS conspiration n'avoit été conduite avec plus d'habileté & de vigueur, que celle des indépendans pour fonder une république sur les ruines du trône d'Angleterre. Après le supplice de Charles I, ils se hâtèrent de mettre la dernière main à leur ouvrage. La chambre-basse réduite au nombre d'environ quatre-vingt membres, de cinq cent treize députés qui la composoient au commencement, déclara que la chambre des pairs devoit être abolie comme inutile & dangereuse, & qu'il n'y avoit plus de monarchie. *Si l'on desiroit un roi*, dit un de ces républicains, *le dernier étoit aussi digne de la couronne qu'aucun gentilhomme du pays.* Cependant sa statue fut renversée, & l'on mit sur le piedestal cette inscription : *Exiit tyrannus, regum ultimus.* Le TYRAN, DERNIER DES ROIS, A DISPARU. Les communes firent un grand sceau qui portoit pour légende : *La première année du*

1649.
La monarchie
abolie.

48 R É P U B L I Q U E.

rétablissement de la liberté par la bénédiction du ciel. Elles déclarerent coupable de haute-trahison quiconque reconnoîtroit pour roi, *Charles Stuart, connu sous le nom de prince de Galles.* Afin d'augmenter la terreur, quelques royalistes furent condamnés à mort.

Plusieurs partis dans la nation.

Fanatiques.

La nation étoit divisée en plusieurs partis, d'autant plus animés l'un contre l'autre, qu'ils respiroient presque tous le fanatisme. Ceux-là vouloient qu'il ne restât aucune forme de gouvernement humain, parce que Jesus-Christ, dont le second avènement ne pouvoit tarder, alloit regner seul dans l'univers. Ceux-ci portoient la démence jusqu'à soutenir qu'il ne restoit plus ni morale ni loi naturelle, & que les élus, dirigés par l'esprit-saint, étoient au-dessus des obligations ordinaires. Les presbytériens, les royalistes, avec des principes tout opposés, faisoient éclater le même mécontentement.

Charles II proclamé en Ecosse.

L'héritier de la couronne, Charles II, quoique fugitif & sans forces par lui-même, espéroit entrer en possession de ses droits. L'Ecosse l'avoit proclamé

clamé, à condition qu'il se conduiroit avec sagesse, qu'il garderoit le conve-
nant, & qu'il n'auroit autour de lui
que des personnes bien intentionnées.
Conditions dures, mais supportables
dans ces tristes circonstances. D'un au-
tre côté, le marquis d'Ormond, gou-
verneur d'Irlande, étoit à la tête d'un
grand parti dévoué au prince; &
quoique les Irlandois se fussent de
nouveau révoltés en 1646, à l'insti-
gation d'un nonce du pape, ils étoient
alors sincèrement unis aux royalistes.
Les indépendans se voyoient entou-
rés d'ennemis; mais le génie de
Cromwel se jouoit des obstacles &
des dangers.

Son parti
en Irlande.

Nommé par le conseil d'état gou-
verneur d'Irlande, Cromwel, avant
de partir, pourvut à la tranquillité de
l'Angleterre. La faction des *Levellers*
n'étoit pas détruite dans l'armée. Qua-
tre mille de ces enthousiastes s'étant
révoltés ouvertement, on les amusa
par une négociation, on tomba en-
suite sur eux. Il y en eut quatre cents
de pris, quelques-uns de traînés au
supplice; & cet exemple atterra les
autres. Lilburn, lieutenant-colonel,

Révolte des
Levellers.

homme fanatique & turbulent , fut mis en prison. Les femmes en corps demanderent son élargissement : on les avertit de soigner les affaires du ménage , & de laisser aux hommes le gouvernement de l'état. (Ce n'étoit plus le temps où les pétitions des femmes paroissent utiles pour échauffer l'esprit d'indépendance.)

Gouvernement tyrannique.

Les cas de haute-trahison furent étendus jusqu'aux simples discours , jusqu'aux intentions sans effet ; les prisons remplies de citoyens , quoique le pouvoir d'emprisonner eût paru si tyrannique ; l'accise & d'autres taxes extraordinaires , exigées avec rigueur. La nouvelle république ressembloit au regne de Tibere.

Cromwel subjugue l'Irlande.

Cependant Cromwel arrive en Irlande ; il fait lever le siege de Dublin au marquis d'Ormond ; il emporte d'assaut la ville de Tredah , défendue par une nombreuse garnison ; il ordonne un massacre général des soldats : un seul échappe à la boucherie. Cette cruauté politique répand la terreur ; les places ouvrent leurs portes : le clergé Irlandois , voyant Ormond malheureux , le frappe d'a-

R É P U B L I Q U E. 51

nathêmes en qualité de protestant ; plus de quarante mille hommes se bannissent volontairement de leur patrie , pour aller servir les étrangers ; & l'Irlande est subjugué par Cromwel *. Il eut bientôt l'occasion de se signaler en Ecosse avec plus de gloire.

Le brave marquis de Montrose n'étoit plus. Après la mort de Charles I, ayant reçu de son fils une commission de capitaine-général en Ecosse, il avoit débarqué dans ce royaume, accompagné d'un petit nombre de soldats allemands. Surpris & arrêté par les Ecossois, ces fanatiques n'avoient vu dans un si grand homme, leur concitoyen, qu'un impie excommunié comme rebelle au covenant. Il essuya des indignités affreuses, & fut condamné à être pendu. La sentence portoit que sa tête seroit

1650.
Exécution du
brave Mont-
rose.

* Il y avoit en Irlande deux partis de catholiques, celui des Jésuites & celui des Cordeliers. Cromwel profita de leurs divisions. Les Cordeliers, dans un manifeste imprimé à Paris en 1650, reprochent aux Jésuites d'avoir favorisé l'usurpateur. (V. Londres, tom. 2. p. 51).

clouée à la porte de la prison; ses jambes & ses bras attachés dans les quatre principales villes du royaume; & son corps enterré avec ceux des malfaiteurs, à moins que son repentir ne fît lever l'excommunication.

Paroles de
ce héros.

„ Je suis plus fier, dit-il aux mi-
„ nistres presbytériens, d'avoir ma
„ tête attachée au lieu marqué par la
„ sentence, que d'avoir mon portrait
„ suspendu dans la chambre même
„ du roi. Loin d'être fâché qu'on en-
„ voie mes bras & mes jambes dans
„ quatre villes du royaume, je vou-
„ drois avoir assez de membres, pour
„ qu'on les dispersât dans toutes les
„ villes chrétiennes, & qu'ils y servis-
„ sent de témoignage en faveur de
„ la cause pour laquelle je suis con-
„ damné ». Le soir il mit en vers ce
sentiment. Sa mort fut aussi héroïque
que sa vie. Il étoit encore à la fleur
de l'âge, lorsque son roi & sa patrie
eurent le malheur de le perdre.

Charles II
en Ecosse.

Cet événement apprit à Charles II
combien le fanatisme écossois étoit
redoutable; & le détermina, contre
l'avis de plusieurs, à recevoir des con-
ditions odieuses, sans lesquelles il

ne devoit rien espérer d'un peuple si aveugle & si opiniâtre. Il fit voile pour l'Ecosse avec sept vaisseaux de guerre hollandois. En arrivant , il fut contraint de congédier une partie de ses amis , de signer le covenant , & d'effuyer les ennuyeux sermons des ministres. Il affecta même , dans une déclaration publique , un zele conforme à leur bigoterie. Il s'accusoit d'avoir suivi les mauvais conseils de son pere ; il déplorait l'idolâtrie de sa mere & la tolérance qu'on lui avoit accordée ; il promettoit de n'aimer & de ne favoriser aucun de ceux qui auroient assez peu de conscience pour préférer son intérêt à l'évangile & au royaume de Christ ; de n'avoir désormais d'autres ennemis que les ennemis du covenant ; & de le faire triompher du papisme , de la superstition , de la prélature , en un mot , de tous les usages profanes. Les puritains , gouvernés par le duc d'Argyle , furent peu touchés de ces apparences dont ils se défioient sans doute. Le prince étoit parmi eux un captif plutôt qu'un roi : on ne l'admettoit pas même au conseil.

Il est forcé de prendre le langage du fanatisme.

Zeile des Ecoſſois contre les forciers.

S'il falloit encore des preuves de la démenſce qui regnoit alors en Ecoſſe, en voici une frappante. Le zele ſ'acharnoit ſur les forciers, comme ſur les chrétiens *idolâtres*, & en trouvoit par-tout à immoler. Dans un ſeul village de quatorze maiſons ſeulement, quatorze perſonnes furent brûlées pour forcellerie. N'en doutons pas, l'ignorance a fait autant de mal au genre humain que les paſſions. On pouſſuivoit auſſi les forciers en Angleterre avec beaucoup de crédulité & de rigueur. Mais où ne les pouſſuivoit-on pas ?

Cromwel eſt général, & marche en Ecoſſe.

Fairfax ſe faiſant ſcrupule d'attaquer les Ecoſſois contre la foi du covenant, ſ'étoit démis du généralat, & Cromwel avoit été nommé à ſa place. Ce dernier qui connoiſſoit Fairfax incapable de trahir ſa conſcience, ſ'efforça de le faire changer de réſolution, bien sûr de ne pas y réuſſir. On vanta comme un prodige de déſintéreſſement le chef-d'œuvre de l'ambition la plus profonde. Le nouveau général ſ'avança bientôt à la tête de ſeize mille hommes. Leſley commandoit l'armée d'Ecoſſe. Charles ſe

rendit au camp, & se fit aimer des soldats par sa vivacité & sa valeur. Le clergé en ayant pris de l'ombrage, on l'obligea de quitter l'armée. On renvoya aussi quatre mille hommes, trop bons royalistes pour que les presbytériens les crussent dignes de servir la cause commune; on craignit qu'un seul de ces profanes n'attirât la malédiction du ciel.

Le clergé
Ecoffois af-
foiblit l'ar-
mée par la
bigoterie.

Déjà Cromwel commençoit à manquer de vivres; le général écoffois en évitant de combattre, le réduisit aux dernières extrémités. Malheureusement les ecclésiastiques avoient l'ascendant sur les troupes. A force de crier que le seigneur avoit exaucé leurs vœux, qu'ils étoient assurés de la victoire, ils contraignent Lesley à descendre des hauteurs où il campoit, entre Dunbar & Berwick, & à risquer une bataille. Aussitôt Cromwel attaque cette armée plus nombreuse que la sienne, mais fort inférieure en discipline & en expérience. Il la met en fuite dès la première charge, fait neuf mille prisonniers, s'empare d'Edinbourg & de Leith. Il auroit poussé plus loin

Bataille
de Dunbar.

ses avantages, si l'hiver & la fièvre ne l'en eussent empêché.

Cromwel réfuta les révéries des Ecoſſois presbytériens.

Rien ne détrompe les fanatiques. Quand ils raisonnent, c'est pour s'affermir dans l'erreur ; & ils fortifient leurs préjugés par les preuves mêmes qui semblent devoir les détruire. Le clergé presbytérien qui avoit prophétisé le gain de la bataille de Dunbar, vit clairement dans les décrets de la providence toutes les raisons pourquoi on l'avoit perdue. Il les exposa dans un ouvrage absurde, que Cromwel réfuta lui-même. Celui-ci soutint que les prières faites de part & d'autre étoient un appel au jugement de dieu, & que dieu avoit prononcé à Dunbar une sentence irrévocable. Rien n'eût été plus facile que de trouver des causes naturelles de l'événement ; mais l'esprit d'enthousiasme mêloit toujours la théologie aux fureurs de la guerre civile. Charles, quoique excédé par les ministres, qui le fatiguoient de sermons & de prières, qui ne lui permettoient aucun plaisir, qui lui reprochoient sévèrement les moindres fautes, étoit néanmoins un peu plus libre, depuis

Charles à l'armée.

que les Ecoissois avoient rabattu de leur confiance. On les laissa maître d'aller au camp pour la première campagne.

Cromwel la commença par ses succès ordinaires. Le jeune roi, désespérant de lui résister, prit une résolution hardie & imprévue. Il passa en Angleterre; car on n'avoit pas même pensé à en fermer le chemin. Si les royalistes l'eussent attendu, c'étoit le moment favorable pour une révolution. Mais l'activité de Cromwel répara bientôt son imprudence. Les milices s'assemblerent à ses ordres, & joignirent les troupes réglées. A la tête de quarante mille hommes, il attaque Worcester où le roi s'étoit renfermé avec ses partisans. Il renverse tout devant lui, & se rend maître de la place, pleine de morts & de mourans. Charles prend la fuite, se sépare de ses compagnons, arrive avec le comte de Derby dans une métairie éloignée; il y trouve de bons payfans, empressés à le recevoir. Retiré sur un chêne où il se tint caché un jour entier, il vit passer plusieurs soldats qui le cherchoient. Lui donner asyle, étoit s'exposer à

1651.
Il passe en
Angleterre.

Cromwel
vainqueur à
Worcester.

Fuite du roi,
à travers les
plus grands
périls.

la peine de mort ; le trahir , étoit s'assurer une fortune considérable. Cependant il erra quarante-&-un jours , déguisé , au milieu d'une infinité de périls , sans que de quarante personnes à qui le secret fut confié , hommes , femmes , domestiques même , un seul manquât de discrétion ou de zele. C'est dans les plus violentes agitations que la vertu se déploie avec plus de force ; comme c'est alors aussi que le fanatisme & les passions se déchaînent avec plus d'acharnement. Le prince trouva enfin un vaisseau sur lequel il s'embarqua pour la France.

Puissance de
la République

Dès-lors la république angloise ; si on peut donner ce nom au gouvernement arbitraire des usurpateurs , parut solidement établie. Blake , son grand-amiral , poursuivit jusques dans l'embouchure du Tage le prince Robert , qui commandoit la flotte de Charles. Le roi de Portugal ayant fermé à Blake l'entrée de ce fleuve , il enleva plusieurs vaisseaux portugais ; & la cour de Lisbonne fut réduite à faire des soumissions. Les colonies d'Amérique , auparavant fidelles au parti royal , se soumirent à

une force supérieure. Ireton , successeur de Cromwel en Irlande , y mourut de la peste après des expéditions vigoureuses ; mais le général Ludlow acheva de subjuguier ce royaume. Monk réussit de même en Ecosse. On y vit une entière sujétion succéder à l'ancienne indépendance.

Soumission de l'Irlande & de l'Ecosse.

Une héroïne françoise de la maison de la Trémouille , la comtesse de Derby , se signala par la défense de l'île de Man. Elle eut la gloire , dit M. Hume , d'être la dernière personne , dans les trois royaumes & dans toutes leurs possessions , qui se soumit à la république victorieuse.

La comtesse de Derby.

Tant de succès inspirent aux chefs de l'état le désir d'humilier leurs voisins , & de se signaler au-dehors. Ils étoient irrités contre la Hollande. Dorislaüs , leur agent , avoit été poignardé à la Haie en 1649 par quelques royalistes , de la fuite de Montrose. Les Etats-généraux avoient montré peu d'ardeur à faire punir les assassins , à qui on laissa le temps de s'évader. Un autre député du parlement venoit d'essuyer encore des insultes impunies. On desiroit à Londres

1652.
Rupture avec la Hollande.

Akte de na-
vigation.

une rupture. Pour chagriner les Hollandois dont le pays est stérile par lui-même, & dont les richesses viennent principalement du commerce de commission & d'entrepôt, on publia le fameux acte de navigation, par lequel il est défendu à tous étrangers d'apporter en Angleterre aucune marchandise qui ne soit pas une production de leur pays, ou qui n'ait pas été fabriquée chez eux; acte d'autant plus important, qu'il obligea les Anglois à faire le commerce par eux-mêmes. Cette démarche, suivie de quelques violences, fit craindre aux États une guerre ouverte. Ils s'efforcèrent de la prévenir en négociant, mais avec la précaution d'équiper une flotte de cent cinquante voiles.

Hostilités.

Le fameux Tromp fut chargé de défendre les navires hollandois contre les pirateries des armateurs anglois. Il trouva Blake près de Douvres. Les deux flottes se battirent, sans que l'on pût constater qui avait été l'agresseur, les relations de part & d'autre étant tout-à-fait différentes. En vain la Hollande voulut se justifier. Le parlement n'écouta rien, & saisit

avec ardeur cette occasion de guerre. Malgré le courage, l'habileté & les forces de Tromp & de Ruyter, les Anglois eurent à la fin un avantage décidé; parce que les vaisseaux que Charles I avoit fait construire, étoient d'une grandeur extraordinaire, inconnue jusqu'alors. La taxe des vaisseaux, cet ancien prétexte de révolte, avoit donc été un bien réel pour la nation.

C'est un grand spectacle, de voir la Hollande, autrefois si pauvre & comme ensevelie dans ses marais, lutter contre toutes les forces de l'Angleterre: c'est le prodige de la liberté, mere du courage & de l'industrie. Toujours en guerre avec l'Espagne, qui la regardoit encore comme une province rebelle, cette république lui enlevait ses établissemens dans les Indes, triomphoit des flottes espagnoles, s'enrichissoit par un commerce immense. L'extrême jalousie des Anglois prouve assez combien elle avoit acquis en peu de temps.

Progrès étonnans de la Hollande.

Si le parlement s'applaudissoit de la guerre maritime, c'étoit surtout dans la vue d'affoiblir l'armée & de la soumettre enfin à ses ordres.

Projet de Cromwel contre le parlement.

Cromwel s'aperçut qu'on en vouloit au pouvoir sans bornes dont il jouissoit. Il se sentit assez fort pour écraser à la fois tous ses adversaires; & , sans recourir davantage aux ruses de l'hypocrisie , il résolut de casser lui-même le parlement. Dans une assemblée générale des officiers militaires, on dresse, conformément à ses vues, une remontrance audacieuse, par laquelle, après avoir loué le parlement de ses entreprises & de son zele, on lui représente qu'il est temps de laisser à d'autres citoyens les soins du service public, & de former une nouvelle compagnie, pour décharger de ce fardeau ceux qui le portent depuis tant d'années. La remontrance ayant été mal reçue, les officiers insistent : Cromwel leur propose de régler eux-mêmes le gouvernement national. Tandis que cette grande affaire les occupe, on vient lui dire que le parlement, loin de penser à se dissoudre, délibère de remplir les places vacantes. Aussitôt il y court, accompagné de trois cents soldats; il entre dans la salle, écoute les délibérations quelques momens; & se

Il le casse
avec ou-
rage.

levant tout-à-coup, il accable d'injures cette assemblée, lui reproche la tyrannie, son ambition, ses rapines. Les soldats se présentent au premier signal. Alors, avec une hardiesse sans exemple : *Fi, fi*, s'écrie-t-il dans son langage grossier, *retirez-vous, vous n'êtes plus un parlement. Je vous le déclare : vous n'êtes plus un parlement. Le Seigneur vous a rejetés. Il a choisi d'autres instrumens pour consumer son ouvrage.* Ensuite il en fait plusieurs par le manteau. *Tu es un putassier*, dit-il à l'un ; à l'autre, *tu es un adultère* ; à celui-ci, *tu es un ivrogne* ; à celui-là, *tu es un voleur*. Il ajoute en s'adressant à la chambre : *C'est vous qui m'y avez forcé. J'ai conjuré le Seigneur nuit & jour de me faire périr de mort violente, plutôt que de me charger de cet ouvrage.* Les soldats les ayant tous mis dehors, il ordonne de fermer la salle, & se retire tranquillement.

Nul trait ne peint mieux le caractère d'Olivier Cromwel, l'homme du monde le plus intrépide & le plus fougueux, quoique le plus rusé. Incapable de modération, il avoit

Ce trait
donne l'idée
la plus juste
de Cromwel.



passé des excès de la débauche à ceux du rigorisme. Acharné contre le roi pendant la guerre civile, il avoit dit hautement que, s'il le rencontroit dans une bataille, il lui brûleroit la cervelle comme à un autre. Il lui avoit fait trancher la tête avec les formalités de la justice. Mais cette dissolution soudaine du parlement étonna ses propres amis, plus que tout le reste de ses actions. Lui seul étoit capable d'imaginer & d'exécuter un pareil dessein.

1653.
Parlement
fanatique de
Barbone.

Se flattant alors que le ciel lui avoit donné tous les droits du gouvernement, & voulant satisfaire les citoyens par une apparence de république, il envoya ordre à cent vingt-huit Anglois, six Irlandois & cinq Ecoissois, de se rendre à Londres; il leur confia pour quinze mois l'autorité législative, qu'ils devoient ensuite transmettre à cent trente-neuf autres personnes choisies par eux-mêmes. Cette assemblée pleine de fanatiques de la lie du peuple, se crut un vrai parlement, & en exerça les fonctions. On commença par *chercher Dieu dans la priere*. Quelques

enthousiastes furent chargés de cet office. Les assistans convinrent que jamais , dans leurs transports de ferveur , ils n'avoient senti en une si grande abondance la communication de l'Esprit-saint. Ce qui paroît aujourd'hui le comble du ridicule , étoit pour eux la sainteté même.

La premiere harangue que leur fit Cromwel , est singuliere par le galimatias mystique dont il enveloppoit toujours son hypocrisie. « J'a-
» voue , dit-il , que je n'ai jamais osé
» m'attendre , ni vous-mêmes peut-
» être , à voir un jour tel que celui-ci ,
» où J. C. pût être reconnu comme
» il l'est en ce jour. J. C. est reconnu
» aujourd'hui par votre vocation ,
» & vous le reconnoissez par votre
» ardeur à paroître pour lui , & vous
» manifestez , autant que de foibles
» créatures peuvent le faire , que ce
» jour est le jour de la puissance de
» Christ , &c. »

Harangue
singuliere de
Cromwel.

De cette chambre sortirent bientôt des actes dignes de l'esprit dont elle étoit animée. Elle déclara les sciences & les universités , des institutions païennes & inutiles ; elle nomma les

Actes dignes
d'une telle
assemblée.

lois communes d'Angleterre , *la livre de l'esclavage normand* ; elle conçut le dessein d'établir la loi mosaïque , comme le seul système de la jurisprudence angloise. Elle projetoit une réformation générale , qui se réduisit , faute de temps , à ordonner que le mariage se fît par l'autorité civile sans aucune intervention du clergé.

Dissolution
de ce parle-
ment.

Ce parlement tomba bientôt dans le mépris. On lui donna le nom burlesque de Barebone , (*os décharné*) que portoit un de ses membres. Cromwel se repentoit déjà de son ouvrage. Comme il étoit maître d'une grande partie de l'assemblée , il fut la dissoudre de manière à devenir lui-même plus puissant. Ceux des membres qui lui étoient dévoués , & qui connoissoient sans doute ses intentions , lui résignerent par un acte authentique l'autorité dont ils étoient revêtus. Les autres , en petit nombre , voulant protester contre cet acte , une troupe de soldats survint tout-à-coup , & décida la question. *Que faites-vous ici ?* dit le colonel White. On lui répond dévotement : *Nous cherchons le Seigneur. — Vous pouvez ,*

repliqua-t-il, *le chercher ailleurs ; car je vous assure qu'on ne l'a pas vu paroître ici depuis long-temps.* Chacun se retira.

Le conseil militaire décerna ensuite à Cromwel le titre de protecteur, avec une autorité peu différente de celle des derniers rois. La justice devoit s'administrer en son nom ; le pouvoir de l'épée, le droit de paix, de guerre & d'alliance, étoient remis entre ses mains ; on l'obligeoit néanmoins à prendre l'avis d'un conseil qui fut créé en même temps, à convoquer tous les trois ans l'assemblée parlementaire, & à la maintenir cinq mois entiers sans ajournement & sans prorogation. Les bills devoient passer en lois par la seule autorité du parlement, si le protecteur n'y donnoit pas son consentement dans l'espace de trente jours. Il devoit y avoir une armée subsistante de trente mille hommes, qui ne pourroit être diminuée sans le consentement du protecteur. (Cette armée seule le rendoit maître de la nation.) Sa dignité étoit à vie, & le conseil devoit lui nommer un successeur après sa mort. Tels sont les principaux articles d'un règlement par le-

Cromwel,
protecteur.
Son auto-
rité.

quel on croyoit fixer pour toujours la constitution angloise. Après avoir renversé le trône, & cimenté du sang le plus précieux les fondemens de la république, il fallut se donner un roi sous un autre nom, ou plutôt il fallut servir un tyran.

Suite de la
guerre avec
la Hollande.

Tous ces troubles dans l'état, tous ces délires du fanatisme, dont l'Angleterre a honte aujourd'hui, ne l'empêchoient pas de continuer très-vivement la guerre avec la Hollande. Les deux nations si long-temps amies, & intéressées à l'être encore, se déchiroient sur les flots pour le frivole honneur du pavillon, sans aucun motif raisonnable de haine. Les amiraux anglois Monk & Dean battirent, sur les côtes de Flandres, une flotte de cent voiles commandée par le brave Tromp. Dean perdit la vie dans cette action. Peu après, Tromp livra une seconde bataille où il fut tué. Le commerce des Hollandois souffrit prodigieusement. Ils refusèrent néanmoins d'entrer dans les vues de Cromwel, qui vouloit établir entre les deux peuples une parfaite union de gouvernement, de privile-

ges, d'intérêts & de conseils ; système chimérique , imaginé avant le commencement de la guerre , & déjà rejeté par les Etats. Enfin le protecteur signa un traité de paix & de ligue défensive. La Hollande céda l'honneur du pavillon , & ne perdit rien de considérable.

Quelque terreur qu'inspirât aux Anglois l'autorité de Cromwel , son usurpation excitoit un murmure presque général. Ce peuple , si jaloux de l'indépendance , gémissoit de s'être forgé des chaînes beaucoup plus dures que celles dont il s'étoit affranchi. Un parlement assemblé par le protecteur , voulut d'abord examiner le règlement militaire , sur lequel son titre & sa puissance étoient établis. Cromwel employa la force contre le zele patriotique : il mit des gardes à la porte de la chambre des communes ; il obligea ce parlement à reconnoître son autorité suprême ; & se hâta de dissoudre l'assemblée après les cinq mois prescrits , qu'il supposa ne devoit être que de vingt-huit jours chacun , selon la maniere de compter pour le payement des trou-

1654.
Le protecteur
fait la paix.

Parlement
bientôt dissous.

pes. Les lois sont ce que veut un tyran.

Affaire de
Pantaléon Sa.

L'orgueil indomptable de Cromwel ne ménageoit pas même les couronnes. Pantaléon Sa, frere de l'ambassadeur de Portugal, ayant poignardé un Anglois au milieu de Londres, il le fit arrêter dans l'hôtel même de l'ambassadeur, & exécuter publiquement avec ses complices. La cour de Lisbonne, loin de tirer vengeance de cet affront, conclut peu de temps après un traité fort avantageux au commerce d'Angleterre.

Alliance
avec la
Suede.

Toute l'Europe tournoit les yeux sur une puissance, presque oubliée depuis le regne d'Elisabeth. Les rois briguoient l'amitié du protecteur, souillé du sang de son propre roi. Cependant il rechercha l'alliance de la Suede. C'est que la Suede étoit au comble de la gloire. Ses armes victorieuses avoient rétabli le Palatin; elle partageoit avec la cour de France l'honneur d'avoir pacifié l'Allemagne, fixé les droits du corps germanique, & donné des bornes à la puissance impériale, par le fameux traité de Westphalie.

Guerre de la
France avec
l'Espagne.

Depuis 1642. qu'étoit mort le cardinal de Richelieu (quelques mois

avant Louis XIII), la guerre qu'il avoit allumée contre la maison d'Autriche, continua parmi les troubles de la minorité de Louis XIV. Le traité de Westphalie, en 1648, ne désarma point le roi d'Espagne, Philippe IV, qui, malgré ses pertes & sa foiblesse, espéroit de profiter de ces troubles. Mais l'autorité royale, si bien affermie par Richelieu, triompha entre les mains du cardinal Mazarin, son successeur, de toutes les cabales des mécontents. Devenu tranquille & absolu, après avoir été chassé de France, ce ministre tourna les forces du royaume contre l'Espagne, dont le grand Condé, malheureusement rebelle, soutenoit alors le parti.

Mazarin, aussi souple, aussi rusé, que Richelieu étoit hardi, impérieux, sanguinaire, ayant donc à soutenir une guerre longue & périlleuse, ne balança point non-seulement à ménager le parlement anglois après la mort de Charles I, mais à employer tous les moyens pour se concilier le protecteur. La fille de Henri IV, épouse du roi détrôné, manquoit

Mazarin brigue l'alliance de Cromwel.

à Paris du nécessaire. Son fils fut obligé de quitter la France, où il étoit sans agrémens & sans espoir. La politique de Mazarin effuya toutes les hauteur de Cromwel. Ils conclurent enfin un traité par lequel la France abandonnoit Charles, & l'Angleterre s'unissoit à elle contre l'Espagne.

Cromwel
préfère la
France à
l'Espagne.

C'étoit, selon M. Hume, négliger les intérêts de la nation, que de ne pas maintenir l'équilibre entre ces deux puissantes monarchies; l'une devenant trop supérieure à l'autre. Mais outre le desir de signaler son gouvernement par quelque conquête dans le nouveau monde, Cromwel écouta son zele pour la religion protestante. Il espéra d'adoucir le sort des huguenots; & d'ailleurs, les Espagnols, plus attachés au pape que les François, lui paroissent plus dignes de haine. L'ambassadeur d'Espagne lui disant un jour, que le commerce des Indes & l'inquisition étoient les deux yeux de son maître: *Il faut, répondit-il, les arracher tous deux à la fois.* Si la droiture accompagnoit la politique, on n'auroit pas vu la cour de Madrid, qui

Le zele de
religion y
contribue.

qui s'étoit empressée à reconnoître le protecteur , faire un crime à celle de France de s'être alliée avec l'ennemi de la royauté.

Une flotte de trente voiles , sous les ordres de l'amiral Blake , entre dans la méditerranée , où nulle escadre angloise n'avoit paru depuis les croisades. En même temps une autre flotte va porter la terreur en Amérique. Pen , qui commandoit celle-ci , ne s'accordant pas avec Venable , général des troupes de débarquement , leur tentative sur Saint-Dominique ne réussit point ; mais ils s'emparèrent de la Jamaïque , dont les Anglois ont fait une des plus riches plantations de l'univers. L'Espagne leur déclare aussitôt la guerre. Blake , dans sa première expédition , s'étoit rendu redoutable aux corsaires d'Afrique & sur les côtes d'Italie. L'année suivante , il alla brûler une flotte espagnole dans la baie de Santa-Cruz aux Canaries , malgré le feu d'un château & de sept redoutes , qui sembloient devoir aisément le fondroyer. Une maladie l'obligea de retourner en Angleterre. Il y mourut

Expéditions
maritimes
contre l'Es-
pagne.

Conquête de
la Jamaïque.

Mort de
Blake.

avec la réputation de grand homme. Quoique républicain par principes, il avoit toujours eu la confiance de Cromwel. *Nous devons combattre pour notre patrie*, disoit-il, *dans quelques mains que le gouvernement soit tombé.* La plus forte preuve de son mérite, c'est qu'au milieu de tant de factions ennemies, il jouit d'une estime générale.

Gouvernement intérieur de Cromwel.

Si le protecteur se faisoit craindre & respecter au dehors, son administration en Angleterre n'étoit pas moins propre à maintenir son autorité. Rigide observateur des lois & de la justice, il n'y donnoit atteinte que rarement, lorsque la nécessité le décidait contre la règle. Il avoit étouffé un soulèvement des royalistes; mais il rejeta toujours avec indignation le conseil que lui donnoient ses officiers de les dévouer au massacre. L'armée lui étoit fidèle, malgré l'enthousiasme dangereux qui la domisoit. Des milices entretenues & exercées avec soin dans les provinces, pouvoient, au premier signal, lui donner un puissant secours. Comme la religion, ou plutôt le fanatis-

Il dompte les puritains.

me, dirigeoit la multitude, un de ses principaux soins fut de réprimer la fougue des puritains, en s'attachant leurs adversaires par une tolérance, dont il n'excluoit que les catholiques & les partisans de l'épiscopat. Il se félicitoit d'avoir trouvé seul le moyen de subjuguier cette insolente secte, qui ne pouvoit souffrir qu'elle-même. Attentif à tout, ses espions, ses intelligences lui coûtoient, dit-on, soixante mille livres sterling par an.

Il ne craignoit que l'assassinat, & il sut s'en garantir. Un colonel royaliste ayant publié un discours, pour exciter les mécontents à cette indigne vengeance, il déclara, de son côté, qu'il détestoit une voie si odieuse; qu'il ne s'en serviroit pas le premier; mais qu'en cas d'entreprise contre sa personne, il useroit de la loi du talion; qu'il ne manquoit point d'instrumens; & qu'il les feroit servir jusqu'à l'entière extinction de la famille royale. Une telle menace, si on eût osé la braver, auroit infailliblement produit son effet.

La puissance de Cromwel n'étoit

Il se garantit de l'assassinat.

Parlement
voué à Crom-
wel.

fondée que sur la force militaire. Il desiroit ardemment d'y mettre le sceau des lois ; & l'éclat de son gouvernement lui faisoit espérer de rendre enfin son usurpation légale & plus solide. Dans cette vue, il assembla un parlement, composé de membres des trois royaumes. L'Irlande & l'Ecosse, réduites à une espece de servitude, nommerent les députés qu'il voulut. Pour s'assurer la pluralité des suffrages, il exclut une centaine de membres suspects : par-là il se rendit maître de l'assemblée.

On lui offre
la couronne.

On abrogea d'abord tous les titres de Charles Stuart & de sa maison. On proposa ensuite de donner au protecteur le titre de roi. Après de vives disputes sur une proposition si capable de le flatter, le plus grand nombre des suffrages fut pour le bill. Des commissaires du parlement, envoyés aussitôt à Cromwel, lui représenterent tous les motifs de se rendre au vœu du parlement. « La constitution angloise supposoit l'autorité royale ; les lois ne reconnoissoient point de protecteur hors les temps de minorité, & n'avoient point fixé les

prérogatives & les fonctions de cette place; pour écarter toute apparence de pouvoir arbitraire; l'unique moyen étoit de substituer à un nouveau titre celui que la nation avoit toujours respecté; & ce moyen étoit d'autant plus praticable, qu'une loi expresse de Henri VII avoit pourvu à la sûreté de ceux qui défendroient le prince régnant : preuve certaine que la législation s'attachoit à la forme du gouvernement, plutôt qu'au droit de naissance du magistrat suprême ». Ainsi raisonneient les députés du parlement.

Cromwel goûtoit fort ces raisons. Son ambition aspirait à la couronne, elle lui étoit offerte par les représentans du peuple, une parole le faisoit roi sans qu'il parût l'être par force : cependant il refusa. La crainte d'une révolte dans l'armée, à qui ce nom de roi étoit toujours odieux; la vue des conspirations prêtes à se renouveler; les conseils de ses meilleurs amis; la généreuse fermeté de Fleadwood, son gendre, & de Desborow, son beau-frère, résolus de remettre leurs commissions s'il acceptoit les offres du parlement;

Il la refuse.
Pourquoi.

ces motifs l'emportèrent sur l'ambition même. Les noms de république & de protecteur furent conservés.

On règle son
autorité.

Le parlement présenta au protecteur un acte sous le titre d'*Humble pétition & avis*, par lequel son autorité étoit augmentée sur quelques points, & restreinte sur d'autres : on lui donnoit le pouvoir de nommer son successeur ; on lui assignoit un revenu perpétuel, un million chaque année pour l'armée & pour la flotte, & trois cent mille livres sterling pour l'administration civile ; on y ajoutoit le droit de former une nouvelle chambre, qui exerceroit une partie des fonctions de l'ancienne chambre des pairs. Cet acte fut reçu comme loi fondamentale des trois royaumes ; & Cromwel fut de nouveau reconnu dans la salle de Westminster, avec une pompeuse cérémonie. Pour former sa chambre-haute, il tira de celle des communes plusieurs de ses partisans. La pluralité se tournant dès-lors contre lui, les communes lui donnerent de l'inquiétude ; elles formerent des liaisons avec les mécontents de l'armée : elles jeterent des

il casse le par-
lement, dès
qu'on l'in-
quite.

doutes sur l'autorité de l'autre chambre. Le protecteur n'étoit pas d'un caractère à souffrir ces entreprises : il cassa le parlement.

Parmi tant de sollicitudes , son génie ardent ne perdoit pas de vue les affaires de l'Europe. Uni avec la France contre l'Espagne , il envoya dans les Pays-bas un corps de six mille Anglois , qui aiderent Turenne à gagner la bataille des Dunes. On prit Dunkerque ; & cette importante place fut remise , comme on en étoit convenu , entre les mains de Cromwel. Mazarin , dans ses conversations particulieres , l'appeloit *un fou heureux* ; mais assez politique pour le traiter en grand roi , il lui envoya Mancini , duc de Nevers , son neveu ; avec le duc de Créqui ; & lui fit témoigner son regret de ne pouvoir lui faire la cour en personne.

Cependant les plus noirs chagrins dévoroient ce cœur altier. Ses gendres , ses propres filles détestoient son usurpation , les terreurs attachées à la tyrannie le suivoient par-tout : couvert d'une cuirasse , chargé d'armes offensives , environné d'une garde

1658.
Dunkerque
remise à Crom-
wel.

Mazarin
le courtisoit.

Cromwel
devoré de
chagrins.

nombreuse , ne couchant pas trois nuits de suite dans la même chambre , il voyoit le fer des assassins toujours prêt à venger la mort de Charles I. C'est ainsi que le méchant devient son propre bourreau , même au comble de la fortune.

Sa dernière
maladie.

Il se rassure
contre les
remords.

De si vives agitations lui causerent une fièvre lente , qui parut bientôt dangereuse. L'idée de la vie future frappa son esprit , & lui inspira quelques remords. Il demanda à un de ses ministres, s'il étoit bien vrai qu'un élu ne pouvoit jamais tomber , ni courir les risques de la réprobation. Rien de plus certain , répondit l'ecclésiastique. *Je n'ai donc rien à craindre* , dit Cromwel , *car je suis sûr d'avoir été autrefois en état de grace.* Avec cette doctrine , le plus grand scélérat peut jouir de la douce sécurité des justes. Ses aumôniers le rassurèrent davantage par le récit de révélations flatteuses , qui ne laissoient aucun doute sur sa guérison. Accoutumé à se repaître de pareilles chimères , il les saisit avidement comme un gage infailible de ce qu'il souhaitoit. L'amour-propre fortifia

son enthousiasme. *Croyez moi, disoit-il aux medecins, plus clairvoyans que ses prophetes, je ne mourrai point de cette maladie. Le Seigneur accorde mon rétablissement aux prieres de tant de saintes ames ; vous pouvez être fort habiles dans votre profession ; mais la nature est au-dessus de tous les medecins du monde, & Dieu infiniment au-dessus de la nature.* Déjà même on remercioit Dieu de son rétablissement, lorsque les medecins déclarerent qu'il n'y avoit plus d'esperance. Le conseil lui envoya une députation pour savoir ses volontés sur le choix de son successeur. A peine put-il faire entendre qu'il désignoit Richard, son fils aîné. Il mourut âgé de cinquante-huit ans, le 3 septembre, jour célèbre par les batailles de Dunbar & de Worcester, & qu'il regardoit comme un jour singulièrement heureux pour lui.

Il prédit
sa guérison.

Il meurt.

Cet homme extraordinaire, né sans biens, quoique de bonne famille, n'ayant pu faire de progrès dans les sciences, libertin dans sa jeunesse, bigot & fanatique après quelques années de débauche, ré-

Portrait
d'Olivier
Cromwell.

duit par le besoin à la condition de fermier , avoit été inconnu jusqu'à l'âge de quarante-quatre ans , qu'il fut député au parlement par la ville de Cambridge. Sa valeur & ses talens militaires , joints à une fureur effrénée contre la cause royale , furent l'origine de sa réputation & de sa fortune. L'art de gouverner les esprits , de faire servir leurs préjugés à ses vues , de tromper les uns , d'enflammer les autres ; de mettre en mouvement , avec autant de force que d'adresse , les ressorts de la religion , l'éleva en peu de temps au plus haut degré de puissance. Il n'étoit rien moins qu'éloquent ; qualité si nécessaire , ce semble , au rôle qu'on le vit jouer avec tant de succès. Ses discours sont plats , entortillés , vides , souvent absurdes. Mais il possédoit au suprême degré la connoissance des hommes ; & son génie lui fournissoit les moyens d'en faire les instrumens ou les victimes de ses passions. On peut croire avec le P. d'Orléans , qu'il fut moins un *heureux fou* , comme le disoit Mazarin , qu'un habile scélérat ; on doit aussi avouer qu'il ne lui

manqua guere que la vertu , pour être un des plus grands hommes du monde.

Du reste , en examinant les choses d'un œil impartial , il paroît que ce fougueux caractère fut entraîné par les circonstances , plutôt que par une méchanceté réfléchie. Ses attentats même , contre le roi ne peuvent-ils pas s'attribuer à cette rage de fanatisme qui aveugloit les hommes , & à cette frénésie républicaine qui les transportoit ? Sa violence contre le parlement , son despotisme militaire , ne furent-ils pas une suite de la position fatale où il se trouva ? Il étoit vraisemblablement perdu , s'il eût moins osé : il osa tout , & réussit. Rien de plus terrible que de grands préjugés unis à des passions fortes & à des talens supérieurs.

Les circonstances l'entraînent...

Le conseil , l'armée , la flotte , tous les comtés reconnurent d'abord Richard Cromwel , pour protecteur de la république. C'étoit un jeune homme modéré , simple dans ses mœurs , aussi indolent que doux , élevé en province , loin de l'intrigue & des affaires ; & qui n'avoit ni des goûts ,

Richard Cromwel protecteur.

ni des habitudes , ni des talens propres à remplacer l'usurpateur. Son premier soin fut de convoquer le parlement pour en obtenir des subsides. Quoique cette assemblée parût d'abord favorable au gouvernement établi, elle ne tarda point à se faire craindre par des discussions dangereuses.

1659,
Cabales dans
l'armée.

Mais le plus grand mal vint de l'armée. Fleetwood , gendre d'Olivier Cromwel , fanatique républicain , & Lambert , ambitieux indomptable , y cabaloient avec chaleur. On demandoit un général qui eût la confiance de tous les partis ; on se plaignoit des promotions de Richard. *Voudroit-on , dit-il un jour , que je préférasse uniquement les saints ? Ingolsby ne sait ni prier , ni prêcher ; je le préfère néanmoins à tous tant que vous êtes.* Les dévots militaires ne lui pardonnèrent pas ce mot imprudent. Les communes , alarmées de la cabale , défendirent aux officiers de s'assembler sans l'ordre ou le consentement du protecteur. Ceux-ci vinrent en tumulte demander au protecteur la dissolution du parlement. En l'accordant par foiblesse , il s'ôta

tout moyen de se soutenir ; & peu de temps après , il se démit du protectorat. Henri , son frere , gouverneur d'Irlande , plus habile sans être plus ambitieux que lui , résigna de même sa commission. Tel fut le sort de la famille de Cromwel. Cet édifice de grandeur , élevé avec tant de peine à force d'attentats , disparut presque en un moment.

Richard
se démet.

Richard voyagea en France après le rétablissement de la monarchie. Le prince de Conti , gouverneur de Languedoc , le vit à Pézenas sans le connoître. On s'entretint de la révolution d'Angleterre. Ce prince vanta le courage & les talens d'Olivier Cromwel. « Mais l'imbécille Ri-
» chard , ajouta-t-il , qu'est-il de-
» venu ? Comment peut-il avoir été
» assez bête , pour ne pas mieux pro-
» fiter des crimes & de la fortune de
» son pere » ? Cependant l'imbécille Richard vécut heureux dans la médiocrité , jusqu'à la fin d'une très-longue vieillesse ; & il ne faut qu'un peu de raison , pour trouver son sort préférable aux attraits d'une fortune odieuse & agitée.

Il vécut heu-
reux dans la
retraite.

Le *Rump*,
parlement
ridicule.

Le conseil militaire, se voyant en possession du pouvoir, & n'osant l'exercer sans quelque forme d'administration civile, imagina de rappeler ce long parlement qui avoit détrôné Charles I., que Cromwel avoit ensuite chassé avec opprobre. Il se flattoit de le tenir sous sa main & de le gouverner par ses caprices. Cette assemblée ne fut que d'environ quarante personnes. On la surnomma par mépris le *Rump*, (le croupion).

Conspira-
tion en fa-
veur de
la maison
royale.

Les presbytériens & les royalistes, également indignés contre elle, s'unirent pour la dissiper. Les premiers, malgré leurs préventions religieuses, se repentoient du zèle violent qui les avoit emportés au-delà des bornes. Ils voyoient qu'en poussant trop loin l'amour de la liberté, ils s'étoient mis dans l'esclavage. Ils desiroient, comme les autres, de rendre à la maison royale une couronne, qu'on lui avoit ravie sans devenir plus heureux. La grande & la petite noblesse concouroient au même dessein. Une conspiration générale se forma dans le royaume; & si le chevalier Willis n'avoit pas trahi l'intérêt commun,

l'événement sembloit infailible.

Dès que le parlement républicain fut averti du complot, il chargea Lambert d'en prévenir l'exécution. Celui-ci, par sa prodigieuse activité, eut bientôt détruit toutes les ressources des royalistes. Mais la concorde dura peu entre l'armée & le parlement. Les officiers, s'apercevant qu'on cherchoit à les réduire, usèrent de la force qu'ils avoient en main; & le *rump* fut cassé par Lambert aussi aisément qu'il l'avoit été par Cromwel.

Lambert sauve le parlement & le casse.

Toutes les espérances de Charles II s'évanouissoient en fumée. Sans ressource du côté de ses amis, il essaya d'intéresser à son sort les puissances étrangères. Il se rendit à Fontarabie, où Mazarin négocioit la paix avec l'Espagne. Ce cardinal refusa même de le voir. Don Louis de Haro, le ministre espagnol, lui accorda de pures civilités. Ce n'étoit pas encore le temps où la générosité seule devoit armer un grand roi pour la cause d'un roi malheureux. Le traité des Pyrénées fut conclu sans que l'on daignât y faire mention de lui. Mais

Charles II sans ressources, à la paix des Pyrénées.

tel est l'enchaînement des choses humaines, que la fortune vient quelquefois de la source même des malheurs. Un Anglois républicain fit passer tout-à-coup ce prince de l'abjection sur le trône.

Monk se déclare pour le parlement.

Le fameux général George Monk, attaché d'abord au parti de Charles I, employé ensuite par Cromwel, & chargé du gouvernement d'Ecosse, méritoit par sa douceur, sa droiture, & ses autres vertus, l'amour des soldats & la confiance des peuples. Soit qu'il voulût seulement s'opposer aux vues de l'ambitieux Lambert, soit qu'il méditât en secret le rétablissement du roi, il se déclara en faveur du parlement contre ceux qui l'avoient cassé. Sa prudence le rendoit impénétrable. Le docteur Monk son frere étant venu, de la part de Charles, l'inviter à servir la couronne, le général lui demanda s'il n'avoit confié à personne le secret de sa commission ? A personne, répondit le docteur, excepté Brice votre aumônier, pour qui je connois votre confiance. Brice étoit un homme sûr, zélé royaliste. Cependant Monk rom-

sa prudence.

pit aussitôt le discours , & renvoya son frere , sans vouloir lui découvrir ses intentions ; persuadé que dans une affaire de cette importance , le secret confié à un tiers n'est plus un secret.

Aussitôt qu'on fut que le gouverneur d'Ecosse prenoit le parti du parlement , plusieurs imiterent son exemple en Angleterre. Des régimens entiers se révolterent contre l'armée. Fleetwood qui la commandoit en chef , homme aussi foible qu'enthousiaste , cherchoit dans la priere les ressources que lui refusoit son petit génie. On le voyoit souvent se mettre à genoux au milieu du conseil de guerre ; & quand on l'exhortoit à des résolutions vigoureuses , il répondoit que *Dieu lui avoit craché au visage* , & ne vouloit plus l'entendre. Lambert , en le faisant général , s'étoit bien promis de l'être sous son nom. Mais il fut lui-même accablé par des forces supérieures. Une partie des troupes l'abandonna ; le parlement s'étant assemblé de nouveau , envoya ordre à ses soldats de se retirer dans leurs quartiers. Ils obéirent , & Lambert bientôt après fut enfermé à la tour.

Le parti
de l'armée
abattu.

Fleetwood
sans vigueur.

Lambert
prisonnier.

Monk dans
la capitale.

Monk traverse l'Angleterre à la tête de son armée. Par-tout on accourt auprès de lui ; on le conjure de rétablir le gouvernement , de mettre fin à cette funeste anarchie , dont les désordres se multiplioient de jour en jour. Il paroît d'abord zélé pour le *rump* ; il entre par son ordre dans la capitale ; il inspire la frayeur aux ennemis de l'assemblée parlementaire. Enfin , changeant de système , ou plutôt dévoilant ses véritables desseins , il reproche au parlement sa tyrannie , & s'unit avec la ville de Londres , dans la vue de réparer les maux publics. Le peuple , qui ne connoît point de règles ni de bienséances lorsque les passions l'emportent , fit éclater sa joie en brûlant de toutes parts des croupions. Les membres autrefois exclus du parlement furent invités à y reprendre leur place ; les autres se retirèrent confus ; l'assemblée se rompit elle-même après avoir convoqué un parlement libre , qui pût remédier aux violences de l'ancien. Cet heureux événement fut le fruit de la sagesse de Monk. Insensible à toutes les offres des factieux , il suivit son

Parlement
libre con-
voqué.

objet avec autant de prudence que de fermeté; & sans faire couler de sang, il vint à bout de changer la face du royaume. Ses dispositions à l'égard du roi demeurèrent secrètes, jusqu'au moment où il se vit obligé de les découvrir. Craignant que les Espagnols ne le retinssent, pour se faire restituer Dunkerque & la Jamaïque, il le fit exhorter à sortir de leur territoire. Sur cet avis, Charles partit promptement de Bruxelles. Quelques heures plus tard, on croit qu'il auroit perdu sa liberté.

Les Anglois en général étoient si bien guéris de leurs préjugés contre la couronne, que le nouveau parlement fut tout rempli de membres décidés en sa faveur. La rage des républicains n'en étoit devenue que plus vive; & Lambert, échappé de prison, rassembloit déjà quelques troupes. Mais on se hâta de prévenir les progrès de cet incendie. Lambert & d'autres officiers tombèrent entre les mains des royalistes. Tandis que le parlement déplorait les derniers troubles, & témoignait la plus grande horreur pour Cromwel, sans que personne

Restauration
de la monarchie.

osât encore prononcer le nom du roi; Monk fit avertir la chambre, que Granville, envoyé de ce prince, étoit à la porte avec ses dépêches. Toute l'assemblée se livre à la joie; Granville est introduit; il présente une lettre & une déclaration de Charles. Le prince accordoit une amnistie générale, dont le parlement seul devoit fixer les exceptions; une entière liberté de conscience, avec promesse de concourir à tout ce que le parlement feroit pour la maintenir; une assurance de payer les arrérages des foldats, & de leur continuer la même paye qu'auparavant. Chacun fut satisfait. Les concessions du dernier roi limitoient assez la prérogative, pour ne laisser aucune inquiétude aux zélateurs de la liberté.

Proclamation
de Charles.

On proclama solennellement Charles II. Les deux chambres (car les pairs venoient de reprendre leurs droits sans obstacle) assistèrent à cette pompeuse cérémonie. Monk alla recevoir à Douvres le prince qu'il avoit eu la gloire de remettre sur le trône. Nulle révolution plus rapide, plus avantageuse, ni moins violente.

Tant de maux causés par la discorde & les guerres civiles avoient appris aux Anglois , qu'un gouvernement légal est l'unique appui de la liberté & du bonheur des citoyens.

Nous avons vu le fanatisme allumer les flammes qui ravagerent l'état. Ce fléau épidémique dominoit dans les trois royaumes. L'Angleterre surtout regorgeoit de sectes infatuées de leurs rêveries , & déterminées à soutenir sans ménagement des erreurs absurdes. Les républicains étoient d'autant plus terribles , que leurs principes de religion nourrissoient une extrême sévérité de mœurs. Rien ne contribua peut-être davantage à leurs triomphes sur les royalistes , qu'ils nommoient *les cavaliers* ; la plupart gens de plaisir , soit par un effet de leur naissance & de leur fortune , soit parce que leur morale étoit commode , & qu'à force de haïr les puritains , ils se faisoient gloire de s'éloigner de leurs maximes. Un parlementaire disant un jour à un royaliste : *Vos amis les Cavaliers sont fort*

Mœurs;
fanatisme.

Les républicains austères.

Les royalistes gens de plaisir.

dissolus : l'autre répondit : *Oui , ils ont les foiblesses des hommes ; mais vos amis les Têtes-rondes (c'étoit le sobriquet du parti contraire) ont les vices des démons , la tyrannie , la rébellion & l'esprit d'orgueil.* Ces derniers pouissoient le rigorisme jusqu'à défendre les courses de chevaux , les combats de coqs & d'ours , uniquement comme des plaisirs. De tels hommes , les armes à la main , pour la cause de dieu & de la patrie , (comme ils le croyoient) avoient un courage & des forces au-dessus de l'humanité.

Mœurs &
opinions des
Quakers.

La secte fameuse des Quakers doit être distinguée dans la foule. George Fox , apprentif cordonnier , en fut le fondateur. Quoique enthousiastes au dernier degré , ils ne jouerent pas un grand rôle , parce qu'ils s'interdisoient l'usage des armes. Les pratiques de la civilité leur paroissoient des raffinemens mondains , indignes du christianisme. Ils tutoyoient tout le monde , ne saluoient personne , ne donnoient que le titre d'ami , même aux gens en place. Leur habillement répondoit à leurs manieres : ils rejetoient

non-seulement toute superfluité de luxe, mais les plis, les boutons qu'ils jugeoient peu nécessaires. Suivre l'évangile à la lettre étoit leur systême de religion. Assurément ils le suivoient mieux que les puritains ; puisqu'il n'y eut jamais d'hommes plus doux ni plus pacifiques, malgré leurs premiers emportemens de zele. Un serment en justice étoit un crime à leurs yeux : rien ne pouvoit les y obliger. Point de sacremens ni de cérémonies ecclésiastiques, point d'églises ni de prêtres. Chacun d'eux prétendoit à l'inspiration, & faisoit des efforts étranges pour recevoir le Saint-Esprit. Delà les convulsions qui leur procurerent le nom de Quakers, *trembleurs*.

Ces fanatiques se jeterent quelquefois dans les temples, troublèrent le service divin, insultèrent les ministres. On les condamnoit au fouet, au pilori : c'étoit un triomphe pour eux, & le peuple admiroit leur patience inaltérable, comme un prodige surnaturel. Quelques-uns entreprirent de jeûner quarante jours, à l'exemple de Jesus-Christ. Cet excès leur coûta la vie. Tous se faisoient un devoir de

Leur premier
anathème.

rendre la joue à qui leur donnoit des soufflets. Enfin , à force d'outrer les devoirs , ils exposoient leurs vertus même au ridicule. Comment l'évangile , si propre à inspirer toutes les vertus sociales , a-t-il pu servir de prétexte à tant de fous & de frénétiques , pour rompre tous les liens de la société ? Telle est la foiblesse de l'esprit humain : en voulant sortir de la voie commune tracée par l'auteur de la raison , il s'égare dans des routes obscures & scabreuses , où l'homme ne se reconnoît plus lui-même.

Déistes ;
littérature.

Ces différentes folies contribuèrent beaucoup à multiplier les déistes ; esprits téméraires , qui , attribuant à la religion les excès du fanatisme , y substituerent ceux de l'incrédulité. Cromwel les appeloit païens , quoiqu'avec eux il se moquât de tous les sectaires. La philosophie étoit alors trop peu cultivée , pour qu'on puisse croire que le déisme fût son ouvrage. Cependant Hobbes se rendit célèbre par des productions , également contraires à la morale & au christianisme , quoiqu'il passât pour

Hobbes.

pour honnête homme. Il méprisoit le savoir , & disoit que , s'il avoit autant lu que les autres gens de lettres , il seroit aussi ignorant qu'eux : en quoi il avoit raison à certains égards , puisqu'un savoir pédantesque , sans philosophie , ne seroit qu'à perpétuer les erreurs. Il soutenoit que l'homme est méchant par sa nature. Ce principe ne fait pas honneur au caractère du philosophe. Aussi lui reproche-t-on d'avoir favorisé la tyrannie.

Harvey acquit une véritable gloire en découvrant la circulation du sang , regardée jusqu'alors comme une chimère , ou du moins comme une chose douteuse. Harvey.

Mais le plus illustre génie de l'Angleterre fut Milton. Misérable déclamateur quand il écrivit pour les régicides , il s'éleva dans le *Paradis perdu* au plus haut degré du sublime. Les défauts énormes de ce poëme n'en éclipsent point les beautés. Ce qu'il y a de plus étonnant , c'est que l'auteur le composa sous le poids de l'infortune , pauvre , aveugle , méprisé ; & qu'un ouvrage si admiré en

Angleterre, resta long-temps inconnu dans une boutique.

Finances. Sous le gouvernement républicain, toutes les taxes monterent, année commune, à plus de douze millions de livres sterling. Le revenu des rois n'avoit jamais approché de cette somme. En 1650, des commissaires furent chargés de l'accise & des droits de douane; mais Cromwel les afferma, selon l'ancienne coutume, en 1657 : on offrit onze cent mille livres sterling pour ces deux impôts, qui valoient moins sous la régie des commissaires. Le protecteur laissa deux millions de dettes, malgré son économie & sa vigilance. Les difficultés du gouvernement, l'espionnage, la guerre, une armée toujours subsistante, ne pouvoient manquer d'engloutir les revenus.

Troupes ; leur paye. La république en 1652 avoit sur pied plus de cinquante mille hommes, dont la paye étoit ordinairement d'un schelling par jour pour l'infanterie, & de deux schellings & demi pour la cavalerie. Il n'est pas surprenant, comme l'observe M. Hume, que l'armée s'opposât au ré-

tablissement du gouvernement civil , qui devoit entraîner la chute d'une profession si lucrative. Les troupes parlementaires , tant milices que troupes réglées , faisoient environ quatre-vingt mille hommes vers le temps de la bataille de Worcester.

Avant les guerres civiles , le commerce s'accrut beaucoup sous Charles I. Celui des Indes orientales & de la Guinée étoit fort avantageux. Sept cent mille livres sterling sortoient chaque année de la monnoie. Tous les ans on envoyoit vingt mille pieces de drap en Turquie. Le gouvernement républicain rétablit cette source de richesses ; altérée par les guerres civiles. Ce fut en grande partie le fruit de l'acte de navigation publié en 1652 : car les Hollandois ne faisant plus dès-lors le commerce maritime de l'Angleterre , les Anglois s'y portèrent avec ardeur. On a observé que sous Charles I , il n'y avoit pas trois vaisseaux marchands du port de 300 tonneaux ; & qu'il y en eut plus de quatre cents sous Charles II , qui renouvela l'acte de Cromwel en 1660.

Commerce.

Noblesse
commerçante

Une des choses qui contribua principalement à faire fleurir le commerce, c'est que les principes de la démocratie affoiblirent les préventions de la vanité. On vit les enfans de la petite noblesse entrer en apprentissage chez les marchands. Cette profession utile à l'état devint honorable. La même façon de penser s'est maintenue jusqu'à nos jours, & l'expérience de l'Angleterre en démontre les avantages. Pourquoi seroit-il honteux à un noble de s'enrichir par le commerce, plutôt que de croupir dans une oisive & malheureuse pauvreté?

Réduction
de l'intérêt.

L'intérêt fut réduit à six pour cent en 1650. Nous l'avons vu à quatorze pour cent avant le regne d'Elisabeth. Cette différence prouve une grande augmentation d'espèces & un meilleur système de gouvernement.

L'argent devenu le ressort des gouvernemens.

Depuis la chute du gouvernement féodal, les diverses puissances de l'Europe s'étant agrandies; formant de vastes entreprises au dehors; s'unissant ou se divisant entre elles, par des intérêts d'ambition & de politique; ne connoissant point les rap-

ports de la vraie politique avec le bonheur particulier de leurs sujets , avec le bien général de l'humanité ; ajoutant le luxe & le faste aux charges déjà si onéreuses de l'état : l'argent étoit devenu le principal ressort des grandes affaires , les finances devoient presque décider de tout. Ce mal auroit dû faire sentir la nécessité d'un plan d'économie très-exact. Henri IV , Elisabeth , Cromwel l'avoient sentie. Plus nous avancerons dans l'histoire , plus nous verrons que les fautes du gouvernement à cet égard entraînent une infinité de malheurs.

C H A R L E S I I.

Toutes les apparences annonçoient au roi & à son peuple un regne aussi glorieux que fortuné. Charles II, âgé de trente ans , instruit par ses malheurs , connoissant les hommes & les cours , joignoit à beaucoup d'esprit & de pénétration , un caractère

1660.

Bonnes qualités du roi.

plein de douceur & de bonté , une politesse charmante , une gaîté inaltérable , des graces nobles & nullement affectées. On ne se trompe guere en appréciant le mérite d'un prince , par le choix des personnes qu'il honore de sa confiance ou de sa faveur.

Conseil bien
composé.

Le conseil fut d'abord composé de gens respectables , choisis indifféremment parmi les presbytériens & les royalistes. Monk , créé duc d'Albemarle , éprouva combien l'ame du roi étoit au-dessus de l'ingratitude , si commune dans les cours. Le chevalier Edouard Hyde devint comte de Clarendon , chancelier & premier ministre. Peu d'hommes lui étoient comparables en lumieres & en vertus. Enfin les deux chambres étroitement unies avec le monarque , appelées d'abord *convention* , parce qu'elles avoient été convoquées sans son ordre , furent érigées en parlement par un acte solennel , & exercerent sous ce nom leur autorité.

Hyde , comte
de Clarendon

Acte d'am-
nistie.

Un de leurs principaux soins fut de régler les exceptions de l'amnistie générale. La chambre-haute , par ressentiment ou par zele , vouloit en

exclure beaucoup de personnes. Mais Charles lui représenta la promesse sacrée qu'il avoit faite, à laquelle même il se croyoit redevable du bonheur dont il jouissoit; & insista pour la clémence d'une manière qui fut généralement applaudie. On n'excepta du pardon que les juges régicides, avec Vane & Lambert, républicains furieux. Quelques autres furent exclus, au cas qu'ils acceptassent des emplois publics; d'autres furent déclarés seulement incapables d'en posséder. Il eût été difficile de montrer plus de modération envers tant de criminels.

On fixa ensuite le revenu de la couronne à douze cent mille livres sterling; revenu supérieur à celui des rois précédens. Aussi les dépenses étoient-elles considérablement augmentées: elles augmentèrent bien plus dans la suite, quand on vit Louis XIV donner l'exemple dangereux d'avoir sur pied, même en temps de paix, des armées nombreuses. L'entretien de la flotte & quelques autres articles, qui coûtoient seulement autrefois quatre-vingt mille livres sterling,

Revenu de la couronne plus fort qu'autrefois.

en exigeoient alors huit cent mille. Quel avantage pouvoit résulter de cette grande augmentation de troupes, qui commençoit à devenir générale ? Les peuples étoient chargés de plus d'impôts, sans que les princes fussent en effet plus puissans. De petites armées faisoient autrefois ce que cent mille combattans font aujourd'hui. Mais dès qu'une puissance formidable donnoit cet exemple, les autres étoient obligées de le suivre.

Procès des
régicides.

Le procès & l'exécution des régicides causerent une joie universelle. Leur fermeté ne se démentit jamais, & il y a peu d'exemples si frappans de cette aveugle obstination qu'inspire le fanatisme. Harrison dit à ses juges, que le prétendu crime dont on l'accusoit, loin de le rendre coupable, étoit une action commandée par le ciel même ; que dans le doute il avoit imploré avec larmes les lumières du Seigneur, & qu'il avoit reçu des assurances incontestables de ses volontés ; que les jugemens humains n'étoient que ténèbres en comparaison des inspirations divines ; qu'ayant toujours été résolu de ne

| Leur fanatisme
jusqu'à
la mort.

faire aucun tort au dernier des hommes ; pour le plus grand intérêt du monde , il étoit sûr d'avoir suivi les regles d'une conscience droite ; que ni l'ambition , ni la crainte ne lui avoit atraché le moindre signe d'approbation pour la tyrannie de Cromwel ; qu'on l'avoit toujours vu ferme dans ses principes de religion & d'intégrité ; & qu'une pareille conduite n'étoit point celle d'un meurtrier & d'un scélérat. Tous ceux qui furent exécutés , au nombre de dix , montrerent constamment le même courage. Ils se regardoient comme des martyrs. L'extrême bonté du roi accorda aux autres la grace du répit. On les disperfa dans plusieurs prisons.

Il ne restoit plus qu'à congédier cette armée dangereuse ; dont l'enthousiasme & l'audace avoient produit des excès qui pouvoient encore se renouveler. Le parlement accorda des sommes pour le payement des troupes. Frappé de leur air martial , de leur discipline ; le roi les eût conservées avec plaisir. Mais Clarendon lui en fit sentir l'inconvénient. On retint seulement cinq mille hom-

L'armée
congediée.

mes & quelques garnisons , premier exemple d'armée subsistante sous la monarchie.

Le parlement
dissous.

Offre éton-
nante au roi.

Charles congédia le parlement d'une manière gracieuse & honorable. Il auroit pu , selon quelques écrivains , en obtenir deux millions sterling de revenu sur les terres , outre les droits d'accise & de douane : cette somme pouvoit rendre la couronne indépendante. Les mêmes auteurs ajoutent qu'un membre des communes lui ayant fait la proposition , il la rejeta par les conseils du chancelier. *Le meilleur revenu de votre majesté , lui dit Clarendon en vrai citoyen , est de gagner les cœurs de vos sujets : avec ce secours , l'argent ne vous manquera jamais.* On a tout lieu de penser que cette offre d'un membre n'auroit point été du goût des communes. Elles accorderent beaucoup , mais avec des précautions qui prouvent combien elles avoient à cœur de maintenir les droits du parlement. Il n'y eut pas même de fonds assignés pour les deux tiers de la somme destinée au roi.

L'épiscopat
rétabli avec
modération.

L'épiscopat tenoit en quelque sorte

à la monarchie , & n'avoit été aboli par aucun pouvoir légal ; il fut rétabli fans violence par la seule autorité du prince. Dans une affaire si délicate , si odieuse pour les presbytériens , Charles se montra d'abord très-modéré , & bien résolu de ne pas donner atteinte à la liberté de conscience qu'il avoit promise. La juridiction épiscopale devoit être continuée & limitée ; la liturgie , déchargée de ce qui choquoit les partis contraires ; & chacun , libre de ne rien faire contre ses principes. Un soulèvement des millénaires * , qui se jetterent dans Londres , proclamant le roi *Jesus* , & qui se défendirent en furieux , fournit au ministère des raisons ou des prétextes d'abandonner cette indulgente politique. Ceux qu'on exécuta soutinrent jusqu'au dernier soupir que , *s'ils avoient été dans l'erreur , c'étoit le Seigneur qu'ils devoient en accuser*. Quelle démence du fanatisme !

Soulèvement
de fanatique.

* C'est le nom d'une secte qui s'imaginoit que *Jesus-Christ* devoit régner mille ans sur la terre.

Les presby-
tériens trop
difficiles à
soumettre.

Clarendon haïssoit surtout les presbytériens, dont le génie factieux avoit occasionné tous les troubles du royaume. Il n'attendoit que l'occasion de les affoiblir & de détruire leur secte. La prélatrice, si abhorrée en Ecosse, y fut rétablie aussi-bien qu'en Angleterre. On cassa le covenant, cet acte autrefois révérendu comme divin. Le parlement écossais témoigna à plus entière déférence aux intentions du monarque; mais le corps de la nation conserva un levain de mécontentement toujours dangereux. Charles desiroit de réunir les presbytériens à l'église nationale. On tint pour cela une conférence ecclésiastique; d'autant plus inutile, que les deux partis n'y apportèrent que leur entêtement, avec la résolution de ne rien céder.

1661.
Parlement.
Acte en fa-
veur de la
couronne.

Un nouveau parlement; où l'on ne comptoit que cinquante-six presbytériens dans la chambre basse, signala son zèle pour la couronne & pour l'église. Il déclara qu'entreprendre d'emprisonner le roi ou de le déposer, étoit un crime de haute trahison; que l'accuser d'hérésie ou

de papisme, & le décrier par des libelles, étoit un délit qui devoit exclure de toutes sortes d'emplois; que le pouvoir de l'épée lui appartenoit, & même qu'il n'étoit pas permis de se défendre contre lui. On condamna au feu le covenant & d'autres actes des républicains. Enfin on passa un bill d'uniformité en matière de religion, portant que tout ministre qui n'avoit pas reçu l'ordination épiscopale, seroit obligé de la recevoir; qu'il feroit profession d'approuver sans réserve le livre des prières communes; qu'il prêteroit le serment de l'obéissance canonique; qu'il abjureroit le covenant, & renonceroit au principe, *qu'il est des cas où l'on peut s'armer contre le roi.* Ce fameux acte fut un coup de foudre pour les presbytériens. Confondus avec les autres non-conformistes, avec les catholiques même, ils se voyoient exposés aux peines portées contre eux, après avoir vu le presbytériat dominant sous la république. L'église anglicane étoit remise dans l'ancien état; les loix pénales alloient revivre; la liberté de conscience, ex-

Bill d'uniformité.

Cet acte propre à aigrir les sectaires.

110 CHARLES II.

pressément promise par le souverain, se trouvoit anéantie. C'étoit déchirer des cicatrices bien délicates. L'expérience découvrit le danger de ces violentes mesures. On les attribua aux catholiques, qui vouloient ou partager le bienfait de la tolérance avec les presbytériens, ou que ceux-ci partageassent avec eux les rigueurs de la persécution. Le roi donna, malgré lui, son consentement à ce bill. Clarendon en fut cause plus que personne, & se fit par-là beaucoup d'ennemis.

Subside extraordinaire.

Un subside extraordinaire de douze cent mille livres sterling, prouva encore le zèle du parlement; & l'on accorda de plus au roi, sa vie durant, un impôt de deux schellings sur chaque foyer. Rapin Thoyras en conclut que ce parlement vouloit rendre Charles assez riche pour se soutenir par lui-même. Hume remarque au contraire que, malgré une augmentation si considérable, le revenu de la couronne, pendant plusieurs années, n'excéda pas un million de livres sterling; somme insuffisante pour les dépenses publiques. Il est évident que

CHARLES II. III

la couronne ne pouvoit se soutenir sans une augmentation considérable de revenu ; puisque tout étoit considérablement augmenté de prix , en proportion des richesses ; & que les charges de l'état se multiplioient chaque jour.

Lambert & Vane étoient toujours en prison. Ils n'avoient point trempé dans la mort de Charles I ; mais leur acharnement contre la couronne les ayant fait excepter de l'amnistie , les royalistes demanderent avec ardeur qu'on les jugeât. On instruisit enfin leur procès. L'accusation contre Vane ne tomboit que sur la conduite qu'il avoit tenue depuis l'exécution du roi , en qualité de conseiller d'état & de secrétaire pour la marine. Il alléguait pour sa défense la nécessité d'obéir au gouvernement établi , quelque illégitime qu'il puisse être. « Si cette » obéissance est criminelle , dit-il , » dès que la force aura changé le gouvernement d'un état , toute la nation doit s'attendre à périr par les » supplices. Les usurpateurs puniront » les uns de leur fidélité au prince » dépossédé , & le prince punira les

1662.
Procès de
Vane & de
Lambert..

Défenses
du premier..

» autres de la soumission aux usur-
 » pateurs. Pour prévenir cet affreux
 » désordre, & mettre à couvert la vie
 » & la liberté des citoyens, Henri
 » VII a déclaré qu'on ne feroit un
 » crime à personne de son obéissance
 » au prince actuel. Il n'appartient
 » point aux particuliers de discuter
 » les titres de ceux qui gouvernent.
 » D'ailleurs, les plus honnêtes gens
 » ayant été divisés entre le roi & la
 » république, pourroit-on le con-
 » damner pour avoir suivi un parti
 » auquel il étoit lié par le covenant,
 » obligation sainte & indissoluble » ?
 Ces raisons n'effacèrent pas le sou-
 venir des démarches séditieuses de
 l'accusé. Les juges s'en tinrent à la
 lettre de la loi. Vane, naturellement
 timide, reçut la mort avec toute l'in-
 trépidité des fanatiques. C'est lui qui
 avoit le plus influé dans le jugement
 du comte de Strafford ; & il fut la
 dernière victime de ces sanglantes que-
 relles. Lambert, condamné comme
 lui, obtint une surséance d'exécution.
 Il vécut encore près de trente ans ;
 plus heureux peut-être dans son exil ;
 qu'il ne l'étoit dans la carrière épi-
 neuse de la fortune.

Tout prince sans économie s'expose à de cruelles nécessités. C'étoit le principal défaut de Charles II, d'aimer les plaisirs avec excès, & de prodiguer l'argent pour satisfaire ses goûts. Les charges de la couronne absorboient des sommes immenses. Il auroit dû se restreindre sur le reste, autant que l'exigeoit une prudente politique. Si un monarque absolu s'expose beaucoup en se ruinant ; que fera-ce d'un prince qui n'est pas maître de lever un seul impôt ? Cependant le dernier subside, la dot de la nouvelle reine Catherine de Portugal, deux cent mille écus que la France avoit donnés, tout étoit déjà englouti. Le roi avoit encore à payer la dot de Henriette sa sœur, épouse du duc d'Orléans. Pressé par le besoin, il vendit Dunkerque à la France quatre cent mille livres sterling. Clarendon lui-même approuva cette démarche. On faisoit monter à cent vingt mille livres sterling les frais annuels de la garnison ; & les avantages qui en revenoient alors n'approchoient point d'une dépense si onéreuse. Ce marché excita néanmoins

Dunkerque
vendu à la
France faute
d'économie.

les plus grands murmures : il en auroit excité , quand même le roi eût été à couvert du reproche de dissipation. Louis XIV fit de Dunkerque un port , également utile à son royaume , & redoutable à l'Angleterre.

*Les presby-
tériens vexés.*

L'acte d'uniformité produisit une sorte de révolution ecclésiastique. On le nommoit l'acte de la saint-Barthélemi , parce que l'exécution étoit fixée au 24 août , fête de cet apôtre. Sans être comparable à la saint-Barthélemi de France , il mit à l'épreuve l'invincible opiniâtreté des enthousiastes. En un jour & de concert , environ deux mille ministres presbytériens renoncèrent à leurs bénéfices , plutôt que de signer les articles de cet acte. Le clergé anglican se vengea de la persécution , en devenant persécuteur : c'est le penchant trop naturel du cœur humain , & l'histoire de tous les siècles. Les presbytériens , dans le tems de leur triomphe , lui avoient du moins laissé le cinquième des bénéfices. On leur refusa une si légère ressource , quoique demandée par les pairs. On porta la dureté jusqu'à leur défendre en 1665

d'approcher plus près que de cinq milles, excepté en voyage, des lieux où ils avoient exercé le ministère, sous peine de six mois de prison & de cinquante livres sterling d'amende. En leur ôtant ainsi les moyens de vivre, on aigrissoit le fiel de leur secte.

Tant de rigueur ne s'accordoit point avec le caractère & les principes du roi. Quoique soupçonné d'indifférence pour toute sorte de religions, il penchoit secrètement vers la catholique, qu'il avoit même vraisemblablement embrassée avant de rentrer dans ses états. Son frere, le duc d'York, avec moins d'esprit, mais plus d'activité & d'ardeur, étoit zélé pour l'église romaine, & le sollicitoit vivement d'accorder une tolérance générale. Le malheur des presbytériens fournissoit un prétexte fort plausible : Charles en profita.

Il promit dans une déclaration, de ménager les consciences scrupuleuses qui craignoient de se conformer au culte établi ; & comme le parlement étoit prorogé, il assura qu'aux prochaines sessions, il tâcheroit de lui

Le roi favorable à la religion catholique.

Déclaration de tolérance désapprouvée par le parlement.

faire autoriser cette indulgence. Le parlement rassemblé peu de temps après, loin d'approuver la déclaration, représenta au roi que son extrême douceur avoit attiré dans le royaume un grand nombre de prêtres romains & de jésuites; & demanda un ordre pour les obliger d'en sortir. On exceptoit tous les prêtres *étrangers* de la maison des deux reines, (la reine-mère étoit revenue dans le royaume) & ceux qui étoient à la suite des ambassadeurs. Charles publia une proclamation conforme aux desirs du parlement; mais au sujet de ces prêtres, le mot d'*étrangers* fut omis; ainsi la protection des reines s'étendit sur les Anglois comme sur les autres. Le parlement accorda quatre subsides, le clergé autant; l'un & l'autre satisfaits de la complaisance du prince.

1664.
Guerre avec
la Hollande.

Une guerre entreprise contre les Hollandois augmenta bientôt ses besoins. Les communes se plaignoient des Etats-généraux, plus par jalousie que par équité. Leur enviant un commerce que l'économie rendoit supérieur à celui de l'Angleterre, elles

attendoient impatiemment l'occasion de le traverser ou de l'affoiblir. Le duc d'York, soit intérêt national, soit haine contre une république protestante, poussoit son frere à une rupture. Clarendon n'approuvoit point ces desseins ; mais il avoit perdu beaucoup de son crédit, & touchoit au moment de la disgrâce. Quelques violences des Anglois furent suivies de représailles. Ruyter leur enleva presque tout ce qu'ils avoient pris. Charles fit équiper une flotte, présidant lui-même à l'ouvrage, parcourant les ports, animant les travaux par sa présence & sa libéralité. Un subside de près de deux millions & demi de livres sterling, le plus fort que l'on eût jamais accordé aux rois, le mit en état de faire d'immenses préparatifs. La guerre fut déclarée, quoique la Hollande n'oubliât rien pour la prévenir. Jean de Wit gouvernoit alors cette république en qualité de grand-pensionnaire *. Aussi

* Le *Pensionnaire* en Hollande est celui que la république charge principalement de ses affaires.

courageux que prudent, il s'arma contre les périls qu'il ne pouvoit éloigner.

1665.
Batailles
navales.

Louis XIV
pour les Hol-
landois.

Le flotte angloise, commandée par le duc d'York, étoit de cent quatorze vaisseaux, & avoit à bord vingt-deux mille hommes. Opdam, amiral hollandois, risqua la bataille. Son vaisseau fut malheureusement; les Hollandois furent vaincus. Alors de Wit se rendit lui-même sur la flotte, & son génie répara les suites de ce revers. Louis XIV, après avoir tenté inutilement de réconcilier les deux nations, se déclara en faveur de la Hollande, malgré l'offre que faisoit Charles, de lui abandonner les Pays-bas espagnols, s'il ne s'opposoit point à ses avantages. Colbert, ce fameux ministre des finances, auquel Louis dut en grande partie l'éclat de son regne, avoit déjà commencé l'établissement d'une marine. Le duc de Beaufort commandoit une escadre de quarante vaisseaux : les Hollandois devoient la joindre. La flotte angloise, sous les ordres de Monk duc d'Albemarle & du prince Robert, étoit de soixante & quatorze voiles. Albe-

marle eut la confiance d'en détacher vingt vaisseaux , qu'il envoya contre les François. Avec le reste , il attaqua les Hollandois supérieurs en forces.

Combat de quatre jours.

Ce furieux combat dura quatre jours , & parut finir à l'avantage des derniers. Leurs amiraux Ruyter & Tromp , quoique divisés par un esprit de faction , soutinrent également l'intérêt de la patrie. Bientôt les Anglois vinrent encore les attaquer. Ruyter battu fit une retraite glorieuse ; mais indigné de plier devant l'ennemi : *Que je suis malheureux ! s'écria-t-il ; de tant de boulets , n'y en aura-t-il pas un seul qui puisse finir ma misérable vie ?* Les Anglois devinrent par cette action les maîtres de l'océan. Beaufort passa presque sous leurs yeux pour joindre la flotte hollandoise ; & ne la trouvant plus , il eut le bonheur de rentrer à Brest sans autre perte que celle d'un vaisseau.

Ruyter battu.

Plus de cent mille habitans de Londres étoient morts de la peste l'année précédente. Le feu acheva de désoler cette capitale. Il prit dans la maison d'un boulanger , & pendant trois jours & trois nuits il continua ses ravages.

Peste & incendie de Londres.

On compte environ quatre cents rues & treize mille maisons réduites en cendres. Les rues étoient fort étroites, les maisons presque toutes bâties de bois. Un changement avantageux suivit ce désastre. Londres fut bientôt une ville plus belle & plus saine. La peste qui y étoit auparavant très-commune, n'y a jamais reparu depuis.

On accuse de
l'incendie les
catholiques.

Telle est l'injustice de la haine, que les événements les plus naturels lui paroissent des crimes médités. Sans raison, sans preuves, les ennemis des catholiques leur attribuerent l'incendie. A la sollicitation de la chambre-basse, Charles bannit tous les prêtres & les jésuites; ou plutôt il fit pour cela une ordonnance, dont l'inexécution rendit sa foi plus suspecte.

1667.
Négociation
de Breda.

Ce double fléau du feu & de la peste, joint aux dépenses excessives de la guerre & au peu de profit réel qu'on en retiroit, lui inspira, ainsi qu'à toute la nation, le desir de traiter avec la Hollande. On ne veut pas prévoir les maux de la guerre : on se repent presque toujours de ne les avoir

avoir pas prévus. Charles proposa lui-même l'accommodement. Les Hollandois, que leurs richesses & leur marine soutenoient sur un meilleur pied que l'Angleterre, demandèrent l'alternative, ou que l'on remît les choses dans l'état où elles étoient avant la rupture, ou que les deux peuples conservassent leurs acquisitions présentes. Cette dernière offre fut acceptée, & l'on ne disputoit plus que sur l'île de Poleron dans les Indes orientales.

Tandis que la négociation traînoit à Bréda, le pensionnaire entreprit de venger avec éclat les injures faites à sa patrie. Comme il n'y avoit point de suspension d'armes, il profita de la négligence de Charles qui, pour payer ses dettes avec les subsides, se contentoit de tenir en mer deux faibles escadres. La flotte de Hollande, sous le commandement de Ruyter, alla brûler des vaisseaux anglois jusques dans leurs ports, jusques dans la Tamise. On craignit même pour Londres. Mais le traité de Bréda mit fin aux alarmes & à la destruction. Les Anglois eurent la Nouvelle-York,

Entrepris
hardie des
Hollandois.

Traité
de Bréda.

les Hollandais Poleron , & les François l'Acadie.

Disgrace du
comte de
Clarendon.

Une guerre si ruineuse , terminée avec si peu d'avantage , ayant aigri l'humeur inquiète des Anglois ; Charles leur sacrifia Clarendon , ce grand ministre , dont il avoit respecté longtemps le mérite , mais dont la vertu lui étoit devenue importune. Dans une cour pleine de dissolution , l'incorruptible chancelier conservoit toujours l'intégrité de ses mœurs ; il n'avoit aucune complaisance pour les maîtresses du roi ; il gênoit ses plaisirs , & s'opposoit à ses prodigalités. Une favorite , connue depuis sous le titre de duchesse de Cléveland , femme insatiable & prodigue , travailloit efficacement à sa ruine. Le peuple ingrat , moins attentif au bien qu'on lui fait , que frappé des choses qui lui déplaisent , loin de savoir gré à Clarendon de cette conduite , le regardoit comme l'auteur de ses souffrances. D'une part , les presbytériens lui reprochoient la persécution , & ce reproche étoit fondé ; de l'autre , les catholiques , connoissant son zèle pour l'église nationale , désespéroient

d'obtenir la tolérance sous son ministère. Quoique la guerre de Hollande eût été entreprise contre son avis , on lui en attribuoit les malheurs , parce qu'on vouloit le trouver coupable. Le comte de Southampton , grand-trésorier , mort depuis trois mois , avoit rendu justice au chancelier. « Tant qu'il conservera de l'autorité , avoit-il dit en plein conseil , nos lois , notre liberté & notre religion seront à couvert : s'il est éloigné , je tremble pour les suites ». Cependant les sceaux furent ôtés à Clarendon.

Aussitôt un membre des communes se porta pour accusateur. L'accusation rouloit sur dix-sept articles , dont le plus grave étoit la vente de Dunkerque ; comme si un conseil imprudent faisoit un crime capital. La chambre haute refusa de faire arrêter le ministre. Mais il aima mieux se retirer que de se défendre. Le parlement le bannit , & le roi donna son consentement au bill. Clarendon fixa son séjour en France , où il vécut encore six ans. Il employa son loisir à composer l'histoire des dernières

Il est accusé & banni.

Sa retraite en France.

guerres civiles, ouvrage digne de la plume d'un homme d'état & d'un illustre citoyen. Il avoit passé sa jeunesse dans l'étude des lois. Son pere, dit-on, l'exhortoit souvent à ne point relever la prérogative royale aux dépens de la liberté publique, & mourut d'apoplexie en lui répétant cette leçon. Un accident si terrible l'imprima profondément dans son cœur. Son zele pour le roi fut toujours le zele d'un citoyen, attaché aux principes de la constitution nationale.

Alarme
qu'inspire
l'ambition
de Louis
XIV.

Si la conduite de Charles excitoit déjà beaucoup des murmures, la triple alliance lui attira du moins les applaudissemens de son peuple. Louis XIV, aussi fier que puissant, passionné pour toute sorte de gloire, singulièrement pour celle des conquêtes, la moins digne de l'ambition d'un grand prince; capable de tout entreprendre par les richesses de son royaume, par l'habileté de ses ministres & de ses généraux, par l'enthousiasme que la prospérité inspiroit à ses peuples, remplissoit l'Europe d'inquiétude & de terreur. Malgré les renonciations fai-

tes par Marie-Thérèse d'Autriche son épouse, il venoit d'envahir la Flandre & la Franche-comté, prétendant qu'elle y avoit des droits légitimes. L'Espagne, sous la minorité de Charles II, gouvernée par la reine, ou plutôt par le P. Nitard, jésuite allemand, son confesseur, languissoit dans une extrême foiblesse. Les Provinces-unies étoient alarmées avec raison; l'Angleterre frémissait de la supériorité que prenoit la France. Charles forma le projet d'une ligue. Il chargea le chevalier Temple de la négocier à la Haie. Ce philosophe, homme d'état, fut bientôt d'accord avec de Wit. Même franchise, même grandeur d'ame dans l'un & dans l'autre. Ce n'est point entre des ministres de ce caractère que la politique dégénère en finesse & en chicane. Ils convinrent de se rendre médiateurs entre la France & l'Espagne; & de les obliger à faire un traité, qui laisseroit à Louis XIV une partie de ses conquêtes, mais par lequel il promettroit d'abandonner entièrement les droits de sa femme. La Suede entra dans cette alliance.

Triple alliance négociée à la Haie.

De Wit n'attend pas le consentement des villes.

Modestie du chevalier Temple.

Paix d'Aix-la-Chapelle.

Selon les lois de la république hollandaise, toutes les villes devoient donner leur consentement au traité. Il étoit à craindre que les intrigues de la cour de France ne les en détournassent. En effet, l'ambassadeur de Louis XIV dit, en apprenant la négociation : *Nous en parlerons dans six semaines.* Mais de Wit prévoyant les risques du délai, & persuadé qu'il est des cas où le bien public l'emporte sur les lois mêmes, dont il est la fin, eut le courage de déterminer les états-généraux à ratifier la ligue, le jour qu'elle fut signée. Temple reçut les éloges les plus flatteurs, avec une modestie qui rehaussoit son mérite. Il répondit que, pour éloigner les choses de leur élément ou de leur centre, il falloit de la force & du travail; mais qu'elles y retournent d'elles-mêmes.

La paix d'Aix-la-Chapelle termina bientôt les conquêtes de Louis XIV. Celles qu'il avoit faites dans les Pays-bas lui demeurèrent; la Franche-comté fut rendue aux Espagnols. Ce monarque attendit l'occasion de faire sentir son courroux à la Hollande, qui s'étoit opposée à ses entreprises.

Quoique la triple alliance fût très-agréable aux Anglois, elle ne dissipoit point les soupçons que la conduite de Charles avoit excités. Il se flatta en vain de tirer du parlement des secours proportionnés à ses besoins. Une nouvelle proposition de tolérance, en faveur des non-conformistes, effaroucha le zele des communes, elles demanderent aussitôt une proclamation contre les *conventicules*. Pour avoir de l'argent, il falloit les satisfaire. Leur bill fut confirmé.

Tout membre d'un conventicule ou d'une assemblée non-conformiste, de plus de cinq personnes, outre la famille chez qui l'on s'assembloit, étoit condamné à une amende; &, contre le principe reçu dans les affaires criminelles, le doute devoit toujours être expliqué dans le sens le moins favorable. Cette rigueur des communes parut d'autant plus étrange, que le même esprit de persécution avoit depuis peu occasionné un soulèvement en Ecosse. Environ deux mille presbytériens, après avoir renouvelé le covenant, y avoient pris les armes; on n'avoit éteint que dans

Commence-
ment des
troubles.

1670.
Acte contre
les conventi-
cules.

le sang une flamme allumée par le désespoir. Un de ces fanatiques, mourant avec joie des douleurs de la torture , s'écria : *Adieu , soleil , lune , étoiles : adieu , monde & temps ; adieu , corps foible & périssable ! Je te salue , éternité ; je vous salue , anges & saints ; je vous salue , Sauveur du monde , ô Dieu , juge de tous !* On ne sentoît pas combien il étoit dangereux de faire de tels martyrs. Enfin l'église anglicane & ses sectateurs ignoroient encore , ainsi que leurs adversaires , les bornes que la justice & la charité prescrivent au zèle de religion.

Le roi mé-
content.

Quelques autres démarches du parlement mécontenterent le roi. On se défioit de Charles , comme il se défioit des autres. Esclave des plaisirs , il négligeoit les affaires , il multiplioit ses embarras. De perfides conseils lui firent perdre enfin de vue toutes les règles de la sagesse , & l'exposèrent à une fatale révolution.

Nouveau
ministère ou
la cabale.

Cinq nouveaux ministres partageoient sa confiance ; Ashley , comte de Shaftesbury , distingué par ses talens & emporté dans ses passions ; le

duc de Buckingham , sans principes , sans conduite , avec tous les avantages de l'esprit , de la figure & de la fortune ; le duc de Lauderdale , savant , mais entêté ; flatteur du prince & tyran pour les sujets ; le chevalier Clifford , capable d'entraîner les esprits par l'impétuosité hardie de son caractère ; enfin le comte d'Arlington , fort versé dans les affaires , & qui eût été digne de sa place , s'il avoit eu la force de suivre ses sentimens plutôt que les impressions de la cour. Les deux derniers étoient catholiques. Ce conseil fut appelé la *cabale* *. L'événement fit connoître leur système de politique , trop conforme aux desirs du roi , & surtout aux dispositions de son frere le duc d'York.

Charles , pour s'affranchir de la dépendance où le tenoit l'économie du parlement , & pour étendre son autorité au-delà des bornes qu'il s'étoit lui-même prescrites ; oubliant l'intérêt de l'Angleterre , changea tout-à-fait de vues par rapport à ses

Système du roi pour se passer du parlement.

* En anglois *cabal* , mot composé des lettres initiales de leurs noms.

voisins. Une liaison étroite avec Louis XIV, une nouvelle guerre contre la Hollande, lui parurent des moyens presque infaillibles de parvenir à son but. Louis le soutiendrait de ses trésors & de ses armées; la Hollande soumise ne seroit plus un objet d'émulation pour l'Anglois, jaloux de ses privilèges. Ces idées s'accordoient parfaitement avec la politique du roi de France. La triple alliance opposoit une barrière à son ambition: il profita des conjonctures. Un voyage qu'il fit à Dunkerque, accompagné de sa cour, servit de prétexte pour voiler de profonds desseins.

Il se ligue
secrètement
avec Louis
XIV.

La duchesse d'Orléans étoit du voyage. Ses graces, son esprit, son ascendant sur le roi d'Angleterre son frere, la rendoit capable de former entre les deux couronnes les liaisons que l'on désiroit. Elle passe la mer, comme pour visiter en sœur Charles II. Au milieu des fêtes & des plaisirs, elle l'engage dans une ligue contre la Hollande; elle lui donne pour maîtresse une femme de sa suite, capable d'enchaîner son cœur, mademoiselle de Kerouet, qui reçut bientôt le titre

de duchesse de Portsmouth, & à laquelle ce prince fut toujours extrêmement attaché. La mort tragique de cette jeune princesse ne rompit point les engagements. Bientôt le chevalier Temple est rappelé; le sage de Wit commence à se défier du roi d'Angleterre. Cependant Charles, pour obtenir des subsides, représente au parlement l'augmentation de la marine françoise, la nécessité d'équiper une flotte considérable, & de remplir les obligations contractées pour le bien commun de l'Europe. Les communes donnent dans le piège. Trompées par ces fausses apparences, elles accordent deux millions cinq cent mille livres sterling. Mais les pairs ayant fait quelques changemens aux bills de subside; les contestations, nées à ce sujet entre les deux chambres, obligent le roi de proroger l'assemblée, & de se priver par-là du secours qu'il en espéroit.

Pendant la session, il montra peu de justice & de sagesse dans deux affaires particulieres, qui eurent un grand éclat. On avoit proposé une taxe sur les spectacles. Les partisans de la cour objecterent que les comé-

Il trompe
le parlement.

Deux fautes
du roi.
Outrage fait
à un gentil-
homme.

diens étoient au service du roi , & fervoient à ses plaisirs. Le chevalier Coventry demanda en plaisantant , si c'étoient les acteurs ou les actrices. Charles entretenoit réellement des actrices , outre ses autres maîtresses. Blessé de ce trait offensant , il se vengea d'une manière indigne de sa dignité. Quelques gardes attaquèrent Coventry , le désarmèrent malgré son courage , & lui couperent le nez jusqu'à l'os Les communes en témoignèrent leur indignation par un acte , qui déclaroit les agresseurs incapables du pardon de la couronne.

Scélérat
en faveur.

Vers le même temps , Blood , ancien officier de Cromwel , scélérat d'une audace sans exemple , après avoir attenté à la vie du duc d'Ormond , après avoir enlevé de la tour la couronne & tous les ornemens royaux ; fut arrêté , confessa ses crimes , refusa de déclarer ses complices ; disant que la vue de la mort ne pouvoit lui faire ni désavouer un crime , ni trahir un ami. Le roi eut la curiosité de le voir ; Blood eut l'effronterie de lui dire que , si on le faisoit exécuter , ses compagnons en

grand nombre ne manqueroient pas de le venger. Soit crainte, soit caprice, Charles non-seulement lui fit grace, mais lui donna une terre, le reçut à la cour; & le traita même avec distinction, tandis que de bons serviteurs étoient oubliés & sans récompense. On pardonne difficilement aux princes l'oubli des services; mais sur-tout lorsqu'ils placent si indignement les bienfaits.

Ces imprudences en annonçoient de plus dangereuses. Le duc d'York, en se déclarant catholique, réveilla les anciennes inquiétudes d'un peuple furieux au nom de papisme. Le roi, en suspendant par une proclamation les lois pénales, que le parlement avoit à cœur de maintenir, se fit soupçonner de tendre au pouvoir arbitraire si abhorré dans la nation. En fermant l'échiquier, c'est-à-dire, en retenant les sommes que les banquiers avançoient sur la créance des fonds parlementaires, il interrompit le commerce, ruina un grand nombre de familles, & répandit une défiance générale.

On ne pouvoit encore se persuader qu'il eût conjuré avec Louis XIV la

Autres imprudences.

Guerre avec la Hollande, sous de frivoles prétextes.

perte des Hollandois. Ses résolutions se manifesterent enfin. Le capitaine d'un yacht eut ordre de faire baisser pavillon à toute une flotte hollandoise , & de tirer en cas de refus. La flotte de Smyrne qui apportoit en Hollande un million & demi de livres sterling , fut attaquée par une escadre angloise qu'elle repoussa glorieusement. Une déclaration de guerre suivit ces hostilités. Rien de plus frivole que les motifs qu'on alléguoit. Charles insistoit sur des peintures *injurieuses* faites en Hollande. Les Etats-généraux furent long-temps à deviner quelles étoient ces peintures. Il s'agissoit d'un portrait de Corneille de Wit , frere du pensionnaire , qui s'étoit signalé dans les expéditions maritimes. Des vaisseaux en flammes étoient représentés au fond du tableau. Voilà l'injure qu'il falloit venger par les armes. Louis , avec plus de dignité , mais sans raisons bien solides , n'apporta d'autres motifs de guerre que son mécontentement de la conduite des Etats.

Deux factions
en Hollande.

Deux factions divisoient malheureusement la Hollande celle des de

Wit, inflexibles républicains, qui, en 1667, avoient fait exclure pour toujours la maison d'Orange, du stadhoudérat * ; & celle du prince d'Orange, Guillaume III, qui aspirait à l'autorité dont ses ancêtres avoient joui dans la république. Ce prince, âgé de vingt-&-un ans, étoit capable des plus grandes choses par la solidité de son jugement, la gravité de ses mœurs & son application aux affaires. Jean de Wit avoit eu soin de lui procurer une excellente éducation; il l'avoit voulu mettre en état, aux risques de sa propre fortune, de servir un jour la patrie, si le gouvernement changeoit de face. Dans ces terribles conjonctures, à l'approche de l'orage le plus violent, Guillaume fut créé général & amiral, mais sans avoir aucune part à l'autorité civile. On lui donna une armée de soixante-&-dix mille hommes; troupes nouvelles, que le défaut d'expérience & de discipline rendoit faciles à vaincre. La

Le prince d'Orange.

* On appelle Stathouder le chef que les Provinces-unies se donnoient par choix. Le stadhoudérat est devenu héréditaire.

marine avoit fixé tous les soins du pensionnaire ; & ne prévoyant pas le danger d'une invasion soudaine , il ne s'étoit point appliqué aux moyens de s'en garantir.

Combat
naval de
Solebay.

Le combat naval de Solebay soutint l'honneur de la république. Ruyter , avec quatre-vingts vaisseaux de guerre & quarante brûlots , attaqua les flottes angloise & françoise réunies, l'une sous le commandement du duc d'York , & l'autre sous celui du comte d'Estrées. Le duc d'York , après avoir essuyé long-temps un feu terrible , fut contraint de changer de vaisseau. Des deux côtés la perte fut à-peu-près égale. Comme les François ne prirent guere de part à l'action, l'on conjectura qu'ils avoient ordre de ménager leurs vaisseaux , tandis que les deux puissances maritimes s'affoibliroient mutuellement. Mais

Louis XIV
en Hollande.

Louis XIV , à la tête d'une armée formidable , ayant avec lui les plus fameux généraux , passa le Rhin , & porta l'effroi jusqu'au sein de la Hollande. Les provinces d'Utrecht , de Gueldres , d'Overyssel furent conquises en une seule campagne. Amster-

dam se vit près de sa ruine. Les Etats demanderent grace au vainqueur. S'il eût imposé des conditions supportables, la république se soumettoit.

Trop de dureté ranima le courage en inspirant le désespoir. De Wit persistoit néanmoins dans son opposition au stathoudérat. Alors le peuple, lui imputant ces désastres, & regardant le prince d'Orange comme l'unique soutien de la patrie, se révolte avec fureur. On force les magistrats à reconnoître le prince pour stathouder. Des assassins attaquent le pensionnaire en pleine rue. Corneille de Wit, accusé par un imposteur, subit une cruelle torture, en répétant des vers d'Horace qui expriment les sentimens héroïques du vrai citoyen. Son frere va le trouver dans la prison, résolu de partager son sort. Une populace effrénée les y poursuit, les met en pieces, & s'acharne sur leurs cadavres.

Guillaume, devenu maître de l'état, se montra digne de le gouverner : il exhorta les citoyens à la constance ; il leur annonça que les souverains de l'Europe ne tarderoient point à les secourir ; il leur représenta qu'on se

Le prince
d'Orange
Stathou-
der.
Massacre
des de Wit.

Guillaume a-
nime les Hol-
landois.

flatteroit en vain de désarmer par la soumission , des ennemis ambitieux qui ne gardoient aucune mesure ; que c'étoit le moment de sacrifier tout à cette précieuse liberté , cimentée du sang de leurs ancêtres ; que pour lui , il marcheroit sur les traces de ses pères , & se devoüeroit sans réserve au service de la république. Buckingham , envoyé de Charles II , lui demandant s'il ne voyoit pas qu'elle étoit infailliblement perdue : *J'ai un moyen sûr* , répondit le jeune prince , *de ne voir jamais la ruine de ma patrie : je mourrai dans le dernier retranchement.*

1673.
Parlement
rassemblé.

La Hollande , noyée dans les eaux de la mer , dont elle avoit eu le courage de se faire un rempart contre les François , espéroit toujours que le parlement d'Angleterre se déclareroit en sa faveur , & que l'intérêt visible de la nation prévaudroit sur les vues ambitieuses de la cour. Depuis environ deux ans , le roi , par des prorogations affectées , s'étoit délivré de l'inquiétude que lui donnoit le parlement. Le besoin de subsides fut cause qu'il le rassembla. Son discours aux deux chambres , plein de con-

fiance & de cordialité , déguisoit les dispositions réelles de son cœur. Shaftesbury , qui avoit été créé chancelier pour prix de ses pernicioeux conseils , appuya sur la nécessité de la guerre , contre une république essentiellement ennemie des Anglois. » Le parlement lui-même , dit-il , a reconnu qu'il faut *détruire Carthage* ; & la guerre présente peut être appelée la guerre du parlement , plutôt que celle du roi ». Les communes , quoique dans une disposition peu favorable , accorderent des secours ; mais elles les firent acheter par des actes de complaisance. Le chancelier , de sa propre autorité , contre l'usage établi depuis le parlement de 1604 , avoit expédié des lettres pour l'élection de nouveaux membres , à la place de ceux qui étoient morts. On déclara nulles ces élections , & les membres , ainsi élus , se retirèrent d'eux-mêmes.

Shaftesbury
chancelier.

On en vouloit surtout à la déclaration d'indulgence de 1662 , qui suspendoit les lois pénales contre les non-conformistes & les catholiques. Les communes soutinrent qu'elle pouvoit altérer la constitution , &

On attaque
la déclara-
tion d'in-
dulgence.

changer le pouvoir législatif, que les deux chambres partageoient avec le roi. Charles étoit d'abord résolu de soutenir sa démarche; il s'étoit promis d'employer, en cas de résistance, la force & le secours de Louis XIV. Mais falloit-il rompre avec le parlement, s'exposer à une guerre civile? La vue des dangers, qu'il auroit dû prévoir de loin, ébranla sa résolution. Son indolence naturelle, l'amour du repos & du plaisir, le besoin d'argent, le firent plier dans une conjoncture si critique. Après avoir consulté les pairs, afin de paroître agir avec plus de maturité, il rompit de sa propre main le sceau de la déclaration suspecte, & promit d'approuver tous les bills que l'on feroit pour remédier aux abus.

Serment
du Test.

Il approuva en effet le fameux bill du *Test* ou de l'*Epreuve*, par lequel quiconque seroit chargé de quelque office public, étoit obligé, outre les sermens d'*allégeance* (de fidélité) & de suprématie, de prêter serment contre la transsubstantiation, en ces termes : « Je déclare que je crois » qu'il ne se fait point de transsub-

„ stantiation dans le sacrement de la
 „ cene du Seigneur , ni avant , ni après
 „ la consécration faite par quelque
 „ personne que ce puisse être ». Ainsi
 tous les catholiques furent exclus
 des emplois , & le duc d'York lui-
 même , réduit à quitter le com-
 mandement de la flotte. Une entre-
 prise précipitée en leur faveur devint,
 par cet événement , la source d'une
 plus grande disgrâce.

Le comte de Shaftesbury fut le
 principal auteur des résolutions for-
 mées contre la cour. Dès qu'il avoit
 vu le roi rétracter sa déclaration , pré-
 voyant que les adversaires de la cour
 alloient prendre le dessus , il s'étoit
 jeté sans pudeur dans leur parti ; &
 son infidélité le rendit encore plus
 dangereux , qu'il ne l'étoit auparavant
 par ses conseils. On lui ôta les sceaux.
 Le parlement , qui ne vouloit point
 approuver la guerre , accorda un sub-
 side , mais pour *les besoins extraor-
 dinaires du roi.*

Infidélité de
 Shaftesbury.

Cependant les Hollandois com-
 mençoient à respirer. L'empereur
 Léopold , l'Espagne & le Danemark
 prirent leur défense. Louis , pour

La
 Hollande
 délivrée.

n'avoir pas rasé leurs places, comme Condé & Turenne le propofoient, affoibli par un trop grand nombre de garnifons, fut contraint d'évacuer les trois provinces conquifes. Ruyter, quoiqu'inférieur en forces aux François & aux Anglois réunis, foutint trois batailles navales avec la gloire qui l'accompagnoit toujours. Charles raffembla le parlement. Le voyant difpofé à censurer l'adminiftration, & à ne plus accorder de fubfide pour une guerre odieufe, il fit promptement la paix. On convint d'un reglement de commerce avec la Hollande. Elle céda de nouveau tous les honneurs du pavillon, & promit environ trois cent mille livres fterling. Les Anglois, dit Rapin Thoyras, payèrent les frais de cette guerre; le roi en recueillit feul tous les fruits. Il laiffa dix mille hommes au fervice de la France. Toujours attaché par inclination à cette couronne, il fit valoir auprès de Louis XIV la néceffité qui l'avoit détaché de fon alliance, & il offrit fa médiation pour une paix générale.

1674.
Paix avec
la Hollande.

Confeils

Le chevalier Temple fut envoyé

en Hollande avec le titre d'ambassadeur. Avant son départ, il eut le courage de représenter au roi les inconvéniens du système de la *cabale* : combien il étoit difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir en Angleterre le gouvernement & la religion de France ; qu'on ne changeoit pas en si peu de temps le génie & les principes d'un peuple ; qu'on ne pouvoit parvenir que par la force des armes à faire plier les Anglois sous un joug dont ils avoient horreur : & quelle apparence de réussir par cette voie ? que les catholiques ne faisoient pas la centieme partie de la nation ; que des troupes étrangères ne pourroient être levées & entretenues en grand nombre, ou que, si elles étoient en petit nombre, elles ne serviroient qu'à exciter la haine & la révolte. Enfin il lui rappela ces paroles de Gourville, gentilhomme françois, fort estimé de Charles II : *Un roi d'Angleterre qui veut être l'homme de son peuple, est le plus grand roi du monde ; s'il veut être quelque chose de plus, il n'est rien du tout.* Ce discours déplut au roi ; mais il savoit

duchevalier
Temple au
roi.

diffimuler : *Hé bien*, dit-il, *je veux être l'homme de mon peuple*. Nous jugerons bientôt par les effets, du peu de sincérité de cette réponse.

Louis continue la guerre avec succès.

Sa médiation n'empêcha point les alliés de pousser la guerre avec vigueur. Le prince d'Orange trouvoit sa gloire & son intérêt à la prolonger. Il égala presque le grand Condé à la sanglante bataille de Senef. Condé dit de lui : *Le prince d'Orange s'est conduit dans toute l'action en grand capitaine, mais il a trop exposé sa vie en jeune soldat*. Cependant la conquête de la Franche-comté, & les exploits de Turenne en Allemagne, confondirent les espérances des ennemis de Louis XIV.

1675.
Disputes parlementaires.

Serment
qu'on veut
exiger.

Dans une nouvelle session du parlement, les communes, toujours pleines de défiance sur les sentimens du roi, dressèrent d'abord plusieurs bills capables d'inquiéter la cour. Le parti de la cour s'agita d'un autre côté dans la chambre haute; & y fit passer un bill qui exigeoit de tous les membres du parlement, & de toutes les personnes en place, un serment conçu en ces termes : *Je déclare qu'il n'est pas*

pas permis , sous quelque prétexte que ce puisse être , de prendre les armes contre le roi ; que j'abhorre cette maxime pleine de trahison : Qu'on peut prendre les armes par l'autorité du roi contre sa personne ou contre ceux qui agissent en vertu de ses commissions ; & je jure qu'en aucun temps je ne ferai aucun effort pour changer ou altérer le gouvernement de l'état & de l'église. Ce bill fut vivement combattu ; les uns soutenant qu'il portoit sur de faux principes ; les autres , qu'il ne serviroit qu'à réveiller des disputes dangereuses. Dans la chambre même des seigneurs , il ne l'emporta que de deux voix. L'opposition eût été plus forte de la part des communes ; mais une querelle imprévue entre les deux chambres suspendit l'affaire des bills.

Shirley ayant appelé devant les pairs d'un jugement de la chancellerie , en faveur de Flag , membre des communes , & les pairs ayant reçu son appel , la chambre-basse prétendit qu'on violoit ses privileges ; qu'aucun de ses membres ne pouvoit être cité devant les seigneurs ; que ceux-

Contestation
des communes
avec les
pairs.

Les cafés fermés & rouverts.

ci ne pouvoient même recevoir d'appels. Les esprits s'échauffèrent ; & Charles , craignant plus qu'il n'espéroit de cette assemblée , prit le parti d'une longue prorogation. La licence de censurer le gouvernement s'exerçoit surtout dans les cafés , où l'on se rendoit en foule. Il défendit ces rendez-vous par une proclamation , comme s'il eût été possible de calmer le peuple , en lui donnant un nouveau sujet de plaintes. Le mécontentement augmenta. Les limonadiers promirent de ne plus souffrir les discours séditieux. A cette condition , les cafés furent bientôt rouverts.

Puissance de Louis XIV.

Louis soutenoit la supériorité de ses armes. Quoique Turenne eût péri d'un coup de canon , quoique Condé eût quitté le commandement , la France conservoit ses avantages ; & la déroute du maréchal de Créquî à Consfarbrik , du côté de Treves , fut presque le seul revers en ce genre qu'elle eût effuyé depuis soixante ans.

Conduite de Charles à son égard.

Les Anglois , jaloux de cette puissance formidable , brûloient d'impatience de la combattre. Tandis qu'on négocioit à Nimégue , le parlement fit tous

ses efforts pour engager le roi à prendre les armes. Les plus riches subsides devoient être le prix de sa complaisance. Ces offres d'argent étoient un puissant appât. Il parut se rendre aux vœux publics. Il accorda au prince d'Orange la princesse Marie , fille du duc d'York ; il donna quelques démonstrations de fermeté à l'égard de la France ; déjà même il faisoit des préparatifs de guerre avec le secours du parlement. Mais toujours flottant , irrésolu , tantôt gagné par les promesses de Louis XIV , tantôt arrêté par les charmes du plaisir , il ne répondit point à l'attente des Anglois ni à celle des confédérés.

Les Etats-généraux , contre l'inclination du prince d'Orange , conclurent la paix avec Louis. On lui assuroit la Franche-comté & plusieurs villes de Flandre. L'Espagne & l'Empire , après de grandes clameurs , acceptèrent les conditions qu'on leur prescrivoit. Ce traité , signé à Nimegue , mit le comble aux prospérités de la France. Louis avoit eu presque toute l'Europe à combattre ; il lui impose la loi ; il est pacificateur après

1678.
Paix de
Nimegue.

ses victoires. Heureux s'il avoit borné son ambition à être le pere de ses peuples ! Mais quoique ses finances souffrissent déjà d'une guerre pleine de succès, on le verra s'en attirer de nouvelles par ses entreprises ; & plus il s'efforcera de s'agrandir , plus sa puissance s'affoiblira.

L'Ecosse
tyrannisée.

Depuis environ dix ans, l'Ecosse gémissoit sous un gouvernement tyrannique. Charles y avoit envoyé le duc de Lauderdale en qualité de son commissaire. Ce ministre avoit engagé le parlement écossois , non-seulement à déclarer que tout ce qui concernoit le gouvernement extérieur de l'église, étoit un droit de la couronne ; mais à mettre sur pied un corps de milice de vingt-deux mille hommes , qui devoit marcher pour toute entreprise où le pouvoir & la grandeur du souverain se trouveroient intéressés. Autant Charles étoit naturellement ami de la tolérance , autant le duc fut ardent pour la persécution. Quel remede contre le fanatisme presbytérien répandu dans ce royaume ! Le détail de ses vio-

lences seroit infini , & nous n'en rapporterons qu'un ou deux traits.

Parce que la loi qui défendoit les conventicules , les avoit appelés des *féminaires de révolte* , il traita en rebelles plusieurs comtés où les conventicules étoient plus fréquens : des troupes qu'il y envoya commirent d'affreux désordres. Selon une loi du pays , tout accusé qui ne se présentoit pas en justice , pouvoit être condamné par coutumace & pros crit publiquement ; & quiconque avoit ensuite avec lui la moindre communication , sous prétexte de parenté ou de charité , étoit sujet à la peine du crime dont on chargeoit l'accusé. Cette loi , trop odieuse pour être en vigueur , fut le prétexte d'un grand nombre de proscriptions. Tout étoit en proie à la rapacité du duc & de la duchesse de Lauderdale ; tout se vendoit secrètement , & rien n'échappoit à l'oppression la plus odieuse. La rage du peuple augmentoit chaque jour. De crainte que le cri public ne frappât les oreilles du prince , Lauderdale défendit à tous ceux qui possédoient des terres , de quitter l'E-

Traits
d'oppression.

Le roi n'y remédie point.

coffe. Quelques seigneurs portèrent néanmoins leurs plaintes aux pieds du trône. Charles, si l'on en croit Burnet, auteur satirique dont il faut se défier, dit à ce sujet : « Je comprends » que Lauderdale s'est fort mal conduit envers mon peuple d'Ecosse ; » mais je ne vois pas qu'il ait rien » fait de contraire à mon intérêt ». Quand le prince distingue son intérêt de celui du peuple, on ne doit pas s'étonner que le peuple se fasse un intérêt différent de celui du prince.

Conspiration absurde attribuée aux catholiques.

Le récit de ces violences toucha vivement les Anglois. Pleins des idées les plus sinistres, persuadés que les liaisons de Charles avec Louis tendoient à l'établissement du pouvoir absolu & de la religion romaine, ils prêtoient l'oreille à toutes les extravagances qui confirmoient leurs soupçons. La haine est follement crédule. On en vit alors une preuve singulière dans l'effet que produisit la fameuse conspiration *papisté*, (c'est le nom que les Anglois lui donnerent) fable absurde s'il en fut jamais, reçue avidement comme une vérité incontestable, & qui même servit de

prétexte pour exclure le duc d'York de la couronne. Titus Oates, auteur de cette imposture, étoit un homme décrié, réduit à la dernière misère. Accusé de parjure dans sa jeunesse, il s'étoit fait catholique ; il avoit vécu quelque temps chez les jésuites de Saint-Omer, qui le congédierent comme un sujet dangereux. Le ressentiment contribua sans doute à le rendre accusateur. Il assura que sa conversion n'étoit qu'une feinte pour pénétrer dans les secrets du papisme & des jésuites. Voici le merveilleux résultat de ses découvertes.

Oates accusateur.

Suivant les dépositions d'Oates, « le pape s'attribuoit la souveraineté sur le royaume, & avoit confié aux jésuites l'exercice de ses droits : en conséquence le P. Oliva, général de l'ordre, avoit disposé par des patentes munies de son sceau, de tous les principaux offices, soit civils, soit militaires : dans un conseil de cinquante jésuites tenu à Londres, on avoit pris la résolution unanime de se défaire du roi ; le pere de la Chaise, (qu'il appelle *la Shee*) confesseur de Louis XIV, avoit consigné dix mille livres

Ses dépositions contre les jésuites.

sterling pour récompense de ce régicide : la couronne devoit être offerte au duc d'York , à condition qu'il la recevrait comme un don du pape , sans quoi il devoit périr par le fer ou le poison : le grand incendie de Londres étoit l'ouvrage des jésuites ; ils avoient gagné par le pillage quatorze mille livres sterling ; leur plan étoit déjà tracé pour un nouvel incendie & un massacre général ; enfin ils vouloient bouleverser le royaume , mettre tout à feu & à sang pour établir leur domination avec le papisme ». Ces absurdités , quoique démenties par des contradictions palpables , répandirent la plus grande terreur. On ne douta point de la réalité du complot.

Lettres de
Coleman au
pere de la
Chaise.

Coleman , secrétaire de la duchesse d'York , ayant été arrêté , les papiers de sa correspondance avec le pere de la Chaise , avec un nonce du pape & quelques autres catholiques , fournirent de nouveaux sujets d'alarmes. Ces lettres indiscrettes parurent des pieces de conviction. Il écrivoit au confesseur de Louis : « Nous avons » entre les mains un grand ouvrage ;

„ il ne s'agit de rien moins que de la
 „ conversion de trois royaumes. Dieu
 „ nous a donné un prince (le duc
 „ d'York) qui est devenu miraculeu-
 „ sement très-zélé pour l'honneur de
 „ servir d'instrument à ce glorieux
 „ dessein. Mais étant sûrs de trouver
 „ de grandes oppositions , il importe
 „ de nous procurer autant de secours
 „ qu'il sera possible ». Dans une au-
 „ tre lettre , il lui marquoit : « Avec
 „ de l'argent , on persuadera tout au
 „ roi. Il n'y a rien qu'on ne puisse
 „ obtenir de lui par ce moyen. L'ar-
 „ gent a tant de pouvoir sur lui , qu'il
 „ n'est pas capable d'y résister. La
 „ logique fondée sur l'argent a plus
 „ de force dans cette cour que tous
 „ les argumens du monde ». Trois
 „ cent mille livres sterling , qu'il de-
 „ mandoit au jésuite , devoient engager
 „ le roi , ajoutoit-il , à dissoudre le par-
 „ lement , dont les résolutions étoient
 „ extrêmement opposées aux intérêts
 „ de la France. Ces lettres , il faut
 „ l'avouer , ouvroient un vaste champ
 „ aux soupçons & aux conjectures.

L'idée qu'on avoit du zèle des jé-
 suites , fit trouver vraisemblable tout

La conspi-
 ration jugée
 certaine.

ce que leur imputoit la calomnie. Un nouvel incident fortifia les préjugés. Godfroy, juge de paix, qui le premier avoit reçu la déposition d'Oates, fut trouvé mort dans un fossé, ses bagues aux doigts & son argent dans la poche : il n'avoit donc pas été tué par des voleurs. Aux yeux de la multitude furieuse, cet assassinat, dont l'auteur n'a jamais été connu, ne pouvoit être qu'un crime de catholique. Chacun se crut en danger de mort ; on tendit les chaînes à Londres ; on éleva des palissades, comme si l'ennemi eût paru aux portes.

On dénonce
la conjura-
tion au par-
lement.

Quoique Charles méprisât toutes ces chimères, il parla de la conspiration au parlement, que le besoin de subsides lui avoit fait rassembler ; mais il ajouta que, dans la crainte d'en dire trop ou trop peu, il abandonnoit l'affaire aux magistrats. Le comte de Danby, grand trésorier & principal ministre, ne laissa pas de dénoncer le complot à la chambre-haute ; soit par haine contre les catholiques, soit pour rendre la personne du roi plus chère à la nation, en persuadant que les jésuites avoient con-

CHARLES II. 155

juré sa mort. Aussitôt les deux chambres saisirent l'affaire. Oates fut entendu. On déclara que les papistes récusans tramoient un complot infernal contre le roi, le gouvernement & la religion. On donna au délateur, à l'infame Oates, un logement dans le palais de Whitehall avec une pension de douze cents livres sterling. Cette récompense suscita un nouveau témoin; car les imposteurs ne manquent point, lorsqu'on paye l'imposture. Bedloe, autre scélérat, qui avoit parcouru l'Europe en fourbe & en voleur, accusa du meurtre de Godfrey des catholiques, dont quelques-uns étoient au service de la reine. Il ajouta aux dépositions d'Oates quelques circonstances encore moins croyables. Ceux qu'il nomma, parmi lesquels il y avoit des seigneurs, furent mis en prison.

Oates récompensé.

Autre délateur, suscité par cet exemple.

On établit un *test* où le papisme est taxé d'idolâtrie. Tous ceux qui refusent de le recevoir sont exclus du parlement. Le duc d'York, les larmes aux yeux, demanda à la chambre-haute une exception en sa faveur; protestant que sa religion demeurera

Mesures violentes du parlement.

secrete entre dieu & lui, sans paroître jamais dans sa conduite. A peine l'emporte-t-il de deux voix sur le sentiment contraire. *Je ne voudrois pas, dit un seigneur, qu'il restât ici un homme ni une femme papiste, pas un chien ni une chienne papiste, pas un chat papiste, pour miauler autour du roi.* Rien ne peut être comparé à l'indécence de cette saillie, que les applaudissemens qu'elle reçut. L'esprit de parti est une frénésie inconcevable, qui étouffe le sens commun. L'histoire en doit conserver précieusement les traits singuliers, puisque c'est un moyen d'en garantir les têtes sensées.

Danby accusé de trahison pour une faute du roi.

Sur ces entrefaites, Montague, ambassadeur en France, revint brusquement donner une nouvelle scene. Il produisit une lettre du grand trésorier Danby, écrite pendant la négociation de Nimegue, lettre plus honteuse pour le roi que pour le ministre, puisqu'elle prouvoit que ce prince avoit en quelque sorte vendu les intérêts de l'Angleterre & ceux des alliés. Elle portoit, entre autres choses, que si les conditions de paix étoient ac-

C H A R L E S I I. 157

teptées, Charles s'attendoit à recevoir six millions de la France, pendant trois ans, depuis le jour que le traité seroit conclu. Pour contenter Danby, qui désapprouvoit sa conduite, le roi avoit ajouté de sa propre main : *Cette lettre est écrite par mon ordre.* Les communes ne douterent plus alors que Charles n'eût agi de concert avec la cour de France; & pour approfondir un mystere propre à irriter la nation, elles accuserent de haute-trahison le grand-trésorier. Les seigneurs ne voulurent point le faire arrêter. La dispute devenoit fort vive; mais le roi prorogea & bientôt après cassa ce long parlement, d'abord si favorable à la couronne, devenu ensuite si inquiet & si ombrageux. Les démarches du roi, ainsi que l'esprit national, avoient altéré ses premieres dispositions. Il subsistoit depuis l'an 1661.

Le parlement
est prorogé &
cassé.

On continua le procès de ceux qui étoient accusés de la conspiration papiste. Coleman fut la premiere victime. Ses lettres prouvoient un grand zele pour la religion romaine, sans aucun indice de trahison. Oates &

Procès de
Coleman, du
P. Ireland,
&c.

Bedloe jurèrent qu'il avoit reçu du général des jésuites une patente de secrétaire d'état, & qu'il avoit consenti à l'assassinat du roi; imputations chimériques qui ne devoient être d'aucun poids dans la bouche de ces parjures. Coleman fut néanmoins condamné & exécuté, en protestant toujours de son innocence. Le P. Ireland subit le supplice, quoiqu'il eût prouvé qu'il étoit dans le comté de Strafford, au temps où les accusateurs le supposoient avoir conspiré à Londres. Tout jésuite, tout disciple de la société passoit pour un fourbe; tant on étoit convaincu que leur doctrine autorisoit le mensonge & les restrictions mentales. D'autres accusés furent punis de mort avec aussi peu de justice.

Le complot
papiste est une
chimère.

Rapin Thoyras n'ose soutenir la réalité de cette conspiration; mais il dissimule bien des circonstances qui en démontrent la fausseté. Hume, plus impartial & mieux instruit, fait sentir à chaque pas l'influence de la passion & des préjugés dans toute l'affaire. Qu'une conspiration si générale, accompagnée de tant de pré-

C H A R L E S I I. 159

paratifs immenses , de tant de relations avec les étrangers , n'ait pu se prouver que par le témoignage d'un petit nombre d'hommes infames , malgré les récompenses promises à quiconque en découvreroit quelque chose , malgré le zèle & les recherches du parlement : c'est une preuve sensible de l'imposture.

Les chefs du parti populaire , Shaftesbury surtout , profitoient adroitement de la fermentation générale , pour exécuter un complot réel contre le duc d'York , héritier présomptif de la couronne , dont ils craignoient également & le caractère & la religion. Un nouveau parlement ayant été convoqué , les élections se firent contre le vœu de la cour. Charles ne tarda point à s'apercevoir que cette assemblée suivroit les traces de la dernière. Le danger pressant le tira de sa léthargie , & donna plus de ressort à son âme. Pour dissiper les soupçons de papisme , il obligea son frère à se retirer hors du royaume. Le duc obéit , après avoir demandé des assurances par rapport à son droit de succession, Shaftesbury vouloit mettre

1679.
Nouveau
Parlement.
On en veut
au duc d'York

Le roi l'oblige de se retirer.

un jour sur le trône le duc de Monmouth, fils naturel du roi : le bruit se répandoit même déjà qu'il y avoit un contrat de mariage entre le roi & Lucie Walters, mere de Monmouth. Mais Charles désavoua en plein conseil cette imposture, & déclara que son fils étoit illégitime. Le duc d'York choisit Bruxelles pour y fixer sa demeure.

On poursuit
l'affaire de
Danby.

Sa retraite auroit dû calmer les factieux : l'accusation contre Danby fut cependant renouvelée par les communes. Quoique le roi lui eût accordé un pardon général, quoiqu'il assurât que ce ministre n'avoit rien fait que par ses ordres, la chambre prétendit qu'un pardon de la couronne ne pouvoit arrêter une accusation des communes ; prétention jusqu'alors inouïe, mais conforme, selon les principes d'Angleterre, au gouvernement d'une monarchie limitée, où les ministres sont supposés comptables à l'assemblée nationale, des abus qu'ils peuvent commettre par les ordres mêmes du prince. Il fut décidé que si Danby ne comparoïssoit pas un certain jour, il seroit jugé coupable.

Ayant comparu par la crainte d'un jugement si rigoureux, on l'envoya prisonnier à la tour.

Le chevalier Temple, plus sensible aux avantages de la philosophie qu'aux attraites de l'ambition; rappelé par son maître pour travailler dans le ministère, proposa de former un conseil où fussent admis les principaux de ceux qui avoient la confiance du peuple. Par-là, disoit-il, les prétentions du parlement ne manqueroient pas de diminuer, ou du moins on auroit un parti considérable à opposer aux factieux. Ses raisons parurent très-solides; mais contre son avis, Charles créa le comte de Shaftesbury président du nouveau conseil. Cet homme dangereux ne prit point le change: trouvant moins de sincérité que de politique dans la conduite du prince à son égard, il resserra les liens qui l'attachoient aux mécontents. Jusqu'où ne pouvoient-ils pas aller sous un tel guide?

Nouveau conseil.

Shaftesbury président.

D'abord les communes déclarent que le zèle du duc d'York pour sa religion, & l'espérance de le voir monter sur le trône, avoient forte-

Le duc d'York exclus de la couronne.

ment excité les conspirations des papistes. Le roi se hâta de prévenir les suites naturelles de cet acte, en proposant, pour assurer les droits de son frere, des conditions capables d'adoucir les plus furieux. En cas que la couronne passât à un catholique, il proposoit qu'on l'obligeât de renoncer au droit de conférer les dignités de l'église; que les membres du conseil privé, les juges, les gouverneurs mêmes des comtés & leurs lieutenans, tous les officiers de la marine ne pussent être nommés ni destitués sans l'aveu du parlement. Ces concessions extraordinaires, qui limitoient si étroitement la prérogative, ne calmerent point l'inquiétude de la chambre. Les cabales de Shaftesbury allumoient un feu terrible. Le bill d'exclusion fut dressé. En excluant le duc d'York, on déclara qu'après la mort du roi, les couronnes d'Angleterre & d'Irlande appartiendroient au plus proche héritier; que, si le duc paroïssoit dans l'un ou l'autre de ces royaumes, il seroit coupable de trahison; & que ceux qui soutiendroient son titre, seroient punis comme traîtres & rebelles.

[Bill d'ex-
clusion.

C'est ainsi que le prétexte de la religion avoit dépouillé de ses droits en France l'immortel Henri IV, bien plus digne de regner que le duc d'York.

Les communes se signalèrent par d'autres actes, où respirent l'esprit de liberté & la jalousie contre la couronne. Pour ôter à la cour le moyen de se faire des partisans, elles exclurent de leur chambre quiconque possédoit quelque office lucratif. Elles déclarèrent illégales les troupes toujours subsistantes, & même la garde du roi, ce qui étoit une forte atteinte à la prérogative royale. Enfin elles proscrivirent les emprisonnemens arbitraires, par le bill d'*Habeas corpus*, qu'on regarde en Angleterre comme un rempart de la sûreté des citoyens. En vertu de cet acte célèbre, nul sujet du royaume ne peut être envoyé en prison au-delà des mers; un juge ne peut refuser à quelque prisonnier que ce soit l'ordre d'*Habeas corpus*, qui oblige le geolier de le produire devant la cour que cet ordre désignera, & de certifier la cause de l'emprisonnement: le prisonnier doit être

Autres actes
des commu-
nes.

Bill d'*Habeas corpus*, pour
les emprison-
nemens.

accusé & jugé au terme prescrit ; & si la cour de justice le fait élargir , on ne peut le remettre en prison pour le même sujet. Le bill passa en loi.

Le parle-
ment cassé.

A ces opérations des communes succéderent de nouvelles attaques contre Danby. On décida que soutenir la validité du pardon que lui avoit accordé le roi , étoit un crime attentatoire à la liberté de la chambre. On demanda que les évêques s'absentassent pendant la suite de cette affaire ; tant leur dévouement pour la cour les rendoit suspects au parti. La chambre-haute s'y opposa. Les communes préparoient une remontrance. Leur chaleur fit craindre des effets sinistres. Alors Charles cassa le parlement sans la participation du nouveau conseil. Il en avoit tiré de foibles secours , & ne pouvoit en attendre que de funestes éclats.

Exécution de
cinq jésuites
innocens.

Cinq jésuites & Langhorn , habile juriconsulte , leur avocat , furent encore exécutés pour la conspiration papiste. En vain seize étudiants de Saint-Omer attestèrent qu'Oates étoit avec eux au college de cette ville , dans le

temps qu'il juroit avoir été à Londres. Leur témoignage ne leur attira que des railleries; & l'un d'eux ayant dit que le fait étoit certain, s'il devoit s'en rapporter à ses sens : *Vous autres papistes*, repliqua le chef de justice, *on vous apprend de bonne heure à n'en pas croire vos sens.* Oates trouva quelques témoins qui déposèrent pour lui; mais la fausseté de la déposition fut reconnue dans la suite. Toutes ces victimes soutinrent leur innocence jusqu'au dernier soupir. Si la passion étoit moins aveugle, c'en étoit assez pour dessiller les yeux du peuple & des juges.

En Écosse; les presbytériens, aussi maltraités que les catholiques en Angleterre, perdirent enfin patience. Malgré leur morale sévère, la doctrine de l'homicide étoit commune parmi eux, parce qu'elle tient naturellement au fanatisme. Sharp, archevêque de Saint-André, primat du royaume, qui avoit fait sa fortune en abandonnant leur parti, & qui étoit devenu persécuteur comme le duc de Lauderdale, fut assassiné par une troupe de ces fanatiques. Le

Révolution des
presbytériens
en Écosse.

crime de quelques-uns attira sur tous une plus vive persécution. Ils prirent les armes dans le désespoir. Charles envoya le duc de Monmouth pour les réduire. N'ayant d'autres chefs que leurs ministres, ils furent aisément battus. Monmouth, pour gagner l'affection des Ecoissois, les traita fort humainement. Quelque temps après, le duc d'York le fit disgracier, & même envoyer au-delà des mers. Ce prince étoit revenu dans le royaume sur une invitation secrète du roi, son frere, alors dangereusement malade : il obtint la permission de se retirer en Ecosse.

1680.
Whigs &
Torys.

La maladie du roi avoit causé une alarme universelle : on rendoit justice à son caractère aimable ; & cette raison, autant que la crainte de voir le duc d'York monter sur le trône, faisoit regarder sa mort, suivant l'expression de Temple, comme la dernière fin du monde. Cependant les cabales ne perdirent point leur activité. Les mécontents demandoient qu'on assemblât sans délai le parlement. Le parti de la cour opposoit à leurs *pétitions des adresses* pleines

de respect pour la volonté du souverain. C'est alors que les noms de *Whigs* & de *Torys* devinrent à la mode. Le premier, sous lequel les fanatiques d'Ecosse étoient connus, fut appliqué aux adversaires de la cour; le second, qui désignoit auparavant les catholiques rebelles d'Irlande, le fut à ses partisans. Ces noms odieux nourrissoient tout-à-la-fois la malignité & la discorde.

Le roi assembla enfin le parlement, & s'efforça de lui inspirer les sentimens d'union nécessaires au bien public. « Toute l'Europe, dit-il, a les » yeux ouverts sur cette assemblée, » dont elle pense que dépend son bonheur, ainsi que le nôtre. Gardons- » nous de favoriser nos ennemis, & » de décourager nos amis par des disputes hors de saison. S'il s'en élève » de cette nature, le reproche ne tombera point sur moi; car je n'ai rien » négligé pour vous mettre en paix » pendant ma vie, & pour vous y » laisser à ma mort ». Les communes, loin d'entrer avec sagesse dans ces vues, débiterent par des actes de violence contre les *Torys*. La loi

Parlement:
Exhortation
du roi.

Violence
des communes.

Résistance
de Stowel.

d'*Habeas corpus* ne fut pas même respectée. Les emprisonnemens arbitraires devinrent si communs que la nation en murmura. Un nommé Stowel eut le courage de résister à l'officier de justice, qui devoit l'emprisonner par ordre de la chambre. Il se mit en défense; il dit qu'il ne connoissoit point la loi, en vertu de laquelle on vouloit le priver de sa liberté. Les communes n'eurent pas le front d'aller plus avant; elles se tirèrent d'embarras en supposant que Stowel étoit malade, & en lui accordant un mois pour se rétablir. Mais elles revinrent à l'acte d'exclusion contre le duc d'York. Après de grands débats dans la chambre-haute, où l'éloquence de Shaftesbury parut effacée par celle d'Hallifax, son neveu, zélé partisan de la cour; les pairs se déclarèrent contre le bill, & confondirent l'espérance des communes. Leur colere se déchargea sur quelques seigneurs, accusés du fantôme de conspiration qui troubloit encore les esprits.

Procès de
Stafford,
pour le com-
plot papiste.

Cinq pairs catholiques étoient depuis long-temps en prison pour ce sujet. Le plus âgé & le plus foible de
tous,

tous, le vicomte de Stafford fut celui qu'on attaqua le premier, comme le moins capable de se défendre. Oates déposa qu'il lui avoit vu remettre une commission signée du P. Oliva, général de jésuites. Deux autres témoins jurèrent qu'il avoit voulu les engager à tuer le roi. L'infamie des délateurs, l'absurdité des dépositions, la conduite irréprochable & la fidélité de Stafford, les preuves qu'il apporta pour sa défense, n'empêchèrent pas que les pairs eux-mêmes, à la pluralité de vingt-quatre voix, ne le déclarassent criminel; tant il est difficile de résister au torrent des préjugés populaires. Son courage ne l'abandonna point. Vieux & infirme, en partant pour l'exécution, il demanda un manteau : *Je pourrai, dit-il, trembler de froid; mais, grace au ciel, je ne tremblerai pas de peur.* Il désavoua sur l'échafaud la morale corrompue qu'on attribuoit à l'église romaine. Je meurs, ajouta-t-il, dans l'espérance que l'illusion se dissipera bientôt, & que la force de la vérité obligera tout le monde à faire réparation à mon honneur. *Nous vous*

Il meurt
avec courage.

croyons, Mylord, s'écria le peuple touché jusqu'aux larmes ; que le ciel vous bénisse, Mylord ! Le bourreau eut peine à frapper. Les circonstances de cet événement changèrent presque l'opinion. On ne versa plus de sang pour ce complot imaginaire , quoique l'on continuât encore à donner l'alarme.

Charles casse
le parlement.

Le caractère flexible de Charles II & ses besoins continuels animant l'audace des communes , & les mesures violentes leur paroissant un moyen infaillible de le soumettre à leurs volontés , elles proposèrent plusieurs bills séditieux : elles déclarèrent ne pouvoir accorder de subsides avant que le bill d'exclusion eût passé en loi. La dissolution de ce parlement fut le fruit de leurs entreprises. Mais le roi , qui se flattoit de ramener enfin les esprits par un mélange de fermeté & de douceur , convoqua un autre parlement à Oxford , où les mauvaises dispositions de la capitale devoient avoir moins d'influence.

1681.
Parlement
d'Oxford.
Mugnerie.

A Londres , éclata le mécontentement le plus vif. On nomma pour la nouvelle chambre des communes les

membres de l'ancienne ; on les remercia de leurs efforts *dans la recherche des horribles profondeurs de l'infenale conspiration papiste , & pour l'exclusion du duc d'York , principale cause de la ruine dont la nation étoit menacée.* Monmouth avec quinze pairs s'éleva contre le projet d'assembler le parlement à Oxford ; il dit dans sa pétition , “ que les deux chambres y ” seroient exposées au fer des papistes ” & de leurs adhérens, dont plusieurs ” s'étoient glissés jusques dans la garde ” du roi ». L'esprit de révolte se montra bientôt à découvert. Oxford vit arriver les chefs du parti bien escortés ; les membres de Londres , en particulier , étoient suivis d'une foule de citoyens parés de rubans , sur lesquels étoient en broderie ces mots : *Point de papisme , point d'esclavage.* Autant de symptômes de guerre civile , qui faisoient trembler les vrais patriotes.

Ici le roi commence à déployer son autorité , avec une vigueur dont il avoit toujours paru incapable. Dans une harangue impérieuse , il se plaint de la conduite des deux dernières

Le roi
plus ferme

chambres basses ; il proteste qu'il ne prétendra jamais lui-même au pouvoir arbitraire , mais aussi qu'il ne le souffrira point dans les autres. Le génie des communes étoit le même qu'auparavant. Elles suivent le même système , & insistent hardiment sur le bill d'exclusion. On rejeta même la proposition faite par un des ministres , de bannir le duc d'York pour toute sa vie , & d'assurer la régence au plus proche héritier après lui ; en sorte que ce prince n'eût jamais que le titre de roi sans aucun pouvoir. Il falloit porter la passion aux derniers excès de fureur , pour ne pas se contenter d'un pareil expédient. La scène que nous allons rapporter dévoilera encore mieux l'esprit de parti , & l'injustice aveugle qui forme son caractère.

Imposteur
protégé par
les commu-
nes.

Fitz-Harris , catholique Irlandois , s'étoit attiré des graces de la cour , en l'instruisant des mesures & des libelles du parti contraire. Il s'avisa de composer lui-même avec un nommé Everard , espion des Whigs , le libelle le plus insolent & le plus injurieux ; apparemment pour en faire

un objet de délation , qui lui procurât quelque récompense. Un traître n'épargne point son semblable , lorsqu'il peut gagner à le trahir. Everard dénonça Fitz-Harris , que la cour fit aussitôt arrêter. Le prisonnier , habile imposteur , chercha l'appui du parlement. Il déposa que la cour l'avoit engagé elle-même à écrire ce libelle , afin d'en rejeter l'odieux sur les partisans de l'exclusion. Il ajouta de nouvelles circonstances sur le complot papiste. Les communes ne rougirent point de le protéger , comme un instrument utile à leurs desseins. Mais comment l'arracher des mains de la justice ordinaire ? L'expédient qu'elles prirent fut d'envoyer une accusation contre lui à la chambre-haute. L'accusation ayant été rejetée par les seigneurs , refus contraire à l'usage , elles se plaignirent qu'on violoit leurs privilèges ; elles déclarèrent coupable tout juge qui poursuivroit l'accusé. Charles comprit qu'il n'y avoit plus de ménagemens à garder avec une assemblée si audacieuse , & cassa tout-à-coup le parlement.

Le parlement cassé.

Le roi
devient
absolu.

Ce trait de vigueur le sauva. Résolu de ne jamais s'exposer aux attaques parlementaires, il diminua beaucoup sa dépense, il abandonna la ville de Tanger en Afrique, qui coûtoit des sommes très-considérables; il se montra enfin déterminé à soutenir son triomphe sur les factieux. On vit tout-à-coup une espèce de révolution. Le clergé fit retentir avec confiance les maximes favorables à la couronne. Les Whigs furent décriés comme des républicains & des sectaires. On jeta publiquement des doutes sur la conspiration papiste, qu'on avoit fait semblant de croire avec le peuple. Il ne manqua au roi que de conserver la modération dont il avoit donné tant de marques. C'eût été la vengeance la plus digne de lui. Mais le droit de représailles fut exercé avec rigueur. Les espions & les faux témoins, dévoués aux Whigs avant que la cour prévalût, se livrerent à la cour, quand ils virent sa supériorité bien établie; & ces pestes publiques servirent sa haine contre leurs anciens protecteurs. Fitz-Harris fut exécuté: il rétracta ses impostures; il assura qu'il n'avoit

Espionnage
& délations.

composé le libelle , que pour se faire valoir en le livrant au ministère. On ne peut rien assurer des intentions d'un fourbe , qui se jouoit de la vérité & de l'honneur.

Il est temps de jeter un coup-d'œil sur l'Irlande & sur l'Ecosse. La première étoit gouvernée par le sage duc d'Ormond , zélé royaliste , sans être moins bon citoyen , protestant fidele à sa religion , & indulgent pour celle des autres. Charles l'avoit trop longtemps négligé , comme il arrive souvent aux meilleurs sujets , qui dédaignent les bassesses de l'intrigue & de l'adulation. Carry Dillon , colonel Irlandois , priant un jour le duc de le servir à la cour , & assurant qu'il n'avoit de confiance qu'en dieu & en lui : *Hélas ! pauvre Carry* , répondit Ormond , *tu me fais pitié ; tu ne saurois avoir deux amis moins accrédités à la cour.* On lui rendit son gouvernement en 1677. *J'ai fait tout ce que j'ai pu* , dit le roi , *pour désobliger cet homme , & je n'ai pu m'en faire un ennemi.* C'est peut-être , dans un temps de cabales , le plus bel éloge d'un sujet puissant.

Le duc d'Ormond en Irlande.

Shaftesbury
l'accuse ; le
comte d'Os-
sory le dé-
fend.

L'administration heureuse & pacifique du gouverneur d'Irlande irrita la haine farouche de Shaftesbury. Il l'attaqua dans le parlement. Ormond y eut pour défenseur son propre fils, le comte d'Ossory, qui, après avoir loué ses actions, ajouta avec une noble hardiesse : « Jamais il n'a con-
» seillé de rompre la triple alliance ;
» jamais il n'a conseillé de fermer
» l'échiquier ; jamais il n'a conseillé
» la déclaration en faveur des non-
» conformistes ; jamais il n'a con-
» seillé de rompre avec les Hollandois
» pour s'allier avec la France. Je de-
» mande, Mylords, qu'on juge de
» mon pere & de tous les hommes
» par leurs actions & leurs conseils ». Ce discours simple & vrai l'emporta sur l'artificieuse éloquence de son adversaire, auteur des mauvais conseils que le roi avoit autrefois suivis. Ossory mourut quelque temps après. Le duc d'Ormond disoit qu'il ne changeroit pas son fils mort contre un autre fils vivant.

L'Irlande
paisible sous
son gouver-
nement.

C'étoit une chose singulière, qu'en Irlande, pays catholique, on n'entendît point parler de complot &

de révolte , tandis que la conjuration papiste agitoit violemment toute l'Angleterre. Shaftesbury n'oublia rien pour persuader que les Irlandois tramoient aussi quelque entreprise abominable. Un petit nombre de vils délateurs , corrompus par des promesses de récompense , entrèrent dans ses vues : Le parlement d'Oxford suivit l'affaire avec chaleur ; & il en coûta la vie au primat d'Irlande , homme doux & paisible , qu'on a lieu de regarder comme une victime de l'imposture. •

En Ecosse , l'exercice du pouvoir arbitraire causa des maux réels , capables de révolter la nation. Le parlement écossois , où le duc d'York prit la qualité de commissaire du roi , établit un test par lequel la prérogative royale , la suprématie , l'obéissance passive , c'est-à-dire , l'obligation de ne jamais résister au souverain , étoient expressément reconnues. Mais on y ajouta , malgré le duc , un article d'adhésion au protestantisme. Le comte d'Argyle s'éleva contre la proposition ; faite par les partisans de la cour , de dispenser les princes du sang de

Affaires
d'Ecosse.
Argyle contre le duc
d'York.

ce test. Il fit même observer que la religion établie n'avoit à craindre que du côté de la famille royale. La formule du serment , très-longue , mal digérée , mal conçue , renfermoit des contradictions si palpables , qu'Argyle , en le prêtant , crut devoir y joindre quelques explications. Le duc d'York , irrité contre lui , saisit ce prétexte de vengeance. On l'arrêta , on le condamna. Voyant l'injustice plus forte que son innocence , il trouva moyen de s'évader , & en fut quitte pour la confiscation de ses biens.

Excès du gouvernement.

Sous un gouvernement impitoyable , dans un pays où le fanatisme faisoit braver les supplices , il falloit s'attendre à de terribles & de continues exécutions. La rigueur ne servoit qu'à rendre les esprits plus opiniâtres. Deux prédicans aimerent mieux mourir que de dire seulement *Dieu conserve le roi* : ils ne consentoient qu'à prier pour sa conversion. Avoir le moindre commerce avec les réfractaires , étoit un crime d'état. Environ deux mille presbytériens , pros crits pour ce crime , furent poursuivis avec acharnement. Une inqui-

sirion cruelle répandoit la terreur dans les familles. Il falloit répondre à des questions insidieuses, telles que celles-ci : *Voulez-vous renoncer au covenant ? — Regardez-vous le soulèvement de Bothwel, (du temps de Marie Stuart) comme une révolte ? — La mort de l'archevêque de Saint-André vous paroît-elle un assassinat ?* Le refus de s'expliquer étoit puni de mort. Quoique le duc d'York eût obtenu la permission d'aller à Londres, il passoit pour le principal auteur de ces violences. Son pouvoir augmentoit chaque jour, & le faisoit redouter. Le roi, dont on aimoit la douceur, étoit moins exactement servi. Aussi le poëte Waller disoit-il : *Charles, en dépit du parlement, qui ne veut pas que le duc d'York lui succède, a résolu de le faire regner d'avance.*

Le duc
d'York re-
douté & haï.

Cependant l'autorité de la couronne croissoit rapidement. La ville de Londres, dont les intrigues & le pouvoir donnoient de l'ombrage, fut assujettie par des moyens extraordinaires. On porta contre elle un *Quo-warranto*, c'est-à-dire, un ordre de

1682.
Londres dé-
pouillé de ses
privileges.

produire les chartes de ses privilèges. Si les conditions prescrites dans ces sortes de chartes avoient été violées en quelque point essentiel, les privilèges pouvoient être supprimés. On prétendit que Londres étoit dans le cas. On cita deux faits, sur lesquels les avocats de la ville la justifient solidement; mais les juges, dévoués à la cour, prononcèrent au gré de ses intentions. Il fallut, pour obtenir le rétablissement des chartes, se soumettre à tout ce qu'elle exigea. Le lord maire & les schérifs, selon les nouveaux réglemens, ne pouvoient plus entrer en charge sans l'approbation du roi; & si l'élection étoit contraire deux fois à ses volontés, le droit de nommer devoit lui appartenir. Cette politique fut employée pour réduire les autres villes à une étroite dépendance. Les patriotes crièrent au despôtisme; un levain de révolte toujours subsistant fermenta au sein de la nation, & produisit un complot des plus dangereux.

Conspiration
de Shaftes-
bury.

Shaftesbury avoit déjà formé en 1680, avec le duc de Monmouth, le lord Russel & quelques autres sei-

gneurs, le projet du soulèvement. Après que le parlement d'Oxford eut été dissous, ce chef de parti fut accusé & mis en prison. Il vint à bout d'échapper à la justice. Les conspirateurs renouèrent leurs cabales, à l'occasion des nouveaux schérifs que la cour avoit fait nommer. Ils se proposoient de soulever une grande partie du royaume, d'attaquer même la garde du roi. Toutes les mesures étoient prises, le temps fixé, un manifeste déjà prêt pour justifier la révolte. Quelques délais imprévus choquerent Shaftesbury, & le firent désespérer du succès. Il se retira en Hollande : il y mourut bientôt, digne de l'exécration de tout homme qui aime l'ordre, la paix, la justice & la probité. On le soupçonne, avec beaucoup de vraisemblance, d'avoir forgé la fable du complot *papiste*. Etant chancelier, il n'avoit fait néanmoins que des décrets modérés & équitables. « Tant il est difficile, » dit M. Hume, de trouver dans l'histoire un caractère entièrement mauvais ou parfaitement bon ; quoique les préjugés de parti entraî-

Fin de ce
conspirateur,

» nent souvent les historiens aux ex-
 » trémités du panegyrique ou de la
 » satire ».

 1683.

La conspira-
 tion décou-
 verte.

Les conjurés ne laisserent pas de suivre leur plan. Un traître qui se trouva parmi eux, espérant d'obtenir grace pour un autre crime, révéla heureusement le complot. Monmouth se cacha; les lords Russel, Gray & Howard furent arrêtés. Ce dernier, homme sans honneur, voulut acheter le pardon en trahissant ses complices. Sur sa déposition, l'on saisit le comte d'Essex, le fameux Algernon Sidney, & Hambden, petit-fils du républicain si connu sous le dernier regne. Trois coupables de moindre rang furent d'abord exécutés. A s'en tenir à la lettre des lois d'Angleterre sur la trahison, les plus douces que l'on connoisse en ce genre, il étoit difficile de constater le crime des seigneurs. Selon la loi d'Edouard III, il y a deux principales especes de trahison; l'intention & l'entreprise d'ôter la vie au roi, l'entreprise actuelle de faire la guerre contre lui. Selon le statut de Marie, l'un ou l'autre de ces deux crimes doit être

Comment la
 trahison doit
 être prouvée
 selon les lois.

prouvé par le concours de deux témoins sur quelque action qui tende ouvertement à ce but. Des raffinemens de jurisconsultes avoient rendu la définition du crime moins étroite , & la preuve plus facile. Par exemple , on n'exigeoit plus que les deux témoins déposassent du *même acte* : il suffisoit qu'ils déposassent de quelque acte de la *même trahison*. C'est ce qui fit condamner Russel , l'idole du parti populaire.

Trop honnête homme pour nier qu'il eût participé au projet d'un soulèvement , il se contenta de soutenir qu'il n'avoit eu aucun dessein contre la vie du roi. Monmouth lui ayant offert de se rendre prisonnier , s'il croyoit que cette démarche pût le sauver : *Je ne gagnerois rien* , répondit-il , *à voir mes amis périr avec moi*. Il rejeta de même l'offre du lord Cavendish , qui vouloit changer d'habillement avec lui , pour faciliter son évasion. Sa femme , digne des plus grands éloges , ayant fait auprès du roi de vains efforts pour le sauver , ne pensa plus qu'à soutenir & fortifier son courage. Ils se firent tendrement

Procès &
mort de
Russel.

leurs adieux, mais sans foiblesse, le jour même de l'exécution. Dès qu'il se fut séparé d'un objet si cher : *Maintenant, dit Russel, l'amertume de la mort est passée.* Sur le point d'être conduit au supplice, il remonta sa montre, & dit : *C'en est fait pour le temps, il ne faut penser qu'à l'éternité.* Son principe étoit que le pouvoir des rois d'Angleterre est limité par les lois ; & que si le monarque en passe les bornes, les sujets peuvent se défendre pour l'y ramener. Mais il assura toujours n'avoir jamais été capable de projets noirs, qui tendissent à l'assassinat du souverain. Du reste, il préféreroit une mort violente à toute autre ; persuadé, dit-il à Burnet, qu'on en étoit quitte pour être exposé quelques minutes aux yeux de la populace ; & que l'on avoit moins à souffrir qu'en se faisant arracher une dent. Il mourut sans montrer la moindre foiblesse. Ces circonstances donnent une idée du caractère des Anglois.

Procès de
Sidney.

Sidney, fils du comte Leicester, succéda sur l'échafaud à Russel. Son vaste génie, son courage inébran-

lable , sa passion pour la liberté , lui avoient fait jouer un grand rôle parmi les républicains. Il s'étoit opposé à la restauration de la monarchie , aussi ardemment qu'à l'usurpation de Cromwel. Howard étant le seul témoin contre lui , on imagina d'y suppléer par les papiers de l'accusé. Quelques écrits où il avoit établi ses sentimens sur le contrat national , sur la résistance contre les tyrans , sur les avantages de l'état républicain , furent regardés comme un second témoin plus que suffisant pour une parfaite conviction. En vain Sidney représenta que la ressemblance d'écriture , preuve rejetée en Angleterre , étoit l'unique preuve qui pût lui faire attribuer ces ouvrages ; que d'ailleurs ils n'avoient point été publiés , ni communiqués à personne ; qu'ils ne prouvoient pas une conspiration récente , puisque l'on voyoit évidemment que l'écriture étoit ancienne. Condamné malgré ces raisons , il fit gloire de mourir pour la cause qu'il avoit embrassée dès l'enfance. On ne peut douter qu'il ne fût coupable , quoique sa sentence fût irrégulière ;

Ses écrits
servent de
témoja.

mais on doit plaindre cet homme illustre qui, dans une république, n'auroit mérité que des éloges. Nous avons de lui un *Traité du gouvernement*, & d'autres ouvrages estimés.

Sort d'Essex
& de Monmouth.

Les exécutions qui suivirent n'offrent rien d'intéressant *. Le comte d'Essex avoit été trouvé mort dans sa prison. Le bruit courut que c'étoit un meurtre, commis par les ordres du roi & de son frere. Il paroît cependant certain que le prisonnier s'étoit lui-même coupé la gorge. Monmouth obtint sa grace, & fut disgracié de nouveau pour avoir rétracté sa confession.

Le roi absolu.

Charles jouit ensuite d'une autorité paisible & presque sans bornes. L'horreur du complot le rendoit plus cher à son peuple. La doctrine de la soumission entière & même de l'obéissance passive devint le système

* J'ignorois un trait, que Madame Brooke rapporte dans une note, d'après Dalrymple. On offrit à Baillie de le sauver s'il vouloit servir de témoin. Il répondit en souriant : *Ceux qui me font une pareille proposition ne connoissent ni moi ni ma patrie.*

dominant; & l'université d'Oxford condamna des propositions, qu'on avoit vu peu auparavant érigées en principes. En voici quelques-unes.

Toute autorité civile dérive originairement du peuple. La souveraineté en Angleterre consiste dans les trois états, le roi, les seigneurs & les communes, & le roi a un pouvoir égal avec les deux chambres. La conservation de soi-même est la loi fondamentale de la nature, & arrête l'obligation des autres lois, lorsqu'elles lui sont opposées. En condamnant une doctrine, les docteurs ne font quelquefois que l'enraciner. On en verra bientôt la preuve sous le regne suivant.

Propositions
condamnées
à Oxford.

Le duc d'York fut rétabli dans la charge de grand Amiral, sans avoir prêté le serment du test. Ce prince tenoit les rênes du gouvernement. Les rigueurs de ces dernières années conviennent plus à son caractère, qu'à celui de Charles toujours porté à l'indolence & à la douceur. Un jour que le duc lui proposoit quelques mesures précipitées ou violentes : *Mon frere, lui dit-il, je suis*

Autorité du
duc d'York.

trop vieux pour recommencer mes courses ; vous le pouvez si c'est votre goût. Charles pensoit (dit-on) à le renvoyer , & à rendre le gouvernement plus conforme au génie de la nation ; lorsque ce roi mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge , après avoir reçu les sacremens de l'église romaine. Il avoit toujours vécu en déiste plutôt qu'en catholique. Quelques-uns crurent qu'on l'avoit empoisonné ; soupçon téméraire , inspiré par la méchanceté & la haine.

1685.

Mort de
Charles II.

Son caractère.

Charles II auroit été plus digne du trône , si les passions & l'indolence n'eussent altéré en lui les dons précieux de la nature. Il avoit les qualités d'un homme aimable , plutôt que celles d'un grand roi & même d'un homme solide ; ennemi du travail , oubliant les services , ne s'attachant par estime à personne , négligeant tous les devoirs. On a prétendu (& sa conduite donnoit lieu à cette censure exagérée) qu'il n'avoit jamais dit une chose folle , & qu'il n'en avoit jamais fait une sage. Son extrême attachement aux plaisirs fut

une des principales sources de ses fautes & de ses chagrins. Son dévouement à la France le fit toujours soupçonner de vouloir se rendre absolu par le secours de cette couronne. Clifford, un des ministres favoris, disoit que la qualité de viceroi sous un grand monarque, tel que Louis XIV, étoit préférable pour son maître à celle d'esclave de cinq cents de ses insolens sujets.

Le malheur des Stuarts fut toujours de se méprendre sur la constitution angloise, & de juger de leur autorité par celle des monarques les plus puissans. Si la grande charte, tant de fois confirmée, étoit une loi fondamentale du royaume; leurs principes & leur conduite ne pouvoient manquer d'offenser la nation, devenue aussi jalouse de ses privileges, qu'elle s'étoit montrée docile sous les Tudors. Ils avoient pour eux de grands exemples; mais on leur opposa souvent des lois nationales. En respectant ces lois, ils n'auroient pas mis en danger leur prérogative.

Méprise
des Stuarts

Au reste, on ne doit pas s'étonner que ces princes cherchassent à étendre

Ils se régloient imprudemment

par des exem-
ples étrangers

leur pouvoir. D'une part, ils trouvoient dans le parlement une parcimonie excessive, une inquiétude dangereuse : de l'autre, ils voyoient, surtout en France, l'autorité royale concentrer toute la force publique, se passer même de ces états généraux dont elle avoit eu besoin autrefois. Peut-être, avec plus de prudence, feroient-ils venus à bout d'établir une semblable forme de gouvernement. Mais dans une île telle que l'Angleterre, chez un peuple si fier, si brave, si ombrageux & si remuant, les difficultés étoient énormes, le projet téméraire. Du moins il falloit bien le cacher.

Le duc d'York
successeur de
son frere.

Charles n'eut point d'enfans de la reine Catherine de Portugal, princesse vertueuse, qui ne put jamais se faire aimer de son époux. Ce mariage malheureux occasionna la révolution, en laissant la couronne au prince qu'une faction redoutable vouloit en exclure.



J A C Q U E S I I.

Le duc d'York, sous le nom de Jacques II, commença son regne avec un applaudissement presque général. Le discours qu'il fit au conseil privé, annonçoit de la modération dans les principes, & de la sagesse dans le gouvernement. Après avoir donné quelques éloges à la clémence de son frere, après avoir dit qu'il vouloit le prendre pour modele : « On m'a » peint, ajouta-t-il, comme infatué » des principes du pouvoir arbitraire ; » & ce n'est pas la seule calomnie » qu'on ait répandue contre moi. Je » m'efforcerai de conserver le gou- » vernement, soit de l'église, soit de » l'état, tels que les lois l'ont établi. » Je fais que l'église anglicane est » favorable à la monarchie, & que » tous ses membres se sont toujours » montrés fideles sujets : aussi m'ap- » pliquerai-je à la soutenir & à la » défendre. Je fais de même que les » lois d'Angleterre suffisent, pour me

1685.
Discours de
Jacques au
conseil.

» rendre un roi aussi puissant , qu'il
 » m'est permis de souhaiter de l'être ;
 » & je prétends conserver les préro-
 » gatives de ma couronne , sans en-
 » treprendre sur les privileges de mes
 » sujets. J'ai souvent exposé ma vie
 » pour la défense de la nation : je
 » suis prêt à l'exposer encore pour
 » maintenir ses justes droits & ses
 » libertés ». Ce discours parut une
 expression sincere de ses sentimens ,
 quoique sa conduite passée semblât
 mériter de la défiance.

Adresse des
 Quakers au
 roi.

Il reçut de toutes parts des adresses
 respectueuses. Celle des Quakers ,
 d'un style fort différent, est un mo-
 nument du génie de leur secte. En
 voici les termes : *Nous sommes venus*
témoigner notre affliction pour la mort
de notre bon ami Charles , & notre
joie de te voir fait gouverneur. On
nous a dit que tu n'étois pas de l'é-
glise anglicane , non plus que nous :
ainsi nous espérons que tu nous accor-
deras la même liberté que tu prends
pour toi-même ; & si tu le fais , nous
te souhaitons toutes sortes de prof-
pérités.

Les Quakers
 en Pensilva-
 nie.

Malgré tous leurs ridicules , il faut
 l'avouer ,

l'avouer, les Quakers se rendoient alors respectables. Guillaume Pen, gentilhomme de leur secte, en formoit dans l'Amérique une heureuse & florissante colonie. La Pensilvanie rendra son nom immortel. Il y établit les lois de l'humanité, de la charité. Cette province, peuplée d'hommes vertueusement pacifiques, ennemis de l'injustice comme de la guerre, fut un spectacle bien intéressant, surtout dans le nouveau monde, où tantôt la superstition, tantôt l'avarice ont fait couler des fleuves de sang.

La conduite de Jacques, démentant ses belles promesses, fit bientôt craindre & pour la liberté nationale & pour la religion dominante. Les droits d'entrées & d'accise, qu'on avoit librement accordés à son prédécesseur, furent levés par ses ordres, comme s'il les eût déjà obtenus du parlement. On le vit aller publiquement à la messe, contre les lois établies. Les prêtres, en particulier les jésuites, devinrent ses principaux confidens. Le pape Innocent XI, à qui il envoya faire des soumissions, blâma l'imprudence de son zèle. L'ambassa-

Conduite du
roi peu con-
forme à son
discours.

Son zèle
blâmé à
Rome.

Mot de
l'ambassa-
deur d'Es-
pagne.

deur d'Espagne lui représenta que tant de prêtres, admis à la cour, étoient capables de nuire par leurs conseils. Jacques lui ayant demandé si le roi d'Espagne ne consultoit pas son confesseur : *Oui*, répondit l'Espagnol, & *c'est ce qui fait que nos affaires vont si mal*. Quoi qu'en dise le P. d'Orléans, dont l'histoire de ces derniers regnes est écrite avec une extrême partialité, on ne peut guere douter que le desir de se rendre absolu & de changer la religion, n'ait entraîné Jacques dans le précipice. Le conseil fut à la vérité composé de protestans; mais la reine, Marie-Eléonore d'Est, & quelques prêtres catholiques étoient plus écoutés que le conseil.

Parlement
dévoué au
roi.

Quelque répugnance qu'eût le roi à convoquer le parlement, il ne pouvoit s'en dispenser au commencement de son regne. Depuis quelques années, la cour avoit pris beaucoup d'ascendant. Les élections répondirent à ses vœux, & les communes furent presque toutes composées de Torys. Jacques, dans son discours aux deux chambres, renouvela ses promesses

de gouverner selon les lois , & de maintenir la religion protestante. La maniere dont il demanda que son revenu fût établi pour la vie , comme sous le regne précédent , devoit cependant inspirer des soupçons aux patriotes. « On peut s'imaginer , dit-il , que de me fournir de temps en temps quelques subsides , ce seroit un moyen infaillible de rendre les assemblées du parlement plus fréquentes. Mais comme je vous parle aujourd'hui du trône pour la première fois , je dois vous dire sans détour qu'un tel expédient seroit fort mal entendu , & que le meilleur moyen de m'engager à vous assembler souvent , est d'en user toujours bien avec moi ». Quoique ce discours marquât une résolution formelle de se passer du parlement , en cas d'opposition , on dissimula tous les motifs de crainte ; on accorda au roi le revenu fixe de son prédécesseur ; on déclara que sa parole ne laissoit aucune doute sur le maintien de la religion anglicane ; religion , ajouterent les communes , qui leur étoit plus chere que la vie même.

Discours
imprudent
de Jacques

Oates puni.

Quelque temps après , l'infame Oates , convaincu de parjure par une foule de témoins irréprochables , dont neuf étoient protestans , fut condamné à une prison perpétuelle , & au pilori cinq fois l'année. Rien ne put lui arracher l'aveu de son crime. Il obtint dans la suite , sous le roi Guillaume , une pension de quatre cents livres sterling ; & plusieurs personnes lui demeurèrent attachées , comme à un martyr de la bonne cause.

Révolte de Monmouth.

Le duc de Monmouth , toujours extrêmement cher au peuple , entreprit de détrôner son oncle , dans un temps où le trône paroissoit si bien affermi. Il débarque avec trois vaisseaux sur la côte occidentale d'Angleterre , sans avoir d'abord plus de cent hommes à sa suite. Il publie une déclaration , dans laquelle ne donnant au roi que le titre de duc d'York , il le qualifie de traître , de tyran , de meurtrier , d'usurpateur papiste , & invite la nation à prendre les armes. Le parlement porte contre Monmouth un bill de haute-trahison. Quarante mille livres sterling , accordées en forme de subside pour étouffer.

la révolte, favorisent l'activité de Jacques. Le rebelle, déjà proclamé dans quelques villes, est battu près de Bridgewater. On le poursuit avec chaleur; on le découvre dans un fossé, couvert de fange, déguisé sous un habit de paysan. La crainte du supplice le réduit d'abord à faire d'humbles soumissions; mais il refuse courageusement de trahir ses partisans, & expie son crime sur l'échafaud. La faveur populaire dont il jouissoit auroit pu le rendre plus dangereux, si l'imprudence n'eût précipité ses démarches. Jacques avoit une occasion précieuse de se signaler par la clémence; il ne montra que de la rigueur; il donna l'essor à son caractère.

Il est pris
& exécuté.

Cette victoire fut suivie des plus barbares exécutions. Le colonel Kirke, soldat de fortune, dont l'ame féroce ne respiroit que le sang, poussa la cruauté jusqu'à se faire un jeu des supplices de ceux qu'il immoloit. Le chef de justice, Jefferies, encore plus inhumain, puisque son état devoit le rendre plus doux, remplit de carnage les comtés qui avoient eu part à la

Exécutions
barbares.

Jefferies,
magistrat
inhumain.

révolte. Une dame anabaptiste fut brûlée , pour avoir reçu charitablement dans sa maison un des coupables ; & ce malheureux fut sauvé , pour avoir eu la perfidie de déposer contre elle. Mylady Lisle , sans autre crime que d'avoir aussi donné retraite à deux rebelles après le combat , fut également punie de mort , à l'âge d'environ soixante-&-dix ans , quoiqu'elle eût envoyé son fils combattre Monmouth. Selon le P. d'Orléans , Jacques informé *trop tard* de ces excès , en témoigna de l'indignation , & répara autant qu'il put l'injustice. Mais comment le croire , lorsqu'on voit l'implacable Jefferies créer un duc à son retour , & élevé bientôt après à la dignité de chancelier ? Etrange façon de punir un homme trop digne de la haine publique !

Affaires
d'Ecosse

Le comte d'Argyle avoit tenté une invasion en Ecosse , avant que Monmouth fût la sienne en Angleterre. Ses compatriotes n'étoient point disposés à le soutenir ; sa foible armée se dissipa d'elle-même ; il fut pris & exécuté. Tous les actes du parlement , qui se tint alors , sembloient dictés par la

cour. On rejeta avec horreur les principes capables de donner atteinte au *pouvoir sacré, suprême, souverain & absolu du roi* ; on déclara crime de haute-trahison le refus de prêter le serment du test, quand il seroit exigé par le conseil ; on établit peine de mort contre ceux qui assisteroient à quelque conventicule ; on statua que refuser de rendre témoignage dans les cas de trahison ou de non-conformité, c'étoit encourir la peine de ces crimes. Ce changement prodigieux en Ecosse prouve ce que peut la force sur un peuple subjugué.

Tout s'y fait
au gré de la
cour.

En Angleterre, le parlement ne se montra pas si docile. Jacques ayant déclaré qu'en faveur des officiers catholiques, qui le servoient fidèlement, il avoit dispensé tout le monde du test prescrit par la loi ; les communes firent paroître d'abord un peu de vigueur, & résolurent d'examiner le pouvoir que s'attribuoit le monarque de dispenser des lois. *Nous sommes Anglois, j'espère*, dit un membre, *& quelques mots durs ne sont point capables de nous effrayer.* Cependant la crainte retint les com-

Parlemens.
Dispense
du test.

munes. Elles n'allèrent pas plus loin ; le subside passa même les demandes de Jacques. Mais la chambre-haute , moins complaisante contre sa coutume , entreprit cet examen par l'avis même des évêques , si attachés à la cour. Il n'en falloit pas tant pour choquer le roi. Irrité d'une apparence d'opposition , il protogea aussitôt le parlement.

1686.
Haine pour
les catho-
ques.

Examen du
pouvoir de
dispenser
des lois.

Favoriser ouvertement les catholiques , toujours suspects & toujours hais , étoit une démarche aussi dangereuse que téméraire. Louis XIV venoit de révoquer l'édit de Nantes ; & les rigueurs exercées en France contre les huguenots , faisoient abhorrer plus que jamais le nom de papiste. Jusqu'alors le pouvoir de dispenser des lois positives avoit paru une des prérogatives de la couronne. Les communes l'avoient reconnu elles-mêmes , dans le temps qu'elles faisoient l'autorité de Charles I. Mais l'usage qu'on en vit faire à Jacques II , excita des doutes sur ce point ; les doutes amenèrent des principes contraires aux anciennes maximes. » S'il » peut dispenser d'une loi , disoit-

„ on , pourquoi pas d'une autre ?
 „ pourquoi pas de toutes ? & que de-
 „ viendra la législation entière , aban-
 „ donnée aux caprices du souverain ?
 „ La loi du test étant la plus forte
 „ barrière contre la religion romai-
 „ ne , qui empêchera cette religion
 „ de s'établir sous un roi qui la pro-
 „ fesse , si le test n'est plus en vi-
 „ gueur ? „

De semblables raisonnemens fai-
 soient trop d'impression , pour ne pas
 produire quelque grand effet. Les in-
 quiétudes augmentèrent , quand on vit
 des ministres du roi , des seigneurs ,
 embrasser la religion romaine ; d'il-
 lustres protestans perdre leur crédit ;
 le duc d'Ormond rappelé d'Irlande ;
 & le comte de Tirconnel , zélé ca-
 tholique , pourvu bientôt après du
 gouvernement de ce royaume. Le P.
 Peters , confesseur de Jacques , mem-
 bre du conseil privé , passoit pour
 l'auteur de toutes les résolutions. On
 regardoit un jésuite dans cette place ,
 comme un ennemi public chargé des
 rênes du gouvernement.

Les catho-
 liques en
 faveur.

Le P. Peters.

Une rupture ouverte avec l'église
 anglicane , qu'il importoit de ména-

Zèle impru-
 dent du roi
 pour sa reli-
 gion.

ger ; l'établissement d'une cour ecclésiastique , peu différente de celle de haute-commission abolie depuis long-temps ; l'évêque de Londres , frere du comte de Northampton , suspendu par ce tribunal , pour n'avoir pas voulu punir arbitrairement un ministre , qui avoit prêché contre le catholicisme ; des atteintes manifestes portées aux privileges des universités , pour y faire admettre des catholiques : ces nouvelles imprudences découvroient un dessein formé de changer la religion. Les lois pénales furent suspendues par une déclaration propre à envenimer le mal. Comme le caractère du roi & ses principes n'étoient rien moins que favorables à la tolérance , on jugea qu'il travailloit uniquement en faveur des catholiques , quoiqu'il affectât de caresser les presbytériens. Comptant sur son autorité , plus absolue en effet alors que celle d'aucun de ses prédécesseurs , il ne craignit point d'envoyer à Rome un ambassadeur extraordinaire , ni de recevoir à Londres un nonce du pape. Toute communication avec Rome avoit été dé-

clarée haute-trahison par un acte du parlement. Que pouvoit-on augurer d'une démarche si contraire aux lois ?

Innocent XI en prévint les suites, & témoigna peu d'estime pour un prince, dont le zèle inconsidéré devoit nuire à la bonne cause. Le jugement de ce pontife, célèbre par ses disputes avec Louis XIV, mérite d'autant plus d'attention, que lui-même il exposoit l'autorité du saint siege par un excès de roideur. « Il est étrange, » dit avec raison M. Hume, que Jacques, qui savoit combien le zèle religieux avoit d'influence sur son propre cœur, fût assez aveugle pour ne pas soupçonner qu'il pouvoit avoir la même force sur ses sujets. S'il avoit su profiter de tant d'expériences, quelles preuves n'avoit-il pas de leur haine pour cette religion, qu'il vouloit introduire par toute sorte de moyens dans le royaume ? » Peut-être fondeoit-il ses espérances sur les changemens rapides qu'on avoit vus sous Henri VIII, Edouard VI, Marie & Elisabeth. Mais outre que le parlement étoit presque esclave sous les Tudors,

Innocent XI
en prévint les
suites.

le parti catholique avoit tellement décliné, il étoit devenu si odieux à la nation, qu'il falloit des prodiges de sagesse pour le faire triompher de ses ennemis.

Procès de
six évêques.

La déclaration de tolérance ayant été renouvelée, avec ordre de la lire dans toutes les églises; six évêques représentèrent au roi dans une pétition respectueuse, qu'étant fondée sur un pouvoir que le parlement, disoient-ils, avoit souvent déclaré illégal, ils ne pouvoient l'adopter par une lecture publique. Quoique ces prélats eussent porté les égards jusqu'à tenir leur acte secret, autant qu'il étoit possible, on les fit aussitôt conduire à la tour. L'affluence du peuple sur leur passage, la consternation des spectateurs, le respect même des soldats qui les menaient en prison, furent une marque éclatante des sentiments du public. Les avocats des évêques défendirent leur cause avec autant de succès que de liberté; & les juges, en les renvoyant absous, excitèrent une joie universelle. Le jour même du jugement, Jacques faisoit la revue des troupes. Ayant

Mauvais
effet qui
en résulte.

tout-à-coup entendu un bruit extraordinaire, il demanda ce que c'étoit. *Ce n'est rien*, répondit un seigneur; *les soldats se réjouissent de la délivrance des évêques.* — *Vous appelez cela rien!* repliqua le roi : *mais tant pis pour eux.* Deux des juges qui avoient été favorables aux accusés, perdirent leurs places; les ministres qui n'avoient pas lu la déclaration, furent traités en coupables : le mécontentement s'aigrit de plus en plus.

La reine venoit d'accoucher d'un fils, & déjà la calomnie jetoit des doutes sur sa naissance. « On débita plusieurs faussetés, dit Dalrymple, pour fortifier le soupçon; & les moins probables furent celles qu'on crut davantage, selon la nature de la crédulité dans les temps de passion violente. Les personnes, même sensées & amies du vrai, semblèrent perdre, dans les préjugés du vulgaire, la supériorité de leur esprit ». (*Mémoires de la Grande-Bretagne & de l'Irlande.*)

Jusqu'alors le prince d'Orange, dans l'espoir de succéder à la couronne, s'étoit conduit envers le roi

Soupçons sur la naissance du prince de Galles.

Politique du prince d'Orange.

Ligue contre
Louis XIV.

son beau-pere avec une profonde politique ; lui donnant toutes les démonstrations de respect & d'attachement ; ne se mêlant point des affaires de son royaume , & paroissant ne s'occuper que des intérêts de l'Europe. La hauteur de Louis XIV après le traité de Nimegue ; les chambres de Metz & de Brisac établies pour augmenter ses domaines ; surtout la révocation de l'édit de Nantes , avoient rallumé la jalousie & la haine des ennemis de ce redoutable monarque. Une infinité de protestans , sortis de France par zele de religion , le peignoient dans les pays étrangers comme un odieux persécuteur. En profitant de leur industrie & de leurs richesses , on partageoit leur ressentiment , on brûloit de venger leur religion. Le prince d'Orange , par animosité personnelle , autant que par principes de politique , agitoit toutes les cours contre la France. La ligue d'Augsbourg , conclue en 1686 , étoit son ouvrage. Jacques , persuadé que l'exemple du stathouder pouvoit beaucoup sur les Anglois , s'efforça de lui faire approuver ses démarches , en

Guillaume
désapprouve
la conduite
de Jacques.

promettant à cette condition d'entrer lui-même dans toutes ses vues. Mais Guillaume n'eut garde de s'exposer à la haine d'un peuple, dont il pouvoit devenir le souverain. Il fit entendre au roi que si, d'une part, il approuvoit la révocation des lois pénales, parce qu'il aimoit la tolérance; de l'autre, il regardoit le serment du test comme un moyen nécessaire pour conserver le culte établi; que l'exclusion des offices publics n'étoit pas une punition; & que la Hollande, quoiqu'elle tolérât indistinctement toutes les sectes, ne confioit ces offices qu'à ceux qui suivoient la religion nationale. Après avoir déclaré ses sentimens, le prince commença à prêter l'oreille aux plaintes des Anglois. La naissance du prince de Galles paroissant lui fermer le chemin du trône, il ne craignit plus de rompre avec un beau-pere dont il blâmoit la conduite, & dont les fautes favorisoient son ambition.

Plusieurs mécontents l'appeloient déjà au secours de l'Angleterre. Les Torys même & le haut-clergé, pliant leurs principes aux conjonctures, se

Préparatifs
secrets de
ce prince.

rapprocherent de l'opinion des Whigs; Le prince d'Orange, par ses émissaires, flattoit adroitement tous les partis. Toutes les sectes, anglicans, presbytériens, desiroient également un tel protecteur. Enfin il fit les préparatifs pour la guerre, sans espérer qu'elle pût le mettre sur le trône. Quoiqu'il agît de concert avec les confédérés d'Augsbourg, le secret fut long-temps impénétrable : la flotte & l'armée hollandoises parurent destinées contre la France.

Jacques rejette les offres de Louis XIV.

Le comte d'Avaux, ambassadeur de Louis à la Haie, plus clairvoyant que Jacques II, pénétra enfin le fond de l'intrigue, & en avertit son maître. Aussitôt Louis communique la découverte au roi d'Angleterre; il lui offre de joindre une escadre française à sa flotte, de lever même le siège de Philipsbourg, & de faire marcher ses troupes dans les Pays-bas, pour contenir les Hollandois par la crainte d'une invasion. Jacques, plein d'une aveugle confiance, est sourd aux avis, rejette les offres. Je ne suis pas réduit, disoit-il, à la condition du cardinal de Furstenberg, ni contraint de re-

chercher la protection de la France*. Les démarches officieuses de Louis XIV firent soupçonner qu'il étoit lié avec Jacques par un traité secret, tel que celui qu'il avoit conclu avec Charles II; & ce bruit malignement répandu anima la haine des factieux. La flotte angloise s'étoit mutinée, parce que l'amiral faisoit dire la messe sur son vaisseau; les troupes de terre n'étoient pas moins disposées à la révolte, parce qu'on vouloit les faire consentir à la révocation du test & des lois pénales. Jacques couroit à sa perte avec la sécurité d'un homme qui ne prévoit rien.

L'illusion se dissipe quand il n'est plus temps. Son ambassadeur lui écrit de Hollande, que tout est prêt pour une prompte invasion, & que le grand pensionnaire Fagel avoue hautement l'entreprise. A cette nouvelle, il pâlit, il se trouble, il se rétracte; il rend leurs offices aux partisans du test

Il est surpris
& tremblant.

* Le cardinal de Furstenberg, évêque de Strasbourg, dévoué au roi, avoit été frustré de l'électorat de Cologne. C'étoit un motif de la guerre commencée contre l'empereur Léopold.

& des lois pénales; il caresse les prélats persécutés; il casse la commission ecclésiastique; il restitue les chartes de Londres & des autres villes; il s'efforce de gagner les Hollandois; en promettant d'embrasser les alliances qu'ils jugeroient nécessaires pour le bien commun. Mais son imprudence avoit rendu le mal incurable; & quand même ce changement soudain auroit pu paroître sincère, on auroit craint sans doute que ses principes ne l'emportassent sur ses promesses.

1688.
Manifeste de
Guillaume.

Un manifeste du prince d'Orange prépara les voies à l'invasion. Les griefs de l'Angleterre y étoient exposés en détail. Le prince ajoutoit, que pour remédier à tant de désordres, il se proposoit de passer dans le royaume avec une armée; que son unique but étoit de garantir la nation des pernicioeux conseils de ceux qui avoient la confiance du roi; en un mot, de procurer un parlement libre, qui pourvût à la liberté publique, & examinât les preuves de la légitimité du prince de Galles.

Jacques
abandonné.

Il ne tarda point à soutenir par les

armes cette fatale déclaration. Sa flotte, d'environ cinq cents voiles, portoit une armée de plus de quatorze mille hommes. A peine fut-il débarqué à Torbay, le 15 novembre 1688, qu'une foule de seigneurs & d'officiers Anglois s'empresserent de le joindre. Churchill, si célèbre depuis sous le nom de Marlborough, trahit le roi son bienfaiteur & son ami : de page, il étoit devenu pair ; il étoit un des principaux officiers de l'armée. Le prince Georges de Danemark, gendre de Jacques, & la princesse Anne, sa fille la plus chérie, l'abandonnerent avec inhumanité. Dans l'accablement où le jeta ce coup imprévu : *Grand dieu ! prends pitié de moi*, s'écria-t-il, *mes propres enfans ont abandonné leur pere !*

Se défiant de son armée, craignant de se mettre à la discrétion du parlement ; ce prince, d'une valeur éprouvée & d'un caractère ferme, perdit courage, & abandonna son trône sans avoir même tenté de le défendre. On l'arrête dans sa fuite ; il revient à Londres ; il fait demander une conférence au prince d'Orange.

Il perd la couronne sans combat.

Guillaume lui envoie ordre de sortir de la capitale, & lui assigne pour prison Rochester, ville peu éloignée de la mer; dans l'espérance que ce dangereux prisonnier le délivreroit en fuyant, de l'embarras que lui causoit son séjour dans le royaume. En effet, le roi détrôné se sauva bientôt en France, où Louis XIV le reçut avec une générosité inouïe.

Jugement
de Hume
sur ce roi.

M. Hume rend cette justice au malheureux Jacques II., que pour faire un excellent souverain; il ne lui manqua que les égards dus à la religion & aux lois de sa patrie. « S'il » avoit eu, ajoute-t-il, cette qualité » essentielle; ses talens, quoique médiocres, relevés par tant de vertus, » auroient pu rendre son regne également glorieux & fortuné. Sans » elle, toutes les perfections qu'il » possédoit devinrent dangereuses & » funestes à son royaume ». Peut-être, en s'y prenant avec sagesse, seroit-il venu à bout de réconcilier l'Angleterre avec l'église romaine; & jamais l'expérience ne prouva mieux combien un zèle indiscret peut nuire à une cause respectable. Jacques,

étant duc d'York, avoit inventé les signaux de mer, invention qui lui fait beaucoup d'honneur.

Le prince d'Orange, trop poli-
 que pour s'emparer violemment de
 la couronne; trop partisan de la li-
 berté, pour s'exposer au reproche de
 tyrannie; comptant d'ailleurs sur les
 dispositions favorables d'un peuple,
 qui le regardoit comme son libéra-
 teur, voulut que les lois disposassent
 du gouvernement. Le parlement fut
 convoqué sous le nom de *convention*;
 parce que le nom de *parlement* sup-
 pose les ordres du roi. Bientôt les com-
 munes déclarèrent que Jacques II,
 s'étant efforcé de renverser la consti-
 tution du royaume, en rompant le
 contrat original entre le roi & le
 peuple; ayant violé les lois fonda-
 mentales, par le conseil des jésuites
 & d'autres esprits pernicioeux; & s'é-
 tant évadé du royaume, avoit abdi-
 qué le gouvernement, & qu'ainsi le
 trône étoit vacant. Quoique les
 Torys eussent beaucoup relâché de
 leurs principes sur l'autorité royale,
 cette déclaration excita de grandes
 disputes dans la chambre-haute, On

Parlement

On déclara
 le trône va-
 cant.

examina d'abord *s'il y avoit un contrat national entre le roi & le peuple* : l'affirmative l'emporta de sept voix. On agita ensuite la question, *si le roi Jacques avoit rompu le contrat original* : elle fut décidée sans peine contre lui. On passa ensuite au dernier article, *s'il laissoit le trône vacant*. La pluralité étant pour les Torys, on résolut de supprimer cet article. Les communes insisterent ; & après de nouveaux débats, leur déclaration fut reçue sans le moindre changement.

Première
source de la
révolution.

Voilà donc le fruit des malheureuses disputes commencées sous Jacques I. Auparavant, l'épée faisoit les révolutions ; on ne raisonnoit guere ; on couroit aux armes. Maintenant c'est la nation assemblée qui discute ses droits & ceux du souverain : elle prononce le jugement d'après des principes ; & ce jugement fixe la constitution de l'état. Mais qu'on suppose Jacques II vainqueur du prince d'Orange : comme les principes & tout le reste auroient pu changer !

Le prince
d'Orange dé-
clare ses in-
tentions.

Il s'agissoit de remplir le trône. Les uns vouloient un régent, les

autres un roi. Changer le droit de succession, paroïssoit aux premiers un renversement des lois fondamentales ; nommer un régent qui gouvernât avec une autorité précaire, c'étoit, au jugement des autres, laisser une source de confusion & de discorde. Le prince d'Orange leva enfin le masque. Ayant fait appeler quelques seigneurs, il leur dit qu'il ne prétendoit point entrer dans les délibérations parlementaires ; que c'étoit au parlement à choisir le système le plus convenable & le plus avantageux ; que si on se déterminoit pour une régence, il croyoit devoir les avertir qu'il n'accepteroit pas un titre, dont il apercevoit les inconvéniens inévitables ; que si l'on donnoit la couronne à la princesse son épouse, dont il connoissoit tout le mérite, il préféreroit pour lui-même une condition privée à cette couronne, qui dépendroit de la vie d'un autre ; que dans ces deux suppositions, il lui seroit impossible de les seconder ; & qu'une dignité précaire ne pouvoit lui faire abandonner les objets de la plus haute importance, qui l'appelleroient bien-

tôt ailleurs. La princesse Marie, fort attachée à son époux, entra dans ses vues, ainsi que la princesse Anne sa sœur.

Etablis-
sement de la
couronne.

Alors fut passé un bill pour l'établissement de la couronne. On la donnoit au prince d'Orange conjointement avec sa femme; mais l'administration étoit réservée au prince seul. Anne devoit succéder après leur mort, & sa postérité après celle de sa sœur Marie. On joignit à ce règlement une déclaration qui fixoit les bornes de la prérogative royale. Nous la transcrivons en partie, comme un acte essentiel pour donner l'idée du gouvernement anglois.

Les droits de
la nation.

Elle porte que le prétendu pouvoir de suspendre les lois, ou l'exécution des lois, par la prérogative royale sans le consentement du parlement, est illégal. Que l'érection d'une cour ecclésiastique, & de toute autre cour, est illégale & pernicieuse. Que toute levée d'argent pour l'usage de la couronne, sans que le parlement l'ait accordée, ou pour un temps plus long ou d'une autre manière qu'elle n'est accordée, est illégale. Que c'est un droit

droit des sujets de présenter des pétitions au roi , & que tout emprisonnement ou toute poursuite pour cette raison , est illégale. Que lever ou entretenir une armée dans le royaume sans le consentement du parlement , est contraire aux lois. Que les sujets protestans peuvent avoir des armes pour leur défense , suivant leur condition , & de la maniere qu'il est permis par les lois. Que les élections des membres du parlement doivent être libres. Que les discours & les débats du parlement ne doivent être examinés dans aucune cour , ni dans aucun autre lieu que le parlement. Qu'on ne doit point exiger des cautionnemens excessifs , ni infliger des amendes exorbitantes , ni imposer des peines trop rudes. Que les jurés doivent être choisis d'une maniere impartiale ; & que ceux qui sont choisis pour jurés dans les procès de haute-trahison , doivent être membres des communautés. Que toutes les concessions ou promesses de donner la confiscation des biens de quelque accusé , avant sa conviction , sont contraires aux lois & nulles. Que pour trou-

ver du remède à tous ces abus, pour corriger les lois, pour les fortifier & les maintenir, il est nécessaire de tenir souvent les parlemens.

Nouveau
serment.

A la place des sermens d'allégeance & de suprématie, supprimés par la déclaration, on substitue un nouveau serment en ces termes : « Je promets
» sincèrement, & je jure que je serai
» fidele à leurs majestés le roi Guil-
» laume & la reine Marie. Je jure
» que du fond du cœur, j'abhorre
» comme impie & hérétique cette
» damnable doctrine & proposition,
» *que les princes excommuniés ou dé-*
» *posés par le pape, ou par quelque au-*
» *torité du siege de Rome, peuvent*
» *être déposés ou tués par leurs sujets*
» *ou par d'autres quels qu'ils soient ;*
» & je déclare qu'aucun prince, au-
» cune personne, prélat, état ou sou-
» verain étranger, n'a & ne doit avoir
» aucune juridiction, pouvoir, supé-
» riorité, prééminence, autorité ec-
» clésiastique ou spirituelle dans ce
» royaume. Ainsi dieu me soit en
» aide ».

Pourquoi
on ne reilerra
pas davanta-

Après tant d'agitations contre la prérogative royale, & tant d'efforts

pour la restreindre de plus en plus, il paroît étonnant que les Anglois ne lui aient pas fixé des limites plus étroites ; qu'ils aient laissé le roi maître de convoquer & de dissoudre le parlement , de refuser son consentement aux bills , de conférer toutes les grandes places dont le revenu est immense , &c. Mais l'armée de Guillaume en imposoit : on étoit pressé ; on craignoit de faire des innovations trop considérables. D'ailleurs , la couronne dépendant du parlement pour son revenu , pour les subsides ; & les lois étant comme enracinées dans l'esprit national ; on se croyoit toujours assez fort contre les entreprises d'un roi qui voudroit se rendre absolu. Le seul exemple de Jacques avoit de quoi contenir ses successeurs.

ge la pré-
rogative.

Sous les regnes de Charles II & de Jacques II , derniers rois de la maison de Stuart , la milice angloise déchet considérablement , mais la marine fit de grands progrès. Charles n'avoit trouvé que soixante-trois

Marine, com-
merce , sous
les derniers
rois.

vaisseaux en 1660. Sa flotte en 1678 étoit de quatre-vingt-trois vaisseaux. Celle de Jacques , au temps de la révolution , en avoit cent soixante-&-treize , pour lesquels il falloit quarante mille hommes d'équipage. Dans le cours de vingt-huit années , le nombre des vaisseaux marchands augmenta du double : preuve évidente de l'augmentation du commerce. L'art de teindre les draps étoit encore inconnu dans le royaume , lorsque Louis XIV fit son invasion en Hollande : l'industrie hollandoise en profitoit. Un homme réfugié des Pays-bas apporta enfin cet art important ; & ce fut un grand avantage pour l'Angleterre. C'est aux étrangers qu'elle étoit depuis long-temps redevable de ses manufactures. La communication des peuples entre eux a fait circuler par-tout les plus utiles connoissances. On ne réfléchit point assez sur les effets de cette cause féconde , qui a changé la face de toute l'Europe.

Mœurs ,
intelligion

Après le rétablissement de la monarchie , un libertinage effréné corrompit les mœurs ; mais le fanatisme

fut presque éteint. A ce dernier fléau succéda l'esprit d'irréligion ; parce que les hommes passent d'ordinaire d'un extrême à l'autre. La cour & une partie des gens de lettres en furent infectés. Tant d'excès & de folies qu'on avoit vu naître des préjugés religieux , inspirerent ou de la haine ou du mépris pour les vérités même les plus utiles à la société. On eut l'injustice de confondre avec la religion l'aveugle superstition qui la déshonore , & le furieux fanatisme qui semble la pervertir. Mais les deux plus grands philosophes de ce temps, Boyle & Newton , (le premier fort inférieur à l'autre) résistèrent au torrent de l'impiété ; leur exemple étoit une forte preuve contre les impies. Charles II établit par des lettres-patentes, en 1660, la Société royale de Londres, si fameuse par ses travaux, & par les savans qu'elle a rassemblés dans son sein. Elle s'étoit formée à Oxford, où quelques gens de lettres cultivoient paisiblement la raison, du temps de Cromwel. Les encouragemens de la cour se bornerent à ces patentes. Ce fut le siècle des sciences

Philosophie,
littérature.

en Angleterre , tandis que c'étoit en France celui du goût.

Butler , Dry-
den , Otway.

L'Hudibras de Butler , satire ingénieuse & piquante , fut très-utile à la couronne par le ridicule qu'elle jeta sur le fanatisme , & sur les entreprises du parlement républicain. En France , la *Satire Ménipée* avoit produit le même effet contre la ligue : tant la raison peut employer utilement le ridicule. L'Abfalon de Dryden contribua au triomphe des Torys sur les Whigs , vers la fin du regne de Charles. Otway , célèbre poëte dramatique , comme Dryden , étoit royaliste déclaré. Cependant ces trois auteurs ne reçurent aucun bienfait de la cour , qui pût les tirer de l'indigence. Charles , avec plus d'esprit peut-être & plus de connoissances que Louis XIV , ne fut pas s'immortaliser comme lui en récompensant le génie : il n'en avoit pas les moyens , parce qu'il dissipoit pour de vains plaisirs.

Temple. Un des écrivains anglois les plus estimables de ce siècle , malgré la négligence de son style , est le chevalier Temple. Il joignit les talens

littéraires à ceux de la politique, & à la gloire de l'esprit & de la philosophie, le mérite, alors très-rare, de respecter toujours les mœurs & les lois.

Le fanatisme avoit produit dans les mœurs angloises une réforme importante, que la raison & le théâtre ont affermie : c'est l'extinction du duel. Cromwel & ses semblables le proscrivirent très-sévèrement, parce qu'ils n'en trouvoient aucun exemple dans la bible : cette raison pouvoit tout sur l'esprit des enthousiastes. Heureusement le génie national s'est plié par habitude à un changement si avantageux.

Presque plus
de duels ;
pourquoi.

En jugeant de tout après la bible, on s'accoutuma de même à ne voir dans les financiers que les publicains de l'évangile : on en conçut des idées très-défavorables. Ce préjugé subsiste encore dans la nation.

Préjugé con-
tre les finan-
ciers.



SIXIEME PARTIE.

*Depuis la révolution de 1688.*GUILLAUME III
ET MARIE.

1689.
Pouvoir de
la couronne
après la ré-
volution.

LES droits de la succession violés en faveur d'un étranger, le roi légitime détrôné par son gendre & profcrit par la nation, le stathouder de Hollande établi sans combat sur le trône d'Angleterre : c'étoit une suite naturelle des principes qui avoient pris racine dans ce royaume, & qui avoient donné au génie libre & turbulent des Anglois tant d'audace contre les droits de la royauté. Mais soit que l'expérience eût fait connoître les inconvéniens d'une trop grande liberté, soit que le parti populaire n'osât franchir les barrières de la constitution nationale ; soit que l'adresse du prince d'Orange, reconnu sous le nom de Guillaume III, prévint des attaques dangereuses, les Anglois, comme je l'ai déjà observé, ne profitèrent point de la conjonc-

ture , pour dépouiller la couronne de ses véritables prérogatives , ni pour la mettre hors d'état de réveiller les inquiétudes de la nation. Elle conserva le droit de convoquer & de dissoudre le parlement , de choisir les membres du conseil , & de nommer aux offices les plus importants. Guillaume eu soin de composer le conseil de personnes dévouées à ses intérêts. Le docteur Burnet , l'un des auteurs de la révolution , ennemi passionné des Stuarts , obtint le siege de Salisbury. Réfugié en Hollande sous le dernier regne , il avoit employé sa plume & ses intrigues au service de l'ambitieux stathouder. L'esprit de parti transpire dans ses ouvrages.

Burnet
évêque.

Il falloit , ou assembler un parlement , ou donner ce titre à la *convention* qui venoit de disposer de la couronne. On préféra le dernier parti , comme plus facile & moins hasardeux. Le roi se rendit à l'assemblée , harangua les deux chambres , leur représenta que les affaires du royaume exigeoient des mesures également promptes & efficaces ; les assura de son zèle pour le bien public , & de

La convention
changée
en parlement.

son empressement à justifier l'opinion que l'Angleterre avoit conçue de sa droiture & de son intégrité. Quoique plusieurs membres des communes soutinssent que la présence du roi ne suffisoit pas, sans des lettres de convocation, pour former un parlement, le sentiment contraire prévalut. On décida, malgré le parti de la cour, que les revenus accordés à Jacques II n'auroient plus lieu. Tandis qu'on délibéroit sur les moyens d'y suppléer, Guillaume informa les communes que le roi déposé alloit faire une invasion en Irlande. Le parlement lui accorda aussitôt quatre cent vingt mille livres sterling, pour la guerre qui menaçoit le royaume.

Parti contre
Guillaume.

Cependant les cœurs commençoient à se diviser. Ces différens partis qui avoient appelé de concert le prince d'Orange, ne voyoient pas de même œil le roi Guillaume. Les uns lui reprochoient d'avoir passé en Angleterre, moins pour défendre la nation que pour se saisir de la couronne; les autres le soupçonnoient d'être ennemi de l'église nationale, parce qu'attaché au calvinisme, il souhai-

toit d'établir la tolérance. Quelques évêques & quelques seigneurs refuserent le serment. On appela *non-jurans* ceux qui montrèrent de l'opposition au gouvernement établi. Le roi, informé d'un complot, fit arrêter les personnes suspectes. Quoique ce fût une atteinte aux lois de la nation, les pairs le remercièrent de son zèle, & les communes lui accorderent pour un temps le pouvoir de dispenser de l'acte d'*Habeas corpus*. Cet acte, si favorable à la liberté civile, ne l'est pas autant à l'ordre politique : car le moyen de réprimer les émeutes, les séditions, sans quelque coup d'autorité absolue ?

Après la cérémonie du couronnement, Guillaume obtint des subsides, soit pour rembourser la Hollande, à qui son expédition avoit coûté sept millions de florins ; soit pour entretenir une armée & équiper une flotte considérable, nécessaire dans des conjonctures si orageuses. Mais il s'aperçut avec chagrin que les communes, en mettant des bornes à leur libéralité, pensoient à resserrer sa puissance comme celle de ses prédécesseurs.

Subsides avec
précaution.

Le roi veut
établir la
tolérance.

Ce grand politique vouloit surtout étouffer les haines & les disputes de religion, source de discorde entre les citoyens, & de cabales dans l'état. Tous ces sermens, qui tourmentoient la conscience des sujets sans aucun avantage pour la nation, ou qui excluient des offices plusieurs hommes de mérite qu'on auroit dû y appeler, lui paroissent également inutiles & dangereux. Il se proposoit de réunir les sectes protestantes, de maniere que jouissant toutes des mêmes droits, elles concourussent unanimement au même but, au bien public. Des évêques, des docteurs éclairés, vraiment religieux, & non moins ennemis de la superstition, entre autres, le célèbre Tillotson, depuis archevêque de Cantorbéry, seconderent en vain les desirs du roi. L'intérêt & les préventions du clergé anglican mirent obstacle à ses desseins. Les anciens sermens d'allégeance & de suprématie furent abolis, sans que les non-conformistes partageassent les privilèges des anglicans. Un bill passé en loi exempta seulement des lois pénales, ceux qui auroient prêté le serment

Le clergé y
met obstacle

au roi , pourvu qu'ils ne tinssent point d'assemblées particulières. Cette tolérance s'étendit aux Anabaptistes & aux Quakers , dont on exigea néanmoins une profession de foi sur la trinité & l'écriture-sainte. Quoique les catholiques ne fussent point compris dans l'acte parlementaire , Guillaume les traita de même avec douceur. Il craignoit d'enflammer leur haine , & ses principes de tolérance devenoient des ressorts de sa politique.

Un des objets les plus importants pour le roi , & les plus dignes de l'attention du parlement , étoit le revenu qu'on devoit fixer à la couronne , ou ce qui s'appelle *la liste civile*. Sous les derniers regnes , le revenu assigné , toujours insuffisant , quelque considérable qu'il parût , avoit été entièrement à la disposition du monarque ; souvent le défaut d'économie ou de sagesse avoit dissipé les fonds , destinés aux besoins de la patrie. On vouloit prévenir un abus si dangereux. Pour cela , en fixant la somme qui devoit entretenir la maison du roi , & soutenir la dignité royale , on

Revenu de la couronne soumis à l'examen des communes.

230 GUILLAUME III & MARIE.

réglâ que le parlement veilleroit à l'emploi du reste des deniers publics. Les communes en ont toujours fait depuis l'application, & les comptes ont été soumis à l'examen des deux chambres. Ce changement devoit d'autant plus déplaire à Guillaume, que l'on n'accorda le revenu que pour un temps limité & court. Les Anglois, suivant leur ancien système, vouloient contenir le souverain, par le besoin de secours pécuniaires. La faction des Whigs dominoit alors; la résistance des Torys redoubla son ardeur inquiète. Ce choc perpétuel de sentimens opposés excita de vives disputes dans le parlement, & troubla sans cesse le gouvernement de Guillaume III.

Guillaume
reconnu en
Ecosse.

L'Ecosse reconnut son autorité comme l'Angleterre, malgré les efforts des émissaires & des partisans du roi détrôné. Jacques avoit écrit à la convention écossoise, pour l'exciter à soutenir ses droits légitimes, contre les entreprises de l'usurpateur. Il promettoit de prompts secours; il offroit le pardon à ceux qui rentroient dans le devoir, il menaçoit de

punir sévèrement les rebelles opiniâtres. Vaines paroles, auxquelles il ne pouvoit donner de poids dans la situation de ses affaires. Le duc d'Hamilton, président de l'assemblée, entraîna les suffrages contre un prince dont la religion & le despotisme étoient peints avec les couleurs les plus odieuses. Les états de ce royaume déclarerent qu'étant papiste, ayant exercé la puissance royale, sans avoir prêté le serment prescrit par les lois; ayant attaqué les constitutions fondamentales d'une monarchie limitée, & violé les lois & les libertés de la nation; Jacques avoit perdu tous ses droits à la couronne, & que le trône étoit vacant. On fit défense de le reconnoître & de l'assister; on proclama le roi Guillaume & la reine Marie; on envoya des commissaires leur présenter l'acte qui établissoit leur autorité. La formule du serment qu'on leur proposa, contenoit, entre autres articles, une promesse de détruire l'hérésie. Guillaume protesta qu'il ne prétendoit point s'obliger à agir en persécuteur; les commissaires l'assurèrent que ce n'étoit pas l'esprit du

Actes contre
le roi Jacques.

tre en délibération les articles, que ces derniers auroient rejetés. Mais on exigeoit des concessions plus étendues. Les Ecoſſois ſemblerent reprendre cet ancien amour de la liberté, qui avoit tant de fois dégénéré parmi eux en audace licencieuſe. Le roi en craignit les ſuites, & ajourna le parlement.

Le duc de Gordon, fidele aux Stuarts, tenoit encore dans le château d'Edinbourg, bloqué par les troupes de la ville. Un ſiege régulier le reduiſit aux abois. Il capitula enfin. Content d'obtenir pour ſa garniſon des conditions avantageuſes, il eut la généroſité de n'en vouloir aucune pour lui-même. C'eût été, ſelon lui, manquer à ce qu'il devoit à ſon maître, que d'inſiſter ſur ſes propres intérêts en ſoutenant la cauſe royale. Le comte Dundee, à la tête d'un corps de montagnards écoſſois, attaqua les Anglois avec une ardeur héroïque, les mit en déroute dès le premier choc, remporta une victoire complète. Mais un coup tiré au hazard le bleſſa mortellement. Avant

L'Ecoſſe
entièrement
ſoumiſe.

234 GUILLAUME III & MARIE.

de mourir , il demanda *comment alloient les affaires ?* Bien , lui répondit-on. *Je suis donc bien* , dit ce héros ; & il expira. Peu-à-peu les rebelles perdirent courage , les revers abattirent leurs espérances : ils quitterent les armes , pour mériter l'amnistie qu'on leur offroit.

Conduite
de Jacques
protégé par
Louis XIV.

Sa dévotion
mal enten-
due.

Jacques II ne réussit pas mieux en Irlande que ses partisans en Ecosse. Ce prince fugitif avoit été magnifiquement reçu par Louis XIV , qui mit sa gloire à le consoler & à le secourir dans le malheur. On crut voir un contraste singulier entre la grandeur d'ame de l'un & la pusillanimité de l'autre. Le premier agissoit en roi généreux : le second ne se montra que dévot. Presque toujours environné de jésuites , oubliant son état & ses affaires , pour s'occuper avec eux de choses pieuses ou d'affaires ecclésiastiques , il perdit l'estime des François ; il s'attira les railleries de la cour. *Voilà un bon homme* , dit l'archevêque de Reims , le Tellier , trop peu réservé dans ses propos , *voilà un bon homme qui a quitté trois*

royaumes pour une messe ! Plus la religion rendoit ce prince respectable , moins on l'excusoit de ne pas y joindre la dignité & les bienséances de son rang.

Cependant le comte , depuis duc de Tyrconnel , soutenoit en Irlande le parti de Jacques. Une flotte françoise devoit le transporter dans ce royaume. Louis pourvut à tout , lui fournit des armes , des équipages , des provisions , de l'argent. *Tout ce que je puis vous souhaiter de mieux , lui dit-il en le quittant , c'est de ne jamais vous revoir.*

Préparatifs de guerre.

Une forte escadre transporta bientôt ce prince à Dublin. Les évêques & les prêtres catholiques l'y reçurent solennellement ; le peuple partagea leur zèle , & fit éclater sa joie. Ces heureux commencemens furent suivis d'un triste revers. Londondery , ville bâtie par les Anglois & pleine de protestans , ferma ses portes , fit une résistance opiniâtre. La disette de vivres & de munitions n'effraya point les assiégés. Un ministre de leur religion , nommé Walker , leur servit de commandant , & leur inspira

Jacques en Irlande.

Siege mémorable de Londondery.

236 GUILLAUME III & MARIE.

cet enthousiasme qui brave la mort*. Rozen, général François, les menaça en vain des traitemens les plus cruels. Il fit traîner jusques sous les murs de la place environ quatre mille protestans, comme des victimes destinées au supplice. Mais les habitans lui firent savoir qu'ils alloient exterminer tous leurs prisonniers, si l'on ne renvoyoit ces malheureux en liberté. Les horreurs de la famine augmentèrent bientôt celle du siege. Après s'être nourris de chiens, de chats, de fouris, de cuirs salés, on manqua même de cette ressource. On parloit déjà de tuer & de manger les papistes. Enfin le général Kirke, qui s'étoit attaché au service de Guillaume, rompit avec deux vaisseaux une estacade par laquelle le port étoit fermé, & entra dans la ville aux acclamations des habitans. L'armée de Jacques leva promptement le siege. Il y avoit perdu neuf mille hommes.

Nouvelles
fautes de
Jacques.

Ses malheurs, dont il ne pouvoit

* Ce Walker fut tué à la bataille de Boyne, à quelques pas du roi Guillaume.

ignorer la cause, n'étoient pas une leçon assez forte pour plier son caractère. Toujours porté au despotisme, toujours immodéré dans son zèle, il se comporta en Irlande, comme s'il avoit voulu rendre sa religion & sa personne plus odieuses aux Anglois. Il avoit d'abord insisté, dans une déclaration, sur son impartialité à l'égard des protestans, sur la préférence qu'il donnoit à quelques-uns d'eux, sur le soin qu'il prenoit de les protéger tous, & d'établir une parfaite liberté de conscience. Mais les effets démentirent les paroles. Le parlement irlandois, plein de catholiques, annulla un acte par lequel les protestans avoient été maintenus dans la possession des biens qu'on avoit enlevés aux catholiques. On les dépouilla bientôt avec une extrême rigueur; & pour consommer leur ruine, on porta un bill d'*attainder* contre ceux qui s'étoient absentés d'Irlande, ou qui avoient eu quelque correspondance avec les ennemis de Jacques. Il y en eut environ trois mille enveloppés dans cette proscription, & parmi eux beaucoup de personnes du pre-

Les protestans vexés.

238 GUILLAUME III & MARIE.

mier rang. Le clergé protestant perdit sa juridiction & ses privilèges, il fut même chassé de plusieurs églises. Ces démarches eussent été fort dangereuses en un temps de calme : elles l'étoient infiniment au milieu des troubles. Jacques dirigeoit tout, sans prévoir les suites de son imprudence. Un zèle aveugle l'entraînoit. Il voulut néanmoins faire restituer les églises aux protestans ; mais les catholiques refuserent d'obéir, & méconnuent son autorité quand ils n'approuverent pas ses ordres.

Fausse monnoie, &c.

Une monnoie de cuivre à laquelle il donna un prix énorme, des taxes arbitraires, des expédiens ruineux devinrent les ressources d'un mauvais gouvernement. Soit que le prince agît par lui-même ou par les inspirations d'autrui, on devoit bien prévoir que cet abus d'une autorité chancelante ne contribueroit point à l'affermir.

Guillaume envoie des troupes en Irlande.

Louis envoya de nouveaux secours ; & l'amiral Herbert fut battu par une escadre françoise, sous le commandement du comte de Château-Re-

naud *. Guillaume avoit déclaré la guerre à la France ; il étoit peu tranquille en Angleterre ; cependant il se préparoit à repousser son compériteur. Après des retardemens attribués à la méfintelligence des ministres , il fit partir pour l'Irlande le duc de Schomberg avec une armée ; il se proposoit d'y aller lui-même , dès qu'il auroit arrangé les affaires du gouvernement.

Froid, réservé, taciturne, toujours enfermé dans son cabinet, ou ne goûtant que le plaisir de la chasse ; retiré ordinairement à Hamptoncourt, parce que l'air de Londres ne convenoit point à sa santé ; il n'avoit rien de populaire , & il commençoit à perdre l'affection des Anglois. La prudence peut forcer le naturel. On le vit tout-à-coup adopter les anciens usages , assister aux courses de chevaux , se montrer affable & complaisant. Il alla dîner chez le maire de Londres ;

Il plie son caractère.

* Selon Dalrymple , les officiers anglois se crurent battus , parce qu'ils n'avoient pas été vainqueurs dans leur élément ; & les François se crurent vainqueurs , parce qu'ils n'avoient pas été battus.

il accepta le titre de citoyen de la ville ; il daigna même permettre qu'on le nommât premier maître de la communauté des épiciers : popularité peut-être excessive, si le prince en s'abaissant jusqu'au peuple, n'avoit pas su d'ailleurs soutenir sa dignité*.

Le clergé anglican contraire à Guillaume.

On touchoit au terme prescrit pour lui prêter le nouveau serment. Quelques membres du clergé refuserent de le faire, craignant de violer celui qu'ils avoient prêté au roi Jacques. Le plus grand nombre s'y soumit avec des explications, après avoir distingué un roi *de fait* & un roi *de droit* ; après avoir déclaré qu'ils prétendoient seulement marquer leur

* Ce trait paroîtra moins surprenant, si l'on fait réflexion que Londres est une ville toute commerçante. Les douze corps, qui sont à la tête des soixante-douze *corporations* ou communautés, soit de marchands, soit d'artisans, y jouent un très-grand rôle. On en tire le lord maire. Un étranger illustre que la ville honore d'une patente de bourgeoisie, est obligé de choisir un de ces corps. Le duc de Brunswick a été ainsi aggrégé à celui des épiciers.

soumission

soumission paisible aux puissances actuelles. Un pareil serment ne pouvoit qu'inspirer la défiance, & sembloit ouvrir la porte au parjure. Il en résulta, selon M. Smolett, un mépris général pour les sermens, dont l'usage cesse d'être utile, & devient souvent pernicieux, lorsque la conscience admet les restrictions qui favorisent la fausseté. Le clergé anglican haïsoit un roi calviniste, presque autant qu'un roi catholique. Guillaume connoissoit les dangers de l'esprit de secte. Il essaya encore de le subjuguier en réunissant les religionnaires ; mais l'assemblée ecclésiastique opposa une résistance invincible à des vues si sages. La chambre-basse du clergé employa l'ancienne formule des barons ; *Nous ne voulons point qu'on change les lois d'Angleterre.* On eût dit que le changement de quelques rites faisoit la ruine de l'état.

Deux millions sterling, donnés pour la guerre, annonçoient plus de bonne volonté de la part du parlement. Les deux factions qui le divisoient, & dont la chaleur augmentoit de jour en jour, ne laisserent pas

Le parlement l'inquiette aussi.

242 GUILLAUME III & MARIE.

de causer tant d'inquiétude à Guillaume, qu'il fut sur le point de se retirer en Hollande. Retenu par les conseils de quelques amis zélés, il déclara au parlement sa résolution d'aller combattre le roi Jacques, & rompit l'assemblée quelque temps après.

1690.
Débats d'un
nouveau par-
lement.

Un nouveau parlement, où les Torys étoient les plus forts, fut un nouveau théâtre de violentes contestations. Elles roulerent principalement sur deux bills, l'un pour confirmer les actes de la dernière assemblée, l'autre pour exiger des hommes en place un serment de renoncer au roi Jacques. Le premier passa, malgré la répugnance des Torys : ils furent eux-mêmes effrayés des conséquences qu'on avoit à craindre, s'il restoit des doutes sur la légitimité d'un parlement, par lequel étoit établi le gouvernement actuel. Le second bill, que les Whigs, de concert avec le ministère, appuyoient de toutes leurs forces, essuya des contradictions plus opiniâtres. Le roi fit dire aux communes d'abandonner cette affaire : ce qui dégoûta tellement le comte de Shrewsbury, secrétaire d'état, que

rien ne put le déterminer à garder sa place. Les Whigs eurent encore le chagrin de voir passer un acte d'amnistie, favorable à leurs adversaires. On confia le gouvernement à la reine pendant l'absence de Guillaume, & il partit pour finir la guerre d'Irlande.

Le brave Schomberg, autrefois maréchal de France, quoique protestant, attaché aux ennemis de Louis XIV, depuis la révocation de l'édit de Nantes; Schomberg, vieilli dans les armées, n'avoit pas rempli l'attente de l'Angleterre. La maladie avoit affoibli ses troupes. Il avoit évité le combat, parce que l'ennemi étoit trop supérieur; & l'on se plaignoit d'une lenteur qui venoit en partie de sa prudence. Guillaume, avec plus de forces, fut plus actif & plus heureux. Le roi Jacques résolut imprudemment de livrer bataille. Son armée, comme celle de l'ennemi, étoit d'environ quarante mille hommes. La rivière de la Boyne les séparoit. Tandis que Guillaume examinoit le terrain, un boulet de canon lui effleura l'épaule gauche, déchira

Guillaume
passa en Ir-
lande.

Fausse nou-
velle de sa
mort.

son habit , & lui emporta beaucoup de cheveux. Les ennemis le croyant mort , se livrerent à une folle joie. Cette nouvelle passa rapidement jusqu'en France ; le peuple de Paris , crédule & aveugle dans sa haine , fit des réjouissances publiques , glorieuses au prince qu'on insultoit.

Bataille de
la Boyne.

Après avoir reçu le coup , Guillaume parcourut ses lignes à cheval , rassura les troupes par sa présence ; donna les ordres de la bataille pour le lendemain. Les Anglois passent la Boyne ; ils soutiennent le choc de la cavalerie irlandaise , ils enfoncent & dissipent l'infanterie. Schomberg combat à la tête des François réfugiés : *Voilà vos persécuteurs* , leur dit-il , en les animant par son exemple ; mot terrible ! la cour de France n'y avoit que trop donné lieu. Ce fameux général , âgé de quatre-vingt-deux ans , fut tué par ses propres soldats , qui , le voyant environné d'Irlandois , tirent sur eux avec trop peu de précaution. Sa mort pouvoit entraîner des suites funestes. Guillaume survint à propos , & décida la victoire. Il ne trouva de résistance que dans

Mort de
Schomberg.

les troupes de Louis XIV. Elles se retirèrent en bon ordre, tandis que les Irlandois épouvantés fuyoient en déroute. Jacques, simple spectateur d'une action, à laquelle il auroit dû prendre part, fut des premiers à se retirer. Son ancien courage sembloit étouffé par l'infortune. Il reprocha aux Irlandois leur lâcheté, & s'embarqua pour la France, où il étoit fûr de vivre en repos. Quelques Irlandois prisonniers dirent aux Anglois, non sans apparence de raison : *Changeons de roi ; demain nous livrerons la bataille , & nous sommes sûrs de vous vaincre.*

Retraite
de Jacques.

Une flotte françoise de plus de soixante & dix vaisseaux, sous les ordres du vice-amiral Tourville, avoit battu les flottes angloise & hollandoise réunies. Cette victoire avoit rendu Louis XIV maître de l'océan ; mais elle n'empêcha point Guillaume, après la bataille de la Boyne, de poursuivre une guerre qui devoit affermir son trône. Les Irlandois, animés par les prêtres catholiques, furent peu touchés de la déclaration d'amnistie qu'il publia d'abord à Du-

Suite des
succès en
Irlande.

246 GUILLAUME III & MARIE.

blin. Ses généraux s'emparèrent de plusieurs places. Il assiégea lui-même Eimerick. La mauvaise saison, jointe à la résistance des assiégés, lui fit abandonner son entreprise, & prendre la route d'Angleterre. Mais après son départ, le fameux Churchill, comte de Marlboroug, força les villes de Kork & de Kinsale, importantes par leur situation sur la mer; & le comte de Lauzun, qui commandoit les troupes françoises en Irlande, désespérant de la cause Jacobite, crut devoir abandonner ce royaume.

Guerre contre
Louis XIV.

La guerre embrasoit aussi le continent. Presque toute l'Europe armée contre Louis XIV, ne pouvoit ébranler la puissance de ce redoutable monarque. Le prince de Waldeck, général des confédérés, vainqueur du maréchal d'Humiere à Valcour, venoit d'être battu à Fleurus par le maréchal de Luxembourg, élève & imitateur du grand Condé. Guillaume étoit le moteur de cette ligue : il en dirigeoit, il en pressoit les mouvemens. Ayant obtenu du parlement des sommes très-considérables, soit pour l'augmentation de la marine, soit pour

les dépenses de la guerre , il passa en Hollande , & dans un congrès solennel , il excita les alliés aux plus grands efforts. Il leur promit vingt mille hommes pour la première campagne ; il envoya de puissans secours au duc de Savoie , déclaré depuis peu contre la France ; mais il eut la douleur de voir Mons tomber entre les mains de Louis XIV , qui , attaqué de toutes parts , se signaloit encore par des conquêtes.

1691.

Tandis que Guillaume s'opposoit au torrent dans les Pays-bas , le baron Ginckle , son général en Irlande , achevoit de ruiner les espérances de Jacques II. Athlone fut emportée d'assaut , presque sous les yeux de l'armée irlandaise. Les ennemis furent mis en déroute à la bataille décisive d'Aghrim ; & Tyrconnel , le principal partisan de l'ancien roi , mourut du chagrin que lui causa cet événement. La prise de Limerick mit le comble aux succès de Ginckle. Il accorda aux assiégés une capitulation honorable , dans laquelle furent comprises toutes les autres places qui restoit encore à soumettre. On

L'Irlande
souvint.

248 GUILLAUME III & MARIE.

Conditions
accordées aux
Irlandois.

convint que quiconque reconnoîtroit l'autorité de Guillaume & de Marie, excepté un petit nombre de personnes, seroit rétabli dans ses biens, privilèges, immunités, & admis à la protection des lois; que chacun auroit la liberté de se retirer avec sa famille & ses effets dans quelque pays que ce fût, hors l'Angleterre & l'Ecosse; qu'on fourniroit même des voitures & des bâtimens de transport à ceux qui prendroient ce parti; que les catholiques romains auroient l'exercice libre de leur religion, autant qu'une pareille liberté s'accorderoit avec les lois d'Irlande, comme ils en avoient joui sous Charles II. Les protestans se récrierent contre ce traité. Ils virent avec indignation le catholicisme autorisé, les Irlandois impunis. Mais Ginckle avoit ordre de terminer promptement la guerre; & son expédition étoit d'autant plus glorieuse, que Louis avoit envoyé des troupes & d'immenses provisions à Limerick.

Plusieurs
s'expatrient.

Malgré l'amnistie & la liberté de conscience, douze mille Irlandois aimèrent mieux s'expatrier, que de

se soumettre au gouvernement. La France fut leur asyle. Jacques les remercia de leur fidélité. N'auroit-il pas dû combattre à leur tête, & ne céder qu'aux derniers coups de la fortune?

GINCKLE fut récompensé de ses services par le titre de comte d'Athlone, & par les remerciemens des communes d'Angleterre. Le parlement félicita Guillaume de ses succès, en lui témoignant une extrême ardeur à le seconder. Ces démonstrations en général étoient moins sinceres que flatteuses. Un mécontentement secret se répandoit de proche en proche. Le roi ayant observé dans sa harangue, qu'une armée de soixante-cinq mille hommes suffiroit à peine pour la guerre, on trouvoit étrange qu'il demandât plus de troupes que la nation n'en avoit jamais entretenu, quand elle étoit menacée de grands périls; on insinuoit même qu'une telle armée feroit l'instrument du despotisme; on se plaignoit de porter presque tout le fardeau de la guerre, sans en tirer aucun fruit; on faisoit des réflexions chagrines sur la conduite des minis-

Parlement.
Plaintes contre le roi.

tres, sur le caractère du roi; on le taxoit d'orgueil & d'ingratitude, principalement au sujet du comte de Marlboroug, disgracié après sa campagne d'Irlande; on l'accusoit d'employer la corruption pour se rendre maître des suffrages dans le parlement: les Jacobites exagéroient tous ces griefs; & les Whigs qui avoient à se plaindre de la cour, ne mettoient pas moins d'aigreur dans leurs plaintes. Cependant les communes accordèrent au roi une grosse somme. Les débats du parlement ne produisirent aucun effet dangereux.

Fermentation
en Ecosse.

L'Ecosse étoit plus agitée. Dès le commencement de ce regne, l'épiscopat y avoit été aboli, & Guillaume avoit traité les presbytériens avec des égards pleins de complaisance. Ces fougueux religieux l'ayant bientôt indisposé par leur conduite, il favorisa les épiscopaux, qui abuserent à leur tour d'un crédit naissant, contre la secte qu'ils détestoient. Le dépit échauffa la bile des presbytériens. On avoit rompu leur assemblée: c'étoit à leurs yeux un acte de tyrannie. Ils s'assemblerent malgré les ordres

du roi, & devinrent les censeurs implacables du gouvernement.

Guillaume fournit matiere à des justes plaintes, en faisant massacrer des montagnards écossois, dont le chef Macdonald venoit de prêter le ferment. Un ennemi de Macdonald l'avoit peint à la cour comme un rebelle obstiné. Peut-être ignoroit-elle sa soumission, lorsqu'elle ordonna le massacre. Cet ordre sanguinaire fut exécuté avec barbarie. On égorgéa une partie des habitans de la vallée de Glencoe; on brûla toutes les maisons; on enleva les bestiaux; les femmes, les enfans resterent au milieu des neiges sans secours; & ceux que le fer avoit épargnés, périrent de froid ou de faim. Cette exécution excita tant de clameurs, que le roi fit informer contre les ministres de la cruauté; il prétexta son ignorance sur le contenu de l'ordre, qu'il avoit pourtant signé de sa propre main. Les montagnards d'Ecosse n'en furent pas moins irrités contre le roi; & ses ennemis saisirent l'occasion de le diffamer par leurs invectives.

Massacre
de Glencoe.

Guillaume étant retourné en Hol-

L vj

1692.

Nouvelle tentative en faveur de Jacques.

Déclaration qu'il publie.

lande, pour diriger les opérations de la ligue, Louis XIV, avec une magnanimité admirable, fit de plus grands efforts pour rétablir le roi Jacques. Les coups devoient tomber sur l'Angleterre. On se préparoit à y faire une descente. Les émissaires & les partisans de Jacques travailloient vivement en sa faveur. Il publia une déclaration qui annonçoit l'entreprise; remettant sous les yeux de ses sujets l'usurpation & l'injustice du prince d'Orange, la dureté de son gouvernement, les dépenses énormes qu'on avoit faites pour le soutenir, la nécessité de briser un joug odieux, & de reconnoître le souverain légitime. Il leur défendoit de rien payer à l'usurpateur; il permettoit le pardon, & même des récompenses à ceux qui rentreroient dans le devoir; il s'engageoit à protéger l'église anglicane, à procurer une liberté entière de conscience, à faire fleurir le commerce & la marine, enfin à remédier aux maux de la nation, & à cimenter son bonheur. Ces belles paroles ne pouvoient effacer le souvenir des griefs qui avoient occasionné la ré-

volte. Quelque mécontentement qu'il y eût parmi les Anglois, l'animosité contre Jacques étoit plus forte que les murmures contre son rival.

La reine Marie, chargée des affaires en l'absence de son époux, opposa de prudentes mesures aux desseins d'un pere, qu'elle traitoit malheureusement en ennemi. Elle ordonna aux catholiques de sortir de Londres & de Westminster; plusieurs personnes suspectes furent arrêtées; les milices prirent les armes; & l'amiral Russel, renforcé par les escadres de Hollande, mit à la voile avec quatre-vingt-dix-neuf vaisseaux de ligne, pour combattre la flotte françoise. Tourville, quoique fort inférieur en nombre, avoit ordre d'attaquer l'ennemi. Il se battit courageusement, & soutint la gloire de la nation. Mais enfin sa flotte fut dispersée, quatorze grands vaisseaux brûlés dans la rade de la Hogue. Le roi Jacques, prêt à se mettre en mer, fut témoin de ce désastre. Il retourna sans espérance à Saint - Germain. Louis XIV, à son tour, se vit menacé d'une invasion. Le ministère

La reine Marie s'oppose à son pere.

Combat de la Hogue.

254 GUILLAUME III & MARIE.

anglois , jugeant la saison trop avancée , abandonna l'entreprise. On laissa murmurer le peuple , qui s'en promettoit de grands avantages.

Campagne
de Flandres.

Si la journée de la Hogue étoit affligeante pour Louis , dont la fortune avoit semblé jusqu'alors maîtriser les événemens , il eut de quoi se consoler par le succès de ses armes dans les Pays-bas. Il prit Namur en personne. Le maréchal de Luxembourg , qui couvroit le siege , se conduisit avec tant d'habileté , que Guillaume , à la tête d'une armée nombreuse & formidable , ne put passer la Méhaigne , ni secourir une place si importante. Luxembourg , malade & surpris , le battit quelque temps après à Steinkerque ; action fameuse , où les François firent des prodiges de bravoure. Guillaume trouvoit dans son génie des ressources inépuisables. Il tint la campagne comme s'il n'eût pas été vaincu ; & les transports de joie qu'excita en France le gain de cette bataille , furent pour lui une espece de triomphe : car il est souvent aussi glorieux de réparer une défaite , que de remporter une victoire.

Prise de Namur
par Louis
XIV.

Bataille de
Steinkerque.

On découvrit en ce temps-là une conspiration formée contre la vie de ce prince. M. Smolett, en l'attribuant sur de vains bruits au ministère de France, se rend suspect de la plus injuste partialité. Le ministère de Louis XIV, sur-tout aux yeux d'un Anglois, peut mériter quelques reproches; mais la noirceur n'entra jamais dans ses vues ni dans sa conduite.

Conspira-
tion contre
Guillaume.

Les affaires du continent ne pouvoient qu'aigrir les mécontents d'Angleterre. Ils pensoient moins aux motifs qui armoient contre la France la jalousie politique de l'Europe, qu'aux suites fâcheuses d'une guerre qui ruinoit & dépeuploit le royaume. A les entendre, « le roi sacrifioit l'état aux » étrangers; l'intérêt & le besoin de » son peuple le touchoient peu en » comparaison de l'avantage des Hol- » landois; les emprisonnemens & les » violences illégales faisoient sentir » tout le poids du despotisme; le » ministère n'avoit égard ni aux lois, » ni à la liberté publique; chacun » oublioit la patrie pour l'intérêt per-

Méconten-
tement des
Anglois.

256 GUILLAUME III & MARIE.

Corruption
dans le royau-
me.

» sonnel; & ces maux en annonçoient
» de plus grands, si l'on n'y appor-
» toit de prompts remèdes ». Les
principes étoient réellement fort al-
térés. Plusieurs personnes viles, en-
richies dans les affaires, étaloient
un luxe extravagant propre à inspirer
la corruption; la pratique honteuse
d'acheter des voix dans le parlement,
ne devenoit que trop commune; le
désordre se communiquoit rapide-
ment; enfin l'esprit de faction qui
exagere tout, avoit une ample ma-
tiere pour exercer sa malignité.

Débats dans
le parlement

Guillaume, à son retour de Hol-
lande, trouva plus de fermentation
que jamais. Il y eut dans la chambre
des pairs de grands débats, au sujet
de quelques seigneurs emprisonnés :
on y décida que les juges, & ceux
qui avoient en leur garde des person-
nes arrêtées pour haute-trahison, de-
voient, conformément à l'acte d'*Ha-
beas corpus*, les élargir sous caution,
à moins qu'ils ne déclarassent avec
serment avoir contre ces prisonniers
deux témoins, que l'on ne pouvoit
encore produire. Le roi prévint les
suites de cet affaire, en faisant lui-

même élargir les prisonniers. D'autre part, les communes examinèrent les raisons qui avoient empêché la descente en France ; elles délibérèrent de donner au roi des avis sur différens objets. L'influence de la cour, les moyens ordinaires de séduction ralentirent leur activité inquiète ; & la chambre accorda des subsides avec une prodigalité sans exemple , environ deux millions sterling pour la marine , plus de trois millions pour les troupes de terre & pour la guerre du continent , cinquante-quatre mille hommes , dont vingt mille destinés à défendre la nation. Les terres , les biens personnels , tous les offices qui n'étoient pas militaires , furent taxés sur le pied de quatre schellings par livre. Une clause ajoutée par les seigneurs , portant qu'ils se taxeroient eux-mêmes , parut aux communes une violation du droit qu'elles possédoient , de régler tout ce qui regarde les secours parlementaires. Les seigneurs abandonnerent leur clause , en déclarant qu'ils se croyoient autorisés à la soutenir ; mais qu'ils consentoient à passer le bill , uniquement

Subside
prodigieux.

258 GUILLAUME III & MARIE.

en considération des besoins urgens de l'état.

Vains projets
du parlement.

Malgré la complaisance presque servile du parlement, on forma quelques entreprises contraires aux vues de la cour. On vouloit anéantir la compagnie des Indes orientales, à qui l'on reprochoit de grands abus; on vouloit rendre les parlemens triennaux, afin de les rendre plus libres par des élections plus fréquentes. Mais Guillaume fit avorter ces projets. Sa prérogative & son adresse l'emportèrent sur les efforts des mécontents.

1693.
Guillaume
battu à Nerwinde.

Il repasse la mer pour se mettre à la tête des alliés. Le maréchal de Luxembourg le surprend, l'attaque à Nerwinde avec une armée très-supérieure. Le roi ne perd pas un moment, range ses troupes en bataille, s'expose à tous les dangers, cede enfin au nombre & à la valeur de l'ennemi. Vaincu, il fait une retraite glorieuse, il est même encore redoutable; & les François ne tirent d'autre avantage de leur victoire que la prise de Charleroi.

Autres avantages stériles
de la France.

L'Allemagne, le Piémont étoient dans le même temps des théâtres de

carnage. Le Palatinat fut impitoyablement ravagé par le duc de Lorges ; le duc de Savoie , qui avoit porté la désolation dans le Dauphiné l'année précédente , fut défait à la Marfaille par Cartinat. Mais Louis XIV , malgré tant de victoires célèbres , trouvoit par-tout des ennemis capables de lui résister. La guerre est un fléau si terrible , qu'après avoir jonché de morts les champs de bataille , elle ne produit souvent que de vaines réjouissances.

Depuis le désastre de la Hogue , la marine françoise avoit réparé ses pertes. Le commerce des alliés souffrit prodigieusement. Une de leurs flottes marchandes fut attaquée , & perdit un million sterling. Les Anglois voulurent se venger sur Saint-Malo , dont les armateurs ne cessoient de les poursuivre. La machine *infernale* , (c'est le nom qu'on lui donna , & qu'elle méritoit) cette machine par laquelle ils se flattoient d'écraser la ville , échoua contre un rocher , sans pouvoir arriver à l'endroit d'où elle devoit agir. L'ingénieur y ayant mis le feu , elle sauta en l'air , & l'explosion fut si violente , que les vitres de

Pertes des alliés sur mer.

Machine infernale.

Saint-Malo en furent toutes brisées ; les toits d'un grand nombre de maisons renversés , la terre ébranlée de toutes parts jusques à trois lieues. Telle est la cruelle industrie des hommes pour détruire leurs semblables !

1694.
Le roi obtient
tout du parle-
ment.

Maneges
de cour.

Quoique les succès de la guerre ne répondissent point aux vœux de la nation , & excitassent tous les jours des violens murmures , le parlement gagné par la cour prodigua encore les subsides. Guillaume , sans être aimé , en butte même au ressentiment d'une foule de factieux , obtenoit des communes tout ce qu'il souhaitoit ; au lieu que dans les besoins les plus urgens , ses prédécesseurs n'avoient pu obtenir les secours les plus nécessaires. Quelques mécontents dévoilerent les ressorts qu'il mettoit en œuvre ; des pensions , des emplois , des graces , ces divers moyens de corruption , par lesquels on séduit aisément les cœurs , lorsque l'intérêt propre est devenu la passion dominante. Le parlement avoit perdu son intégrité & ses principes. La plupart des membres , courant après la fortune , laissoient la patrie à l'écart. Un roi ambitieux &

intrigant ne pouvoit manquer alors de réussir dans ses projets.

Cependant, l'esprit national, joint à l'esprit de faction, renouvela les disputes parlementaires. On examina la conduite de ceux qui avoient en main les affaires de la marine ; on insista sur la trop longue durée des parlemens ; on présenta un bill pour y établir la liberté & l'impartialité. Guillaume refusa son consentement à cet acte, & fit naître par-là de nouvelles plaintes. Un autre bill, pour naturaliser les protestans étrangers, méritoit l'attention de tout le public. Les esprits se partagerent sur cet objet important. On représentoit d'une part les ravages de la guerre, le royaume dépeuplé, l'agriculture en décadence, l'industrie & les richesses des réfugiés établis en Angleterre, l'espérance d'en attirer chaque jour un plus grand nombre, qui donneroient des citoyens à l'état, qui multiplieroient les ressources des manufactures & du commerce. On soutenoit d'autre côté que les étrangers, en partageant les avantages des Anglois, leur feroient infailliblement

Affaires du
parlement,

Bill pour la
naturalisation des
protestans,

262 GUILLAUME III & MARIE.

nuisibles ; qu'après avoir amassé des richesses à leurs dépens , ils abandonneroient le royaume ; qu'une multitude d'ouvriers mourroient de faim faute de travail ; & que le mal , loin de diminuer , augmenteroit par le nouveau systême ; enfin qu'admettre tant de non-conformistes au nombre des citoyens , c'étoit exposer l'église anglicane. Ce dernier sentiment fut défendu avec une chaleur excessive. La fermentation gagna le peuple : il craignit de voir l'état & la religion en proie à des étrangers. Les préjugés populaires sont quelquefois si redoutables , que le parti de la cour , désespérant de les vaincre , retira le bill , & attendit des temps moins orageux.

Le
Parlement
triennal.

Après la campagne de Flandres ; qui ne mérite aucun détail , Guillaume , selon sa coutume , rassembla le parlement pour obtenir de nouveaux secours. Il les acheta par son consentement au bill triennal. En vertu de ce bill , le parlement doit être tenu au moins une fois en trois ans ; il ne peut durer que trois ans au plus ; & dans l'intervalle de trois ans , après sa dissolution , le roi doit publier des ordres

pour en convoquer un autre. Par-là, on affermissoit l'ouvrage de la liberté, on se précautionnoit contre les entreprises d'un parlement vendu à la cour; on se ménageoit le moyen de remédier promptement aux abus. Nous verrons un changement extraordinaire sous Georges I. Les subsides monterent à plus de quatre millions sept cent mille livres sterling. Ces prodigieuses dépenses, comparées à l'ancienne économie des communes, prouvent & l'augmentation des richesses & le changement du système parlementaire.

La reine Marie mourut âgée de trente-deux ans; princesse douce, attachée à son mari, mais coupable envers son pere. Le roi la regretta d'autant plus, que ses propres droits à la couronne devenoient plus incertains. Il étoit brouillé depuis quelque temps, ainsi que Marie, avec la princesse Anne, leur héritière présomptive. Une réconciliation apparente les rapprocha, sans les rendre amis. Guillaume, en partant pour les Paysbas, nomma un conseil de régence. Ni la princesse, ni le prince de Dane,

Mort de
la reine.

marck son époux n'eurent part à l'administration; nouveau sujet de murmures pour les mécontents.

1695.
Prise de Namur par Guillaume.

Jusqu'alors le roi, presque toujours malheureux à la tête des armées, avoit eu seulement la gloire d'arrêter le progrès des armes françoises. Il en acquit davantage par la conquête de Namur. Le maréchal de Boufflers, excellent citoyen & général distingué, s'étoit jeté dans la place; quinze à seize mille hommes la défendoient; près de cent mille hommes, sous les ordres du maréchal de Villeroy, menaçoient les assiégeans d'une bataille; les assiégés combattoient avec une valeur intrépide. Cependant Guillaume prit Namur comme avoit fait Louis XIV. Nul événement ne prouve mieux combien les succès de la guerre sont incertains, combien les premiers jugemens du public sont hasardés & frivoles sur cet objet. En France, on avoit chargé Guillaume de ridicule, quand il eut laissé prendre cette place. On changea de style un moment, mais on ne se corrigea point.

Bombardement.

Les François bombarderent Bruxelles,

les , pour se venger du bombardement de Dieppe, du Havre-de Grace , de Saint-Malo , de Dunkerque & de Calais , exécuté par les Anglois l'année précédente. Ceux-ci tenterent de nouveaux bombardemens avec moins de succès que de fureur. Toute l'Europe étoit en feu , épuisée d'hommes & d'argent , pour la querelle de quelques princes , qui peut-être ne gémissaient point des calamités de leurs sujets.

Guillaume fut reçu en triomphe par les Anglois. La prise de Namur méritoit leurs acclamations. Il força encore son caractère , & affecta une popularité trop peu naturelle pour produire un effet durable. L'ancien parlement ayant été dissous , il en convoqua un nouveau , dont il obtint plus de six millions sterling de subsides. Les taxes étoient énormes , multipliées à l'infini ; toute la nation se plaignoit ; & cependant on prodiguoit ses trésors. La haine contre la France y contribuoit sans doute , autant que les intrigues de la cour.

Ce parlement passa un bill célèbre par rapport aux procès de haute-tra-

Tome III.

M

Nouveau
parlement

Actes concernant les procès de haute-trahison.

hison , matiere si essentielle , & que nous avons vu sujette à tant d'abus. On régla que les accusés recevraient une copie de l'accusation , cinq jours avant que le procès commençât ; qu'ils auroient un conseil pour les défendre ; que personne ne pourroit être accusé que sur la déposition de deux témoins recevables ; que s'il y avoit plusieurs chefs d'accusation d'especes différentes , deux témoins ne seroient comptés que pour un , lorsqu'ils ne déposeroient point sur le même cas ; que les accusés auroient une liste des témoins , deux jours avant l'instruction du procès ; & que trois ans après le crime commis , l'accusation ne pourroit plus avoir lieu , à moins qu'il ne s'agit d'entreprise contre la vie du roi. Les seigneurs firent ajouter une clause , portant qu'un pair seroit jugé par tout le corps de la pairie. Cette loi , établie plutôt , eût sauvé beaucoup d'innocens illustres ; la liberté auroit eu un rempart contre la vengeance ou le despotisme. Il est sans doute déplorable que la législation se perfectionne si lentement dans les points

qui intéressent le plus l'humanité ! mais il est fort intéressant de suivre ses progrès en Angleterre, depuis que les lumieres & l'intérêt de la nation dirigent le pouvoir législatif. Là, on voit naître beaucoup de lois qui ne tendent qu'à l'avantage des citoyens *.

Un autre bill passa en loi, pour la refonte des especes, considérablement altérées. Les avis de Newton dirigèrent cette affaire; ceux de Locke n'y furent pas inutiles. Des gens de lettres, pleins de sagacité & de lumieres, peuvent concourir plus que l'on ne pense à la prospérité des états.

Réforme
des monnoies

Depuis le commencement de ce regne, on avoit souvent parlé de conspirations chimériques, dont la fausseté avoit été reconnue. Il s'en forma une réelle pour enlever ou as-

1696.
Conspiration
en faveur de
Jacques.

* La procédure criminelle des Anglois servira peut-être un jour de modele aux peuples qui aiment l'humanité. Là, point de torture; (& à quoi est-elle bonne ?) point d'instruction secreete, plus conforme à l'esprit de l'inquisition, qu'au but de la justice. L'accusé a un avocat. En un mot, on cherche à sauver l'innocent, encore plus qu'à punir le coupable.

affiner Guillaume , & pour rétablir son rival. Le comte d'Alesbury , le lord Montgomery , & quelques autres personnes de moindre distinction , étoient à la tête du complot. Le duc de Berwick , fils naturel de Jacques , passa secrètement dans le royaume , excita le zele des Jacobites , leur annonça une prochaine descente , concerta les mesures de l'expédition. Tandis que les conspirateurs travailloient à grossir leur parti , & à rassembler des troupes , Jacques se rendit à Calais , dans le dessein de s'embarquer. Un officier irlandois , catholique , révéla tout à Guillaume ; il déclara néanmoins en homme d'honneur , que ses liaisons intimes avec quelques-uns des coupables ne lui permettoient pas de les accuser nommément , ni de servir de témoin dans cette affaire.

Découverte
du complot.

Mesures pour
le dissiper.

Bientôt on prend des mesures pour dissiper le péril. L'amiral Russel se montre vers les côtes de France , & déconcerte les projets de Jacques. Les deux chambres du parlement , instruites du complot par le roi même , forment avec zele une association en

sa faveur ; s'engagent à soutenir son gouvernement , à venger tout attentat contre sa personne. Il proteste de son côté qu'il sera toujours prêt à combattre , aux risques de sa propre vie , tous ceux qui entreprendroient de renverser les lois , la religion & les libertés du royaume. Les communes déclarerent incapables d'emplois publics & de séance , quiconque n'entre- roit pas dans cette association. Le comte de Nottingham & deux mem- bres des communes eurent la hardiesse de s'opposer au titre de roi *légitime* , que l'acte donnoit à Guillaume. Ils lui devoient obéissance , disoient-ils , parce qu'il étoit en possession de la couronne & de ses prérogatives , mais sans pouvoir le reconnoître pour légitime souverain. On changea l'ex- pression , pour tranquilliser les con- sciences scrupuleuses : de tels scrupu- les auroient pu devenir des crimes , si le prince avoit eu plus d'autorité.

Association
en faveur
du roi.

Dispute sur
le titre du roi.

Plusieurs conjurés subirent le der- nier supplice. Leur procès fut instruit avec autant de partialité que de ri- gueur. Il paroît certain que la plupart n'avoient aucun dessein contre la vie

Supplice
des conjurés.

dé Guillaume, & que l'on imputoit faussement au roi Jacques ce noir attentat. Ses efforts pour recouvrer sa couronne étoient conformes à la justice, s'ils ne l'étoient pas à la prudence, qui eût été surtout nécessaire pour assurer le succès.

Procès de
Fenwick.

Parmi les conspirateurs, le chevalier Jean Fenwick joua un rôle distingué. Guillaume vouloit sa mort. Il y avoit contre lui deux témoignages ; mais l'un des témoins avoit disparu, sans avoir déposé juridiquement. Une simple déposition écrite, qui n'étoit accompagnée ni du serment, ni des formalités ordinaires, pouvoit-elle paroître recevable ? ce fut une matière de débats très-vifs dans le parlement. Les défenseurs de l'accusé soutinrent que, selon toutes les règles, le témoin devoit être présent, afin de pouvoir être contredit ; qu'on n'admettoit point la déposition des morts, & que celle des absens étoit également nulle : que le parlement, quoiqu'il ne fût point assujetti aux règles des cours inférieures, l'étoit aux règles éternelles & invariables de l'équité ; qu'enfin le dernier acte sur les

Si le témoignage d'un absent peut être admis.

procès de haute-trahison seroit évidemment violé par une pratique contraire. Ces raisons plausibles , qui intéressoient l'humanité & la liberté nationale , furent trop foibles contre le parti de la cour. Sous prétexte de la sûreté du gouvernement , on n'eut point d'égards aux principes établis ; quoique la sûreté du gouvernement n'ait point de meilleur appui que les lois. Le bill d'*attaînder* passa dans l'une & l'autre chambre : Fenwick fut exécuté, en protestant de son attachement au roi Jacques , & en attestant le ciel qu'il ne s'étoit engagé dans aucun complot pour son service.

La guerre continuoît dans le continent avec la même animosité , mais sans que les nations affoiblies pussent faire les mêmes efforts. Malgré l'ardeur de Guillaume , la campagne de Flandres fut stérile en événemens. Louis XIV , toujours supérieur à ses ennemis , quoique moins heureux qu'auparavant , desiroit la paix , dans la vue , dit-on , de se ménager la succession d'Espagne , ou plutôt , parce qu'il sentoît que la guerre ruinoit son royaume. Il vint à bout de détacher

Suite de
la guerre.

272 GUILLAUME III & MARIE.

1697.
Traité de
Rifwick.

La France
reconnoît
Guillaume.

Louis avoit
besoin de
la paix.

le duc de Savoie de la grande alliance ; par des offres avantageuses. On ouvrit bientôt des négociations à Rifwick. La prise de Barcelone par le duc de Vendôme ; l'expédition brillante de Carthagene en Amérique, où Pointis, chef d'escadre, enleva dix millions aux Espagnols , & leur causa une perte irréparable ; quatre armées françoises encore sur pied , hâterent la conclusion du traité. Louis sacrifia presque toutes ses conquêtes. Il rendit à l'Espagne Luxembourg, Mons, Ath, Courtrai, outre ce qu'il avoit pris vers les Pyrénées ; à l'Empire, Fribourg, Brisac, Philipsbourg, &c. Il reconnut enfin le prince d'Orange pour roi d'Angleterre. Ainsi Guillaume, après avoir embrasé toute l'Europe, sans autre motif que sa haine & sa jalousie contre ce puissant monarque, vit son trône affermi par un traité, tandis que la France abandonnoit le fruit de ses victoires.

On admireroit davantage la générosité de Louis XIV, si des raisons politiques n'avoient pas concouru, avec les sentimens d'humanité, à lui faire prendre un parti dont ses sujets

murmurèrent. Le fardeau de la guerre étoit devenu intolérable : les vainqueurs en étoient accablés comme les vaincus. Il falloit rétablir les finances , soulager le peuple gémissant. Ce qui devoit le plus étonner les hommes , ce n'est pas une paix achetée au prix de quelques places ; c'est une guerre où le sang humain coule à grands flots , pour satisfaire les passions de quelques princes. Guillaume , en armant l'Europe contre Louis , quel que fût son motif , l'avoit , pour ainsi dire , livrée aux ravages d'une peste universelle.

Après son retour en Angleterre, le parlement lui prodigua les félicitations , mais contraria ses desseins. Ce prince guerrier , politique & ambitieux , vouloit une armée subsistante , qui pût le faire craindre & respecter , soit au dedans , soit au dehors. Louis conservant une partie considérable de ses troupes , sembloit mettre les autres puissances dans la nécessité de suivre le même système. Quelques patriotes parmi les Anglois sentoient la force de cette raison. Le plus grand nombre étoit alarmé de la proposition de Guillaume. Elle tendoit , selon

Guillaume
veut une ar-
mée subsis-
tante.

Raisons pour

lesquelles on
s'y oppose.

eux, à établir le despotisme. « La nation, disoient-ils, perdra bientôt ses libertés & ses privilèges, si des troupes mercenaires étoient aux ordres du gouvernement : cette coutume, une fois établie, se changeroit en maxime d'état ; & les élections, les parlemens, tout dépendroit du caprice de la cour : le royaume n'est-il pas assez défendu par l'océan qui l'environne ? ne peut-on pas former une milice, régulièrement occupée de l'exercice des armes ? cette milice n'auroit-elle pas plus de zèle pour la patrie que des soldats mercenaires ? & en y joignant une bonne flotte, ne mettroit-on pas le royaume à l'abri de toute invasion ? » Ces raisonnemens prévalurent. On ne conserva que dix mille hommes de l'armée ; on en ajouta trois mille pour la marine. Guillaume extrêmement choqué d'une telle résolution, assura, dit-on, à ses confidens qu'il n'auroit pris aucune part aux affaires du royaume, s'il avoit prévu tant d'ingratitude & de méfiance.

1698.

Seconde compagnie des Indes.

L'attention des communes se tourna sur les besoins publics, & sur les moyens d'acquitter la dette nation-

nale. Les nouveaux subsides monterent à près de cinq millions sterling. Un crédit immense pouvoit à peine suffire pour lever de pareilles sommes. La Compagnie des Indes orientales offrit de prêter sept cent mille livres, en considération d'un acte d'établissement qu'on lui faisoit espérer. Une autre compagnie de marchands offrit de prêter deux millions, pourvu qu'on lui accordât le privilege exclusif du commerce des Indes. En vain l'ancienne compagnie représenta les services qu'elle avoit rendus, les pertes qu'elle avoit essuyées, les dépenses qu'elle avoit faites. Le bill en faveur de la seconde passa dans les deux chambres, sans égard pour les anciennes chartes, ni pour la fortune d'une multitude de familles.

De tous les objets qui intéressent les nations, aucun n'est plus essentiel & ordinairement plus négligé que les mœurs. Sans elles, les richesses, la puissance deviennent une source de poison. Les vices des citoyens infectent le corps de l'état; ou plutôt, comme il n'y a point de vrais citoyens sans vertu, l'état trouve dans lui-

On demande la réformation des mœurs.

même presque autant d'ennemis du bien public que de sujets ; & sa grandeur est un présage de sa ruine. Le parlement, qui voyoit la corruption s'étendre de jour en jour, sentit la nécessité d'y opposer quelque barrière. Il représenta au roi l'excès du dérèglement ; il le supplia de donner ordre à tous les magistrats & à tous les juges, d'exécuter les lois contre l'impieété & la débauche. Cette adresse fut reçue favorablement. Le roi promit de s'occuper sans délai d'un objet si digne d'attention ; il témoigna surtout beaucoup de zèle pour la suppression des livres impies, dont l'effet ordinaire est de corrompre tout à la fois le cœur & l'esprit.

Société pour
la réforma-
tion.

Bientôt sous la protection du gouvernement, naquit une société pour la réformation des mœurs. On s'y engageoit à informer les magistrats des débauches & des vices, qui parviendroient à la connoissance des associés ; les amendes devoient servir en partie à faire des fonds de charité ; un nombre d'ecclésiastiques devoient inspirer la vertu par des lectures, par des prières publiques, &

l'on pourvoyoit libéralement à leur entretien. Cet établissement & d'autres semblables, formés en Angleterre, ne peuvent manquer d'être utiles, surtout aux pauvres, à qui ils ménagent de grandes ressources. Mais les délations ont quelque chose de trop odieux ; elles inspirent trop de défiance. C'est aux hommes en place à veiller sur la conduite des citoyens, & pour réformer les mœurs, il faut en général de puissans efforts, que le gouvernement seul peut employer avec succès. L'exemple de la cour feroit dans quelques pays le plus efficace.

Guillaume, toujours occupé des affaires politiques de l'Europe, voyant le roi d'Espagne, Charles II, près de mourir sans postérité, passe en Hollande pour négocier le traité de partage dont nous parlerons bientôt. A son retour, il trouve de nouveaux chagrins dans un parlement qu'il venoit de convoquer. Au lieu de dix mille hommes, nombre fixé par le dernier parlement, il en avoit conservé sur pied seize mille. Les communes lui font sentir leur mécontentement.

1699.
Le roi obligé
de renvoyer
sa garde hol-
landoise.

278 GUILLAUME III & MARIE;

tement de cette conduite. Elles réduisent l'armée subsistante à sept mille hommes ; elles obligent le roi à renvoyer même sa garde hollandoise , dont les services méritoient sa reconnaissance. Ses représentations à cet égard ne produisent aucun effet. On lui remet devant les yeux son ancienne promesse , de congédier toutes les troupes étrangères ; on lui fait entendre que le bonheur du royaume dépend de la confiance mutuelle entre le prince & le peuple , & que cette confiance exige qu'il charge ses sujets de la garde de sa personne. Il se rend malgré lui. L'antipathie s'augmente de part & d'autre , sous des apparences forcées d'affection & de zele. Les Anglois , dévorés de jalousie , ne pardonnoient point à Guillaume son penchant pour les étrangers : Guillaume , regardant les Anglois comme un peuple ingrat & mutin , se livroit au dégoût le plus vif , & ne dissimuloit plus guere ses sentimens.

Le parlement chagrine le roi.

Rien n'est si dangereux que d'aigrir des hommes opiniâtres , dont l'autorité peut ou combattre , ou contrebalancer celle du prince. Les communes

sembloit à présent se faire une étude de chagriner ce héros, ce politique, qui avoit en quelque sorte gouverné une grande partie de l'Europe. Elles font des recherches sur l'administration; elles censurent le ministère; elles rétablissent l'ancienne compagnie des Indes; elles déclarent les papistes incapables d'hériter d'aucun bien, d'acheter aucune terre; elles supposent avec fausseté que la cour est favorable à ces partisans de Rome; elles délibèrent si l'on demandera au roi l'éloignement du lord Somers, chancelier vertueux & éclairé. Quelque temps après, Guillaume fit redemander les sceaux à Somers, pour se concilier les Torys, dont la faction avoit alors le plus d'influence dans le parlement. On peut juger de la pénible situation de ce prince impérieux, par la nécessité où il étoit de passer d'un parti à l'autre, & de conjurer les orages en forçant ses inclinations.

L'Ecosse ne lui donnoit pas moins d'inquiétude. Il s'y étoit formé une compagnie de commerce, que les Anglois & les Hollandois regarde-

Affaires de
la compagnie
des Indes.

180. GUILLAUME III & MARIE.

rent avec jalousie comme une rivale dangereuse. Animée du même esprit d'intérêt, qui avoit transporté tant d'Européens dans le nouveau monde, elle établit à grands frais une colonie dans l'isthme de Darien, entre l'Amérique méridionale & la septentrionale. Cet établissement ne ressembloit point aux conquêtes sanglantes des Espagnols : il s'étoit fait par convention avec les naturels du pays. Mais les Espagnols crièrent qu'il donnoit atteinte au dernier traité ; les Anglois, qu'il nuiroit à leur commerce. Guillaume défendit toute correspondance avec la nouvelle colonie. Les Ecoissois, frustrés des trésors qu'ils s'en promettoient, poussèrent des cris de fureur. Le parlement d'Ecosse adopta les idées de la nation. Tout annonçoit une révolte. Ce ne fut qu'avec du temps, de l'adresse, des assurances flatteuses, que le roi arrêta le progrès de cette incendie.

1700.
Traité de
partage pour
la monarchie
Espagnole.

Cependant le roi d'Espagne, Charles II, alloit mourir sans enfans. Sa mort pouvoit détruire la balance de l'Europe. Louis XIV & l'empereur Léopold lui étoient parens au même

GUILLAUME III & MARIE. 287

dégré, & la renonciation faite par Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis, fille aînée de Philippe III, paroissoit un engagement trop fragile pour rassurer les adversaires de la France. Soit que la succession revînt à cette couronne ou à l'Autriche, on avoit également à craindre que l'équilibre ne fût rompu. Guillaume, dont la politique audacieuse ne s'endormoit point, imagina un partage de la monarchie espagnole, qui pût dissiper les inquiétudes & les alarmes. Disposer des états d'un prince vivant sans son aveu, étoit une entreprise aussi étrange que hasardeuse. La France, l'Angleterre & la Hollande conclurent néanmoins un traité en 1698; par lequel le royaume de Naples & de Sicile, la province de Guipuscoa & plusieurs places dépendantes de l'Espagne, étoient destinés au dauphin; le Milanès, à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur; & le reste au jeune prince de Bavière, âgé de huit ans.

Ce dernier mourut la même année. Nouvelles intrigues, nouvelles

Nouveau
traité de
partage.

négociations , nouveau partage. On substitue l'archiduc au Bava-rois ; on ajoute la Lorraine à ce qui étoit pour le dauphin ; on donne Milan au duc de Lorraine. Ce traité , signé à Londres & à la Haie , déplut aux Anglois mêmes , comme trop avantageux à la France. L'empereur ne voulut point y accéder , soit qu'il le trouvât injuste , soit qu'il se flattât de tout avoir.

Testament
du roid'Es-
pagne.

Le roi d'Espagne , indigné du partage qu'on faisoit de ses domaines , méditoit un testament en faveur de l'archiduc ; mais la cour de Vienne l'indisposa tellement par sa conduite pleine d'imprudencce & de hauteur , qu'il changea de résolution. Le marquis d'Harcourt , ambassadeur de Louis , ménageoit au contraire les esprits des Espagnols avec la plus sage dextérité. Leur ancienne antipathie pour la France s'affoiblissoit chaque jour. Les grands d'Espagne craignoient autant que leur maître un démembrement de la monarchie. Ils ne voyoient que la France capable de prévenir ce malheur. Ils conseillèrent

à Charles de préférer un prince françois. Le pape Innocent XII, consulté sur cette affaire, approuva leur sentiment, qu'il jugeoit conforme aux lois de l'Espagne & au bien de la religion. Louis faisoit avancer des troupes. Il falloit prendre un parti. Charles sacrifia les intérêts de sa maison à ceux du royaume; & nomma son héritier le duc d'Anjou, fils puîné du dauphin, en prenant des précautions pour que les deux couronnes ne pussent jamais être réunies sur la même tête, car il falloit se plier au système qui dominoit en Europe. Ainsi la scène du monde change tout-à-coup par des ressorts inconcevables. Lorsque la France & l'Autriche se disputoient avec fureur une supériorité sujette à mille revers, auroit-on pu croire qu'un Bourbon seroit appelé au trône d'Espagne par un descendant de Charles-quin? Ceux dont les petites idées resserrent les bornes du possible, n'ont jamais réfléchi sur ces grandes révolutions.

Le testament de Charles II fut secret jusqu'à sa mort. Louis balança

Louis XIV
accepte le
testamen

s'il l'accepteroit, prévoyant une guerre plus terrible que les précédentes. Son courage le décida bientôt. Après avoir accepté le testament, il eut soin de justifier sa conduite. Il fit représenter au roi d'Angleterre & aux Etats-généraux, combien le traité de partage avoit excité de plaintes; combien l'exécution en étoit impraticable; qu'en renonçant à ce traité, il faisoit de grands sacrifices pour la paix & le bien commun, puisqu'il abandonnoit la Sicile, Naples & tout ce que la France devoit acquérir. Ces raisons étoient solides : mais la grandeur de sa maison faisoit ombrage, comme celle de son royaume. Cependant l'extrême surprise que causoit l'événement, empêcha les alliés de se déclarer d'abord. La Hollande reconnut Philippe V. (C'est le nom sous lequel devoit régner le duc d'Anjou.) Guillaume dissimula. Ardent pour son système d'équilibre, s'imaginant que la fortune des Bourbons menaçoit la liberté de l'Europe, il respiroit déjà la guerre, & méditoit une ligue pour embraser de nouveau le continent.

Comme le parlement actuel lui étoit peu favorable, il en convoqua un autre qu'il espéroit de gouverner. On ne négligea point ces moyens de corruption devenus alors si communs, & toujours si propres à étouffer le patriotisme. Il se trouve aisément des âmes vénales, qui prostituent à prix d'argent leur conscience & leur volonté; mais ce ne fut pas le plus grand nombre. Les premières délibérations de l'assemblée eurent pour objet une affaire fort importante. Le duc de Gloucester venoit de mourir; c'étoit le seul enfant qui restât de la princesse Anne, héritière de la couronne. Pour exclure de la succession tout prince catholique, pour la fixer dans la ligne protestante, & maintenir tout à la fois la liberté nationale, les communes réglèrent que l'héritier seroit uni de communion avec l'église anglicane: que s'il étoit étranger, la nation ne s'engageroit, sans le consentement du parlement, dans aucune guerre pour la défense des états qu'il posséderoit hors du royaume; que même il ne pourroit sortir d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande, sans

Acte de limitation pour la succession à la couronne,

1701.

286 GUILLAUME III & MARIE.

l'aveu du parlement ; que quand cet acte de limitation auroit son effet , nul étranger , fût-il naturalisé & régnicole , à moins qu'il ne fût né de parens anglois , ne pourroit entrer au conseil , ni devenir membre de l'une ou de l'autre chambre , ni posséder aucune place de confiance , ni obtenir par concession de la couronne aucune terre ou héritage ; que quiconque tiendrait du roi une pension ou quelque emploi lucratif , ne pourroit être membre des communes ; enfin qu'un pardon scellé du grand sceau ne pourroit valoir contre une accusation faite par la chambre.

Droits de
la maison de
Hanover à la
couronne.

A la suite de ce règlement , qui restreignoit la prérogative , & qui sembloit être une censure du gouvernement actuel , en déclara que la princesse Sophie , duchesse douairière de Hanover , petite-fille de Jacques I , étoit la plus proche héritière dans la ligne protestante , après les descendans respectifs du roi & de la princesse Anne , fille de Jacques II. Le bill passa en loi , malgré la répugnance de Guillaume , & fonda les droits de la maison de Hanover à la couronne.

L'affaire d'Espagne occupa ensuite le parlement ; elle attira au roi des chagrins encore plus sensibles. L'argent de Louis XIV étoit employé , dit-on , à solliciter les suffrages. Quoi qu'il en soit , les communes , loin d'approuver les mesures de Guillaume , ne craignirent point de les blâmer avec amertume. Le traité de partage devint une matière d'invectives. On se plaignit de ce qu'il avoit été fait sans l'avis du parlement , de ce qu'il tendoit à l'agrandissement de la France. Un membre le taxa de félonie ; un autre le compara aux partages que font les voleurs de grand chemin. Les pairs eux-mêmes le représenterent , dans une adresse au souverain , comme incompatible avec les intérêts du royaume & avec la sûreté de l'Europe ; ils prièrent le roi de prendre l'avis de ses sujets , de les croire plus dignes que les étrangers de sa confiance , & plus propres à lui donner de bons conseils ; ils ajoutèrent qu'ils lui conseilloyent de mettre dans ses négociations avec la France , toutes les précautions qui pouvoient les rendre sûres & utiles.

Le parlement blâme le traité de partage.

Dispositions
de la guerre.

Quoique ces démarches fussent une insulte, Guillaume dissimula son ressentiment, & répondit que ses traités auroient pour but l'honneur & la sûreté de l'Angleterre. Louis XIV ne vouloit rien changer à celui de Rîswick. Indigné des propositions exorbitantes que lui faisoient la cour de Londres & les Etats-généraux, il cherchoit à former des alliances, il se préparoit à une guerre inévitable. La Hollande étoit déjà menacée. Le parlement témoigna son ardeur à la secourir, mais sans montrer moins de violence contre le traité de partage, ni contre les ministres auxquels on l'attribuoit.

Ministres ac-
cusés. Trou-
bles civils.

Bientôt les comtes de Portland & d'Oxford, les lords Somers & Hallifax sont accusés par la chambre des communes, avec autant d'injustice que de passion. La chambre-haute déclare ces accusations nulles. L'animosité divise les cœurs. Une pétition extraordinaire du comté de Kent, pour exhorter le parlement à la concorde, échauffe la bile des communes, qui la déclarent scandaleuse, insolente, séditieuse, & font arrêter

à ce sujet plusieurs gentilshommes.

Alors paroît un mémoire signé *Legion*, plein d'invectives contre la chambre. *Les Anglois* (ce sont les termes du libelle) *ne doivent pas être plus esclaves des parlemens que des rois ; notre nom est LEGION, & nous sommes un très-grand nombre.* Tant de hardiesse & les murmures du peuple ne furent pas inutiles au roi. On promit de le seconder dans toutes ses mesures pour mettre des bornes au pouvoir excessif de la France ; & l'on destina environ deux millions sept cent mille livres sterling aux dépenses de l'année prochaine.

Libelle contre le parlement.

Guillaume, après avoir paru reconnoître le roi d'Espagne, étoit résolu de lui faire perdre sa couronne. Dans un corps infirme & languissant, il conservoit cette activité de génie, capable de pousser avec vigueur les plus grandes entreprises. Il envoya en Hollande le comte de Marlborough, à la tête de dix mille hommes, & le nomma son plénipotentiaire auprès des Etats. Les talens supérieurs de Marlborough, soit pour la guerre, soit pour les négociations, rendirent ce

Mouvement contre la France.

290 GUILLAUME III & MARIE.

Ligue de
l'Angleterre
& de la Hol-
lande avec
l'empereur.

choix également glorieux au souverain & à lui. Déjà le fameux prince Eugene, général de l'empereur, commençoit la guerre en Italie, & se montroit digne de sa réputation. Guillaume se rendit à la Haie, où l'on négocioit une alliance contre les Bourbons. Le traité fut bientôt conclu. L'Angleterre & la Hollande s'unirent avec l'empereur, pour le rendre maître des Pays-bas espagnols, de Naples, de la Sicile & du Milanès, & pour empêcher de concert l'union de la France & de l'Espagne sous un même gouvernement. Les deux puissances maritimes devoient garder les conquêtes qu'elles feroient en Amérique; on assuroit une barrière aux Hollandois; on s'engageoit mutuellement à ne conclure ni paix ni trêve sans le consentement commun.

Louis recon-
noît le fils de
Jacques II
pour roi
d'Angleterre.

Après une longue suite de prospérités & de victoires, Louis XIV comptoit trop sur sa puissance, pour être effrayé de l'orage qui se formoit contre lui. Il sembla même le braver fièrement par une démarche généreuse, qui devoit irriter ses adversaires. Le roi Jacques étant mort, il

donna le titre de roi d'Angleterre , au fils de ce prince infortuné. En vain déclara-t-il dans un manifeste , qu'il ne prétendoit pas s'écarter du traité de Riswick , ni troubler Guillaume dans la possession de ses états. Les Anglois , déjà disposés à la guerre , se crurent insultés , & ne respirerent que la vengeance. Un seul intérêt réunit les factions ; un cri général annonça leurs vues unanimes.

Le roi harangue le parlement nouvellement convoqué. Il dit que toute l'Europe a les yeux sur cette assemblée ; qu'on attend d'elle la décision des affaires les plus importantes ; que le moment est venu d'affermir pour jamais la religion & la liberté nationales , par une vigueur digne de leurs ancêtres ; que les conjonctures exigent de grands efforts , & que , pour soutenir le crédit public , il faut s'attacher à cette maxime inviolable : *Qu'on ne peut rien perdre de ce qui est confié sous une sûreté parlementaire* ; qu'en demandant à regret de nouveaux secours à son peuple , il se propose uniquement la gloire & le bonheur du royaume ; qu'il est résolu de mettre

1702.
Harangue
de Guillaume.

292 GUILLAUME III & MARIE.

sous les yeux du parlement les comptes de chaque année ; enfin que la conduite des deux chambres va faire connoître si elles ont à cœur de tenir la balance de l'Europe, & de présider aux intérêts des protestans.

Le parlement
entre dans les
mesures du
roi.

On applaudit à ce discours. Les pairs assurent le roi de leur zèle pour sa personne, & pour la cause dont il est le défenseur ; ils invectivent contre Louis XIV, l'accusant d'avoir violé la foi des traités, & déclarant qu'ils n'épargneront rien pour concourir au dessein de maintenir la liberté de l'Europe, & de réduire l'usurpateur de la monarchie espagnole. Les communes font éclater la même ardeur ; elles conviennent d'entretenir quarante mille hommes pour le service de mer, & autant pour l'armée de terre ; elles demandent qu'on s'engage à ne point faire de paix avec la France, jusqu'à ce qu'on ait reçu réparation de l'injure faite au roi & au peuple par le monarque françois. Elles dresse même un bill d'*attaquer* contre le prétendant, fils de Jacques II ; & un autre bill passe dans la chambre, pour obliger tous ceux

qui ont des emplois , au ferment de maintenir le gouvernement actuel & l'église anglicane , avec la tolérance pour les non-conformistes. Dix pairs, firent une protestation contre ce bill, qui leur paroissoit imposer une nouvelle obligation , aussi inutile que sévère.

Grace à l'indignation qu'avoit inspirée Louis XIV , Guillaume étoit enfin satisfait du parlement. Tout occupé de ses grands desseins , quoique menacé d'une mort prochaine, il faisoit les préparatifs de la campagne, & pensoit à se mettre à la tête des armées , lorsqu'une chute de cheval avança ses jours. Il vit approcher son dernier moment , avec la fermeté d'ame qu'il avoit montrée jusqu'alors. *Je fais* , dit-il à son médecin , *que vous avez fait tout ce que votre art pouvoit vous apprendre pour me secourir ; mais tout est inutile , & je me soumets.* Il mourut dans la cinquante-troisième année de son âge , après un règne de treize ans. On l'appeloit le stathouder des Anglois , & le roi des Hollandois ; parce que son autorité fut toujours moindre en Angleterre qu'en Hollande.

Mort de
Guillaume III

Son caractère.

Ses grandes
entreprises.

Guillaume III n'avoit aucune de ces vertus précieuses qui font aimer l'homme & le prince. Son ame presque fermée aux sentimens de la nature, avoit pour ressorts l'ambition & la politique. Il détrôna froidement son beau-pere; il n'aima jamais le peuple dont il avoit reçu la couronne; il se soucia peu d'être aimé, pourvu qu'il fût maître. Mais les taches de son caractère ne peuvent couvrir le mérite rare qui le distingue de la foule des souverains. Se maintenir sur le trône d'Angleterre malgré les dégoûts de la nation, malgré les efforts du monarque le plus puissant de l'Europe; gouverner la Hollande sans despotisme, & néanmoins avec une sorte d'autorité absolue, fondée sur l'estime & la confiance; diriger par une profonde politique les conseils des cours étrangères, & commander les armées avec autant d'habileté que de valeur; être toujours à craindre après avoir perdu des batailles, toujours infatigable dans le cabinet & dans les camps, sous le poids de la maladie & des travaux; lutter enfin contre Louis XIV, & affoiblir une

puissance si terrible , si long-temps victorieuse : ce sont des traits dignes de l'immortalité.

Mais quellè ame juste voudroit acheter une telle gloire au prix d'une odieuse usurpation ? Les succès mêmes de Guillaume ne servirent qu'à lui attirer des chagrins. Le stathouder de Hollande eut lieu de se repentir d'être devenu roi d'Angleterre : c'est un des plus grands exemples de l'ambition satisfaite , & cependant malheureuse. On lui reproche son indifférence pour les lettres. Il auroit été sans doute plus loué , s'il avoit su , comme Louis XIV, apprécier les fruits du génie , & récompenser les talens. Mais, comme les louanges prodiguées à Louis par des écrivains immortels , n'empêchent pas qu'on ne le blâme aujourd'hui sur quelques points considérables ; de même la vérité venge Guillaume de l'injuste mépris qu'on témoigna quelquefois en France pour ses qualités politiques & militaires. Tôt ou tard , il vient un temps où les princes sont jugés sans prévention au tribunal de l'histoire : alors disparaissent les nuages & de la flatterie & de la satire.

Taches de
sa réputation.

A N N E.

1702.

Anne, di-
gne de la cou-
ronne.

Anne Stuart, seconde fille du roi Jacques, femme du prince de Danemark, âgée de trente-sept ans, étoit digne du trône où l'appeloit l'ordre de succession, réglé par le parlement. Dans le cours du dernier regne, en butte à la mauvaise volonté de sa sœur & de son beau-frere, elle avoit montré constamment une sagesse supérieure aux coups de la fortune. Sa conduite irréprochable, son caractère flegmatique, son attachement à l'église d'Angleterre, donnoient de grandes espérances. La nation la reconnut avec une joie unanime. Le parlement qui continua de s'assembler en vertu de l'acte passé sous Guillaume, lui témoigna son empressement à l'aider de tout son pouvoir. Elle déclara aux communes qu'elle s'en rapportoit à leur affection & à leur zele, pour l'établissement du revenu de la couronne; elle promit de ne chercher dans l'administration que le bien public. » J'ai le cœur

» tout anglois, dit-elle, & je vous
» assure que je suis disposée à faire
» pour le bonheur du royaume, tout
» ce que vous pouvez attendre ou
» desirer de moi : vous me trouverez
» très-fidelle à observer religieuse-
» ment ma parole ». La maniere
affable dont elle reçut les félicita-
tions de ses sujets, augmenta leur
allégresse & leur confiance.

Quoique la mort de Guillaume eût
été un sujet de réjouissance pour les
François, & de consternation pour les
Hollandois, elle ne produisit aucun
changement dans les affaires de l'Eu-
rope. Louis XIV essaya en vain d'é-
branler les états-généraux. Marlbo-
rough affermit leur résolution ; & la
reine, en suivant les mesures de son
prédécesseur, anima cette ligue for-
midable qui devoit humilier la Fran-
ce. Les alliés firent leur déclaration
de guerre. Anne reprochoit à Louis
de troubler la liberté du commerce
& de la navigation ; d'avoir formé
le projet d'affervir l'Europe ; d'avoir
envahi une partie considérable des
états d'Espagne ; de l'avoir insultée
personnellement, en reconnoissant le

La guerre
déclarée à
la France.

filz de Jacques II pour roi d'Angleterre. Ces reproches, moins solides que spécieux, ne pouvoient manquer de faire impression sur les esprits prévenus. Il est facile de tout colorer par des prétextes, lorsqu'on veut avoir raison par les armes.

Marlborough,
tout-puissant.

Marlborough, tout-puissant à Londres, tout-puissant à la cour, soit par son mérite & par le talent de plaire, soit par sa femme favorite de la reine; assuré des dispositions du parlement & du peuple; joignant à son crédit une capacité singulière, une activité infatigable, un courage d'esprit au-dessus des obstacles & des dangers; Marlborough se mit bientôt à la tête des troupes dans les Pays-bas. Louis XIV n'avoit plus ces grands généraux ni ces grands ministres, dont les talens avoient si fort contribué aux prospérités de son regne. Ses ressources étoient affoiblies, & par les dernières guerres, & par le faste de sa cour. Un ministre honnête homme, mais trop borné, créature de madame de Maintenon, que Louis avoit épousée en secret, Chamillard étoit chargé de la partie mi-

Etat de la
France.

litaire & des finances, fardeau bien supérieur à ses forces. Les ressorts du gouvernement se relâchoient chaque jour; le roi avançant en âge, se reposoit trop sur ses propres forces; enfin la France touchoit au terme de sa fortune. Le duc de Bourgogne, digne de servir de modèle par ses vertus, ayant sous lui le maréchal de Boufflers, fit en Flandre une campagne malheureuse. Les François reculerent devant Marlborough. Il s'empara de Venlo, de Ruremonde, de Liège, se préparant ainsi à des expéditions plus mémorables.

Campagne
de Flandre.

On se battoit en même temps sur mer. Les Anglois attaquèrent Cadix, & échouèrent dans cette entreprise. Mais ils forcerent le port de Vigo, où ils se rendirent maîtres de dix vaisseaux de guerre & de onze galions. La perte des Espagnols fut considérable en argent & en marchandises, quoiqu'ils eussent prévenu l'arrivée de la flotte angloise, pour mettre une partie de leurs effets en sûreté. L'amiral Benbow fut battu par les François dans les Indes occidentales. Ce brave marin, d'un caractère

Expéditions
maritimes.

Trait de
courage.

violent, s'étoit attiré la haine de plusieurs de ses officiers, qui le trahirent lâchement. Il eut une jambe emportée, & reçut d'autres blessures, sans vouloir quitter le tillac. Un officier lui faisant des complimens de condoléance sur son état : *J'en suis fâché comme vous*, répondit Benbow ; *mais puissé-je avoir perdu les deux jambes, plutôt que d'être témoin de ce déshonneur de ma nation !* Quelques-uns des traîtres, dont il avoit lieu de se plaindre, furent condamnés à mort & exécutés.

La reine
gagne la con-
fiance du par-
lement.

Cependant la reine, en gagnant le cœur de ses sujets, jetoit la semence des prospérités qu'on vit naître dans la suite. Elle convoqua un parlement, & le harangua de la manière la plus propre à persuader. Loin de faire valoir sa prérogative en faveur des abus contraires au bien général, elle demanda que les communes examinassent les comptes de recette & de dépense, afin que si les finances étoient mal administrées, on pût découvrir les vices de l'administration, & punir sévèrement les coupables. Elle exhorta la chambre à chercher des

moyens de rendre le commerce, les manufactures & les arts plus florissans. Elle ajouta que l'amour de son peuple lui paroissoit le meilleur gage de son obéissance & de sa fidélité; qu'elle regardoit son propre intérêt comme inséparable de l'intérêt de la nation; & que le bonheur public seroit le but de tous ses efforts. Ces sentimens, qui devoient toujours animer les souverains, avoient le mérite de la sincérité. Les deux chambres y répondirent par des adresses pleines de reconnoissance. L'acte des communes portoit que les progrès étonnans des armes de sa majesté, sous le comte de Marlborough, avoient *rétabli*, avec éclat, *l'ancien honneur* de la nation angloise. Expression injurieuse à la mémoire de Guillaume, & sur laquelle il s'éleva de grandes disputes. Plusieurs rejetoient le mot *rétabli*; mais il passa malgré eux à la pluralité de cent voix.

La mémoire
de Guillaume
outragée.

On accorda des subsides pour l'entretien de quarante mille hommes. On remercia le duc d'Ormond & l'amiral Rooke de l'expédition de

Actes par-
lementaires.

Pension de
Marlborough

Vigo. Marlborough, créé duc par la reine, reçut les éloges qu'il méritoit. Anne l'avoit gratifié d'une pension de cinq mille livres sterling sur les postes, & vouloit la faire passer à ses descendans. Ce fut dans la chambre-basse une matiere de débats. Le duc supplia la reine de renoncer à une demande, qui pouvoit nuire aux affaires & au bien public. Les communes, en exaltant les services de ce général, dirent qu'elles avoient craint seulement d'autoriser par un tel exemple l'aliénation des revenus de la couronne, extrêmement diminués par les dons excessifs du dernier regne.

Traitement
du prince de
Danemarck.

Elles assurerent au prince de Danemark une pension de cent mille livres sterling, au cas qu'il survécût à sa femme. On l'exempta de l'article de l'acte de succession, qui excluoit des offices tout étranger, même naturalisé dans le royaume. La qualité d'époux de la reine ne donnoit aucune autorité à ce prince. Anne regna toujours seule; & il partagea sa gloire sans en acquérir de personnelle.

1703.

Les Torys
dominent &
persécutent.

La chaleur des partis subsistoit encore. Les Torys avoient le dessus

dans le parlement ; la reine leur étoit favorable. Attachés à la religion anglicane , ils prirent les armes du faux zele pour satisfaire leur animosité. La plupart des Whigs , quoiqu'unis en apparence de communion avec l'église , & ne se faisant pas scrupule de prêter les sermens ordinaires , fréquentoient les assemblées des non-conformistes , sans être privés d'aucun avantage des citoyens. Le parti dominant alors joignoit à la haine de leur secte , l'envie de les exclure des emplois. Il regardoit comme un vrai schisme cette conformité *occasionnelle* , qui , sous un extérieur de soumission , cachoit une révolte opiniâtre contre la foi & l'orthodoxie. On présenta un bill en conséquence , dont le préambule blâmoit la persécution , & dont le but sembloit être une sorte de persécution. Quiconque avoit prêté les sermens pour avoir des places de confiance , & fréquentoit ensuite les assemblées non conformistes , devenoit , selon la teneur du bill , incapable de remplir ces places , sujet à une amende , & ne pouvoit posséder

Conformité
occasionnelle.

aucun autre emploi, qu'après un an de conformité.

Raisons pour
& contre.

On prétendoit que l'église nationale étant nécessaire, soit pour le maintien de la religion, soit pour la tranquillité de l'état, il falloit absolument la soutenir en ne confiant la puissance civile qu'à des citoyens fideles à ses principes & à ses regles; qu'il étoit absurde d'admettre aux places importantes une secte d'hommes, dont les consciences fussent trop tendres pour obéir aux lois, & assez dures pour les violer; qu'il est contradictoire d'être en même temps conformiste & non-conformiste, d'embrasser sincèrement une communion à laquelle on ne veut pas se conformer; qu'enfin cet acte n'ajoutoit rien aux droits légitimes de l'église, & n'ôtoit rien à l'acte de tolérance passé sous le dernier regne. Les adversaires du bill opposerent à ces raisons l'attachement des non-conformistes au gouvernement actuel, les suites d'une rigueur capable de les irriter, les avantages qu'avoit procurés la tolérance, même en multipliant par la douceur le nombre des partisans de

l'église. Ils observerent de plus que cette église entretenant la communion avec les réformés des autres pays, on ne devoit pas traiter de schismatiques des protestans anglois. Le bill passa néanmoins dans la chambre-basse; mais il fut rejeté par les pairs, parce qu'on ne voulut point admettre les modifications qu'ils proposoient.

Les deux chambres eurent de vives disputes, au sujet de l'examen des comptes, & du droit de juger les comptables. L'esprit de parti & la constitution même du parlement occasionnoient souvent de pareils débats, peu dangereux lorsqu'ils n'arrêtoient pas le cours des affaires. C'étoit quelquefois un bien, puisque les citoyens en devenoient plus éclairés sur les lois, plus zélés pour la patrie. Deux factions divisoient aussi le clergé, celle de la haute église, & celle de la basse. Les uns accusoient leurs adversaires de n'être que des presbytériens hypocrites; les autres, d'être les partisans de la tyrannie & de la persécution. Ces querelles finirent par la prorogation du parlement.

Disputes
des partis.

Troubles
en Ecosse.

Il restoit en Ecosse un levain de troubles, dont les effets pouvoient devenir plus contagieux. La reine, en suivant les traces de son prédécesseur, fit d'abord quelques tentatives pour la réunion des deux royaumes. Mais quoique les Ecossois reconnussent son autorité, & lui jurassent l'obéissance, ils parurent très-éloignés de ce projet. Dans une longue séance de leur parlement, on vit éclater sans cesse l'inquiétude, la jalousie & la haine des partis. L'ancien génie de la nation développa sa turbulente activité. Les bills se succéderent en foule. Fletcher, homme intrépide dans ses sentimens républicains, avança que l'Ecosse deviendrait esclave, si elle se soumettoit à l'héritier de la couronne d'Angleterre, sans avoir établi des conditions de gouvernement, qui pussent lui servir de rempart contre le ministère anglois. Les conditions qu'il proposa pour les successeurs de la reine, furent que toutes les places civiles & militaires, toutes les pensions seroient conférées dans la suite par le parlement; que le président seroit choisi par l'Assemblée;

Ecossois opposés à l'union des deux royaumes.

que dans les intervalles des sessions , un comité de trente-six membres auroit l'administration du gouvernement sous le prince , agiroit en qualité de son conseil , & seroit comptable envers le parlement d'Ecosse. Il vouloit que le successeur fût élu à la pluralité des voix ; & il déclara qu'il nommeroit plutôt un papiste rigide , avec ces conditions , qu'un bon protestant sans elles.

Cette audace eut beaucoup d'imitateurs. Les cris de liberté, les invectives contre le ministère retentirent dans toute la chambre. On mit en question s'il falloit délibérer sur les subsides ou sur la liberté nationale. Un membre dit que le fruit des travaux & des dépenses de la nation seroit évidemment de porter le poids d'un subside , & de plier sous le joug de la servitude. Un autre ajouta que les libertés étant détruites , les privilèges du parlement le feroient bientôt ; mais qu'il exposeroit sa vie pour défendre son droit naturel , & qu'il aimeroit mieux mourir libre , que de vivre esclave. Le duc de Queensberry , commissaire de

Discours
hardis dans
leur parle-
ment.

la reine, s'étant opposé à la délibération sur l'acte de Fletcher; le comte de Roxborough déclara que, s'il n'y avoit pas d'autre moyen d'obtenir un droit si essentiel aux parlemens, on devoit le requérir l'épée à la main. Peu s'en fallut que le commissaire ne fût mis en pieces. Il calma les esprits en promettant qu'on suivroit dans la premiere session les ouvertures pour la liberté. Ensuite il prorogea le parlement.

Affaires
d'Irlande.

Celui d'Irlande donna aussi des signes d'animosité; & inquiéta le duc d'Ormond, gouverneur de ce royaume, respectable par sa générosité & son mérite, mais trop adonné au plaisir, trop avide des applaudissemens populaires, & environné de subalternes dont les manœuvres intéressées échappoient à sa vigilance. La réputation des grands tient, plus qu'ils ne pensent, à la conduite de leurs subalternes; comme celle des rois, aux qualités de leurs ministres. On se plaignit de malversations, de rapines. On ne laissa pas de montrer beaucoup de zele pour le gouvernement établi; & l'on passa un acte sé-

vere contre les catholiques , soupçonnés de nouveaux desseins en faveur du prétendant.

Les opérations militaires furent plus avantageuses à la France qu'à ses ennemis. Si d'un côté Marlborough prit Bonn , Huy & Limbourg ; de l'autre, Boufflers mit en déroute l'armée du général hollandois Opdam ; le maréchal de Villars , joint à l'électeur de Baviere , défit les impériaux à Höchstet près de Donawert ; le duc de Bourgogne se rendit maître du vieux Brisac ; Tallard reprit Landau , & remporta une victoire sur le prince de Hesse. L'empereur Léopold , qui avoit déclaré roi d'Espagne son fils l'archiduc Charles , trembla pour lui-même & pour l'empire. Les flottes angloises ne réussirent nulle part ; une tempête affreuse , par laquelle les maisons même de Londres furent ébranlées , fit périr treize vaisseaux de guerre , avec environ quinze cents hommes ; la perte de Londres , estimée un million sterling , ne fut qu'une partie de la perte immense du royaume. Ces événemens devoient animer la confiance

Campagne
malheureuse
des alliés.

de Louis XIV ; mais il perdit à son tour deux alliés , dont la défection lui présageoit des disgraces.

Défection du
duc de Savoie
& du roi de
Portugal.

Le duc de Savoie , beau-pere du jeune roi d'Espagne & du duc de Bourgogne , sans égard ni pour les liens du sang , ni pour la foi des traités , qu'il sacrifioit à l'ambition de s'agrandir , abandonna ses deux gendres , gagné par les offres de l'empereur & par l'argent que lui promit l'Angleterre. De semblables motifs d'intérêt décidèrent le roi de Portugal , en faveur de l'archiduc & de la grande alliance. Le prince autrichien se rendit promptement en Angleterre , où il s'embarqua pour Lisbonne avec des troupes angloises & hollandoises. Son meilleur appui étoit le secours des ennemis de Rome & de la France. C'est ce qui donna lieu à cette légende satirique d'une médaille : *Charles , par la grace des hérétiques , roi catholique.*

Efforts de
l'Angleterre.

Jamais l'Angleterre n'avoit été plus ardente à défendre sa liberté ; qu'elle le fut à mettre sur le trône d'Espagne cet archiduc , dont les intérêts ne lui étoient si chers , que par haine contre

la France & contre Louis XIV *.
Le parlement résolut d'entretenir
quatre-vingt-dix mille hommes tant
sur mer que sur terre. Les deux cham-
bres conspiraient au même dessein,
quoique une jalousie mutuelle les
divisât.

Leurs disputes se réveillèrent au
sujet d'un complot (vraisemblable-
ment chimérique), formé de concert
avec la France en faveur du préten-
dant. Quelques citoyens suspects
ayant été arrêtés, & la reine faisant
informer contre eux, les pairs entre-
prirent l'instruction de ce procès :
démarche offensante sous les dehors
d'un zèle empressé. Les communes
saisissent l'occasion d'attaquer les pairs.
Elles témoignent à la reine leur
étonnement, de ce qu'ils ont violé
les lois & blessé la prérogative, en

Querelles
des deux
chambres.

* Madame Brooke me taxe ici de par-
tialité françoise. Elle insiste sur la nécessité
absolue d'empêcher l'union des couronnes
de France & d'Espagne sur une même tête.
Mais ces deux couronnes devoient-elles
donc être unies ? Plus je réfléchis sur les
circonstances, plus il me paroît que la
passion animoit la politique.

s'attribuant l'examen des prisonniers arrêtés par ordre de sa majesté; elles l'assurent de leur zèle pour soutenir sa prérogative, pour repousser toute entreprise qu'on pourroit faire contre sa personne. Cette adresse irrite avec raison la chambre-haute, qui la déclare injurieuse, contraire aux règles du parlement, & d'une conséquence funeste aux libertés & à la constitution du royaume. Les pairs soutiennent qu'ils ont un droit incontestable d'examiner les criminels d'état, prisonniers ou non : ils appuient leur prétention sur plusieurs exemples. Dans cette querelle, l'esprit de corps, toujours vif & ombrageux, déploya toute son activité. Les communes sembloient tourner contre les seigneurs l'inquiétude qu'elles avoient exercée autrefois contre la couronne. Ceux-ci n'en étoient que plus ardens à chagriner les communes. Anne s'efforça de leur inspirer aux uns & aux autres des sentimens de paix, aussi utiles au parlement même qu'à toute la nation. Elle ne suspendit les disputes qu'en prorogeant l'assemblée.

Les

Les factieux d'Ecosse ne lui causèrent pas moins de soucis. Pour calmer la fermentation de ce royaume, où l'amour de l'indépendance se ranimoit jusqu'à la fureur, elle donna son consentement à un acte de *sûreté*, qui venoit de passer au parlement écossais. L'acte portoit qu'en cas que la reine mourût sans enfans, le parlement s'assembleroit aussitôt, pour nommer un successeur à la couronne, différent du roi d'Angleterre, à moins qu'on n'eût fait auparavant un établissement national, conforme aux libertés du pays & indépendant des conseils anglois; & que la cour n'eût donné le pouvoir d'armer les sujets pour les mettre en état de défense. Le grand trésorier Godolphin, principal ministre de la reine, lui conseilla de céder en cette occasion à la nécessité des conjonctures. Il fut dès lors exposé au blâme & aux cabales des Torys.

Cependant l'empereur étoit sur le point de succomber, si on ne voloit à son secours. Pressé par les Hongrois qui avoient secoué le joug, ainsi que par l'électeur de Bavière, qui occupoit

Acte de sûreté en Ecosse.

1704.
Danger de
l'empereur.

Bataille de
Hochstet ou
de Bleenheim

déjà toutes les places du Danube jusques à Passau ; craignant pour sa capitale, pour sa personne même, il implora l'assistance de l'Angleterre. Les Hollandois vouloient combattre dans les Pays-bas. Marlborough, malgré leur répugnance, conduisit l'armée en Allemagne. Il force les lignes de l'électeur, il prend Donawert, il ravage le pays, il se joint enfin au prince Eugene. Ces deux généraux émules de gloire, animés du même zele pour la cause commune, attaquent près d'Hochstet l'armée françoise & bavaroise. Supérieure en nombre, elle pouvoit, en évitant le combat, réduire les ennemis par la disette de fourages. Mais l'électeur de Baviere avoit fait rappeler Villars, dont l'humeur hautaine le choquoit. Un grand général ne peut guere se remplacer. Les maréchaux de Tallard & de Marsin, aussi braves & moins habiles que lui, firent des fautes auxquelles on attribua leur défaite. Le premier, dont la vue étoit extrêmement foible, se jeta dans un escadron ennemi, & y resta prisonnier. Bientôt la déroute est

générale , la campagne jonchée de morts , le Danube couvert de fuyards qui se noient en voulant se sauver. Il restoit dans le village de Blenheim onze à douze mille hommes des meilleures troupes. Ne pouvant se mettre en bataille , ni percer à travers une armée victorieuse , ils se rendirent prisonniers sans combattre. Officiers & soldats frémirent de cette apparence de lâcheté , quelques-uns enterrent leurs drapeaux ; leur gloire n'en fut pas moins flétrie aux yeux du public , juge quelquefois trop sévère , lorsqu'il ne pénètre point les causes d'un événement.

Les alliés remportèrent une victoire complète. Environ douze mille morts , quatorze mille prisonniers , cent pieces de canon , trois cents drapeaux ou étendards , un butin immense , leur servirent de trophées. Le duc de Baviere , obligé de prendre la fuite , leur abandonna son pays. Ils pénétrèrent en Alsace , prirent Landau , répandirent au loin la terreur. Marlborough s'étoit signalé dans l'action , autant par son courage que par

Suite de la
victoire des
alliés.

Récompenses de Marlborough.

ses talens militaires. Il reçut des récompenses dignes de ses services. L'empereur le créa prince de l'empire ; la Hollande le traita comme elle auroit fait un stathouder ; sa patrie le combla d'éloges. Un vaste château auquel on donna le nom de Blenheim , est un monument de la reconnaissance publique à son égard. Le poëme du célèbre Adifon en son honneur n'est pas moins digne de ce héros. Tallard, son prisonnier , lui faisant compliment , après la bataille, sur ce qu'il avoit vaincu *les meilleures troupes du monde* ; il répondit que les troupes angloises valoient mieux sans doute , puisqu'elles avoient vaincu. Si l'orgueil peut s'excuser , c'est dans la victoire : on ne réfléchit guere alors sur les revers de fortune.

Affaires d'Espagne. Siège de Gibraltar , &c.

L'archiduc & les Anglois ne trouverent pas en Portugal les secours qu'ils avoient espérés. Combattre avec des hérétiques , étoit aux yeux des Portugais une sorte d'apostasie. Loin de pénétrer en Espagne , & d'y faire des conquêtes , ils perdirent quelques-unes de leurs places. Mais de fatales discordes regnoient au sein

de la cour de Philippe V ; quelques François y avoient allumé un feu que l'antipathie des deux nations rendit plus violent de jour en jour. De-là l'incertitude dans les conseils , l'embarras dans les affaires ; de-là une longue suite de malheurs*. Enfin l'Espagne perdit Gibraltar , cette ville importante , qui ouvre la communication des deux mers , & que l'on croyoit imprenable. La garnison n'étoit que de cent hommes. On auroit pu sans garnison résister à une forte armée , si trop de confiance n'avoit empêché les bourgeois de se tenir sur leurs gardes. Après une expédition si heureuse , les Anglois devenus maîtres de la méditerranée , livrerent bataille à la flotte françoise commandée par le comte de Toulouse. Les deux partis s'attribuerent la victoire ; preuve certaine que l'avantage ne fut décisif d'aucun côté. Cependant la marine de Louis XIV cessa dès-lors

* On peut voir dans les *Mémoires de Noailles* , combien ces tracasseries de cour furent envenimées , & combien elles nuisirent à la France comme à l'Espagne.

de paroître formidable. Une guerre ruineuse épuisoit les ressources de la France, & de nouveaux désastres la menaçoient.

subside
énorme.

Rien n'est plus propre que le succès, à nourrir la passion des armes. Anne trouva dans le parlement autant d'ardeur à lui donner des subsides, que d'empressement à la féliciter de ses triomphes. On lui accorda près de cinq millions sterling pour l'année suivante. Les terres & autres biens personnels furent taxés à un cinquième au moins; les pensions, gages; tout émolument annuel, au quart; les anciens droits, extrêmement augmentés; un droit de trente pour cent, établi pour cinq ans sur les marchandises des Indes orientales, &c, &c. Qu'auroit-on pu faire s'il avoit fallu défendre l'état; au lieu de combattre pour la maison d'Autriche?

1705.
Prise de Barcelone. Péterborough.

Marlborough força les lignes de l'électeur de Bavière & du maréchal de Villeroi. Le maréchal de Tessé, soutenu par une escadre de treize vaisseaux, tenta inutilement de reprendre Gibraltar. Le comte de Péterborough, l'un des hommes les plus sin-

gouliers & les plus braves d'Angleterre, prit Barcelone, & soumit la Catalogne entière. L'auteur du *Siecle de Louis XIV* rapporte un trait, qui fera juger du caractère de ce général. Tandis que le viceroy capituloit avec lui à la porte de Barcelone, les Allemands pénétrèrent dans la place, & commencerent à piller, à massacrer. Le viceroy se plaint qu'on le trahit. Péterborough l'assure de sa bonne foi, demande qu'on le laisse entrer avec ses troupes, promettant d'appaiser le tumulte, & de revenir conclure la capitulation. On le croit sur sa parole; il marche suivi des Anglois, il arrête le désordre, dissipe les soldats allemands, leur arrache leur proie, & revient signer les articles du traité.

Dans le cours des hostilités, on ne perdoit pas de vue les affaires d'Ecosse. Les démarches du parlement écossois, son acte de fureté, les semences de révolte répandues dans ce royaume, inspiroient tout à la fois des craintes & de l'indignation. Les deux chambres prirent des mesures en 1704 pour contenir les factieux. Il fut réglé que les Ecossois ne pour-

1706.
L'Angleterre
& l'Ecosse réunis en un seul royaume.

roient jouir des privileges de l'Angleterre , jusqu'à ce que l'union des deux royaumes fût consommée , & la succession établie en Ecosse pour la maison de Hanover. On fit quelques réglemens désavantageux à leur commerce ; on autorisa cependant la reine à nommer des commissaires pour traiter de l'union. Le parlement d'Ecosse consentit enfin à ce grand projet. Les commissaires des deux nations furent nommés par la reine ; & après quelques mois de conférence , ils arrêterent les articles du fameux traité , qui devoit réunir en un seul corps ces peuples si long-temps ennemis implacables.

Conditions
du traité.

Il porte en substance , que les deux royaumes n'en feront qu'un sous le nom de Grande-Bretagne ; que la succession passera à la princesse Sophie & à ses héritiers , conformément aux actes du parlement d'Angleterre ; que tous les sujets de la Grande-Bretagne jouiront des mêmes privileges , & feront assujettis aux mêmes lois ; que le royaume sera représenté par un seul & même parlement , dans lequel il y aura seize pairs d'Ecosse & quarante.

cinq députés écossois à la chambre des communes ; que tous les pairs d'Ecosse & leurs successeurs seront réputés pairs de la Grande-Bretagne , & participeront à toutes les prérogatives de ceux d'Angleterre , excepté au droit d'avoir séance au parlement ; qu'on donnera aux Ecossois trois-cent quatre-vingt-dix-huit mille livres sterling , comme équivalent des sommes qui seront levées sur l'Ecosse en conséquence de l'union ; que si les revenus de ce royaume viennent à augmenter , on augmentera selon la même proportion l'équivalent ; & que cet argent , soit celui d'Angleterre , soit celui d'Ecosse , sera destiné au payement des dettes nationales , à l'encouragement du commerce , &c.

Un traité si utile dans le système du gouvernement , & si nécessaire au bien de l'état , trouva en Ecosse les plus violentes oppositions. Tous les partis se réunirent d'abord pour l'attaquer. Les presbytériens s'imaginoient que leur religion alloit périr ; les Jacobites (qu'on nommoit aussi les *cavaliers*) étoient indignés de voir le prétendant exclu pour jamais de

Les Ecossois
opposés à
l'union.

la couronne ; la noblesse frémissait de perdre , par la ruine du parlement , le plus précieux de ses privilèges ; les marchands trembloient pour leur commerce , malgré l'avantage de pouvoir trafiquer dans les colonies angloises ; la nation en général se regardoit comme dépouillée de ses droits , livrée à la servitude , vendue à une puissance étrangère. Plusieurs membres du parlement écossais s'élevèrent avec vigueur contre le traité. « Quoi ! s'écria le duc d'Hamilton , abandonnerons-nous en une demi-heure , ce que nos ancêtres ont maintenu depuis tant de siècles aux dépens de leur vie & de leur fortune ? N'y a-t-il donc ici aucun descendant de ces dignes patriotes , qui défendoient la liberté de leur pays contre quiconque vouloit l'attaquer ? Où sont les barons , où sont les pairs accoutumés à se réunir pour être le boulevard de la nation ? Sacrifierons-nous la souveraineté & l'indépendance de notre patrie , lorsque ceux que nous représentons nous ordonnent de les soutenir , & nous promettent leur secours ? » Plusieurs observe-

Discours
contre.

rent que consentir au traité , seroit renverser la constitution du royaume ; que chaque peuple avoit ses lois fondamentales , auxquelles nulle autorité ne pouvoit donner atteinte ; que l'existence & les droits du parlement faisant une partie essentielle de l'état , le parlement même n'avoit pas le pouvoir de rien changer à cet égard ; que la nation entière devoit concourir au sacrifice de ses privileges ; & qu'un semblable sacrifice n'entraînoit que des suites pernicieuses.

En d'autres temps, la moindre de ces raisons auroit mis toute l'Ecosse en armes. Il y eut même alors un commencement de révolte ouverte. Les presbytériens enthousiastes leverent l'étendard , brûlerent publiquement le traité , publierent une déclaration , résolurent de dissoudre le parlement. Un des commissaires , quoiqu'environné de gardes , fut insulté par le peuple , & courut souvent risque de sa vie. Cependant , soit que l'influence de la cour & les moyens de corruption prévalussent sur l'esprit national ; soit que les avantages de l'union parussent enfin l'em-

Le traité d'union confirmé en Ecosse.

porter sur les inconvéniens, & que la première chaleur s'étant calmée, eût fait place à des réflexions plus justes; le parlement d'Ecosse ratifia tous les articles avec de légers changemens. Ainsi fut exécuté par une femme un projet que Guillaume, malgré sa profonde politique, avoit inutilement formé. Ce qui paroît impossible n'a souvent que des difficultés apparentes. Le bien réel se fait sentir tôt ou tard, & le gouvernement peut tout, pourvu qu'il applique ses forces avec sagesse.

Dispute en
Angleterre
sur l'union.

Quand le traité fut mis sous les yeux du parlement d'Angleterre, il excita, comme en Ecosse, des disputes & des contestations; tant l'uniformité de sentimens est rare parmi les hommes. Un membre des communes le compara à un mariage forcé, auquel la femme ne consent point. Selon lui, « la corruption & » la violence avoient produit cet » acte, qui dès-lors ne pouvoit être » solide. La reine obligée par son » serment de maintenir la religion » anglicane, s'obligeoit encore de » défendre l'église presbytérienne » d'Ecosse : comment dans un même

» royaume concilier deux objets si
» incompatibles ? comment réunir
» deux nations opposées en matière
» si essentielle ? » Le lord Haverf-
ham , après avoir insisté sur des rai-
sons à-peu-près semblables , ajouta
que , puisque l'on abolissoit les pri-
vileges des pairs d'Ecosse , il étoit à
craindre que ceux des pairs d'Angle-
terre ne fussent pas un jour plus res-
pectés ; que cet exemple devoit ins-
pirer de justes alarmes , & que l'u-
nion étant odieuse aux Ecossois , dan-
gereuse pour les Anglois , les uns &
les autres devoient la rejeter.

On ne manquoit pas de réponses
à ces argumens. Dans les grandes
affaires , il y a toujours plusieurs fa-
ces différentes ; les avantages & les
inconvéniens se touchent : quand les
premiers l'emportent de beaucoup sur
les autres , ils doivent décider la
politique. « Or , disoit-on , la su-
» reté , la tranquillité du royaume
» seront évidemment les fruits du
» traité : les ennemis les plus à crain-
» dre , la France & le papisme ,
» ne seront plus redoutables , si la
» Grande-Bretagne ne fait qu'un

Les difficul-
tés étoient
peu solides.

» corps. Quant aux affaires ecclésiastiques, un gouvernement sage & modéré peut éteindre le feu des disputes: les cantons Suisses ne sont-ils pas très-unis, quoique de religions différentes? & la diète d'Allemagne n'est-elle pas une preuve que la diversité de croyance n'est point un obstacle à l'union politique? » Un acte soutenu par des raisons plausibles, attaqué par des objections beaucoup moins fortes, devoit entraîner le plus grand nombre des suffrages. Le parlement le ratifia. L'expérience a fait disparaître les fantômes que l'imagination opposoit au bien commun. Si l'Ecosse a perdu des droits précieux, elle semble avoir gagné un avantage plus précieux encore, la tranquillité jointe à la liberté. A en juger par toutes les vraisemblances, l'union seule pouvoit mettre fin aux troubles qui la déchiroient, & qui ne lui étoient pas moins funestes qu'au gouvernement.

Bataille de
Ramillies.

Cependant la guerre dévastoit toujours l'Europe, & Louis essuyoit de nouveaux malheurs. Son armée de Flandre étoit sous les ordres du

maréchal de Villeroi , seigneur généreux , courtisan chéri , mais imprudent général , plein de cette confiance aveugle qui s'égare en dédaignant les sages conseils. Marlborough remporta sur lui une victoire fameuse à Ramillies. Les François se défendirent à peine une demi-heure , furent mis en déroute , perdirent vingt mille hommes , tués , blessés ou prisonniers. Toute la Flandre espagnole fut le prix de cette victoire.

Un autre désastre consterna la France. Turin étoit assiégé par le duc de la Feuillade , plus digne , comme Villeroi , de figurer à la cour , que d'être à la tête d'une armée. Chamillart , son beau-pere , avoit épuisé le trésor pour le succès de cette expédition. Mais le général n'étoit que vaillant ; le siège mal dirigé traînoit en longueur. Le duc de Savoie sort de la ville , & se joint au prince Eugène ; l'un & l'autre forcent les lignes des François , dissipent l'armée que commandoit le duc d'Orléans ; s'emparent de toutes les provisions , des bagages , de la caisse militaire ; demeurent maîtres du Piémont , &

Siege
de Turin. 1

bientôt du reste de l'Italie. Les fautes de la Feuillade, & principalement un ordre secret de la cour, qui défendoit d'aller aux ennemis en cas qu'ils voulussent secourir Turin, furent la cause de cette défaite accablante. Le ministère étoit devenu timide après tant de pertes ; mais il est des cas où l'on risque plus en attendant le péril qu'en l'affrontant.

Expéditions
en Espagne.

Barcelone fut assiégée avec aussi peu de succès. Le maréchal de Tessé leva le siège, abandonnant aux ennemis un riche butin. Le comte de Ruvoign, françois, devenu pair d'Angleterre, & connu sous le nom de lord Galway, s'empara de plusieurs villes espagnoles, pénétra jusqu'à Madrid, fit proclamer l'archiduc Charles ; tandis que Philippe V, ruiné par ses disgrâces & par celles de son aïeul, n'avoit plus que de faibles espérances. Il est difficile, selon la remarque de Voltaire, de donner un roi à une nation malgré elle. Les Castillans avoient préféré Philippe. Leur courage s'anima au fort du danger : ils firent les plus grands efforts pour soutenir leur choix &

leur réputation. Le roi rentra bientôt dans sa capitale où son rival étoit détesté, & où la qualité seule d'hérétique faisoit regarder les Anglois avec horreur.

Louis XIV, malheureux par-tout, ne démentit point sa grandeur d'ame. Il parut désirer la paix sans plier sous le fardeau de la guerre. Il envoya de nouvelles troupes en Espagne, quelque besoin qu'il en eût ailleurs. Le maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, qui commandoit l'armée dans ce royaume, gagna sur les Anglois & les Portugais la bataille d'Almanza. Le duc d'Orléans arrivoit pour le remplacer : s'il eut du chagrin de n'avoir pu se trouver à la bataille, il se couvrit de gloire par la prise de Lérída. Villars étoit employé en Allemagne, & s'y rendoit formidable. Mais la France se vit en danger. Le duc de Savoie & le prince Eugene passerent le Var, assiégèrent Toulon. Une flotte angloise attaqua la ville par mer. Si l'entreprise avoit réussi, la Provence étoit perdue, l'ennemi pouvoit étendre plus loin ses conquêtes. Heureusement le duc de

Bataille
d'Almanza.

Siege de
Toulou.

Savoie avoit manqué de diligence : des secours arriverent à propos ; le siege fut levé ; les alliés hâterent leur retraite ; la disette, les maladies, l'audace des payfans provençaux leur firent perdre beaucoup de monde. Plusieurs vaisseaux anglois échouerent en se retirant, & l'amiral Showel senoya. C'étoit une consolation médiocre des calamités de la France. Marlborough, après un voyage à Leipfick, où il avoit tenté une négociation avec le roi de Suede Charles XII, alors vainqueur du czar Pierre & du roi de Pologne, vint reprendre le commandement de l'armée dans les Pays-bas. Sa campagne fut infructueuse, parce que les François ne voulurent rien hasarder.

1708.
Marlborough
perd son cré-
dit à la cour.

Depuis quelque temps, le crédit de cet illustre général commençoit à décliner en Angleterre. Les Torys le haïssoient comme chef du parti des Whigs. La duchesse sa femme, qui avoit gouverné la reine avec une sorte de despotisme, se rendit enfin insupportable par ses hauteurs. Une autre favorite lui succéda ; &, quoique sa cousine & sa créature, mit son adresse

à la supplanter. Le secrétaire d'état, Robert Harley, & Saint Jean; depuis célèbre sous le nom de Bolingbroke, conjurerent la disgrâce de Marlborough, & du ministre des finances, Godolphin, son ami, dont le fils avoit épousé sa fille. On reprochoit au général autant d'avarice que d'ambition. Il amassoit des trésors immenses, il jouoit un des premiers rôles en Europe : la guerre, si terrible pour le peuple, étoit pour lui le chemin de la fortune. Déjà le mécontentement se répandoit de toutes parts. L'Ecosse en particulier conservoit un dangereux levain de sédition, quoique le premier parlement de la Grande-Bretagne se tint conformément au traité.

Dans ces conjonctures délicates, Louis XIV fait sonder les esprits des Ecossois, & entreprend une invasion en faveur du prétendant, qu'on appelloit en France & à Rome Jacques III. Une flotte angloise de cinquante vaisseaux de guerre attend les François au passage; le chevalier de Forbin, chargé de conduire le prince, est contrarié par les vents; à peine peut-il sauver ses vaisseaux; & cette expé-

Louis XIV
entreprend
une invasion
en Ecosse.

dition aboutit à semer quelques vaines alarmes dans le royaume. Le fils de Jacques II, avec ses adhérens ; fut déclaré traître & rebelle ; on suspendit l'acte d'*Habeas corpus*, pour que le gouvernement pût s'assurer des personnes suspectes ; on arrêta plusieurs Ecoissois ; on se précautionna contre le danger ; & Louis XIV n'eut que la gloire d'avoir formé une entreprise hardie, après avoir essuyé tant de malheurs.

Le duc de
Bourgogne &
Vendôme é-
chouent en
Flandre.

Ce monarque, aussi ferme dans l'adversité que fier dans le cours de ses succès, fit des efforts incroyables pour triompher de la fortune. Les ressources de la France parurent se multiplier avec ses pertes. Une armée d'environ cent mille hommes, sous le commandement du duc de Bourgogne aidé par le duc de Vendôme, devoit relever dans les Pays-bas l'honneur des armes françoises. Malheureusement le grand prince ne s'accorda point avec le grand général. Le premier étoit aussi pieux que l'autre étoit ennemi de la contrainte ; & la différence de caractères & de principes troubla l'harmonie de leurs con-

seils. Ils surprirent Gand & Bruges ; mais ils furent battus à Oudenarde. Eugene & Marlborough , inférieurs en forces , avoient l'avantage de penser , d'agir toujours de concert. Les difficultés s'aplanissoient devant eux ; l'entreprise la plus téméraire en apparence , cessoit de l'être quand ils en formoient le dessein. L'Europe fut étonnée de les voir assiéger Lille devant une armée formidable , qui pouvoit enlever leurs convois , forcer les retranchemens , les réduire à de funestes extrémités. Lille succomba néanmoins , malgré les efforts du maréchal de Boufflers , qui la défendit près de quatre mois avec une habileté & un courage dignes de lui. Gand , Bruges & d'autres places ouvrirent leurs portes à l'ennemi. Un parti hollandois s'avança jusques sous le château de Versailles. Le duc de Savoie étoit maître des passages vers le Dauphiné ; l'empereur Joseph , frere de l'archiduc Charles , tenoit Landau , une des clés de la France. Paris trembla ; tout le royaume fut rempli de consternation.

Siege de Lille

Pertes du roi
d'Espagne.

Philippe V, dont la destinée incertaine flottoit au gré des événemens, ne pouvoit être plus heureux que Louis XIV. L'empereur lui avoit déjà enlevé Naples & la Lombardie. Les Anglois lui enleverent encore la Sardaigne pour l'empereur, & l'île de Minorque pour eux-mêmes. Clement XI, partisan des Bourbons, en butte aux hostilités de Joseph, ayant osé prendre les armes, fut bientôt forcé à les mettre bas, & à reconnoître le compétiteur de Philippe. Quelques succès du duc d'Orléans en Espagne n'étoient rien en comparaison de ces disgraces ; & la fidélité castillanne avoit de rudes épreuves à soutenir.

Mort du mari
de la reine.

Parmi tant de sujets de joie, Anne eut le chagrin de perdre le prince de Danemarck, son époux, homme aimable par son caractère, sans ambition, sans intrigue, & tel qu'il le falloit pour ne donner aucun ombrage à la nation. Il se contenta toujours d'être le premier sujet, se mêlant peu des affaires, quoique en qualité de grand-amiral il pût y prendre beaucoup de part. Les Anglois l'estimoient médiocrement, & le regretterent de

même. Après sa mort, le parlement supplia la reine de penser à un second mariage. Mais n'ayant plus d'espérance de postérité, elle répondit que ses mesures, pour assurer la succession protestante prouvoient assez combien elle s'occupoit du bien public; qué d'ailleurs l'adresse des deux chambres étoit de telle nature qu'on ne devoit point y attendre de réponse.

L'acte de naturalisation en faveur des protestans étrangers passa enfin au parlement, & reçut la forme de loi. Les Torys s'y opposerent en vain, sous prétexte que ces étrangers n'auroient point le cœur anglois, qu'ils deviendroient dangereux en parvenant aux offices, que leur fortune ou leur pauvreté seroit également nuisible à l'état. Cependant les réfugiés françois n'avoient que trop bien servi l'Angleterre, soit par leur industrie, soit par leur bravoure. La révocation de l'édit de Nantes les avoit rendus les plus implacables ennemis de Louis XIV : ils sembloient être nés anglois. Mais ce motif touchoit moins les Whigs, que l'envie de contrebalancer le crédit de leurs adversaires,

Acte de naturalisation en faveur des protestans.

en admettant les étrangers dans le corps de la nation : car l'intérêt de parti étoit devenu l'ame des affaires nationales.

L'ambassadeur de Russie mis en prison.

Un événement singulier fixa l'attention du Parlement & de la cour. L'ambassadeur de Moscovie fut arrêté à la poursuite d'un marchand. On le traîna en prison, on le maltraita, & il n'obtint sa liberté qu'après que le Comte de Feversham se fut fait caution pour lui. Cette insulte au caractère d'ambassadeur excita les plaintes des puissances. Le czar Pierre, déjà célèbre par ses grandes vues, demanda qu'on en punît de mort les auteurs. La reine, indignée comme lui de l'attentat, desiroit ardemment de le satisfaire. Mais les lois du royaume y mettoient obstacle. C'est aux lois à infliger la peine de mort : on n'en trouva aucune qui le fit en pareil cas. Le zèle du parlement se réduisit donc à passer un bill, pour maintenir les privilèges des ministres étrangers. Les juges du banc de la reine informèrent contre le marchand, & contre treize autres personnes qui avoient eu part à l'insulte. Ils furent

furent trouvés coupables, & les privilèges des ambassadeurs furent de nouveau reconnus, sans qu'il y eût moyen de passer les bornes de la loi. Anne consentit à faire des excuses solennelles par son ministre. Le czar n'exigea rien de plus, admirant peut-être malgré son despotisme une législation douce, si attentive à garantir le citoyen des coups de l'autorité arbitraire.

Plus de sept millions sterling de subsides, que le parlement avoit accordés mettoient la reine en état de tout entreprendre. Un hiver affreux, suivie d'une famine presque générale, ne ralentit point l'ardeur des alliés pour la guerre. La fureur de détruire ses semblables par les armes subsistoit au milieu des fléaux de la nature. Louis XIV, dont les ressources n'égalent plus celles de ses ennemis, & dont les armées sembloient devoir périr de misère, envoya demander la paix, qu'on avoit auparavant reçue de lui. Il offrit de démolir Strasbourg & Dunkerque, d'abandonner le prétendant, de renoncer à toute prétention sur la monarchie espagnole, de

1709.
Louis XIV
demande la
paix.

céder aux Etats-généraux la barrière qu'ils demandoient dans les Pays-bas, & de traiter avec l'empereur suivant les articles de Rîswick. Plus la fortune abaissoit ce fier & puissant monarque, plus on affecta d'insulter à ses malheurs. Le prince Eugene, le duc de Marlborough, le grand pensionnaire Heinsius, unis dans les mêmes vues par des motifs plus ou moins nobles, vouloient le réduire aux dernières extrémités. Ils poussèrent l'insolence, (car on ne peut adoucir le terme) jusqu'à demander qu'il se joignît à eux pour détrôner son petit-fils. *Puisqu'il faut faire la guerre, dit le roi, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfans.*

Zeile des
François.

Le zele & le courage des François se raniment sous le poids de l'humiliation & de l'infortune. Louis met sur pied une grande armée. Les artisans, les laboureurs qui manquent de pain, se font soldats. Villars est chargé du commandement, & Boufflers, quoique son ancien, veut servir sous lui, plus honoré par ce trait de patriotisme, qu'il ne l'eût été par le commandement même. Cepen-

dant les alliés prennent Tournai. Ils attaquent à Malplaquet les retranchemens de l'armée françoise. Après un combat sanglant & opiniâtre, Villars étant blessé, ils remportent la victoire; si c'est vaincre que de perdre vingt mille hommes, lorsque les vaincus n'en perdent qu'environ huit mille. Boufflers se retire en bon ordre, laissant aux ennemis le champ de bataille couvert de leurs morts. La prise de Mons les dédommagea de leur perte. Cette place importante resta, ainsi que Tournai & Lille, entre les mains des Hollandois, qui respiroient alors l'ambition des conquêtes.

Bataille de
Malplaquet.

Tandis que la France gémissoit de ses maux, & que l'Angleterre triomphoit des revers de Louis XIV, un procès étrange réveilla dans le sein de la nation l'animosité des deux partis qui la divisoient. Le docteur Sacheverel, ecclésiastique enthousiaste, peu éclairé, & d'autant plus attaché à ses sentimens; plein de cet esprit de parti auquel on donne quelquefois le nom de zèle, avoit publié de vives déclamations, soit pour l'obéissance pas-

Procès du
docteur Sa-
cheverel.

sive, soit contre la tolérance & les non-conformistes, insistant sur les dangers de l'église & sur la nécessité de la défendre. C'étoit attaquer les maximes des Whigs, principaux auteurs de la révolution; c'étoit attiser le feu des disputes. Les sermons de Sacheverel, dénoncés à la chambre-basse, furent déclarés de scandaleux & séditieux libelles. La chambre porta une accusation contre l'auteur. Pendant trois semaines, ce procès suspendit toute autre affaire, attira toute l'attention du public, & devint si intéressant que la reine y assista comme spectatrice. Le clergé & le peuple se déclarèrent pour l'accusé, avec l'ardeur qu'inspire ou l'intérêt ou la religion. Il fallut se précautionner contre une émeute populaire.

Disputes sur
l'obéissance
passive.

Lorsqu'on eut discuté l'accusation & les défenses, il s'éleva parmi les pairs des altercations aussi vives que le sujet étoit important. Le comte de Warthon observa que la doctrine de Sacheverel sur l'obéissance passive entraînoit les conséquences les plus dangereuses; que la révolution du temps de Guillaume III avoit pour fonde;

ment le principe de la résistance ; qu'en supposant la résistance illégitime , on supposoit une grande partie des citoyens , & même du parlement , coupable de révolte & d'injustice ; que le gouvernement établi ne devoit donc plus être regardé comme légitime , puisque les droits de la reine dérhoient de la révolution. L'évêque de Salisbury , Burnet , célèbre partisan de Guillaume , s'efforça de justifier la résistance par l'histoire tant ancienne que moderne. Il alléqua l'exemple des Machabées , celui des Hollandois , la conduite qu'avoit tenue Elisabeth à leur égard , les secours qu'elle avoit donnés aux huguenots. Il ajouta que quoique l'opinion contraire eût prévalu , ceux qui affectoient de la soutenir , étoient les premiers à plaider pour la résistance quand ils se voyoient opprimés. L'évêque de Bath , plus modéré dans ses principes , convint que la résistance pouvoit être légitime dans certains cas extraordinaires ; « mais , ajouta-t-il sagement , on ne doit point étaler cette doctrine aux yeux du peuple , toujours prêt à en abuser ,

Réflexions
sages d'un
évêque.

ni citer pour exemple une révolution qu'il vaut mieux couvrir du nom de *vacance* ; le terme de *contrat original*, si on ne l'emploie avec une extrême réserve, peut inspirer de funestes sentimens ; & l'obéissance ne peut être prêchée avec trop de zèle, lorsque la résistance est soutenue par des apologies indiscrettes ». Ces réflexions prudentes irritèrent le duc d'Argyle. Il prétendit que le clergé dans tous les siècles, avoit abandonné les droits & les privilèges du peuple, avoit exalté la puissance des rois, afin de les gouverner plus facilement ; & que c'étoit une raison de ne pas souffrir qu'il se mêlât des affaires politiques.

Le docteur
condamné.

Plusieurs Torys des plus distingués, en avouant que les sermons du docteur étoient absurdes & remplis d'extravagance, soutinrent qu'il n'y avoit pas cependant matière à le condamner. Mais il fut jugé coupable à la pluralité de dix-sept voix. On lui interdit la prédication pour trois ans ; on condamna au feu ses discours, ainsi que le fameux décret de l'université d'Oxford, en faveur de

l'autorité absolue & du droit irrévocable des souverains. Cette sentence parut si douce aux partisans de Sacheverel, qu'ils en triomphèrent comme d'une victoire sur les Whigs. Anne s'étoit montrée favorable à une doctrine qui affermit les droits du trône, & maintient la tranquillité publique. Elle prorogea le parlement, après avoir témoigné son chagrin, & du temps qu'on avoit perdu pour une affaire particuliere, & de la supposition injurieuse que l'église étoit en danger sous son regne. Nous verrons le docteur Sacheverel reparoître sur la scène. Il fut bientôt consolé & enrichi par cet esprit de faction, qui ne connoît ni regle ni bienséance. Les femmes surtout se signalerent en sa faveur. Une lui donna deux cents livres sterling de revenu en bénéfice; une autre lui fit un legs de mille livres sterling. Les honneurs qu'on lui rendit furent encore plus étranges.

Reprenons le fil des grands événemens, auxquels étoit attaché le destin des princes & des royaumes. La dernière campagne ayant encore affoibli les ressources de la France,

P iv

1710.
Conduite
des alliés à
l'égard de
Louis XIV.

Louis XIV essaya de nouveau d'obtenir la paix. L'orgueil des alliés s'enivroit des humiliations du monarque. Ses ambassadeurs, relégués plutôt qu'admis dans la petite ville de Gertruydenberg, y essuyèrent mille affronts. Il fit en vain des offres qui auroient pu paroître honteuses, si la nécessité avoit moins d'empire sur les souverains que sur le reste des hommes : il s'engageoit même à fournir de l'argent pour chasser d'Espagne le roi son petit-fils, en cas qu'il ne voulût pas se contenter d'un petit royaume qu'on lui céderoit. On exigeoit absolument que Louis le chassât par la voie des armes, dans l'espace de deux mois. Eugene, Marlborough, Heinsius, ne pensoient pas qu'en abusant de la fortune, on s'expose toujours à la perdre. L'événement sembla d'abord justifier leur arrogante présomption. Douai fut pris après un long siège, sans que Villars put le sauver. Béthune, Aire & Saint-Venant subirent le même sort. La France n'avoit presque plus de frontieres de ce côté-là.

Vendôme
en Espagne.

En Espagne on vit le moment où

Philippe étoit accablé. Le général anglois Stanhope remporta un avantage sur ses troupes : le général allemand Starenberg les défit ensuite à Saragosse , & l'archiduc Charles entra triomphant à Madrid. Mais le zele des Castillans se roidissoit contre le malheur. Louis ne pouvant plus donner des secours , on ne lui demande qu'un homme ; & en l'obtenant , on croit pouvoir se défendre. Le duc de Vendôme, ce général adoré par les soldats & digne de leur amour ; capable malgré ses défauts d'inspirer la confiance dans les plus tristes revers ; alors inutile à sa patrie, où il n'avoit plus de commandement , n'est pas plutôt arrivé en Espagne , qu'une foule de volontaires se rassemblent sous ses drapeaux. On s'empresse à lui fournir de l'argent , des provisions , malgré la misere publique. Il court assiéger Stanhope dans Brihuéga ; il le fait prisonnier avec toute sa garnison. Il gagne sur Starenberg la bataille décisive de Villaviciosa. Il rétablit en trois ou quatre mois les affaires de Philippe V , & le remet en possession d'un royaume dont il conservoit à

Bataille de
Villaviciosa.

peine le titre. Si Vendôme n'eût pas existé, si on l'eût laissé dans sa retraite, peut-être la monarchie espagnole auroit échappé aux Bourbons. Heureux les princes lorsqu'ils savent employer les grands hommes !

Révolution
dans le minis-
tere anglois.

Il y a de ces génies nés pour la gloire des nations, mais trop sujets à des penchans pernicioeux, trop avides de grandeurs ou de richesses, qui s'attirent des disgraces après les services les plus signalés. Tel étoit le duc de Marlborough. Ambitieux, insatiable, tout-puissant, il perdoit chaque jour de son crédit auprès de la reine, parce qu'il agissoit en maître plutôt qu'en sujet. Les caprices & les hauteurs de sa femme produisirent une rupture sans remède. Elle écrivit insolamment à la reine : *Rendez-moi justice, & ne me faites point de réponse.* Elle sentit sa faute, & voulut la réparer. Ni le repentir, ni les prières, ni les larmes ne purent fléchir ce cœur ulcéré, qu'elle avoit tenu long-temps en esclavage. *Vous m'avez marqué de ne vous point répondre,* lui dit Anne, *& je ne vous répondrai point.* La nouvelle favorite,

milady Masham ; fut mettre à profit les conjonctures. Elle persuada aisément à sa maîtresse de secouer le joug des Whigs , arbitres du ministère. Le comte de Sunderland , secrétaire d'état & gendre de Marlborough , Godolphin , Wharton , les autres chefs du parti , furent dépouillés de leurs emplois & remplacés par leurs rivaux. Aucun Whig ne resta dans les places de confiance. Le parlement où dominoit cette faction , ayant été dissous , on prit des mesures certaines pour avoir un parlement de Torys.

Ce même Sacheverel , dont le procès avoit excité tant de rumeurs , instrument foible par lui-même , mais propre à remuer le vulgaire , devient un des principaux agens de la cour. On le nomme à un bénéfice du pays de Galles. Il y va pompeusement en triomphe. L'université d'Oxford le traite comme un illustre personnage ; les villes s'empressent à l'honorer ; des milliers d'hommes transportés de joie courent au-devant de lui , avec un appareil sans exemple ; le clergé enflamme le peuple d'une espece de fanatisme ; tout rétentit de

Nouveau
parlement.
Triomphe de
Sacheverel.

cette exclamation : *L'Eglise & le docteur Sacheverel !* C'étoit le temps où l'on devoit élire les députés. Il n'en fallut pas davantage pour fixer le choix sur les Torys ; & le parlement en fut composé presque tout entier. Quoique le peuple soit partout peuple, l'Angleterre fournit plus d'exemples que la plupart des autres pays , de ces fermentations soudaines, excitées par de petites causes, & qui produisent de grands effets.

1711.
Marlborough
insulté.

Les Torys, supérieurs à leurs adversaires, n'oublierent pas qu'ils s'étoient vus dans l'oppression. L'animosité leur fit violer même la décence. Marlborough, si souvent préconisé dans les deux chambres, si respectable par ses grandes actions, malgré ses défauts ; Marlborough, la terreur des François, essuya d'indignes outrages ; & les reproches, les satires, les injures furent le prix de ses services. Le peuple insulta ce héros, dont il avoit fait son idole. Orgueil, avarice, cruauté, violences, extorsions, rapines, fausses démarches, on lui imputoit tout ; on lui disputoit jusqu'à la gloire du cou

rage, au milieu de ses trophées. Jamais Rome ni Athenes n'avoient vu les jugemens populaires plus absurdes & plus iniques. Le parlement étendit son examen, avec la même partialité, sur la guerre d'Espagne. Il censura la conduite de Galway & de Stanhope ; il combla d'éloges Péterborough leur rival. Pour noircir l'ancien ministère, la chambre-basse déclara ennemis de la reine & du royaume, ceux qui avoient attiré les pauvres du Palatinat, nourris en très-grand nombre aux frais du public.

Partialité
du parlement.

Un bill passa en loi, par lequel il fut réglé que personne ne pourroit être le représentant d'un comté au parlement, à moins qu'il n'eût en biens-fonds six cents livres sterling de rente ; le représentant d'un bourg devoit avoir la moitié de ce revenu. On cherchoit à exclure les commerçans de la chambre des communes, où il semble que les possesseurs des terres, en général, méritent plus effectivement d'être admis.

Quel doit être
le revenu des
membres des
communes.

Harley, ministre en faveur, qui avoit beaucoup contribué à la ruine de l'ancien ministère, perdoit la con-

Harley, com-
te d'Oxford.
Attentat de
l'abbé de la
Bourlie.

fiance des Torys , parce qu'il étoit trop sage pour imiter leur violence. Mais un événement tragique rétablit tout-à-coup son crédit & sa réputation. L'abbé de la Bourlie , françois , homme de condition , après avoir excité les fanatiques des Cévennes , s'étoit attaché au service de Hollande , puis au service d'Angleterre ; toujours inquiet , volage , mécontent & factieux. On lui avoit donné un régiment , & ensuite une pension de retraite , qu'on ne payoit pas fort exactement. Ne se croyant pas récompensé à proportion de ses mérites , il voulut traiter avec la cour de Versailles. On intercepta les lettres ; on l'arrêta ; on le conduisit au conseil pour subir l'interrogatoire. Transporté de fureur , il demande à parler au secrétaire d'état Saint-Jean , vraisemblablement pour le poignarder. On lui refuse sa demande. Comme Saint-Jean étoit loin de lui , il se jette sur Harley en s'écriant : *Hé bien , à toi !* il lui porte deux coups de canif , & reçoit aussitôt plusieurs blessures , dont il mourut quelque temps après. Les soupçons injurieux au ministre

s'évanouirent, dès qu'un ennemi de l'état eut attenté contre sa personne. Les deux chambres firent l'éloge de sa fidélité & de son zèle; elles accusèrent le papisme; & la reine ordonna l'exécution des lois contre les papistes. Harley devint comte d'Oxford, grand trésorier; l'administration passa tout-entière entre ses mains.

Il fit créer une compagnie de commerce de la mer du sud, qui devoit payer les dettes de la marine, moyennant les fonds qu'on lui assignoit. La nation se flattoit vainement de pouvoir trafiquer sur la côte du Pérou; le ministère comptoit peut-être en obtenir la permission du roi d'Espagne par le premier traité de paix: espérance chimérique, sur laquelle étoit fondé l'établissement de la nouvelle compagnie.

Compagnie
du sud.

Le comte d'Oxford vouloit mettre fin à la guerre. Ce dessein étoit d'autant plus raisonnable que l'empereur Joseph étant mort, l'archiduc Charles son frere devoit lui succéder. La politique ne permettoit plus d'établir sur le trône d'Espagne un prince héritier de la puissance autrichienne.

La cour
disposée à
la paix.

On rend
à Dieu l'an-
cien minis-
tere.

Cependant l'ivresse de la victoire, la passion des conquêtes échauffoient tellement le peuple, qu'on avoit besoin d'adresse pour lui inspirer des sentimens pacifiques. Il falloit exciter sa haine & son mépris contre l'ancien ministère, auteur d'une guerre aussi inutile que glorieuse. Les communes seconderent les vues secrètes de la cour. Elles dirent dans une remontrance à la reine, qu'elles avoient acquitté les dettes accablantes de l'état; qu'en remontant à la source de ces dettes, elles avoient découvert des fraudes, & un mauvais emploi de l'argent public; que les personnes chargées de l'administration, les années précédentes, avoient omis plus de trente millions de livres sterling dont ils devoient rendre compte; que leurs pratiques pernicieuses avoient ruiné l'Angleterre; & que, sans la prudence de sa majesté, le mal seroit devenu irrémédiable. Enfin elles supplierent la reine de donner ses ordres, pour faire incessamment rendre les comptes à ceux qu'elles accusoient. Cette remontrance publiée dans le royaume, remua les esprits comme on

le souhaitoit. Les ministres déposés devinrent si odieux, qu'on se flatta de faire approuver des mesures toutes contraires aux leurs.

Cependant il y avoit encore des ménagemens à garder avec la Hollande & l'Empire. Marlborough, après avoir perdu son crédit, conserva le commandement des troupes, & reparut avec éclat sur le théâtre de ses victoires. Les lignes que le maréchal de Villars avoit tirées de Montreuil jusqu'à Valenciennes, sembloient mettre la France à l'abri de toute insulte. Le général anglois, par une marche également adroite & rapide, surprit les François & força les lignes. Ensuite il assiégea Bouchain, entreprise non moins hasardeuse qui eut le même succès. Cette campagne ouvroit la France aux ennemis.

Marlborough commande encore l'armée.

Le duc d'Argyle commanda l'armée d'Espagne. On le laissa manquer d'argent, & il ne put rien faire de considérable. L'archiduc partit enfin de Barcelone; il fut élu empereur sous le nom de Charles VI. Les Anglois si jaloux de maintenir l'équilibre, auroient agi contre eux-mêmes en s'obstinant à la guerre.

Charles VI empereur.

Préliminaires
de la paix.

A cette raison palpable, se joignoit dans le cœur d'Anne un motif d'humanité, le plus digne d'émouvoir les princes, mais trop souvent étouffé par une politique meurtrière & ambitieuse : la désolation, la misère, le sang répandu, tous les maux qui suivent les armes, excitoient la douleur de cette princesse. Si la France étoit réduite à un état pitoyable, l'Angleterre achetoit bien cher de vains triomphes, dont elle ne recueilloit point de fruits. Elle sacrifioit ses trésors & ses citoyens pour une cause indifférente. La reine, en cherchant la paix, travailloit au bonheur de son royaume, autant qu'à celui de l'humanité. C'étoit le plus noble ouvrage que pût faire un souverain. Déjà un prêtre françois, nommé Gaultier, avoit été employé pour assurer la cour de France des dispositions favorables de celles de Londres. Le poëte Prior, négociateur habile, (car les talens littéraires s'unissent souvent, chez les Anglois, à ceux de l'homme d'état) Prior, dis-je, vint conférer à Fontainebleau avec les ministres de Louis XIV. Il repassa en Angleterre, accom-

pagné de Ménager, député de Rouen à la chambre du commerce, à qui l'on avoit donné pouvoir de traiter des préliminaires de la paix. Les premiers articles furent signés après de longues conférences. Ils portoient la démolition de Dunkerque : ils assuroient une barrière à la Hollande ; ils ménageoient équitablement les intérêts des alliés. Cependant le ministre de Charles VI, à qui on les communiqua, en fit publier la traduction, pour échauffer les esprits & rompre des mesures si salutaires. Il reçut aussitôt défense de reparoître à la cour.

L'empereur & les états-généraux, ne supportant qu'une légère partie du poids de la guerre, dont ils retiroient le plus d'avantages, firent des représentations à la reine contre ses projets pacifiques. Elle vit avec indifférence les démarches de l'empereur ; elle déclara aux Hollandois, par l'organe du comte de Strafford, son ambassadeur, que s'ils ne concouroient pas immédiatement aux préliminaires, tout délai de leur part seroit regardé comme un refus. Les états consentirent alors que les conférences fus-

Oppositions
des alliés.

& des Whigs.

sent ouvertes à Utrecht, au commencement de l'année suivante. Mais la faction des Whigs s'agitoit dans le royaume. Des pamphlets satiriques attaquoient insolemment les vues du ministère. On craignoit même de n'avoir pas la pluralité des voix dans la chambre-haute. Anne créa douze nouveaux pairs pour y faire pencher la balance de son côté.

 1712.

Marlborough privé
du commandement.

Le prince
Eugene en
Angleterre.

Tant que Marlborough auroit le commandement des troupes, il falloit s'attendre aux plus vives oppositions. On saisit le moment de lui enlever cet avantage. Les commissaires, pour l'examen des comptes publics, ayant vérifié qu'il avoit reçu annuellement une somme considérable des entrepreneurs du pain de l'armée; la reine déclara dans son conseil, qu'afin que l'on pût examiner impartialement cette affaire, elle jugeoit convenable d'ôter au duc tous ses emplois. Sur ces entrefaites, arriva le prince Eugene, avec des instructions de l'empereur. Le but de son voyage étoit vraisemblablement d'animer les Whigs par sa présence & par ses intrigues. Ce grand homme traita

Marlborough , comme s'il eût encore joui de la faveur. Il dînoit un jour chez le comte d'Oxford. Celui-ci se félicitant tout haut , par politesse , d'avoir à sa table le premier capitaine de l'Europe : *Si je le suis* , répondit le prince , *c'est à vous que je le dois*. On ne pouvoit mieux faire l'éloge de Marlborough : sa disgrâce étoit principalement l'ouvrage d'Oxford.

Quoiqu'Eugene reçût en Angleterre tous les honneurs dus à son rang & à son mérite , il ne réussit pas dans ses projets. Malgré les égards & l'amitié qu'il témoignoit pour Marlborough , le parlement ne ménagea point cet illustre général. Il fut accusé de péculat. La soif des richesses avoit certainement souillé sa gloire ; mais il semble que sa gloire & ses services auroient dû couvrir quelques reproches , dont il se justifioit par des ordres obtenus de la cour. Ce procès traîna en longueur , & la reine écouta moins la passion que la prudence : un jugement contre Marlborough n'eût-il pas été une tache sur ce beau regne ?

De nouveaux bills , qui passerent au parlement , méritent une atten-

Il n'y réussit point.

Actes du parlement.

tion particuliere. Le duc d'Hamilton, écossais, demandoit à entrer dans la chambre-haute en qualité de duc de Brandon. Il s'agissoit de décider si les pairs d'Ecosse, créés pairs d'Angleterre depuis le traité d'union, avoient droit de séance au parlement. Quoiqu'il y eût déjà un exemple favorable au duc, la négative l'emporta de cinq voix. Tous les seigneurs qui étoient d'un autre avis, protestèrent contre l'acte; & les pairs d'Ecosse se plaignirent avec amertume. Le bill de la *conformité occasionnelle*, si long-temps combattu par les Whigs & désiré par l'église anglicane, passa en loi; mais plus modéré qu'il ne l'étoit dans son origine. Les communes annullèrent l'acte de naturalisation, qui communiquoit pour un schelling les privileges des Anglois aux protestans étrangers: cet acte avoit attiré un très-grand nombre de pauvres, aussi à charge au royaume que les citoyens industrieux lui sont utiles.

Les presbytériens peu ménagés,

Un bill en faveur des évêques, toujours exclus de la tolérance en Ecosse, fut une cruelle mortification pour les presbytériens. On mit le comble à leur

dépit, en ordonnant que les cours de judicature fériassent aux fêtes de Noël. L'observation de ces fêtes étoit à leurs yeux un reste de papisme. » Puisque » la chambre ne veut rien changer à » ce bill, dit un des membres, j'y » acquiesce; mais je desiré qu'on l'intitule : *Bill pour établir le jacobisme & la licence des mœurs*. » L'esprit de secte ne pouvoit mieux s'enoncer.

Enfin les communes, aigries contre les Hollandois, attaquèrent le traité conclu avec eux quelques années auparavant, par lequel on leur garantissoit une barrière dans les Pays-bas. Elles représenterent à la reine, dans une remontrance étudiée, que la Hollande n'avoit point fourni son contingent de troupes, & que l'Angleterre avoit fourni, au-delà du sien, dix-neuf millions sterling pendant cette guerre. Les états-généraux ayant publié un mémoire pour leur justification, on le qualifia de libelle faux, scandaleux, injurieux à la chambre. De pareilles démarches annonçoient une paix prochaine. Dix-neuf millions sterling, au-delà du contingent, pour une guerre qui n'intéressoit point le

On mortifie les Hollandois; on se plaint des dépenses de la guerre.

royaume ! C'est ainsi que les états se ruinent pour le malheur les uns des autres ; sans même qu'il soit possible de se dédommager par des victoires & des conquêtes brillantes.

Conférences
d'Utrecht.

Les conférences d'Utrecht commencèrent néanmoins sans apparence de succès. L'empereur & les états-généraux demeuroient opiniâtrément attachés à leurs prétentions ; ils vouloient forcer Louis XIV à souscrire aux conditions les plus honteuses. Ce monarque venoit de perdre le dauphin son fils unique, le duc de Bourgogne son petit-fils, le duc de Bretagne, fils aîné du duc de Bourgogne. Pour comble de malheur, le duc d'Anjou, (depuis Louis XV) étoit menacé d'une mort prochaine. Le roi d'Espagne pouvoit hériter de la couronne de France. Il falloit qu'il renonçât à ses droits sur cette couronne, pour que la reine Anne conclût le traité, dont les articles étoient secrètement réglés entre les deux cours. L'expérience apprenoit à se défier de renonciations si incertaines ; mais on espéroit qu'en cas de besoin, elles seroient soutenues par les puissances

sances intéressées à l'équilibre de l'Europe. Philippe V accorda ce qu'exigeoit de lui la nécessité. Anne convint d'une suspension d'armes; elle envoya ordre au duc d'Ormond, son général en Flandre, de finir les hostilités qui duroient encore; elle communiqua au parlement le plan du traité de paix; & malgré les efforts de Marlborough & de Godolphin, les deux chambres l'assurèrent de leur approbation pleine de reconnoissance.

Eugene pressoit le siege du Quesnoi, quand le duc d'Ormond abandonna les alliés. Presque tous les étrangers à la solde de l'Angleterre refuserent de le suivre; tant ils se flattoient de nouveaux triomphes. Louis livre Dunkerque aux Anglois pour sureté de ses engagements; il attend avec inquiétude les événemens d'une campagne critique. Eugene prend le Quesnoi, & assiege Landrecie; des détachemens ennemis ravagent la Champagne; le royaume est consterné. Mais il ne faut qu'un moment pour détruire l'ouvrage de la fortune. Les lignes du Prince Eugene étoient, dit-on, trop étendues; & les diffé-

Les Anglois
abandonnent
les alliés.

rens postes , par conséquent , trop séparés pour se soutenir mutuellement. Une attaque brusque bien concertée fit le salut de la France. Villars force les retranchemens du général d'Albemarle , campé à Denain , sans que le prince puisse y porter du secours ; il se rend maître de Marchiennes , le dépôt des magasins de l'ennemie ; il délivre Landrecie ; reprend Douai , le Quesnoi , Bouchain , & acquiert en une campagne la supériorité sur ce vainqueur , enflé de tant de succès.

1713.
Paix
d'Utrecht.

Telle étoit cependant la fureur des alliés contre la maison de France , qu'ils résolurent de pousser la guerre avec obstination. Mais la plupart sentirent que sans l'Angleterre leurs efforts seroient inutiles. D'ailleurs Anne n'avoit rien négligé pour leur avantage ; ils ne pouvoient refuser la paix que par une odieuse ambition. Elle fut enfin conclue à Utrecht. Louis XIV reconnut le titre de la reine ; abandonna le prétendant ; garantit l'ordre de succession en faveur de la maison de Hanover ; céda la baie de Hudson , l'île de Terre-neuve

& l'Acadie; s'obligea de raser les fortifications de Dunkerque : une grande partie de ses anciennes conquêtes dans les Pays-bas devoit servir de barriere aux Hollandois; c'est-à-dire, recevoir leurs garnisons, la propriété demeurant à la maison d'Autriche : le duc de Savoie devoit avoir la Sicile : on cédoit à l'empereur Naples, Milan, la Sardaigne, la Flandre espagnole : on laissoit Gibraltar & l'île de Minorque aux Anglois, avec des droits considérables pour le commerce d'Amérique : l'Espagne & ses possessions dans le nouveau monde demeuroient à Philippe V : on stipuloit enfin les intérêts du roi de Portugal & des autres confédérés.

Charles VI refusa d'acquiescer à ces conditions, & ne tarda guere à s'en repentir. Le maréchal de Villars passa vers le Rhin; prit Landau & Fribourg; défit une armée allemande. Alors l'empereur desira la paix, & la fit en 1714 par le traité de Rastadt, moins avantageux pour lui que n'eût été celui d'Utrecht. Il auroit eu Landau, peut-être même Strasbourg, s'il avoit su finir la guerre à propos.

Traité de
Rastadt.

Il ne reconnut point le roi d'Espagne, qui de son côté refusa aussi de le reconnoître. Le traité d'Utrecht n'en fut pas moins efficace.

Anne blâmée en Angleterre.

Le calme rendu à tant de peuples, des avantages si précieux assurés à l'Angleterre, suffisoient pour immortaliser la reine Anne. Mais l'esprit de faction, qui ne voit les objets que sous de fausses couleurs, se plaît à noircir ce que la sagesse doit admirer. Les Whigs déclamerent injurieusement contre la paix. Selon eux, le traité d'Utrecht étoit l'opprobre & la ruine de la nation. Leurs invectives, leurs libelles n'épargnoient personne; & la reine, après le plus grand service qu'elle pût rendre à l'humanité, se voyoit en butte aux reproches de ses propres sujets *.

Les Ecoissois inécontents.

Une contestation dangereuse élevée dans le parlement augmenta ses inquiétudes. On avoit mis un impôt

* Peut-être, dit madame Brooke, l'intérêt de l'humanité demandoit-il qu'on mît de plus fortes entraves à l'ambition de la France. J'avoue que je ne conçois pas cette critique, surtout après la guerre de 1755.

sur la dreche; l'Ecosse n'en étoit pas exempte, quoique les membres écossois eussent insisté vivement sur la pauvreté de leur pays. Ce fardeau leur parut si intolérable, qu'ils proposèrent dans la chambre-haute de dissoudre l'union. Les débats furent très-vifs à ce sujet. Les Whigs se déclarèrent contre le traité d'union, qu'ils avoient soutenu autrefois avec chaleur. Les Torys le soutinrent aussi fortement qu'ils l'avoient autrefois attaqué. Peu importe aux hommes de parti d'être en contradiction avec eux-mêmes, pourvu qu'ils l'emportent sur leurs adversaires. La pluralité fut pour les Torys; l'union subsista, & les Ecoissois furent soumis à l'impôt.

Plus la reine, dont la santé s'affoiblissoit de jour en jour, avoit besoin de tranquillité, & avoit lieu d'en attendre, plus l'aigreur des factions lui procura de nouveaux chagrins. On sema le bruit qu'elle pensoit à mettre le prétendant sur le trône; que la succession établie pour la maison de Hanover étoit en danger; que toutes les vues du ministère tendoient

1714.
Mouvements
des Whigs.

Excès contre
le prétendant.

à détruire le système national. Les Whigs prennent feu sur ces malignes conjectures. Ils renouvellent leurs clameurs dans un nouveau parlement. Le prétendant, renvoyé par Louis XIV, s'étoit retiré en Lorraine. On veut l'arracher de cet asyle ; on veut que sa tête soit mise à prix. La chambre des pairs délibère de présenter une adresse pour cet objet. Quelques membres se récrient contre une si grande inhumanité ; ils insistent sur les droits de la nature & de la religion, sur la douceur des lois d'Angleterre. Leurs représentations n'aboutissent qu'à obtenir quelque adoucissement : car la récompense devoit être promise à quiconque se saisiroit du prince, en cas qu'il entreprit de descendre dans le royaume.

La sagesse de
la reine n'ob-
tient rien.

La reine, en recevant l'adresse des pairs, leur dit avec une sage modération, que le vrai moyen d'affermir la succession protestante, & de soutenir le gouvernement actuel, étoit de bannir les craintes & les jalousies frivoles qu'on répandoit artificieusement par-tout ; qu'elle ne voyoit aucune raison d'en venir à de telles

extrémités, & qu'elle donneroit ses ordres quand elle le jugeroit convenable. La princesse Sophie son héritière étant morte, les jacobites remuerent, les factieux donnerent de nouveau l'alarme. Anne publia enfin la proclamation qu'on desiroit contre son frere. Elle prorogea ensuite le parlement, non sans témoigner combien elle étoit sensible aux divisions qui en troubloient l'harmonie.

Ses chagrins furent envenimés par des cabales de cour. Le secrétaire d'état Saint-Jean, devenu lord Bolingbroke, s'étoit insinué dans les bonnes grâces de la favorite, & avoit miné sourdement le crédit du comte d'Oxford. Ces deux ministres se brouillerent avec éclat. Oxford écrivit à la reine contre un rival, qu'il peignoit comme un caractère turbulent & dangereux. Bolingbroke se défendit, en accusant le trésorier de correspondances suspectes avec Marlborough, qui étoit sorti du royaume; & avec le prince de Hanover, qui avoit envie d'y entrer malgré la reine. Anne fut témoin d'une dispute violente, dans laquelle Oxford perdit

Brouillerie
d'Oxford &
de Boling-
broke.

le respect , & s'échappa en menaces contre ses ennemis. Elle le dépouilla sur-le-champ de ses emplois.

Mort de
la reine.

L'agitation, l'inquiétude la conduisirent au tombeau. Elle mourut dans la cinquantième année de son âge , & la treizième de son règne. Peu de souverains ont mérité plus d'éloges que cette princesse. Sans avoir ni de grands talens , ni un esprit bien cultivé , ni assez de vigueur dans l'âme pour ne pas laisser trop d'ascendant aux favoris ; elle se distingua par les qualités du cœur , une piété sincère , une vertu constante , une tendre affection pour ses sujets , une douceur inaltérable dans le gouvernement comme dans le commerce familial. On l'appeloit la *bonne reine Anne* , titre plus glorieux que les victoires qui ont rendu son règne si célèbre. Marlborough fit trembler la France ; mais elle pacifia l'Europe.



 G E O R G E S I.

Les jacobites s'étoient vainement flattés que les droits du sang prévaudroient en faveur du fils de Jacques II, sur les motifs qui avoient fait exclure ce monarque & sa postérité de la couronne d'Angleterre. Soit que la reine Anne eût formé, ou non, le projet de changer l'ordre de succession établi par le parlement, les conjonctures ne lui avoient pas permis de rien entreprendre pour un frere malheureux. Sa mort déconcertoit les Torys; Bolingbroke, un de leurs principaux chefs, restoit sans pouvoir, & son génie, plus brillant que solide, n'étoit point fait pour gouverner la nation. Tout se soumit à un étranger. Georges de Brunswick, électeur de Hanover, fils de la princesse Sophie, petite-fille de Jacques I, fut proclamé sans la moindre opposition. C'étoit un prince de cinquante-quatre ans, d'un esprit vaste, d'une réputation bien établie, joignant le mérite militaire aux qualités poli-

 1714.
 L'électeur
 de Hanover
 reconnu roi.

tiques , ayant pour maxime de *n'abandonner jamais ses amis , de rendre justice à tout le monde , & de ne craindre personne*. Le parlement assemblé en son absence lui accorda le même revenu dont avoit joui la reine Anne. Au lieu de cinq mille livres sterling , promises sous le dernier regne , on en promit cent mille à quiconque arrêteroit le prétendant , en cas qu'il voulût descendre dans le royaume. Le temps avoit fortifié la haine contre les Stuarts. Leur religion faisoit oublier ce que l'on devoit à leur personne.

Georges se
déclare pour
les Whigs.

Georges se hâta d'arriver en Angleterre. Un prince jusqu'alors estimé par sa prudence , paroissoit capable d'éteindre l'ardeur des factions , ou de la tourner vers le bien public. Il en seroit peut-être venu à bout , s'il avoit tenu la balance égale entre les partis , & qu'il eût tâché de les réunir en les ménageant. Soit qu'il jugeât la chose impossible dans une nation turbulente , soit que les préjugés contre les Torys l'entraînaient au-delà des justes bornes ; il donna toute sa confiance à leurs ad-

versaires , comme plus dévoués au nouveau gouvernement. Bolingbroke perdit sa place de ministre ; le commandement des troupes fut ôté au duc d'Ormond , & rendu à Marlborough ; la révolution (car c'en étoit une pour les Anglois) s'étendit aux autres emplois de faveur ; enfin les Whigs triomphèrent avec d'autant plus d'insolence , qu'ils étoient tombés dans une plus profonde disgrâce.

Révolutions
de cour.

Ces commencemens ne pouvoient qu'aigrir l'animosité , & entretenir un levain de troubles. Mais on doit l'avouer : c'eût été un prodige dans les circonstances , que de tenir un juste milieu entre des partis , également nombreux & remuans.

Georges montra plus de sagesse , en déclarant qu'il étoit résolu de maintenir les églises d'Angleterre & d'Ecosse dans l'état où elles étoient établies par les lois ; qu'il espéroit y réussir sans donner atteinte à la tolérance , accordée aux protestans non-conformistes , tolérance si avantageuse au commerce & au bien public ; que surtout il conserveroit soigneusement la propriété , ce droit si précieux des

Déclaration
du roi.

sujets, principale source du bonheur de la nation.

Démolition
de Dunkerque
& de Mardick

Un des principaux articles du traité d'Utrecht prescrivait à Louis XIV la démolition de Dunkerque, dont le port lui avoit coûté des sommes immenses, & étoit devenu pour l'Angleterre un objet de jalousie & de terreur. En exécutant le traité, il fit élargir le canal de Mardick; on y commença un port comparable à celui dont il falloit se priver. Le comte de Stair, ambassadeur de la cour de Londres, se plaignit vivement de cette entreprise. Selon plusieurs historiens, le monarque lui répondit : *J'ai toujours été le maître chez moi, quelquefois chez les autres : ne m'en faites pas souvenir.* Voltaire assure que cette réponse, peu convenable selon lui, n'est point sortie de la bouche de Louis XIV. Sans examiner le fait, on y peut reconnoître l'ancienne fierté du conquérant de la Hollande & de l'arbitre de l'Europe. Mais les temps n'étoient plus les mêmes : les Anglois eurent satisfaction; les travaux de Mardick furent suspendus; on les démolit sous la régence.

Cependant le feu de la mutinerie gaignoit déjà le royaume. Tout rententissoit des plaintes du parti humilié. Plusieurs villes étoient remplies de tumulte. On ne manquoit pas, pour animer davantage le peuple, de joindre la cause de l'église à celle de la faction. *Bas les Whigs ! Sache-verel pour toujours !* c'étoit comme le cri de ralliement. Le prétendant, qu'on appelloit le chevalier de Saint-Georges, essaya de profiter des conjonctures ; il publia un manifeste, dans lequel il se plaignoit qu'on eût proclamé un prince étranger, contre la loi fondamentale & incontestable du droit héréditaire ; observant que nul acte n'avoit pu déroger à cette loi, & que ses sujets, en la violant, s'étoient fait tort à eux-mêmes autant qu'à lui.

Mutinerie
dans le royaume.

Manifeste du
prétendant.

Dans un moment si critique, il importoit au roi d'avoir un parlement dont il fût le maître. Il en convoqua un nouveau, mais de manière à irriter les mécontents. Sa proclamation renfermoit des plaintes contre ceux qui se montroient mal affectonnés au gouvernement établi : il espéroit,

1615.
Convocation
d'un parle-
ment.

ajoutoit-il, qu'on éliroit des personnes capables de remédier aux défordres actuels; qu'on auroit une attention particuliere pour les citoyens, dont le zele avoit soutenu la succession protestante, lorsqu'elle étoit en danger. Rien ne pouvoit mieux désigner les Whigs, ni marquer plus clairement de quel côté on attiroit les suffrages. L'influence de la cour eut son effet ordinaire, & dirigea les élections en corrompant les électeurs.

Harangue
du roi.

Dès que le parlement fut assemblé, le roi renouvela, par une harangue remarquable, les assurances de son zele pour le bien public. » La
 » tranquillité & le bonheur de mon
 » peuple, dit-il, seront les principaux soins de ma vie. Je regarderai
 » comme mes meilleurs amis ceux
 » qui m'aideront à suivre ces mesures; & je ne doute point que je
 » ne me trouve en état, avec votre
 » secours, de renverser les projets de
 » ceux qui voudroient m'enlever le
 » bien que j'estime le plus, l'affection de mon peuple ». Les communes fixèrent la *liste civile* ou le revenu de la couronne à sept cent mille

Revenu de
la couronne.

livres sterling , outre les dépenses extraordinaires.

Quelques membres eurent le courage de parler en patriotes. On proposa d'examiner la proclamation du roi. Le chevalier Windham déclara qu'elle étoit insoutenable , sans exemple , & d'une conséquence dangereuse pour la constitution même du parlement. *A la tour ! à la tour !* s'écria-t-on aussitôt. Il eut ordre de sortir ; cent vingt-neuf membres l'accompagnèrent. Les autres convinrent qu'il seroit réprimandé par l'orateur , comme ayant abusé indignement de la liberté de la parole. On l'auroit comblé d'éloges sous les Stuarts.

Patriotes
réprimés.

La faction dominante vouloit écraser ses adversaires par une vengeance d'éclat. Un comité secret fut chargé de rendre compte des dernières négociations ; & sur son rapport , on poursuivit cruellement les anciens ministres. Le fameux Robert Walpole , président de ce comité , homme habile , qui avoit toute la confiance du roi , accuse de haute-trahison Bolingbroke , retiré en France , auteur du traité particulier conclu

Accusation
contre les anciens
ministres.

Robert
Walpole.

avec Louis XIV. Le lord Coningsby se leve aussitôt, & dit : « Le digne » président a accusé la main, & moi » j'accuse la tête; il a accusé le clerc, » & moi j'accuse le juge; il a accusé » l'écolier, & moi le maître : j'accuse » Robert Harley, comte d'Oxford, » de haute-trahison, d'autres crimes » & d'insignes malversations ». Le frere d'Oxford prend la parole pour le défendre. Il représente que ce ministre n'a rien fait que par l'ordre de la reine; que la paix d'Utrecht est avantageuse; que deux parlemens l'ont approuvée comme telle. Ces raisons ne désarment point les communes. On porte l'accusation à la chambre-haute. Le comte, après y avoir protesté de son innocence, & observé que si des ministres d'état, qui exécutoient les ordres du souverain, étoient responsables de leur conduite, tous les membres de la chambre pouvoient un jour être exposés aux mêmes recherches : « Mi- » lords, ajouta-t-il, je vais prendre » congé de vous, peut-être pour » toujours. Je donnerai ma vie avec » joie, pour une cause que favorisoit

Procès du
comte d'Ox-
ford.

» ma chere maîtresse , notre derniere
 » reine. Quand je' considere que je
 » dois être jugé par la justice , l'hon-
 » neur & la vertu de nos pairs , j'ac-
 » quiesce volontiers à ce jugement.
 » La volonte de dieu soit faite ». On le conduisit à la tour , quoique
 dangereusement malade de la gra-
 velle. Le peuple l'accompagna en
 foule , investivant contre les persé-
 cuteurs de ce respectable ministre. Le
 duc d'Ormond & le comte de Straf-
 ford furent accusés de même. Or-
 mond persuadé que ni sa naissance ,
 ni ses services ne pouvoient lui pro-
 curer un jugement équitable , aima
 mieux quitter sa patrie que de courir
 les risques de l'événement. Lui &
 Bolingbroke n'ayant pas comparu au
 temps prescrit , le bill d'*attainder*
 passa contre eux , leurs noms furent
 effacés de la liste des pairs.

Ormond &
 Bolingbroke
 proscrits.

Ces violences aigriront d'autant
 plus les esprits , qu'ils étoient déjà
 en fermentation. Peu auparavant ,
 Londres & Westminster avoient été
 remplis de tumulte. Le peuple avoit
 foulé aux pieds toute bienséance ,
 jusqu'à brûler une figure de Guillau-

On craint
 une invasion

me III, jusqu'à insulter ceux qui célébroient l'anniversaire de la naissance de Georges. Les jacobites remuoient dans le royaume. Le roi déclara au parlement qu'on étoit menacé d'une invasion. On lui donna le pouvoir de suspendre l'acte d'*Habeas corpus*, & de faire arrêter toutes les personnes suspectes; on promit cent mille livres sterling à quiconque feroit le prétendant mort ou vif; on leva des troupes; on arma la flotte; on fit toutes sortes des préparatifs. Ce n'étoit pas une alarme sans fondement. Les Torys poussés à bout commençoient à entretenir des correspondances avec les ennemis du dehors. Le prétendant espéroit la protection de Louis XIV.

Mort de
Louis XIV.

Mais ce monarque, long-temps l'idole de ses sujets & la terreur de l'Europe, mourut dans une triste vieillesse. M. Smolett ne le considère que comme *un tyran fastueux*, qui sacrifia le repos du monde à son ambition & à son orgueil. C'est ainsi que les haines nationales altèrent la vérité historique. Un écrivain assez injuste pour flétrir la mémoire de Louis XIV, sans lui donner aucune

louange, est assez réfuté par les événemens de son regne. Avec de l'ambition & de l'orgueil, un grand prince peut faire des fautes, & conserver des droits légitimes à l'admiration publique. Nous ne sommes plus les échos de ses flatteurs; nous n'élevons plus jusqu'aux cieux ni le superbe conquérant qui menace la liberté de ses voisins, ni le zéléteur impérieux qui ne ménage point les consciences de ses sujets. Les préjugés & les passions d'autrui l'égarèrent quelquefois, malgré sa droiture & sa bonté naturelles. Mais combien de preuves de sagesse, de justice, de bienfaisance, de grandeur d'ame; combien d'institutions précieuses à la France, utiles même à toute l'Europe, assurent à ce monarque les éloges de la postérité!

- Le duc d'Orléans, régent du royaume sous la minorité de Louis XV, se lia bientôt avec l'Angleterre. Sa politique ne s'accordoit point avec les desirs du prétendant. Enfin les partisans de ce dernier, ou plutôt les mécontents, paroissent en armes. Le comte de Marr leve des troupes en Ecosse, y fait proclamer Jacques III. Le nord

1716.
Révolte en
Ecosse & en
Angleterre.

de l'Angleterre imite cet exemple de sédition. Bientôt les rebelles sont poussés vigoureusement. La bataille de Dumblain les affoiblit beaucoup sans les vaincre. Enfin un renfort de six mille Hollandois assure la supériorité à l'armée royale, & le prétendant, qui étoit descendu en Ecosse, est contraint de repasser la mer. Plusieurs de ses partisans avoient été arrêtés; ils furent condamnés à mort. On vit les femmes de ces illustres malheureux implorer en vain la clémence & la protection du parlement. Georges se montra inflexible. La chambre-haute le suppliant de surseoir à l'exécution, il répondit séchement qu'il feroit ce qui lui paroîtroit le plus convenable à la dignité de sa couronne & à la sûreté de ses sujets. Le comte de Nithsdale devoit périr sur un échafaud, ainsi que d'autres seigneurs. Sa femme le sauva par un généreux artifice. Elle obtint la permission de lui dire le dernier adieu, courut l'embrasser dans sa prison, changea d'habillemenc avec lui, ménagea ainsi sa fuite, & demeura prisonniere à sa place. Interrogée juridiquement, elle

Punitions
sans clé-
mence.

Générosité
& courage
d'une femme.

garda un profond silence sur le lieu de la retraite du comte. On la mit en liberté, soit parce qu'il eût été trop odieux de la punir, soit parce que l'on ne pouvoit s'empêcher de rendre justice à sa vertu.

Souvent la sévérité ne sert qu'à enhardir l'esprit de révolte. Quoique les rebelles fussent abattus, il étoit à craindre que des exécutions sanglantes ne leur suscitassent des vengeurs. Après avoir ordonné beaucoup de supplices, la cour chercha le moyen d'en prévenir les effets. Le parlement actuel lui étoit soumis : un nouveau parlement pouvoit se tourner contre elle, & faire retomber sur les ministres la rigueur dont on accabloit les citoyens. L'acte des parlemens triennaux, ce rempart de la liberté nationale, inspiroit de justes alarmes à un ministère qui sembloit rendre au despotisme. Attaquer cet acte si important étoit une entreprise hasardeuse ; mais les conjonctures étoient favorables. Un pair représenta dans la chambre-haute que les élections trop fréquentes entretenaient l'activité des partis, fomen-

La cour veut prolonger la durée du parlement.

Raisons pour.

toient des haines dans les familles, entraînoient des dépenses ruineuses, occasionnoient des cabales & des intrigues de souverains étrangers; que dans la situation présente des affaires il convenoit de remédier à ce mal; & que c'étoit un moyen d'étouffer la rébellion, toujours prête à se ranimer. Il proposa enfin de dresser un bill pour étendre la durée des parlemens.

Raisons
contre.

Ces raisons furent vivement combattues par d'autres seigneurs. » Les
» lois fondamentales du royaume,
» disoient-ils, exigent de fréquens
» parlemens; ils sont établis par l'u-
» sage de plusieurs siècles, ils inté-
» ressent la liberté & la gloire des
» citoyens : quelle confiance les étran-
» gers pourront-ils avoir en une na-
» tion, qui auroit sacrifié lâchement
» ses droits les plus précieux ? Les
» dépenses des élections, les cabales
» qu'elles occasionnent, loin de dimi-
» nuer par ce nouveau & dangereux
» système, n'augmenteront-elles pas
» avec l'intérêt qu'auront les particu-
» liers à briguer les places d'un long
» parlement ? le ministère n'aura-t-il

„ pas & plus de motifs & plus de
 „ moyens d'en corrompre les mem-
 „ bres ? le parlement ne pourra-t-il
 „ pas aspirer lui-même à se rendre
 „ perpétuel , après avoir prolongé sa
 „ durée ; ce qui anéantiroit les pri-
 „ vileges du peuple & la constitution
 „ de l'état ? „

Des argumens si plausibles furent
 trop foibles contre l'influence de la
 cour. On disputa, on s'échauffa ; mais
 les deux chambres passerent le bill ,
 qui fixoit la durée du parlement à sept
 années ; & Georges triompha en quel-
 que maniere du peuple dont il auroit
 dû se faire aimer.

Le parlement
 fixé à sept ans

La complaisance du parlement lui
 tint lieu , autant qu'il étoit possible ,
 de l'affection de ses sujets. Comme
 ses affaires l'appeloient en Allema-
 gne , on annulla une clause de l'acte
 de *limitation* , qui lui ôtoit la liberté
 de s'éloigner du royaume. Il avoit
 acquis, comme électeur de Hanover ,
 les duchés de Bremen & de Werden ,
 dont le roi de Suede, Charles XII ,
 avoit été dépouillé par ses ennemis.
 Ce jeune héros aussi brave & plus
 vertueux qu'Alexandre , mais dont

Charles XII
 veut détrô-
 ner Georges.

la passion pour la guerre coûta tant de larmes à l'humanité, étant sorti de sa captivité de Bender, respiroit la vengeance, & brûloit de réparer ses malheurs. Irrité contre le roi d'Angleterre, il résolut de le détrôner, de faire une invasion en faveur du prétendant. Celui qui avoit mis Stanislas Leczinski à la place d'Auguste roi de Pologne, pouvoit espérer de rétablir la maison de Stuart, sur le trône qui lui appartenoit par sa naissance. Le baron de Görtz, génie entreprenant, ministre absolu de Charles, dirigeoit toute l'entreprise. Il négocioit la paix avec le czar, pour accabler les autres ennemis de la Suède; il agissoit de concert avec le cardinal Albéroni, ministre d'Espagne; il alla intriguer lui-même en Hollande, tandis que le comte de Gillenburgh, ambassadeur en Angleterre, conspiroit sourdement à Londres. Les mesures étoient bien prises; les difficultés sembloient s'aplanir; une multitude infinie de mécontents desiroient la révolution, disposés à y concourir avec ardeur. Quoique Georges se fût mis à couvert par une confédération
avec

avec la cour de France & les états-généraux, le danger étoit imminant si le secret eût été impenétrable.

Informé de ces intrigues, le roi se hâte de quitter Hanover, & de retourner à Londres. Il fait arrêter le comte de Gyllenburgh; le baron de Gortz est aussi arrêté en Hollande.

On trouve dans leurs papiers des preuves certaines du complot; on les met sous les yeux du parlement. Georges demande un subside extraordinaire, pour garantir ses royaumes du péril dont la Suede le menace. Quelques membres se récrient contre une telle proposition, soutenant qu'elle ne s'accorde point avec les usages parlementaires, que de nouvelles alliances seroient inutiles, & qu'on ne doit pas les acheter à prix d'argent. Après de vifs débats & des plaintes ameres contre les ministres, le subside est accordé. Ainsi l'Angleterre se trouva engagée dans les affaires du continent, parce que la maison régnante possédoit des états en Allemagne. Inconvénient qui a entraîné plus d'une fois des suites fâcheuses, surtout en donnant au roi

1717.

Le roi engage
l'Angleterre
dans les affaires
du conti-
nent.

une armée, que la nation ne peut voir qu'avec inquiétude.

Oxford dé-
chargé de
l'accusation

Le comte d'Oxford languissoit depuis deux ans à la tour. Il profita d'une brouillerie entre les ministres, pour demander un jugement. Les deux chambres eurent de violentes contestations sur la manière dont il falloit y procéder. Celle des seigneurs soutint que c'étoit à elle de régler les procédures, comme de prononcer la sentence; & l'emporta sur l'opposition des communes. Les accusateurs ayant été requis de comparoître, & ne s'étant point présentés, Oxford fut renvoyé absous. Mais la chambre-basse, animée par le ressentiment, le fit excepter, ainsi que Prior & quelques autres, de l'acte de pardon que le roi accorda enfin. Trop de sévérité avoit précédé cet acte, pour qu'il effaçât les impressions de la rigueur. Une sage clémence fait pardonner à propos, & sollicite au repentir. On reprochoit à Georges de n'avoir pas imité en cela ses prédécesseurs.

Mort de
Charles XII.
Entreprise de
la cour d'Es-
pagne.

Un événement imprévu le délivra de toute inquiétude du côté de la Suède. Charles XII, qui étoit sur le

point de s'unir avec le czar Pierre le grand , fut tué au siège de Fridérichshall en Norwege. Les états qu'on lui avoit enlevés , demeurèrent entre les mains des possesseurs. Georges n'avoit pas encore reçu l'investiture des duchés de Bremen & de Werden. C'étoit pour lui une raison de ménager l'empereur Charles VI , & de le soutenir contre l'Espagne. Tandis que Charles faisoit la guerre aux Turcs , comme allié des Vénitiens , guerre fameuse par les victoires du prince Eugene ; Philippe V s'empara de la Sardaigne , sous des prétextes plus spécieux que solides. Le cardinal Albéroni son ministre , dont les projets ambitieux tendoient au renversement de l'ordre établi par la paix d'Utrecht , attira sur la monarchie espagnole un orage que la prudence sembloit devoir éviter. L'empereur , la France , l'Angleterre & la Hollande conclurent un traité célèbre , pour maintenir la tranquillité de l'Europe. Cette quadruple alliance régloit le partage de quelques états. Philippe en fut mécontent ; on se prépara bientôt à la guerre.

Quadruple
alliance.

La loi mar-
tiale rétablie

Le parlement fixa le nombre des troupes à seize mille hommes , & passa un bill pour punir la mutinerie & la désertion. En rétablissant la loi martiale , on enlevait au magistrat civil la connoissance des crimes que commettraient les soldats ou les officiers de l'armée. Un acte si contraire au génie anglois prouve l'altération des principes , mais il paroît convenir au génie de la discipline militaire.

1718.
L'amiral Bing
bat les Espa-
gnols.

Le but de la quadruple alliance étoit d'obliger le roi d'Espagne à faire la paix avec l'empereur , à qui le duc de Savoie devoit céder la Sicile en échange pour la Sardaigne. Ce traité , trop avantageux à la maison d'Autriche , dont il augmentoit le pouvoir en Italie , fut rejeté par la cour d'Espagne. Georges , pour soutenir sa médiation à main armée , fit partir une flotte de vingt vaisseaux de ligne , sous le commandement de l'amiral Bing. Les Espagnols faisoient des conquêtes en Sicile. Déjà maîtres de Palerme & de Messine , ils pouvoient le devenir promptement de l'île entière. L'amiral anglois attaqua leur flotte , plus nombreuse que

la sienne, & la détruisit presque sans effort. La guerre n'étoit pas encore déclarée. On réclama en Espagne le droit des gens, violé par cette action. Quelques membres du parlement, Walpole en particulier, qui avoit perdu son crédit, la blâmerent avec chaleur. On se plaignit hautement du tort que faisoit au commerce une rupture si irrégulière, si précipitée. Les plaintes eurent peu d'effet. Le parlement docile aux impressions de la cour, approuva tout ce qu'elle voulut, & la guerre fut déclarée à l'Espagne.

La guerre
déclarée à
l'Espagne.

Peu de temps après, le duc d'Orléans découvrit un complot tramé par Albéroni contre sa personne. Cet audacieux ministre ne se proposoit rien moins que de bouleverser le gouvernement de France : il vouloit malgré la renonciation de Philippe V, lui procurer la régence de ce royaume ; & l'on conspiroit pour enlever le régent, héritier présomptif de Louis XV. La découverte de l'intrigue amena une déclaration de guerre. La France qui avoit prodigué son sang & ses trésors pour Philippe, se

Projets du
cardinal Al-
béroni.

trouva tout-à-coup son ennemie ; tant la politique rompt aisément les liens de la nature. Albéroni , toujours plus ardent à mesure qu'il rencontroit plus d'obstacles , projette une invasion en faveur du prétendant. Il le fait venir d'Italie , concerté avec lui , & presse l'exécution de l'entreprise.

1719.
Les Espagnols
échouent par-
tout.

Dix vaisseaux de guerre espagnols , sans parler des bâtimens de transport , se mettent en mer sous les ordres du duc d'Ormond , impatient de tirer vengeance de sa disgrâce. Mais Georges avoit la fortune de son côté. Une tempête dissipe cette flotte ; trois cents Espagnols , descendus en Ecosse , sont forcés de se rendre prisonniers ; toutes les espérances du prétendant s'évanouissent. Bientôt le comte de Merci , général de l'empereur , soutenu par l'amiral Bing , soumet une partie de la Sicile. Le roi d'Espagne , ne pouvant résister à tant d'ennemis , accède enfin à la quadruple alliance ; il renvoie son ministre , dont la témérité l'avoit engagé dans cette guerre. Si toutes les guerres étoient aussi courtes , elles affligeroient l'humana-

nité , sans la réduire au désespoir.

Un autre fléau , né de l'insatiable avarice , mit l'Angleterre en combustion. Les dettes nationales montoient à plus de quatorze millions sterling. On cherchoit le moyen de les acquitter. La banque d'une part ; de l'autre , la compagnie de la mer du sud , firent des offres pour cet objet. Celles de la compagnie paroissant plus avantageuses , furent acceptées : le chevalier Blunt , auteur du système qu'on adoptoit , se livra tout entier aux soins de l'exécution. Le système de Law , qui avoit une base plus solide , venoit de bouleverser la France. Mais la passion effrénée des richesses est trop aveugle pour profiter de l'expérience qu'elle a sous les yeux. Le desir & l'espérance d'une fortune considérable attirèrent dans le piège une infinité de malheureux , dupes de l'artifice & de l'intérêt. Les directeurs de la compagnie , leurs partisans mercenaires , ayant infatué le public par des chimères attrayantes , les actions monterent rapidement , de cent jusqu'à mille livres. La manie de l'agiotage

1720.
Système fatal
de la compa-
gnie du sud.

Fureur de
l'agiotage.

Le prestige
s'évanouir.

s'empara de toutes les têtes, absorba toutes les idées. Whigs, Torys, Jacobites, noblesse, clergé, médecins, jurisconsultes, marchands, les femmes ainsi que les hommes, tout parut animé du même esprit. Chacun donnoit son argent pour du papier, chacun croyoit s'enrichir en se dépouillant. Ce prestige ne fut pas de longue durée. On vit que le commerce du sud, fondement ruineux d'une si énorme entreprise, ne pouvoit répondre aux vœux de la cupidité. Les actions baissèrent tout-à-coup prodigieusement. Plusieurs projets, enfantés par une industrie avare & frauduleuse, furent totalement décriés. L'argent disparut, les payemens cessèrent, le crédit public se dissipa; des familles sans nombre se virent plongées dans l'indigence, & les cris du désespoir succéderent à l'ivresse d'une joie frivole & insensée.

Rétablissement
du crédit
public.

Georges, qui étoit alors en Allemagne, se hâta de venir remédier au désordre. Il invita le parlement à s'occuper d'une affaire si importante. Les deux chambres firent éclater le même zèle, quoiqu'il y eût parmi

leurs membres des ames corrompues, intéressées à tant d'infames manœuvres. On examine les coupables ; on confisque les biens des directeurs de la compagnie, en leur laissant quelque chose pour leur subsistance ; on indemnise les créanciers, autant que les conjonctures le permettent ; on rétablit enfin le crédit public, dont la ruine entraînoit celle du royaume. Le parlement ne pouvoit rendre un plus grand service à la nation. Walpole contribua beaucoup au succès par son génie & son travail. Il rentra dès-lors en faveur, & fut fait premier commissaire de la trésorerie. C'est un des grands avantages de l'Angleterre, que la cour trouve le sien à favoriser le mérite.

Quoique les disputes de religion fussent comme éteintes avec le fanatisme, quelques affaires ecclésiastiques occasionnerent des débats dans le parlement. En 1718 ; il avoit annulé des actes sévères contre les non-conformistes. L'évêque de Bangor avoit même soutenu à ce sujet, que de pareils actes étoient des lois de persécution ; & que si l'on

1721.
Affaires ecclésiastiques.

admettoit en matiere ecclésiastique les principes de l'intolérance, toutes les persécutions des païens & l'inquisition papiste pouvoient être justifiées. Cependant le progrès de l'impicté & de la licence réveilla le zele de ceux qui penchoient pour la rigueur. Un luxe monstrueux, d'horribles débauches, un mépris affecté pour la religion & les mœurs, éclatoient surtout depuis le système de finances; car on avoit substitué l'or & l'argent aux objets les plus dignes de l'homme. L'athéisme levoit le front. Dieu étant méprisé ou méconnu, il ne restoit ni frein, ni règle, ni principes à tant d'ames corrompues. En conséquence des représentations d'un pair sur ces désordres, on dressa un bill contre le blasphème & la profanation. Il renfermoit plusieurs articles qui s'accordoient mal avec la liberté, accordée précédemment aux non-conformistes. Ce fut un motif d'attaquer le bill. La dispute s'échauffa, & fit naître des discours très-singuliers.

Bill contre
le blasphême
& l'impicté.

Débat à
ce sujet.

Un évêque ayant représenté les derniers malheurs, comme une suite des vices dominans; le lord Onslow

répondit avec dérision , que ce prélat devoit être un grand pécheur , puisqu'il avoit tant perdu au projet de la mer du sud. Le duc de Wharton , célèbre par son libertinage , après avoir dit qu'il faisoit volontiers l'occasion de dissiper la calomnie , en déclarant qu'il n'étoit point le partisan du blasphème , ni l'ennemi de la religion ; ajouta qu'il ne pouvoit approuver ce bill , parce qu'il le jugeoit contraire à l'écriture. Aussitôt il tira une bible de sa poche , & lut divers passages dont il conclut que le bill devoit être rejeté. L'opinion du comte de Péterborough eut quelque chose de plus bizarre. Il protesta qu'il vouloit bien un roi parlementaire , mais non un dieu ni une religion de la main du parlement ; que si la chambre le gênoit à cet égard , il iroit à Rome , & tâcheroit d'avoir un chapeau de cardinal ; aimant mieux traiter de pareilles affaires dans le conclave , qu'au milieu des pairs d'Angleterre. Enfin l'opposition fut si violente , que le bill ne passa point. Georges avoit plus à cœur de se faire donner des subsides : il en obtint un pour

Le bill
rejeté.

remplir ses engagements avec la Suède, engagements où la nation étoit peu intéressée. Maître de la chambre-basse, il la faisoit servir à tous ses desseins.

1722.

Liberté mal
entendue.

L'amour de la liberté ne faisoit pas d'aller quelquefois jusqu'à l'excès. Pour se garantir de la peste qui ravageoit la Provence, on avoit ordonné de bâtir des lazarets, & de faire des lignes autour des lieux où la contagion auroit pénétré. Quelqu'un représenta qu'enfermer des citoyens dans un hôpital par ordre du gouvernement, & tirer des lignes autour d'une place infectée, étoient des pratiques inconnues dans la constitution angloise, incompatibles avec la douceur d'un gouvernement libre, odieuses même en ce qu'elles étoient imitées du gouvernement *arbitraire* de France. Ces raisons, quoique réfutées avec force, firent retrancher de l'acte parlementaire ce qui donnoit de l'ombrage. Un fantôme de liberté l'emporta sur la sûreté publique. La vraie liberté peut-elle exclure l'unique moyen de mettre un pays à couvert de la contagion?

Les Quakers occasionnerent aussi quelques disputes dans le parlement. Ils avoient obtenu sous le roi Guillaume , que leur affirmation solennelle tint lieu de serment en justice ; car tout serment répugnoit à leurs maximes, & leur réputation de probité étoit si bien établie, qu'ils pouvoient être crus sur leur parole. Extrêmement scrupuleux en fait de formules, ils demanderent encore qu'on retranchât ces mots de leur affirmation juridique, *en présence du dieu tout-puissant*. Les communes donnerent un bill en conséquence de leur requête. L'archevêque d'York & quelques autres pairs se déclarerent contre le bill ; le clergé de Londres présenta une pétition, pour se plaindre d'une condescendance si singulière, en faveur de gens qui étoient à peine chrétiens. Mais le ministère traita cette pétition de libelle séditieux ; & le plus grand nombre la rejeta. Faut-il que l'exemple des Quakers fasse la censure des chrétiens ? pourquoi d'ailleurs exiger tant de sermens, qui ne servent guere qu'à multiplier le parjure* ?

Bill en faveur
des Quakers.

* Voici une autorité bien respectable sur

Conspiration
plus que dou-
teuse.

Toutes les affaires étant finies au gré de la cour, Georges rompit le parlement, en convoqua un nouveau. Les élections furent si bien dirigées, que les membres de l'ancien formèrent la plus grande partie des communes. Le roi fit bientôt part à l'assemblée d'une conspiration nouvellement découverte. Quoiqu'il n'y en eût aucune preuve certaine, ni même vraisemblable, l'alarme se répandit comme dans un péril évident. L'acte d'*Habeas corpus* fut suspendu pour une année entière; la nation fut mise en quelque sorte à la discrétion du ministère; quelques seigneurs & plusieurs particuliers furent emprisonnés. Un manifeste absurde, attribué au prétendant, échauffa encore les esprits. On porta des bills sévères

ce point. « C'est ôter toute la force au serment, que de le rendre trop commun. On ne doit jamais admettre personne à prêter serment, que dans le cas où celui qui jure n'y trouve aucun avantage pour lui-même, & n'en procure aucun ni au juge ni au témoin ». (*Instruction de l'Impératrice de Russie pour un nouveau code.*)

contre les catholiques. Les bruits & les préparatifs de guerre répandirent le trouble dans tout le royaume. En supposant la conjuration réelle, il falloit supposer, selon la remarque de M. Smolett, que les conspirateurs n'avoient pas le sens commun, puisqu'on les accusoit de s'être adressés au régent de France, dont les liaisons intimes avec le roi d'Angleterre étoient si connues.

Cependant les communes prononcent qu'il existe un complot pour changer le gouvernement, pour mettre un papiste sur le trône. Elles poursuivent le procès des accusés. Un des principaux est le fameux Atterbury, évêque de Rochester, prélat d'une naissance obscure, mais d'un mérite brillant; ami des lettres, distingué par ses lumières autant que par ses vertus, odieux à la cour, parce qu'il n'en suivoit pas les principes; odieux aux Whigs, parce qu'il avoit les sentimens d'un Tory. Il étoit en prison. Il déclina la juridiction de la chambre, & déclara qu'il produiroit ses défenses devant les pairs. Les preuves contre lui se réduisoient à deux

1723.
Procès d'Atterbury.

lettres en chiffres , interceptées par les commis de la poste , fabriquées selon toute apparence par ses ennemis. C'en fut assez pour le condamner à perdre son bénéfice & au bannissement.

Discours
d'un pair
en faveur
de l'accusé

Le bill des communes excita de vives réclamations dans la chambre-haute. « Si l'on soutient de semblables procédés, dit le lord Bathurst, il ne reste d'autre parti à prendre pour moi & pour les autres, que de nous retirer à la campagne, & d'y jouir tranquillement de nos biens, s'il est possible, au milieu de nos familles. La moindre correspondance, la moindre lettre interceptée peut nous rendre criminels ». Il insista sur l'exemple du cardinal Mazarin, qui disoit qu'avec deux lignes de l'écriture d'un homme, jointes à un petit nombre de circonstances prouvées par témoin, il étoit maître de sa vie. Se tournant ensuite vers les évêques trop peu favorables à leur confrère, il témoigna son indignation de la haine envenimée de quelques personnes contre le savant évêque de Rochester ; haine inconcevable, « à » moins qu'ils ne fussent pénétrés de

» la ridicule opinion de quelques
 » sauvages, qui croient hériter, non-
 » seulement des dépouilles, mais des
 » talens d'un illustre ennemi, lors-
 » qu'ils l'ont tué dans une bataille ».
 Ces oppositions n'empêcherent pas le
 bill de passer. Atterbury se réfugia
 en France, où il trouva le repos, l'esti-
 me, & tout ce que la société offre
 d'agrémens aux esprits supérieurs &
 aux belles ames. Le roi accorda le
 pardon du lord Bolingbroke, en mê-
 me temps qu'il fit transporter l'évê-
 que hors du royaume. Il n'y eut
 qu'un seul homme exécuté pour la
 conspiration. Où étoient donc les
 conspirateurs ?

Le comte de Macclesfield, chance-
 lier, homme intéressé, dont les pra-
 tiques vénales excitoient les murm-
 res de la nation, paroissoit plus digne
 de la sévérité des lois. Et sur qui doit-
 elle plutôt s'exercer, que sur ceux qui
 abusent de l'autorité même des lois ?
 Chargé de la haine publique, il ré-
 signa volontairement les sceaux. Mais
 cette démarche ne le mit point à cou-
 vert. On l'accusa au parlement d'avoir
 envahi les biens de la veuve & de

1725.
 Procès du
 chancelier
 Macclesfield.

l'orphelin; d'avoir porté les plates de la chancellerie à des prix exorbitans; d'avoir abandonné à ses subalternes de grosses sommes appartenantes aux plaideurs, pour satisfaire ensuite, aux dépens de ces ames mercenaires, sa propre rapacité. On instruisit le procès. Le chancelier convaincu de pratiques frauduleuses, fut condamné à une amende de trente mille livres sterling, & à demeurer en prison jusqu'au paiement. Si la corruption pénètre dans l'ame des premiers magistrats, quel ravage doit-elle faire dans le corps de la nation ! L'exemple du châtiment devient alors nécessaire. Malheureusement il est plus rare, à mesure que le vice est plus commun.

Subsides pour
des affaires
étrangères.

Le roi prorogea le parlement, après lui avoir rémoigné une satisfaction pleine de reconnoissance. Des subsides considérables qu'il en tiroit sans nécessité, méritoient ces sentimens. Les communes se montraient aussi prodigues, qu'elles avoient été autrefois dures & économes. La nation étoit moins accablée d'impôts,

Les subsides pour les affaires étrangères.

dans les temps où l'on ne cessoit de crier au despotisme. Georges, comme électeur de Hanover, ayant des intérêts étrangers à ceux de son royaume, sa grande politique consista toujours à les soutenir aux dépens de l'Angleterre.

Il la déploya bientôt dans de nouvelles négociations relatives aux affaires du continent. L'empereur, qui sentoît le besoin d'argent & la nécessité du commerce, avoit établi à Ostende une compagnie des Indes orientales; objet de jalousie pour les puissances maritimes. Dans la vue de soutenir cet établissement, & de se fortifier contre le roi d'Angleterre, auquel il n'avoit point donné l'investiture de Bremen & de Werden, il termina ses différens avec l'Espagne. Le traité fut signé à Vienne par Riperda, hollandois, qui ayant renoncé pour la fortune à sa religion & à sa patrie, devint sans beaucoup de talens premier ministre de Philippe V. Les deux souverains renoncèrent à toute prétention sur les états l'un de l'autre : Philippe accorda aux négocians autrichiens les avantages des

Traité de
l'empereur
avec l'Es-
pagne.
Alliances
du roi.

autres négocians étrangers ; il assura la garantie de la compagnie d'Ostende, & promit un subside annuel de quatre millions de piastres à l'empereur. La Russie entra dans cette alliance. Georges en fut alarmé ; il craignit pour ses états d'Allemagne ; il conclut à Hanover une alliance défensive avec la France & la Prusse, & retourna aussitôt en Angleterre.

1726.
Georges fait
approuver ses
mesures.

Afin de faire approuver aux Anglois ce traité, qui ne les intéressoit que de loin, on eut l'adresse d'y insérer des articles sur le commerce & sur la religion protestante. On sema des bruits capables d'émouvoir le peuple ; on débita que les Impériaux s'uniroient aux Espagnols pour la conquête de Gibraltar & de Port-Mahon ; on fit retentir ces grands mots toujours répétés depuis, *machinations de gens mal-intentionnés, complot d'un prétendant papiste, intérêts des protestans, balance du pouvoir, liberté & sûreté du royaume* ; paroles, dit un historien anglois, semblables à des sons cabalistiques, & qui ont fasciné la nation jusqu'à lui faire sacrifier ses intérêts aux affaires du continent. En

vain un membre des communes te-
présenta que le traité paroïssoit con-
traire à l'acte d'établissement, par
lequel on s'étoit interdit toute guerre
pour la défense des états que le roi
possédoit en Allemagne. Cette raison
plausible ne pouvoit l'emporter sur
l'ascendant de la cour. Les deux
chambres approuverent sans peine le
traité, & promirent au roi de le sou-
tenir si l'on attaquoit ses états. Des
subsides extraordinaires furent le gage
de la soumission du parlement.

Trois escadres angloises mettent
à la voile ; l'une destinée à bloquer
les ports de Russie ; l'autre à croiser
sur les côtes d'Espagne, l'autre à saisir
les galions espagnols dans les Indes
occidentales. Cette dernière expédi-
tion ne réussit point. La cour de Ma-
drid, blessée par des hostilités en
pleine paix, ordonne des préparatifs
de guerre. Georges assemble le par-
lement, lui expose avec art tout ce
qui peut faire impression ; parle des
projets du prétendant, des intérêts du
commerce, des dangers de la religion
protestante ; déclare qu'il faut de deux
choses l'une, ou abandonner Gibraltar

La guerre
résolue.

1727.

& Port-Mahon à l'Espagne, & supporter les entreprises de la compagnie d'Ostende, ou défendre vigoureusement des droits inviolables contre deux puissances unies, pour les anéantir. Les communes entrent d'elles-mêmes dans toutes ses vues; elles accordent quarante-six mille hommes, avec une taxe de quatre schellings par livre sur les terres.

Opposition
dans la cham-
bre-haute.

Il trouva moins de facilité dans la chambre-haute. Un violent débat y annonça d'abord beaucoup d'opposition. Le lord Bathurst, après avoir développé les inconvéniens de la guerre, observa que de grandes sommes avoient été distribuées en divers endroits, pour faire réussir certaines mesures; & invita les pairs à examiner sérieusement un objet si considérable. » Quant à moi, dit-il, je n'ai jamais touché d'or d'Espagne, ni d'Angleterre; je ne suis ni François, ni Espagnol; mais je me glorifierai toujours d'être un véritable Anglois, & de parler & d'agir pour le bien de ma patrie, tant que j'aurai l'honneur d'être membre de cette chambre ». On ne laissa pas de décider que les

mesures du roi étoient honorables, justes & nécessaires. Une protestation de dix-sept pairs prouva seulement qu'il y avoit encore des ames assez courageuses, pour se roidir contre des résolutions qu'elles ne pouvoient approuver.

La harangue du roi lui attira une espece de démenti public. Le comte de Palms, ministre de l'empereur à Londres, eut ordre de lui présenter & de publier une remontrance, dans laquelle on imputoit à Georges d'avoir avancé comme certains, plusieurs faits tronqués ou mal rendus, ou destitués de fondement : on y soutenoit que l'article sur le prétendant étoit faux : qu'il n'y avoit aucune alliance offensive entre l'empereur & l'Espagne; que le traité de Vienne ne donnoit aucune atteinte aux droits légitimes de l'Angleterre : on demandoit enfin réparation de l'injure faite à la majesté impériale par ces imputations calomnieuses. Le parlement s'éleva contre un mémoire si hardi; Palms fut renvoyé; les deux souverains s'attaquerent à la diete de l'empire par des écrits pleins de personna-

Remontrance
du ministre
de l'empereur

lités & d'amertume ; tout annonçoit une guerre violente & opiniâtre. Georges contracta de nouveaux engagements avec la France, la Suede, le Danemarck, le prince de Hesse-Cassel. Il se ménagea des secours en Allemagne, mais qui devoient coûter de grosses sommes à l'Angleterre.

Le parlement
laisse à Georges
l'emploi
des subsides.

Après avoir tout obtenu du parlement, il ne lui restoit qu'à se rendre maître de l'emploi des subsides, emploi dont le parlement avoit été si jaloux. Le grand trésorier proposa dans la chambre des communes, qu'on donnât pouvoir au roi d'appliquer l'argent qu'il jugeroit nécessaire pour fournir aux dépenses, & pour remplir les engagements contractés, ou qui pourroient l'être avant la fin de l'année. Cette proposition étoit de nature à soulever les esprits. On ne manqua pas d'observer que la prudence des parlemens avoit toujours pris des précautions contre le mauvais emploi des deniers publics ; que jamais, dans un gouvernement libre, il ne s'étoit donné de pouvoir illimité & d'une conséquence si dangereuse,

dangereuses ; qu'il étoit essentiel pour le bien de l'état de conserver les formes parlementaires , d'accorder les secours sur des estimations , & d'appliquer ces secours à des objets avoués publiquement , & reconnus nécessaires ; enfin , que si l'on dérogeoit aux usages , aux maximes établies , de pareils exemples deviendroient fréquens , les ministres & la couronne acquerroient un pouvoir absolu de lever des taxes , & la constitution angloise seroit bientôt anéantie. Il en fut de cette affaire comme des autres agitées sous ce regne. L'opposition ne put contrebalancer le parti de la cour ; le bill passa dans les deux chambres.

Cependant les Espagnols formèrent le siege de Gibraltar. Mais leurs mesures étoient trop mal prises , & la place trop bien défendue , pour qu'ils pussent réussir. Les puissances , armées l'une contre l'autre , n'avoient pas , malgré l'aigreur du ressentiment , cette passion de la guerre qui prolonge les calamités du genre humain. La France employa utilement sa médiation pour rendre le calme à l'Europe. On convint des articles préliminaires,

Siege de
Gibraltar.

Préliminaires
de paix.

Mort de
Georges I.

portant que les hostilités cesseroient d'abord, que la compagnie d'Ostende feroit suspendue pour sept ans, & que l'on tiendrait dans quatre mois un congrès où tous les différens seroient terminés. Le roi, après avoir établi une régence, s'embarqua, & prit la route de Hanover. Il fut attaqué en chemin d'une maladie dont il mourut à Osnabrug, dans la soixante-huitième année de son âge, & la treizième de son regne.

Son caractère.

Georges I avoit de grandes qualités, beaucoup de génie, de discernement, de politique, de talent pour les négociations; il étoit ennemi du faste, & grave dans sa conduite, quoiqu'on lui reprochât avec raison d'avoir donné à sa maîtresse la charge de grand-écuyer. La réputation de sagesse, dont il jouissoit avant que de parvenir au trône, fut ternie aux yeux des Anglois, par un gouvernement peu conforme à leurs principes & à l'intérêt de la nation. Adoré de ses peuples d'Allemagne, comme Guillaume III l'étoit en Hollande, il éprouva ainsi que Guillaume, combien l'Angleterre est plus difficile

qu'aucun autre état à gouverner paisiblement. Mais il eut le talent de s'y rendre presque absolu, ou plutôt d'y amener tout au but de sa politique. Les conseils de ses ministres l'entraînent peut-être au-delà de ses propres mesures; & d'ailleurs, il est si naturel aux princes de vouloir étendre leur autorité! En devenant maître du parlement, il perdit l'affection de son peuple, le plus grand trésor que puisse avoir un souverain. Brouillé avec le prince de Galles, son fils unique & son successeur, il ne lui donna jamais de part au gouvernement. Le fils a paru plus digne de la couronne que le père.

C'est lui, Georges II, qui a presque réalisé sur les mers ce projet de monarchie universelle, si faussement imputé à Louis XIV, si absurde même quand on veut l'étendre au continent de l'Europe. C'est lui qui a exécuté, dans l'Amérique septentrionale, ce vaste plan de conquêtes, dont les suites sembloient menacer toutes les puissances du monde. C'est lui qui, en humiliant la France & l'Espagne, a enflé l'orgueil britannique, au point de provoquer la haine des nations les

Succès de
son fils.

plus respectables. Succès brillans , sans doute , mais qui pourront ajouter bientôt , dans l'histoire , un grand exemple à tant d'autres , pour détromper les souverains & les peuples des chimères d'une excessive ambition. Le célèbre Pitt , devenu ministre & comte de Chatham , après avoir signalé son éloquence contre la cour , conçut , inspira , exécuta ces prodigieuses entreprises. Une sage modération n'auroit-elle pas été plus utile à l'Angleterre ?

Observations

Terminons cet ouvrage par quelques observations sur le gouvernement , les mœurs & la littérature d'Angleterre. Un peuple n'est bien connu que lorsqu'on le considère sous les points de vue qui intéressent le plus l'humanité.

Pouvoir de
la couronne.

Depuis l'expulsion des Stuarts , la prérogative royale étoit resserrée dans des limites plus étroites ; les actes d'autorité arbitraire furent moins communs , la liberté civile mieux affermie ; mais le souverain n'en fut guère moins puissant. Il avoit toujours en mains les ressorts qui re-

muent les passions. Maître des offices , des dignités , il pouvoit attirer à lui cette multitude d'ames ambitieuses ou vénales qui adorent la fortune. Une corruption contagieuse , produite par les richesses & par l'intrigue , infecta dès le temps de Guillaume III ce peuple altier , si jaloux de sa liberté. Deux partis inconciliables employèrent l'un contre l'autre l'art funeste de séduire les citoyens , & d'acheter les suffrages. Pour dominer dans le parlement , ils ne rougirent pas d'altérer les principes du patriotisme ; & la cour sut profiter d'un mal qui favorisoit ses desseins.

Corruption.

Elle vint à bout de remplir de ses partisans la chambre-basse , d'en diriger les délibérations , d'en tirer des subides énormes , plutôt pour ses propres intérêts que pour les besoins de l'état. L'acte des parlemens triennaux ménageoit une ressource aux patriotes. Ils pouvoient espérer de reprendre bientôt le dessus. Mais dès que la durée du parlement fut fixée à sept ans sous Georges I , la nation parut exposée aux entreprises les plus funestes. On fit sous Georges II , en 1734 , de vains efforts

Le parlement
soumis à la
cour.

Discours
contre la loi
des sept ans.

pour établir les choses sur l'ancien pied. Le chevalier Windham, après avoir supposé, dans une harangue pleine de force & de raison, un roi incapable de gouverner, un premier ministre souillé de vices, un parlement vénal esclave du ministère ; & après avoir dépeint les suites fatales de cette supposition : « J'espère, dit-il, en finissant, que cela » ne ne se vérifiera jamais. Cependant » la nation peut être assez malheureuse » pour voir sur le trône un tel prince, » livré à un tel ministre, & le ministre » soutenu par un tel parlement. Les » lois humaines ne peuvent changer le » cours de la nature. Il ne dépend pas » de nous d'empêcher l'existence d'un » tel prince ni d'un tel parlement. Et » comme il est bien plus vraisemblable » qu'il existera si la loi des sept an- » nées subsiste ; que si elle est anéan- » tie, je conclus à demander avec » toute l'ardeur possible que cette loi » soit annulée ». La proposition de Windham fut débattue & le plus grand nombre la rejeta.

Le parti des
patriotes plus
faible.

Il y eut toujours en Angleterre de ces hommes vigilans, zélés, incorruptibles, qui ont sans cesse la patrie

devant les yeux , qui luttent contre le torrent des intérêts étrangers , & qui parlent en citoyens au milieu de l'assemblée la plus corrompue. Un gouvernement , où de tels hommes peuvent dire librement leurs pensées , où ils la disent sans crainte & sans détour , a dans soi-même un grand principe de vie & de vigueur. Mais depuis que la couronne a une armée permanente ; depuis qu'elle a des intérêts qui ne touchent point la nation ; depuis qu'elle peut compter sur les suffrages d'un long parlement , l'équilibre des pouvoirs qui forment la constitution angloise , est devenu plus difficile à maintenir. Des atteintes violentes à la liberté révolteroient un peuple ombrageux & terrible dans ses emportemens. La corruption , en détruisant les principes , fera peut-être un jour plus de mal que n'en feroient les violences du despotisme. Cette corruption , à la vérité , mise en œuvre par les deux partis , fait une espece de contre-poids entre l'un & l'autre. Malheur à une nation où un tel vice seroit un mal nécessaire ! La vraie liberté tient essentiel-

lement aux mœurs : il faut qu'elle périsse un jour si ce fondement s'écroule.

Sentimens de
Montesquieu
sur le gouver-
nement an-
glois.

On admire dans l'Esprit des lois (l. XI, c. 6. l. XIX, c. 27.) la peinture du gouvernement d'Angleterre. Le génie sublime qui l'a tracée, développe tous les avantages de cette institution politique, & la représente comme un des chefs-d'œuvre de la législation humaine. L'animosité des partis, les excès même de tout genre lui fournissent une preuve de la force interne de l'état. « Toutes les pas-
» sions y étant libres, dit-il, la hai-
» ne, l'envie, la jalousie, l'ardeur
» de s'enrichir & de se distinguer pa-
» roîtront dans toute leur étendue ;
» & si cela étoit autrement, l'état
» seroit comme un homme abattu
» par la maladie, qui n'a point de
» passions, parce qu'il n'a point de
» forces ». Sans examiner si les An-
glois jouissent actuellement de leur liberté, ou non, il montre qu'elle est établie par leurs lois, & il n'en cherche pas davantage. « Je ne pré-
» tends point, ajoute-t-il, ravalier
» les autres gouvernemens, ni dire
» que cette liberté politique extrême

» doive mortifier ceux qui n'en ont
 » qu'une modérée. Comment dirois-
 » je cela, moi qui crois que l'excès
 » même de la raison n'est pas tou-
 » jours désirable, & que les hommes
 » s'accommodent presque toujours
 » mieux des milieux que des extré-
 » mités? » En effet, pour peu que
 l'on réfléchisse sur la fermentation,
 les cabales, les discordes, les trou-
 bles, l'inquiétude, la défiance, les
 passions orageuses qui agitent perpé-
 tuellement le peuple anglois; le
 François, protégé par des lois sages,
 attaché par amour comme par devoir
 à la personne de son roi, fidele sans
 contrainte, & obéissant avec hon-
 neur, le François, dis-je, lors même
 que le cours des événemens lui arra-
 chera quelques plaintes, pourra encore
 se féliciter & s'honorer de sa patrie.

Le pouvoir de dire & d'écrire ce
 qu'on pense, en se renfermant dans
 les limites de la loi, est sans doute,
 comme l'observe Montesquieu, une
 suite nécessaire de la liberté. Ce
 devrait être le moyen d'éclairer le
 peuple & ceux qui gouvernent; de
 faire sentir les abus, & d'y apporter

Liberté de
 parler & d'é-
 crire.

du remede ; de soutenir les intérêts de la patrie , & d'en écarter les périls. Ce précieux avantage , l'Angleterre l'éprouve complètement : aussi peut-on dire que nulle part les citoyens , en général , ne sont si éclairés sur les affaires civiles ou politiques , dont ils s'occupent même sans paroître s'occuper. Mais la licence abuse des droits les plus légitimes. Chez les Anglois une satire envenimée ne respecte ni les particuliers , ni les ministres , ni le gouvernement. Non contents de distiller leur fiel dans les conversations ou dans les libelles , ils l'ont souvent répandu avec fureur sur les théâtres. Et de-là combien d'inconvéniens dangereux ?

Licence du
théâtre.

Une farce contre le ministère ayant été dénoncée , sous Georges II , à la chambre des communes , on proposa un bill pour assujettir les écrivains dramatiques à l'inspection du chambellan , de manière qu'ils ne pussent faire jouer aucune pièce sans permission. Le comte de Chesterfield fit à ce sujet un discours très-remarquable. En convenant que le théâtre devoit avoir des regles , il soutint qu'il

falloit s'en tenir aux lois établies, &
 ne pas mettre de nouvelles entraves
 à la liberté. » si une piece, dit-il,
 » semble être un libelle, ou contre
 » le gouvernement, ou contre quel-
 » que particulier, les tribunaux sont
 » ouverts, les lois suffisent pour pu-
 » nir les criminels. Si les poëtes &
 » les comédiens méritent d'être ré-
 » primés, qu'ils le soient par la lé-
 » gislation connue : s'ils se rendent
 » coupables, qu'il soient jugés, com-
 » me tous les autres Anglois, par les
 » lois de dieu & par celles du pays.
 » Ne les assujettissons point à la vo-
 » lonté arbitraire & au caprice d'un
 » homme. Le pouvoir d'un seul pour
 » juger & déterminer sans limitation,
 » sans appel, est un pouvoir inconnu
 » dans nos lois, incompatible avec
 » notre constitution, un pouvoir plus
 » grand, plus absolu que nous n'en ac-
 » cordons au roi même ». Ce discours
 fut admiré, mais n'empêcha point
 le bill des spectacles de passer en loi.

Discours
sur cet objet.

Plus la législation est douce, hu-
 maine, impartiale, plus les lois sont
 aimées & respectées. Rien peut-être
 ne fait tant d'honneur aux Anglois.

Amour
des lois.

Ils sentent que les lois sont le gage de leur bonheur ; ils les connoissent. Jusques dans ses emportemens , le peuple se montre jaloux de les maintenir. Un juge de paix , un bas officier de police armé d'un bâton , l'arrêtent quelquefois : un appareil militaire auroit moins de force. En d'autres pays , le nom de loi n'inspire guere au peuple que des sentimens de crainte : à peine y attache-t-il une idée de protection. Là , au contraire , on sacrifieroit tout pour la défense des lois. Quelle heureuse révolution un grand législateur pourroit opérer , dans les états mêmes où la liberté civile est moins étendue !

Caractère
du peuple.

Peu de
politesse.

Georges I supprima en 1717 , à la requête de l'université de Cambridge , l'usage ridicule de brûler en effigie le diable , le pape , le prétendant , le duc d'Ormond & le comte de Marr. Un tel usage fait connoître le caractère du peuple , la vivacité de ses haines , & son mépris des bienséances. La politesse n'a point encore assez adouci cette âpreté de mœurs , que les Anglois tiennent du climat , de la forme du gouvernement , & de

leur position dans une île. Des hommes accoutumés à la mer, enflammés par l'esprit de faction, orgueilleux de la liberté & de la fortune, livrés à des disputes politiques, tout occupés de leurs intérêts & de leurs systèmes; ardens, fougueux, moins par faillies que par principes, dédaignent trop l'art de plaire pour ne pas franchir souvent les bornes de l'honnêteté.

C'est une chose commune par eux, que les seigneurs mêmes, confondus avec le peuple, prennent part à ses excès & à ses emportemens. Les richesses rapprochent les états; la grande autorité des communes enfle le cœur de la bourgeoisie. Chacun se regardant comme un personnage, & ne craignant aucun citoyen, la fierté de tous met une sorte d'égalité entre tous. Aujourd'hui on aperçoit quelque changement; les campagnes sont moins habitées par la noblesse; elle court davantage aux plaisirs de Londres; les modes ou les usages de France s'introduisent de jour en jour. On en deviendra sans doute plus poli, mais plus efféminé, plus courtisan: y gagnera-t-on beaucoup?

L'humeur, le caprice, la bizarrerie,

Les seigneurs
imitent sou-
vent le peu-
ple.

Changement
de mœurs.

Humeur
capricieuse.

doivent nécessairement éclater dans une nation , où les citoyens ne se soucient de plaire à personne. *La plupart , avec de l'esprit , seront tourmentés par leur esprit même* , selon la remarque de Montesquieu ; *dans le dédain ou le dégoût de toutes choses , ils seront malheureux avec tant de sujets de ne l'être pas.* De-là vient sans doute la manie du suicide , dont les exemples sont fréquens en Angleterre. Un Anglois s'ennuie de vivre , & se tue de propos délibéré. Richard Smith & sa femme se pendirent en 1732 , l'un à côté de l'autre , après avoir tué leur enfant encore au berceau , & avoir recommandé par un billet leur chien & leur chat aux bontés de leur hôtesse. On trouva une lettre écrite , non - seulement de sang-froid , mais avec une sorte de gaieté , par laquelle ils justifioient leur résolution & le meurtre de leur fille. Ils lui avoient ôté la vie , disoient-ils , pour lui en épargner les maux ; ils vouloient se délivrer avec elle de la misere où ils étoient tombés sans ressource ; & ils se confioient en la bonté de l'être suprême qui ne pouvoit se complaire dans le malheur de ses créatures. Le désespoir

Suicide
fréquent.

de ces deux infortunés est moins étrange que celui d'un grand nombre de leurs compatriotes, qu'on a vus se donner la mort au sein de l'abondance, par tristesse ou par dégoût de la vie.

Si le courage & la politique, l'agriculture & l'industrie, le commerce & la marine, ont porté la puissance des Anglois au-delà des bornes prescrites par la nature, ce n'est peut-être pour eux qu'un présage de décadence. A force de s'étendre en Amérique, ils y ont fondé un empire trop puissant par lui-même, où la liberté, luttant contre les intérêts & les vexations de la métropole, devoit infailliblement rompre bientôt les liens de la dépendance, & affoiblir le colosse qui fouloit les deux hémisphères. Des guerres de commerce, si contraires aux vrais principes du commerce, ont chargé l'état d'une dette énorme que les fruits de la victoire ne rendent pas moins accablante. Les richesses & les taxes ont tellement haussé le prix de tout, que les Anglois semblent ne pouvoir soutenir la concurrence de l'industrie étrangère. En un mot, ils avoient à craindre le poison toujours funeste d'une excessive

Puissance &
richesses du
royaume.

prospérité ; & ce poison a opéré son effet.

Sciences ;
philosophie.

Les sciences & les belles-lettres ont rendu leur gloire plus durable. Nul peuple ne les surpasse dans les méditations savantes. Leurs mathématiciens, leurs philosophes, ont ouvert une immense carrière à l'esprit humain. Il suffit de nommer Newton & Loke ; génies d'autant plus admirables qu'ils se renferment dans la sphere de la nature pour en percer les secrets, au lieu de se perdre dans les systêmes fantastiques pour créer de nouvelles erreurs. Plusieurs philosophes de l'Angleterre ont suivi les fausses routes de l'impiété ; malheur presque inévitable lorsque la raison n'a aucun frein. Mais la religion a trouvé parmi les Anglois des défenseurs sans préjugés & sans fanatisme, aussi forts par le raisonnement que respectables par la conduite. Le clergé ayant perdu son ancien crédit, s'est livré sagement aux travaux qui attirent l'estime personnelle. Il a très-peu d'influence dans les affaires ; mais il porte la lumière dans les esprits. La science, le vrai mérite conduisent aux dignités ecclésiasti-

Théologie.

Le clergé
éclairé.

ques ; & l'émulation nourrit des talens , qui feroient étouffés sous l'empire de la faveur.

Dans un pays où l'on préfère l'utile à l'agréable , les recherches & les expériences , relatives aux besoins de la société , fixent principalement l'attention du public. Personne n'ignore combien les Anglois ont travaillé en ce genre , & combien ils y ont eu de succès. En perfectionnant l'agriculture & la navigation , ils se sont assuré des ressources inépuisables. Par l'inoculation de la petite-vérole , ils ont conservé des milliers de citoyens. Elle fut essayée sur des criminels en 1721 ; elle devint bientôt presque générale dans le royaume. Ce n'est pas à nous de peser les raisons pour & contre cette pratique. Mais sous quelque point de vue qu'on l'envisage , il paroît que l'exemple d'un peuple éclairé est en ce genre la plus forte de toutes les preuves ; & que , si le particulier peut craindre de l'inoculation , le public doit la desirer.

Goût des expériences.

Inoculation.

La littérature est devenue dans ce siècle un des principaux ornemens de l'Angleterre. Les auteurs célèbres

Belles-lettres.

qu'elle a produits sont aujourd'hui trop connus, pour qu'il soit nécessaire de les désigner. Des idées neuves, des réflexions profondes, des pensées hardies, un style mâle, énergique, souvent obscur à force de précision, les caractérisent presque tous. Le lord Bolingbroke, le comte de Shaftesbury, Addison secrétaire d'état, &c. ont moins brillé par leur rang que par leurs ouvrages. » Pope, dit Voltaire, a ré-
 » duit les sifflemens aigres de la trom-
 » pette angloise aux sons doux de la
 » flûte ». Poète sublime, élégant, philosophe, traducteur & émule d'Homère, il est admirable quand il s'élève à des objets dignes de son génie; il est au-dessous de lui-même quand il se plonge dans le borbier de la satire. Les Anglois ont enrichi leur théâtre des dépouilles de celui de France, qu'ils affectent de déprimer, & dont l'Europe reconnoît les avantages sur le leur; mais ils nous ont appris à penser plus fortement, à donner moins d'entraves au génie, à répandre les vérités utiles jusques dans les genres frivoles, à changer les romans mêmes en école de morale. Rendons

justice à leurs excellens écrivains : les nôtres n'en feront pas moins les délices de toute l'Europe.

Un genre où ils excellent aujourd'hui, c'est l'histoire ; genre le plus utile peut-être de tous, puisque c'est le plus propre à répandre la lumière bienfaisante de la vérité. Hume & Robertson réunissent tout ce qui distingue les grands historiens : ils intéressent & instruisent également. Ecossois l'un & l'autre, ils vengent en quelque sorte leur patrie du tort que lui ont fait tant de siècles de stupidité, de barbarie, de superstition & de fanatisme. Dans quel climat ne peuvent pas éclore les fruits de la raison, les chefs-d'œuvre du goût ? Dans quel climat les sciences ne peuvent-elles pas produire des miracles ? Si quelqu'un ose encore se déclarer partisan de l'ignorance, qu'il voie ce que l'Ecosse étoit jusques dans le dernier siècle, & ce qu'elle est devenue depuis qu'on y cultive les connoissances utiles au genre humain.

Histoire.
Hume &
Robertson.

Fin du troisieme & dernier Volume.

TABLE DES MATIERES.

SOMMAIRES

DU TROISIEME VOLUME.

CHARLES I, *chap. 2. page 1.*

PREMIERES hostilités : siege de Gloucester par le roi : les communes intraitables : elles envoient au secours de Gloucester : bataille de Newbury : mort de Falkland : les Ecoſſois pour le parlement : covenant commun : treve du roi avec les Irlandois : parlement d'Oxford opposé à celui de Westminster : nouvelles hostilités : autres batailles : politique du parlement : secte des Indépendans : caractère de Cromwel : projet de réformer l'armée : artifice singulier des Indépendans : ordonnance du renoncement à soi-même : Fairfax général ; Cromwel sous lui : négociations inutiles : conditions honteuses que le parlement proposoit : fanatisme des parlementaires : Laud exécuté injustement : différence des deux armées : bataille de Naseby décisive contre la couronne : on publie les lettres du roi à la reine : les affaires empiront : négociation en Irlande , qui irrite encore les rebelles : le parlement change le gouvernement ecclésiastique : Presbytériens : système de tolérance : rejeté par les Puritains : le roi se livre aux Ecoſſ-

fois : comment ils le reçoivent : insolence
 des ministres : les Ecoissois vendent le roi
 au parlement : on le traite indignement :
 révolte de l'armée contre le parlement :
 parlement militaire : l'armée enleve le roi :
 le parlement devenu odieux : l'armée exerce
 à son tour le despotisme : elle domine à
 Londres : le roi se sauve dans l'île de
 Whits : faction des Levellers : leurs prin-
 cipes extravagans : Cromwel les réprime :
 articles qu'on veut faire souscrire au roi :
 on perd tout respect pour lui : seconde
 guerre civile : négociation entre le roi & le
 parlement : on ne peut s'accorder sur des
 points de religion : entêtement insensé des
 sectaires : progrès de l'armée : exécutions :
 traits de courage : l'armée veut se défaire
 du roi : le parlement réduit aux Indépen-
 dans : bill qui renverse la constitution : dis-
 cours hypocrite de Cromwel : le roi devant
 ses juges : réponse du roi : il est condamné
 à mort : quatre seigneurs s'offrent à mou-
 rir pour lui : le roi se prépare au supplice :
 Fairfax trompé par les régicides : douleur
 de la nation : lettre de Charles I à son fils :
 l'Icon de Charles I : arts , littérature : Ben-
 Johnson dans la misere.

REPUBLIQUE , page 47.

La monarchie abolie : plusieurs partis dans
 la nation : fanatiques : Charles II proclamé
 en Ecoisse : son parti en Irlande : révolte
 des Levellers : gouvernement tyrannique :
 Cromwel subjugué l'Irlande : exécution du

brave Montrose : paroles de ce héros :
 Charles II en Ecosse : il est forcé de prendre
 le langage du fanatisme : zele des Ecossois
 contre les forciers : Cromwel est général ,
 & marche en Ecosse : le clergé Ecossois af-
 foiblit l'armée par bigoterie : bataille de
 Dunbar : Cromwel réfute les rêveries des
 Ecossois presbytériens : Charles à l'armée :
 il passe en Angleterre : Cromwel vainqueur
 à Worcester : fuite du roi à travers les plus
 grands périls : puissance de la République :
 soumission de l'Irlande & de l'Ecosse : rup-
 ture avec la Hollande : la comtesse de Der-
 by : actes de navigation : hostilités : progrès
 étonnans de la Hollande : projet de Crom-
 wel contre le parlement : il le casse avec
 outrage : ce trait donne l'idée la plus juste
 de Cromwel : parlement fanatique de Ba-
 rebonne : harangue singulière de Cromwel :
 actes dignes d'une telle assemblée : dissolu-
 tion de ce parlement : Cromwel protecteur :
 son autorité : suite de la guerre avec la
 Hollande : le protecteur fait la paix : par-
 lement bientôt dissous : affaire de Panta-
 léon-Sa : alliance avec la Suede : guerre de
 France avec l'Espagne : Mazarin brigue
 l'alliance de Cromwel : Cromwel préfère la
 France à l'Espagne : le zele de religion y
 contribue : expéditions maritimes contre
 l'Espagne : conquête de la Jamaïque : mort
 de Blake : gouvernement intérieur de Crom-
 wel : il dompte les Puritains : il se garantit
 de l'assassinat : parlement voué à Cromwel :
 on lui offre la couronne : il la refuse : pour-
 quoi : on regle son autorité : il casse le

parlement dès qu'on l'inquiete : Dunkerque remis à Cromwel : Mazarin le courtise : Cromwel dévoré de chagrins : sa dernière maladie : il se rassure contre les remords : il prédit sa guérison : il meurt : portrait d'Olivier Cromwel : les circonstances l'entraînent : Richard Cromwel protecteur : cabales dans l'armée : Richard se démet : il vécut heureux dans la retraite : le Rump , parlement ridicule : conspiration en faveur de la maison royale : Lambert sauve le parlement & le caste : Charles II sans ressource à la paix des Pyrénées : Monk se déclare pour le parlement : sa prudence : le parti de l'armée abattu : Fleetwood sans vigueur : Lambert prisonnier : Monk dans la capitale : parlement libre convoqué : restauration de la monarchie : proclamation de Charles.

Mœurs , fanatisme : les républicains austères : les royalistes gens de plaisir : mœurs & opinions des Quakers : leur premier fanatisme : déistes , littérature : Hobbes : Harvey : Milton : finances : troupes , leur paye : commerce : noblesse commerçante : réduction de l'intérêt : l'argent devenu le ressort des gouvernemens.

CHARLES II, page 101.

Bonnes qualités du roi : conseil bien composé : Hyde , comte de Clarendon : acte d'amnistie : revenu de la couronne plus fort qu'autrefois : procès des régicides : leur fanatisme jusqu'à la mort : l'armée congédiée : le parlement dissous : offre étonnante au

roi : l'épiscopat rétabli avec modération :
 soulèvemens de fanatiques : les Presbyté-
 riens trop difficiles à soumettre : parlement :
 acte en faveur de la couronne : bill d'uni-
 formité : cet acte propre à aigrir les sectai-
 res : subside extraordinaire : procès de Vane
 & de Lambert : défenses du premier : Dun-
 kerque vendu à la France faute d'écono-
 mie : les Presbytériens vexés : le roi favo-
 rable à la religion catholique : déclaration
 de tolérance désapprouvée par le parlement :
 guerre avec la Hollande : batailles navales :
 Louis XIV pour les Hollandois : combat
 de quatre jours : Ruyter battu : peste & in-
 cendie de Londres : on accuse de l'incendie
 les catholiques : négociation de Breda :
 entreprise hardie des Hollandois : traité de
 Breda : disgrâce du comte de Clarendon : il
 est accusé & banni : sa retraite en France :
 alarme qu'inspire l'ambition de Louis XIV :
 triple alliance négociée à la Haie : de Wit
 n'attend pas le consentement des villes :
 modestie du chevalier Temple : paix d'Aix-
 la-Chapelle : commencement des troubles :
 acte contre les conventicules : le roi mé-
 content : nouveau ministère ou la cabale :
 système du roi pour se passer du parlement :
 il se ligue secrètement avec Louis XIV : il
 trompe le parlement : deux fautes du roi :
 outrage fait à un gentilhomme : scélérat en
 faveur : autres imprudences : guerre avec
 la Hollande sous de frivoles prétextes :
 deux factions en Hollande : le prince d'O-
 range : combat naval de Solebay : Louis
 XIV en Hollande : le prince d'Orange sta-
 thouder :

thouder : massacre des Wit : Guillaume anime les Hollandois : parlement rassemble : Shaftesbury chancelier : on attaque la déclaration d'indulgence : le roi cede : serment du test : infidélité de Shaftesbury : la Hollande délivrée : paix avec la Hollande : conseils du chevalier Temple au roi : Louis continue la guerre avec succès : disputes parlementaires : serment qu'on veut exiger : contestation des communes avec les pairs : les cafés fermés & rouverts : puissance de Louis XIV : conduite de Charles à son égard : paix de Nimegue : l'Ecosse tyrannisée : traits d'oppression : le roi n'y remédie point : conspiration absurde attribuée aux catholiques : Oates accusateur : ses dépositions contre les jésuites : lettres de Coleman au pere de la Chaise : la conspiration jugée certaine : on dénonce la conjuration au parlement : Oates récompensé : autre délateur suscité par exemple : mesures violentes du parlement : Danby accusé de trahison pour une faute du roi : le parlement est prorogé & cassé : procès de Coleman, du P. Ireland, &c. : le complot papiste est une chimere : nouveau parlement : on en veut au duc d'York : le roi l'oblige de se retirer : on poursuit l'affaire de Danby : nouveau conseil : Shaftesbury président : le duc d'York exclus de la couronne : bill d'exclusion : autres actes des communes : bill d'*Habeas corpus*, pour les emprisonnemens : le parlement cassé : exécution de cinq jésuites innocens : révolte des presbytériens en Ecosse : Whigs & To-

rys : parlement : exhortation du roi : violences des communes : résistance de Stowel : procès de Stafford , pour le complot papiste : il meurt avec courage : Charles casse le parlement : parlement d'Oxford : mutinerie : le roi plus ferme : imposteur protégé par les communes : le parlement cassé : le roi devient absolu : espionnage & délations : le duc d'Ormond en Irlande : Shaftesbury l'accuse ; le comte d'Oisly le défend : l'Irlande paisible sous son gouvernement : affaires d'Ecosse : Argyle contre le duc d'York : excès du gouvernement : le duc d'York redouté & haï : Londres dépouillé de ses privilèges : conspiration de Shaftesbury : fin de ce conspirateur : la conspiration découverte : comment la trahison doit être prouvée selon les lois : procès & mort de Ruffel : procès de Sidney : ses écrits servent de témoin : sort d'Essex & de Montmouth : le roi absolu : propositions condamnées à Oxford : autorité du duc d'York : mort de Charles II : son caractère : méprise des Stuarts : ils se régloient imprudemment par des exemples étrangers : le duc d'York successeur de son frere.

J A C Q U E S II, p. 191.

Discours de Jacques au conseil : adresse des Quakers au roi : les Quakers en Pensilvanie : conduite du roi peu conforme à son discours : son zele blâmé à Rome : mort de l'ambassadeur d'Espagne : parlement dévoué au roi ; discours imprudent de Jacques :

Oates puni : révolte de Montmouth : il est pris & exécuté : exécutions barbares : Jeffries , magistrat inhumain : affaires d'Ecosse : tout s'y fait au gré de la cour : parlement : dispense du test : haine pour les catholiques : examen du pouvoir de dispenser des lois : les catholiques en faveur : le P. Péters • zele imprudent du roi pour sa religion : Innocent XI en prévoit les suites : procès de six évêques : mauvais effet qui en résulte : soupçons sur la naissance du prince de Galles : politique du prince d'Orange : ligue contre Louis XIV : Guillaume délaprouve la conduite de Jacques : préparatifs secrets de ce prince : Jacques rejette les offres de Louis XIV : il est surpris & tremblant : manifeste de Guillaume : Jacques abandonné : il perd la couronne sans combat : jugement de Hume sur ce roi : parlement : on déclare le trône vacant : première source de révolutions : le prince d'Orange déclare ses intentions : établissement de la couronne : les droits de la nation : nouveaux sermens : pourquoi on ne resserra pas davantage la prérogative.

Marine , commerce sous les derniers rois : mœurs , irréligion : philosophie , littérature : Butler , Dryden , Otway : presque plus de duels ; pourquoi : préjugé contre les financiers.



SIXIEME PARTIE.

Depuis la révolution de 1688.

GUILLAUME III & MARIE, page 124.

Pouvoir de la couronne après la révolution : Burnet évêque : la convention changée en parlement : parti contre Guillaume : subsides avec précaution : le roi veut établir la tolérance : le clergé y met obstacle : revenu de la couronne soumis à l'examen des communes : Guillaume reconnu en Ecosse : acte contre le roi Jacques : griefs des Ecoissois : lords des articles : l'Ecosse entièrement soumise : conduite de Jacques protégé par Louis XIV : sa dévotion mal entendue : préparatifs de guerre : Jacques en Irlande : siège mémorable de Londondery : nouvelles fautes de Jacques : les protestans vexés : fausse monnoie , &c : Guillaume envoie des troupes en Irlande : il plie son caractère : le clergé anglican contraire à Guillaume : le parlement l'inquiète aussi : débats d'un nouveau parlement : fausse nouvelle de sa mort : bataille de la Boyne : mort de Schomberg : retraite de Jacques : suite des succès en Irlande : guerre contre Louis XIV : l'Irlande soumise : conditions accordées aux Irlandois : plusieurs s'expatrient : parlement : plaintes contre le roi : fermentation en Ecosse : massacre de Glencoe : nouvelle tentative en faveur de Jacques : déclaration qu'il publie : la reine Marie

s'oppose à son pere : combat de la Hogue : campagne de Flandres : prise de Namur par Louis XIV : bataille de Steinkerque : conspiration contre Guillaume : mécontentement des Anglois : corruption dans le royaume : débats dans le parlement : subside prodigieux : vains projets du parlement : Guillaume battu à Nerwinde : autres avantages stériles de la France : pertes des alliés sur mer : machine infernale : le roi obtient tout du parlement : maneges de cour : affaires du parlement : bill pour la naturalisation des prorestans : le parlement triennal : mort de la reine : prise de Namur par Guillaume : bombardemens : nouveau parlement : acte concernant les procès de haute-trahison : réforme des monnoies : conspiration en faveur de Jacques : découverte du complot : mesures pour le dissiper : association en faveur du roi : dispute sur le titre du roi : supplice des conjurés : procès de Fewick : si le témoignage d'un absent peut être admis : suite de la guerre : traité de Riswick : la France reconnoît Guillaume : Louis avoit besoin de la paix : Guillaume veut une armée subsistante : raisons pour lesquelles on s'y oppose : seconde compagnie des Indes : on demande la réformation des mœurs : société pour la réformation : le roi obligé de renvoyer sa garde hollandoise : le parlement chagrine le roi : affaires de la compagnie des Indes : traité de partage pour la monarchie espagnole : nouveau traité de partage : testament du roi d'Espagne : Louis XIV accepte le testament :

acte de limitation pour la succession à la couronne : droits de la maison de Hanover à la couronne : le parlement blâme le traité de partage : dispositions à la guerre : ministres accusés ; troubles civils : libelle contre le parlement : mouvemens contre la France : ligue de l'Angleterre & de la Hollande avec l'empereur : Louis reconnoît le fils de Jacques II pour roi d'Angleterre : harangue de Guillaume : le parlement entre dans les mesures du roi : mort de Guillaume III : ses grandes entreprises : taches de sa réputation.

A N N E , page 297.

Anne digne de la couronne : la guerre déclarée à la France : Marlborough tout-puissant : état de la France : campagne de Flandres : expéditions maritimes : trait de courage : la reine gagne la confiance du parlement : la mémoire de Guillaume outragée : actes parlementaires : pension de Marlborough : traitement du prince de Danemark : les Torys dominant & persécutent : conformité occasionnelle : raisons pour & contre : disputes des partis : troubles en Ecosse : Ecois opposés à l'union des deux royaumes : discours hardi dans leur parlement : affaires d'Irlande : campagne malheureuse des alliés : défection du duc de Savoie & du roi de Portugal : efforts de l'Angleterre : querelles des deux chambres : acte de sûreté en Ecosse : danger de l'empereur : bataille de Hochstet ou de Blenheim : suites de la victoire des alliés : récompenses de Marlborough : affaires d'Espagne : siege de Gibral-

tar , &c : subside énorme : prise de Barcelone : Péterborough : l'Angleterre & l'Ecosse réunis en un seul royaume : conditions du traité : les Ecoissois opposés à l'union : discours contre : le traité d'union confirmé en Ecosse : disputes en Angleterre sur l'union : les difficultés étoient peu solides : bataille de Ramillies : siege de Turin : expéditions d'Espagne : bataille d'Almanza , siege de Toulon : Marlborough perd son crédit à la cour : Louis XIV entreprend une invasion en Ecosse : les ducs de Bourgogne & de Vendôme échouent en Flandre : siege de Lille : pertes du roi d'Espagne : mort du mari de la reine : acte de naturalisation en faveur des protestans : l'ambassadeur de Russie mis en prison : Louis XIV demande la paix : zele des François : bataille de Malplaquet : procès du docteur Sacheverel : disputes sur l'obéissance passive : réflexions sages d'un évêque : le docteur condamné : insolence des alliés à l'égard de Louis XIV : Vendôme en Espagne : bataille de Villaviciosa : révolution dans le ministere anglois : nouveau parlement : triomphe de Sacheverel : Marlborough insulté : partialité du parlement : quel doit être le revenu des membres des communes : Harvey , comte d'Oxford : attentat de l'abbé de la Bourlie : compagnie du sud : la cour disposée à la paix : on rend odieux l'ancien ministere : Marlborough commande encore l'armée : Charles VI empereur : préliminaires de la paix : opposition des alliés , & des Whigs : Marlborough privé du commandement : le prince Eugene en Angleterre : actes du parlement : les presbytériens peu

ménagés : on mortifie les Hollandois : on se plaint des dépenses de la guerre : conférences d'Utrecht : les Anglois abandonnent les alliés : paix d'Utrecht : traité de Rastadt : Anne blâmée en Angleterre : les Ecoissois mécontents : mouvemens des Whigs : excès contre le prétendant : la sagesse de la reine n'obtient rien : brouillerie d'Oxford & de Bolingbroke : Oxford disgracié : mort de la reine.

G E O R G E S I , page 369.

L'électeur de Hanover reconnu roi : Georges se déclare pour les Whigs : révolution de cour : déclaration du roi : démolition de Dunkerque & de Mardick : mutinerie dans le royaume : manifeste du prétendant : convocation d'un parlement : harangue du roi : revenu de la couronne : patriotes réprimés : accusation contre les anciens ministres : Robert Walpole : procès du comte d'Oxford : Ormond & Bolingbroke proscrits : on craint une invasion : mort de Louis XIV : révolte en Ecosse & en Angleterre : punition sans clémence : générosité & courage d'une femme : la cour veut prolonger la durée du parlement : raisons pour : raisons contre : le parlement fixé à sept ans : Charles XII veut détrôner Georges : le roi engage l'Angleterre dans les affaires du continent : Oxford déchargé de l'accusation : mort de Charles XII : entreprise de la cour d'Espagne : quadruple alliance : la loi martiale rétablie : l'amiral Byng bar les Espagnols : la guerre déclarée à l'Espagne : projets du cardinal Albéroni :

les Espagnols échouent partout : système fatal de la compagnie du sud : fureur de l'agiotage : le prestige s'évanouit : affaires ecclésiastiques : bill contre le blasphème & l'impiété : débats à ce sujet : le bill rejeté : liberté mal entendue : bill en faveur des Quakers : conspiration plus que douloureuse : procès d'Atterbury : discours d'un pair en faveur de l'accusé : procès du chancelier Macclesfield : subsides pour les affaires étrangères : traité de l'empereur avec l'Espagne : alliances du roi : Georges fait approuver ses mesures : la guerre résolue : oppositions dans la chambre-haute : remontrance du ministre de l'empereur : le parlement laisse à Georges l'emploi des subsides : siège de Gibraltar : préliminaires de paix : mort de Georges I.

Observations : pouvoir de la couronne : corruption : le parlement soumis à la cour : discours contre la loi des sept ans : le parti des patriotes plus foible : sentimens de Montesquieu sur le gouvernement anglois : liberté de parler & d'écrire : licence du théâtre : discours sur cet objet : amour des lois : caractère du peuple : peu de politesse : les seigneurs imitent souvent le peuple : changement de mœurs : humeur capricieuse : puissance & richesse du royaume : science : philosophie : théologie : goût des expériences : inoculation : belles-lettres histoire.

Fin de la Table.

APPROBATION.

J'AI lu par l'ordre de Monseigneur le Vice-Chancelier, les *Elémens de l'Histoire d'Angleterre*, par M. l'Abbé MILLOT. C'est un très-bon abrégé de cette Histoire, écrit avec sagesse & exactitude. A Paris, ce 28 Octobre 1767.

Signé, COURCHETET.

PRIVILEGE DU ROI.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand-Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenants Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra: SALUT. Notre amé PIERRE-ETIENNE DURAND, Libraire, Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public, un ouvrage intitulé: *Elémens de l'Histoire d'Angleterre*, par M. l'Abbé MILLOT: s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Privilège à ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume, pendant le temps de six années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs - Libraires & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de notre obéissance; comme aussi d'imprimer, ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter, ni contre-faire ledit Ouvrage, ni d'en faire aucuns extraits,

Sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende, contre chacun des contrevenants, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposant, ou à celui qui aura droit de lui; & de tous dépens, dommages & intérêts. A la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en bon papier & beaux caractères, conformément aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril 1725, à peine de déchéance du présent Privilège; qu'avant de l'exposer en vente, le manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée, es mains de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le sieur DE LAMOIGNON; & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, un dans celle dudit sieur DE LAMOIGNON, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Vice-Chancelier & Garde des Sceaux de France, le sieur DE MEAUXPEOU; le tout à peine de nullité des Présentes. Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & ses ayants-cause, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long, au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit tenue pour dûment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secrétaires, soi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier, ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles, tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce con-

traires. CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. DONNE
à Paris le seizieme jour de Décembre, l'an de
grace mil sept cent soixante-sept, & de notre
Regne le cinquante-huitieme. PAR LE ROI EN
SON CONSEIL.

Signé, LE BEGUE.

*Registré sur le Registre XVII de la
Chambre Royale & Syndicale des Libraires
& Imprimeurs de Paris, N^o. 1544, fol.
339, conformément au Règlement de 1723.
A Paris, ce 29 Décembre 1767.*

GANEAU, Syndic.

ERRATA.

Page 2, ligne 23, obligé, lisez obligés.

P. 16, lig. 21, conduit, lis. conduits.

P. 57, lig. 2, les, lis. le.

P. 139, lig. 9, il fait, lis. il faut.

P. 187, lig. 3, avoit vu, lis. avoit vues.

P. 252, lig. 19, permettoit, lis. promettoit.

P. 266, lig. 2, vu, lis. vue.

P. 274, lig. 2, perdra, lis. perdrait.

P. 280, l. 24, cette incendie, l. cet incendie.

De l'Imprimerie de P. FR. GUEFFIER,
rue de la Harpe.

VAD
1535755

2011

2011

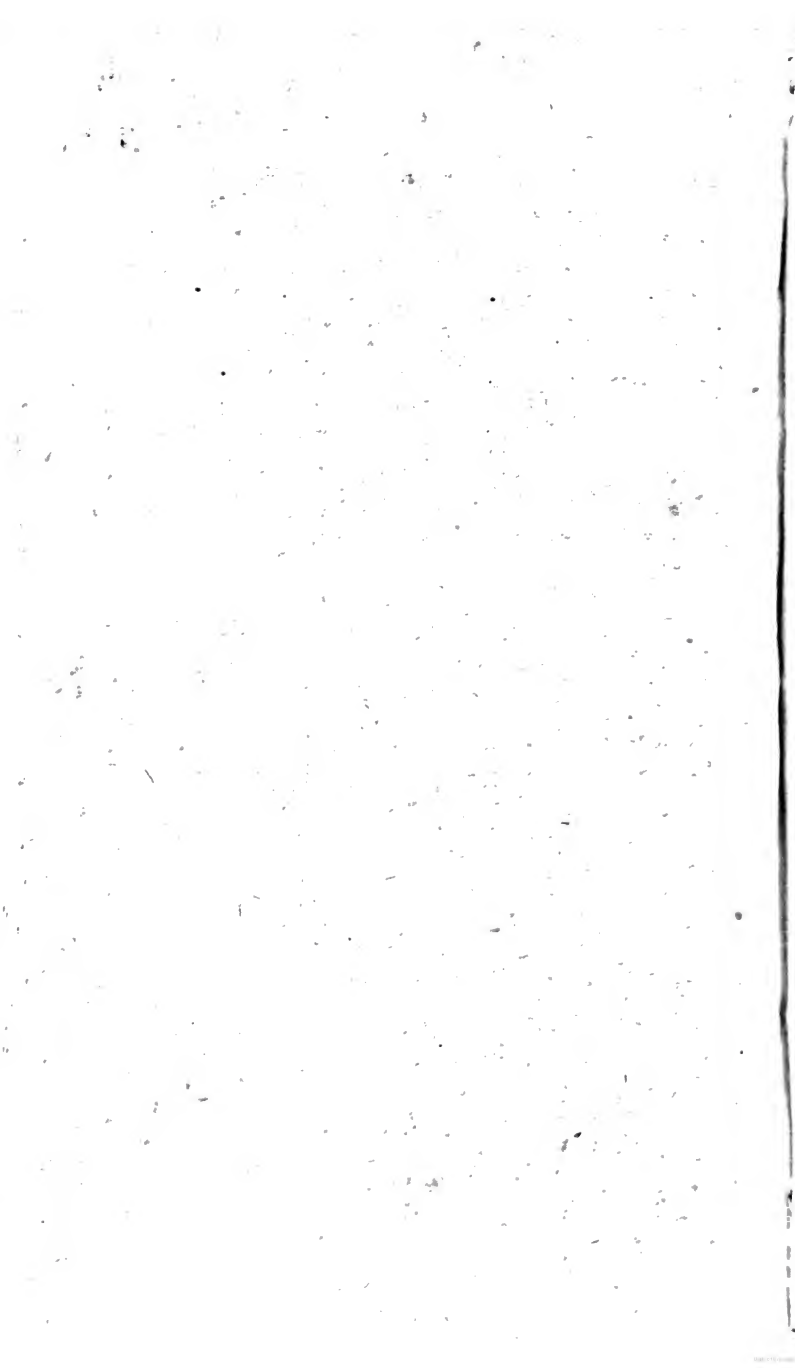
2011

2011

2011

2011

2011



141 S 48

36



